



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 12 novembre 1966

Quebec, Saturday, November 12, 1966

Rèlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. If that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,

ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**À La Catalogne Restaurant inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: André Labonté, 8001, avenue des Vendéens, Claude Constantineau, 7923, Wilfrid-Pelletier, tous deux d'Anjou, et Georges Boucher, 5460, rue Bélanger, Montréal, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « À La Catalogne Restaurant Inc. », avec un capital divisé en 15,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3925-66

Art Cement Flooring Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Jean Goulet, Bernard Tellier, tous deux avocats, et Pierre Laforest, stagiaire, tous trois de 31, St-Jacques-ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme poseurs de parquets ou planchers de toutes sortes et faire le commerce du ciment et ses sous-produits, sous le nom de « Art

Letters Patent**À La Catalogne Restaurant inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Labonté, 8001 des Vendéens Ave., Claude Constantineau, 7923 Wilfrid-Pelletier, both of Anjou, and Georges Boucher, 5460 Bélanger St., Montreal, all three notaries, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "À La Catalogne Restaurant Inc.", with a capital stock divided into 15,000 common shares of no nominal value and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3925-66

Art Cement Flooring Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Goulet, Bernard Tellier, both advocates, and Pierre Laforest, probationer, all three of 31 St. James West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business laying parquets or floors of all kinds, and to deal in cement and its by-products, under the name of "Art Cement

Cement Flooring Ltd., avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9964, rue des Récollets, Montréal-nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3906-66

L'Association des Clubs de service du Québec Métropolitain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Bourret, ingénieur, 1381, rue St-Cyrille ouest, Louis Lessard, fonctionnaire, 830, Lévis, tous deux de Québec, et Pierre Chouinard, comptable, 1246, Rousseau, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir la fraternité et le dialogue entre les groupes qui ont des buts similaires, sous le nom de « L'Association des Clubs de service du Québec Métropolitain inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3905-66

Association Sepharade Francophone

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Émile-A. Perez, agent d'affaires immobilières, 3492, avenue Kent, Moïse Levy, traducteur-interprète, 851, avenue Dollard, Renée Bohbot, assistante technique, épouse commune en biens de Charles Bohbot, 3400, avenue Ellendale, app. 228, Salomon Benbaruk, directeur, 4202, rue Carlton, Joseph Timsit, imprimeur, 2557, Ekers, André Amiel, gérant, 8524, avenue Mayrand, tous six de Montréal, Ernest Yana, comptable, 811, avenue Davaar, Denise Elofer, secrétaire archiviste, épouse commune en biens de David Elofer, 755, avenue Bloomfield, app. 6, tous deux d'Outremont, William Raphael Laskar, directeur commercial, 8210, rue des Vendéens, Anjou, et Guy Teboul, représentant commercial, 4628, rue du Souvenir, Laval, pour les objets suivants:

Conserver et maintenir la culture française parmi les personnes de confession hébraïque et de langue française, sous le nom de « Association Sepharade Francophone ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

2239-66

B. & M. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

Flooring Ltd., with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9964 des Récollets St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3906-66

L'Association des Clubs de service du Québec Métropolitain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without shares capital: Jean-Louis Bourret, engineer, 1381 St-Cyrille Street West, Louis Lessard, civil servant, 830 Levis, both of Quebec, and Pierre Chouinard, accountant, 1246 Rousseau, Sillery, for the following purposes:

To promote fraternity and dialogue among groups having similar goals, under the name of "L'Association des Clubs de service du Québec Métropolitain inc."

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3905-66

Association Sepharade Francophone

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Émile-A. Perez, real estate agent, 3492 Kent Avenue, Moïse Levy, translator-interpreter, 851 Dollard Avenue, Renée Bohbot, assistant technician, wife common as to property of Charles Bohbot, 3400 Ellendale Avenue, apt. 228, Salomon Benbaruk, director, 4202 Carlton Street, Joseph Timsit, printer, 2557 Ekers, André Amiel, manager, 8524 Mayrand Avenue, all six of Montreal, Ernest Yana, accountant, 811 Davaar Avenue, Denise Elofer, secretary archivist, wife common as to property of David Elofer, 755 Bloomfield Avenue, apt. 6, both of Outremont, William Raphael Laskar, commercial director, 8210 des Vendéens Street, Anjou, and Guy Teboul, commercial representative, 4628 du Souvenir Street, Laval, for the following purposes:

To conserve and maintain French culture among the persons of hebraic denomination and of French language, under the name of "Association Sepharade Francophone".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

2239-66

B. & M. Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Pelops Boutsalis, Dimitrios Drivakis et Peter Chouliareas, tous trois restaurateurs, de 4639, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « B. & M. Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5950, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3839-66

Beauce gestion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jean Marier, 3045, La Forest, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, tous deux de Ste-Foy, et Michel Cogger, St-Pierre, Ile-d'Orléans, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Beauce gestion inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 90 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3760-66

G. Beauchamp & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Rolland Beauchamp, 7657, Châteaubriand, Montréal, Marcel Beauchamp, 1909, O'Brien, St-Laurent, et Gilles Roy, 86a, 10^e avenue, Pointe-Calumet, tous trois plombiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « G. Beauchamp & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3836-66

Armand Beaumont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Armand Beaumont, épiciers-bouchers, Françoise Martel, ménagère, épouse dudit Armand Beaumont, tous deux de 1444, Père Chaumonot, L'Ancienne-Lorette, et Madeleine Lefebvre, secrétaire, fille majeure, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Armand Beaumont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions

22nd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pelops Boutsalis, Dimitrios Drivakis and Peter Chouliareas, all three restaurateurs, of 4639 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "B. & M. Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5950 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3839-66

Beauce gestion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Marier, 3045 La Forest, Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, both of Ste-Foy, and Michel Cogger, St-Pierre, Ile-d'Orléans, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Beauce gestion inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 90 class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 100 class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3760-66

G. Beauchamp & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rolland Beauchamp, 7657 Châteaubriand, Montreal, Marcel Beauchamp, 1909 O'Brien, St-Laurent, and Gilles Roy, 86a, 10th Avenue, Pointe-Calumet, all three plumbers, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "G. Beauchamp & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3836-66

Armand Beaumont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Beaumont, grocer-butcher, Françoise Martel, housewife, wife of the said Armand Beaumont, both of 1444 Père Chaumonot, L'Ancienne-Lorette, and Madeleine Lefebvre, secretary, fille majeure, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Armand Beaumont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200

ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'An-cienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

4246-66

**Berthiaume, St-Pierre, Thériault
et associés inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Paul Berthiaume, 3170, Belvédère, Brossard, Simon St-Pierre, 912, rue Paradis, Ste-Foy, et Robert Thériault, 666, rue Allard, Verdun, tous trois conseillers en administration, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en adminis-tration, sous le nom de « Berthiaume, St-Pierre, Thériault et associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3901-66

Boutique Marie-France inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Jean Tremblay, comptable agréé, Micheline Tremblay, mar-chande, épouse dudit Jean Tremblay, tous deux de 8, Garnier, et Denis Bérubé, comptable agréé, 4, de Berneval, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique Marie-France inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Vomeau, district judiciaire de Hauteville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

2960-66

**C. L. construction ltée
C. L. Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administra-teur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de sep-tembre 1966, constituant en corporation: Jean Couvrette, 12067, Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050, Louis-Hémon, tous deux agents, et Ginette Lapointe, secrétaire, épouse de André Barré, 1500, Lecaron, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entre-preneurs généraux en construction, sous le nom de « C. L. construction ltée — C. L. Construction Ltd. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'An-cienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

4246-66

**Berthiaume, St-Pierre, Thériault
et associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Berthiaume, 3170 Belvédère, Brossard, Simon St-Pierre, 912 Paradis Street, Ste-Foy, and Robert Thériault, 666 Allard Street, Verdun, all three administration coun-sellers, for the following purposes:

To carry on business as administration coun-sellers, under the name of "Berthiaume, St-Pierre, Thériault et associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3901-66

Boutique Marie-France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Tremblay, chartered account-ant, Micheline Tremblay, merchant, wife of the said Jean Tremblay, both of 8 Garnier, and Denis Bérubé, chartered accountant, 4 de Berneval, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on the business of dresses and other ladies' clothing, under the name of "Boutique Marie-France inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauteville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

2960-66

**C. L. construction ltée
C. L. Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Couvrette, 12067 Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050 Louis-Hémon, both agents, and Ginette Lapointe, secretary, wife of André Barré, 1500 Lecaron, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "C. L. construction ltée — C. L. Construction Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no nominal value.

Le siège social de la compagnie est 7041, de la Naudière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3455-66

Centre des loisirs de Ste-Pétronille

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Proulx, rentier, Philippe Fiset, électricien, et Paul-Gérard Laflamme, fonctionnaire provincial, tous trois de Beaulieu, Ile-d'Orléans, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre des loisirs de Ste-Pétronille ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Beaulieu, Ste-Pétronille, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3889-66

Le Centre sportif St-Pierre-de-Broughton

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Leblond, gérant, Huguette Gagné, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Leblond, tous deux de 295, rue Carreau, et Benoit Leblond, vendeur, 286, rue Notre-Dame nord, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Centre sportif St-Pierre-de-Broughton ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Pierre-de-Broughton, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3659-66

Le Cercle Claire-Fontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Aline Archambault, épouse séparée de biens d'Aimé Lalancette, 8775, rue Boyce, Jeannine Girard, épouse commune en biens de Fernand Gariépy, 2875, rue Mercier, Gisèle Lalonde, épouse séparée de biens de Laurent Marcoux, 7460, de la Devinière, Claire Marneau, épouse séparée de biens de Lucien Dallaire, 8333, rue Marseille, Fleurette Massé, épouse séparée de biens de Roger Lapierre, 2720, rue Mercier, Jacqueline Michaud, épouse contractuellement séparée de biens de René Lalonde, 8533, rue Ste-Claire, Huguette Moquin, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Parent, 2295, rue St-Émile, Myrtha Moreau, épouse

The head office of the company is at 7041 de la Naudière, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3455-66

Centre des loisirs de Ste-Pétronille

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Eugène Proulx, annuitant, Philippe Fiset, electrician, and Paul-Gérard Laflamme, provincial civil servant, all three of Beaulieu, Ile d'Orléans, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Centre des loisirs de Ste-Pétronille".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Beaulieu, Ste-Pétronille, Ile-d'Orléans, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3889-66

Le Centre sportif St-Pierre-de-Broughton

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Leblond, manager, Huguette Gagné, housewife, wife contractually separate as to property of said Robert Leblond, both of 295 Carreau Street, and Benoit Leblond, salesman, 286 Notre-Dame Street North, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Le Centre sportif St-Pierre-de-Broughton".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St-Pierre-de-Broughton, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3659-66

Le Cercle Claire-Fontaine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Aline Archambault, wife separate as to property of Aimé Lalancette, 8775 Boyce Street, Jeannine Girard, wife common as to property of Fernand Gariépy, 2875 Mercier Street, Gisèle Lalonde, wife separate as to property of Laurent Marcoux, 7460 de la Devinière, Claire Marneau, wife separate as to property of Lucien Dallaire, 8333 Marseille Street, Fleurette Massé, wife separate as to property of Roger Lapierre, 2720 Mercier Street, Jacqueline Michaud, wife contractually separate as to property of René Lalonde, 8533 Ste-Claire Street, Huguette Moquin, wife contractually separate as to property of Claude Parent, 2295 St-Émile Street, Myrtha Moreau,

séparée de biens de Rémi Tremblay, 2877, rue Mercier, Mariette Rocheleau, épouse contractuellement séparée de biens de Gaston Michaud, 8420, rue Hochelaga, Irène Séguin, épouse contractuellement séparée de biens de Denis Cardinal, 3000, rue Lebrun, Thérèse Temilini, épouse contractuellement séparée de biens de Henry King, 8945, rue Boyce, toutes onze ménagères, et Elizabeth Bouchard, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Bernard Lemaitre-Auger, 3160, Pierre-Tétreault, toutes douze de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Cercle Claire-Fontaine inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3987-66

Colonie de vacances Monseigneur Desrosiers

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Théodule Desrosiers, curé, 527, St-Jérôme, M. l'abbé Paul-Émile Dubé, prêtre curé, 251, rue Thibault, Dr Paul Sarrasin, médecin, 324, rue Thibault, Antonin Maltais, cuisinier, 271, rue Bouffard, J.-Yvon Mercier, courtier en assurance, Léo Pinel, gardien, 284, rue St-Jean, Gérard Lavoie, comptable agréé, 200, Étienne-Gagnon, Jules-R. Sirois, 150, St-Pierre, Hector Richard, 256, St-Pierre, Hermon Richard, 195, rue Lebel, tous trois marchands, Benoit Joncas, entrepreneur, 141, Lebel, et Léonce Levasseur, gérant, 166, de la Fabrique, tous douze de Matane, pour les objets suivants:

Établir et diriger une colonie de vacances, sous le nom de « Colonie de vacances Monseigneur Desrosiers ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3919-66

Coorsh Air Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat et Conseil en loi de la reine, 5723, Melling, Joseph Mendelson, avocat, 5622, Jellicoe, tous deux de Côte-St-Luc, et Martin Gross, avocat, 1105, Ridgewood Drive, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ballons dirigeables, aéroplanes, avions biplans, machines, appareils volants, hydroaéroplanes ou automobiles, sous le nom de « Coorsh Air Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

wife separate as to property of Rémi Tremblay, 2877 Mercier Street, Mariette Rocheleau, wife contractually separate as to property of Gaston Michaud, 8420 Hochelaga Street, Irène Séguin, wife contractually separate as to property of Denis Cardinal, 3000 Lebrun Street, Thérèse Temilini, wife contractually separate as to property of Henry King, 8945 Boyce Street, all eleven housewives, and Elizabeth Bouchard, trader, wife contractually separate as to property of Bernard Lemaitre-Auger, 3160 Pierre-Tétreault, all twelve of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Le Cercle Claire-Fontaine inc."

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3987-66

Colonie de vacances Monseigneur Desrosiers

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Monsignor Théodule Desrosiers, rector, 527 St-Jérôme, Father Paul-Émile Dubé, priest-rector, 251 Thibault Street, Dr. Paul Sarrasin, doctor, 324 Thibault Street, Antonin Maltais, cook, 271 Bouffard, Street J.-Yvon Mercier, insurance broker, Léo Pinel, care-taker, 284 St-Jean Street, Gérard Lavoie, chartered accountant, 200 Étienne-Gagnon, Jules-R. Sirois, 150 St-Pierre, Hector Richard, 256 St-Pierre, Hermon Richard, 195 Lebel Street, all three traders, Benoit Joncas, contractor, 141 Lebel, and Léonce Levasseur, manager, 166 de la Fabrique, all twelve of Matane, for the following purposes:

To establish and direct holiday camps, under the name of "Colonie de vacances Monseigneur Desrosiers".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3919-66

Coorsh Air Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jack Rudner, advocate and Queen's Counsel, 5723 Melling, Joseph Mendelson, advocate, 5622 Jellicoe, both of Côte-St-Luc, and Martin Gross, advocate, 1105 Ridgewood Drive, Laval, for the following purposes:

To deal in air ships, aeroplanes, biplanes, machines, flying apparatus, hydroplanes or automobiles, under the name of "Coorsh Air Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3878-66

Paul Corbeil & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jean-Guy Corbeil, chauffeur, 293, St-Jovite, Paul Corbeil, commerçant, 282, St-Jovite, tous deux de St-Jérôme, et Rosario Corbeil, chauffeur, 663, 7^e Rue, St-Antoine-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de véhicules automobiles et faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Paul Corbeil & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1481, boulevard des Laurentides, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 2739-66

Corporation de Villiers inc. De Villiers Corporation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Bernard Dansereau, 12200, Jasmin, Claude Arsenault, 282, Bleignier, tous deux industriels, et Claude Grignon, avocat, 285, Marcotte, tous trois de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Corporation De Villiers inc.—De Villiers Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3680-66

Dewittville Recreation Association, Inc. L'Association des loisirs de Dewittville, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: William Malcolm Royce Ruddock, marchand général, George Cameron Bryson, inspecteur de textile, Norman Gordon McLean, Thomas Enoch Frank Quinnell, Harold J. McCaig, tous trois cultivateurs, et J.-J. Léger, gérant d'usine, tous six de Godmanchester (Dewittville), pour les objets suivants:

Former une association charitable et éducative pour le développement de la santé, le bonheur, la culture et le bien-être de la jeunesse et des citoyens, sous le nom de « Dewittville Recreation Association, Inc.—L'Association des loisirs de Dewittville, inc. ».

The head office of the company is at Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3878-66

Paul Corbeil & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Corbeil, chauffeur, 293 St-Jovite, Paul Corbeil trader, 282 St-Jovite, both of St-Jérôme, and Rosario Corbeil, chauffeur, 663, 7th Street, St-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as repairers of motor vehicles and to carry on business as hardware merchants, under the name of "Paul Corbeil & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1481 des Laurentides Blvd., Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 2739-66

Corporation de Villiers inc. De Villiers Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Dansereau, 12200 Jasmin, Claude Arsenault, 282 Bleignier, both industrialists, and Claude Grignon, advocate, 285 Marcotte, all three of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Corporation De Villiers inc.—De Villiers Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3680-66

Dewittville Recreation Association, Inc. L'Association des loisirs de Dewittville, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: William Malcolm Royce Ruddock, general merchant, George Cameron Bryson, textile overseer, Norman Gordon McLean, Thomas Enoch Frank Quinnell, Harold J. McCaig, all three farmers, and J.-J. Léger, plant manager, all six of Godmanchester (Dewittville), for the following purposes:

To constitute a charitable and educational association for the development of the health, happiness, culture and welfare of the youth and citizens, under the name of "Dewittville Recreation Association, Inc.—L'Association des loisirs de Dewittville, inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Godmanchester (Dewittville), district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 3840-66

Dobeauguy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Gilles-R. Guilbert, 103, Orchard, LaSalle, Omer-L. Dooley, 465, 89e Avenue, Laval, Gaston-N. Beauregard, 11884, De Meulles, Montréal, tous trois comptables, et Jean-Paul Gagné, avocat, 1375, chemin Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Dobeauguy inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3961-66

Les Éditions Leméac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Lucille St-Denis, 5617, rue De Carignan, Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, et Hélène Michaud, 807, rue Duluth est, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires et papetiers, sous le nom de « Les Éditions Leméac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 340 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 371, avenue Laurier ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3497-66

École Saint-Jean-Bosco

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Irenée Gilbert (frère Félix Gilbert), éducateur, 2160, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Simon Paradis, fonctionnaire, 889, Richelieu, et Hector Pelletier, avocat, 1545, boulevard de l'Entente, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Administrer une école de rééducation pour les jeunes et les adolescents exceptionnels, sous le nom de « École Saint-Jean-Bosco ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000,000.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Godmanchester (Dewittville), judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 3840-66

Dobeauguy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1966, have been issued by the Administrators of the Government of the Province, incorporating: Gilles-R. Guilbert, 103 Orchard, LaSalle, Omer-L. Dooley, 465, 89th Avenue, Laval, Gaston-N. Beauregard, 11884 De Meulles, Montreal, all three accountants, and Jean-Paul Gagné, advocate, 1375 Lucerne Road, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Dobeauguy inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares of no nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 3961-66

Les Éditions Leméac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucille St-Denis, 5617 De Carignan Street, Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, and Hélène Michaud, 807 Duluth Street East, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as booksellers and stationers, under the name of "Les Éditions Leméac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each, 340 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each and 1,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 371 Laurier Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 3497-66

École Saint-Jean-Bosco

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Irenée Gilbert (brother Félix Gilbert), professor, 2160 Ste-Foy, Road, Ste-Foy, Simon Paradis, civil servant, 889 Richelieu, and Hector Pelletier, lawyer, 1545 de l'Entente Boulevard, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To direct a re-educational school for young and exceptional adolescents, under the name of "École Saint-Jean-Bosco".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000,000.

Le siège social de la corporation est 2160, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3907-66

École Thérèse Gauthier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Guy Bouthillier, gérant, 7489, Châteaubriand, Thérèse Gauthier, femme d'affaires, fille majeure, 10550, Place L'Acadie, et Georges Bodnar, comptable agréé, 11912, De Meulles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Donner des cours d'études et d'entraînement de toutes sortes, sous le nom de « École Thérèse Gauthier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4510, rue de la Roche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3846-66

L'Économie familiale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Marcel Giroux, industriel, 989, rue Labelle, St-Jérôme, Denis Ouellette, menuisier, et Lucette Sauvé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Denis Ouellette, ces deux derniers de 315, Côte-St-Louis, St-Augustin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie, mercerie, chaussures, bijouterie, ferronnerie et alimentation, sous le nom de « L'Économie familiale inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Benoît, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3899-66

Ellada Bakery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Andreas Kostandakopoulos, fabricant de meubles, Sotirios Sambalis, boulanger, tous deux de 201A, rue Villeneuve, et Lambros Kalogeropoulos, boulanger, 5311, boulevard St-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, sous le nom de « Ellada Bakery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188

3894-66

The head office of the corporation is at 2160 Ste-Foy, Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3907-66

École Thérèse Gauthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Bouthillier, manager, 7489 Châteaubriand, Thérèse Gauthier, business woman, fille majeure, 10550 L'Acadie Place, and Georges Bodnar, chartered accountant, 11912 De Meulles, all three of Montreal, for the following purposes:

To dispense study and training courses of all kinds, under the name of "École Thérèse Gauthier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 4510 de la Roche Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3846-66

L'Économie familiale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marcel Giroux, industrialist, 989 Labelle Street, St-Jérôme, Denis Ouellette, carpenter and Lucette Sauvé, housewife, wife separate as to property of said Denis Ouellette, the latter two of 315 Côte-St-Louis, St-Augustin, for the following purposes:

To deal in linen, small wear, shoes, jewellery, hardware and food products, under the name of "L'Économie familiale inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Benoît, county of Two Mountains, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3899-66

Ellada Bakery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Andreas Kostandakopoulos, furniture maker, Sotirios Sambalis, baker, both of 201A Villeneuve Street, and Lambros Kalogeropoulos, baker, 5311 St. Lawrence Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Ellada Bakery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0

3894-66

Les Entreprises Bellerive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue d'Anjou, Pierre Durcault, 266, rue de Lorraine, tous trois avocats, de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Laflèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Bellerive inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 185, rue St-Jean, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3887-66

**Les Entreprises Deaudelin Itée
Deaudelin Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, 10420, Clark, Marie-Andrée Bourassa, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Martel, 1040, Gilford, et Yves Hurtubise, gérant, 8422, St-Dominique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Deaudelin Itée — Deaudelin Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3611-66

Les Entreprises Joncas Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1966, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théoret, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de la ville de Saint-Eustache, et Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, paroisse de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages pour faire le lavage automatique et manuel des automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Joncas Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3161, 3e Rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3941-66

Les Entreprises Bellerive inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose St., André St-Jacques, 154 d'Anjou St., Pierre Durcault, 266 de Lorraine St., all three advocates, of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut St., Laflèche, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Bellerive inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 185 St-Jean St., Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3887-66

**Les Entreprises Deaudelin Itée
Deaudelin Enterprises Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, 10420 Clark, Marie-Andrée Bourassa, secretary, wife contractually separate as to property of René Martel, 1040 Gilford, and Yves Hurtubise, manager, 8422 St-Dominique, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Les Entreprises Deaudelin Itée — Deaudelin Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 20,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3611-66

Les Entreprises Joncas Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille St., Françoise Théoret, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille St., both of the town of Saint-Eustache, and Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, parish of Saint-Eustache, for the following purposes:

To operate and manage garages for automatic and manual washing of automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Les Entreprises Joncas Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3161, 3rd Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3941-66

Farewell Cove Farms Limited
Les Fermes Farewell Cove limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour d'août 1966, constituant en corporation: William Tetley, avocat, 112, avenue Cornwall Mont Royal, Warren Black, étudiant en droit, 390, chemin Côte Vertu, app. 622, St-Laurent, et Marguerite Gravel, secrétaire, fille majeure, 1418, rue Joliette, Montréal, pour les objets suivants :

Exercer le commerce de pêche, de bois, de tourisme, d'immeuble et d'agriculture, sous le nom de « Farewell Cove Farms Limited — Les Fermes Farewell Cove limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3330-66

Fleuriste Pelletier & Montpetit Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Romuald Montpetit, commerçant, 170, Bord de l'eau, Thérèse Corbin, commerçante, épouse séparée de biens de Charles Pelletier, 170 B, Bord de l'eau, tous deux de St-Athanase, et Sylvio Daoust, bourgeois, 1470, boulevard Leblanc, Laval, pour les objets suivants :

Faire le commerce des fleurs et de toutes sortes de variétés de plants, sous le nom de « Fleuriste Pelletier & Montpetit Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, Bord de l'eau, St-Athanase, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3966-66

Fongesco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Marc-André Boisclair, financier, 702, Hartland, Outremont, Bruce A. Chalmers, 218, Simcoe, Mont-Royal, et André Charbonneau, 1046, Croissant Albanel, Laval, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants :

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), de gestion, de gérance et d'administration, sous le nom de « Fongesco inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3866-66

Jos. Gagné Entreprises inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

Farewell Cove Farms Limited
Les Fermes Farewell Cove limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Tetley, advocate, 112 Cornwall Avenue, Mount Royal, Warren Black, law student, 390 Côte Vertu Road, Apt. 622, St-Laurent, and Marguerite Gravel, secretary, spinster of the full age of majority, 1418 Joliette Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a fishing, lumbering, tourism, real estate and farming business, under the name of "Farewell Cove Farms Limited — Les Fermes Farewell Cove limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-o 3330-66

Fleuriste Pelletier & Montpetit Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Romuald Montpetit, trader, 170 Bord de l'eau, Thérèse Corbin, trader, wife separate as to property of Charles Pelletier, 170 B Bord de l'eau, both of St-Athanase, and Sylvio Daoust, civilian, 1470 Leblanc Boulevard, Laval, for the following purposes:

To deal in flowers and in all kinds of plants, under the name of "Fleuriste Pelletier & Montpetit Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 170 Bord de l'eau, St-Athanase, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3966-66

Fongesco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marc-André Boisclair, financier, 702 Hartland, Outremont, Bruce A. Chalmers, 218 Simcoe, Mount Royal, and André Charbonneau, 1046 Croissant Albanel, Laval, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as a holding, management, directing and administration company, under the name of "Fongesco inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3866-66

Jos. Gagné Entreprises inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Joseph Gagné, garagiste, Jean Carrière, comptable, tous deux de Chibougamau, et Marc Duguay, notaire, Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jos. Gagné Entreprises inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3765-66

L. P. Gagnon (1966) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: J.-Raoul Gagnon, 661, Commerciale, Noël Gagnon, 1, rue Levasseur, et Louis-Pierre Gagnon, 639, Commerciale, tous trois industriels, de St-David, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. P. Gagnon (1966) Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7, avenue Gagnon, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3612-66

Gamma Mould & Die Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Arpad Szabo, technicien, 4105, avenue Bourret, app. 406, Montréal, Steve Nehez, technicien, 2790, rue Dollard, et Joseph Assaf, teneur de livres, 490, rue St-Jean-Baptiste, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous genres de moules et matrices, sous le nom de « Gamma Mould & Die Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 730 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3761-66

Gasco équipement limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1966, constituant en corporation: Lucie Binette, secrétaire, fille majeure, 362, rue St-Eustache, Estelle Lafortune, secrétaire, épouse de Charlemagne Prévost, 170, rue de Bellefeuille, et Hugues St-

16th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Joseph Gagné, garagiste, Jean Carrière, accountant, both of Chibougamau, and Marc Duguay, notary, Amos, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jos. Gagné Entreprises inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3765-66

L. P. Gagnon (1966) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Raoul Gagnon, 661 Commerciale, Noël Gagnon, 1 Levasseur St., and Louis-Pierre Gagnon, 639 Commerciale, all three industrialists, of St-David, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "L. P. Gagnon (1966) Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 350 common shares of a nominal value of \$100 each and 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 7 Gagnon Ave., Lévis, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3612-66

Gamma Mould & Die Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Arpad Szabo, technician, 4105 Bourret Avenue, apt. 406, Montreal, Steve Nehez, technician, 2790 Dollard Street, and Joseph Assaf, bookkeeper, 490 St-Jean-Baptiste Street, the latter two of Laval, for the following purposes:

To deal in all types of moulds and dies, under the name of "Gamma Mould & Die Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each, 730 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each and 2,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3761-66

Gasco équipement limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucie Binette, secretary, fille majeure, 362 St-Eustache St., Estelle Lafortune, secretary, wife of Charlemagne Prévost, 170 de Bellefeuille St., and Hughes St-Germain, advocate,

Germain, avocat, 39, Grande-Côte, tous trois de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs et accessoires électriques de toutes sortes, sous le nom de « Gasco équipement limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3412-66

E. M. Go-Lain Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes, en date du 30 juin 1966, autorisant la fusion de « E. M. Service Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5 juillet 1960, et « Go-Lain (Montréal) Itée/Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16 février 1960, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise de toutes sortes, sous le nom de « E. M. Go-Lain Itée », avec un capital total de \$400,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8701, St avenue, cité de St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

4044-66 — 1339/90

M. Gravel & fils compagnie Itée M. Gravel & Sons Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Florian Gravel, comptable, 5830, rue Beaubien, Irène Gibeault, secrétaire, fille majeure, 5953, 23^e avenue, tous deux de Montréal, et Michel Gravel, comptable, 5795, des Tulipes, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme poseurs de tapis, tuiles, prélatris et draperies, sous le nom de « M. Gravel & fils compagnie Itée — M. Gravel & Sons Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

2922-66

Henry Greenspoon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte-St-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le

39 Grande-Côte, all three of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors and electrical accessories of all kinds, under the name of « Gasco équipement limitée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

17188

3412-66

E. M. Go-Lain Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of « E. M. Service Ltd. », incorporated by letters patent dated July 5, 1960, and « Go-Lain (Montréal) Itée/Ltd. », incorporated by letters patent dated February 16, 1960, all the letters patent above-mentioned having been issued under the said part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of merchandise, under the name of « E. M. Go-Lain Itée », with a total capital stock of \$400,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8701, 8th Avenue, city of St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

17188

4044-66 — 1339/90

M. Gravel & fils compagnie Itée M. Gravel & Sons Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florian Gravel, accountant, 5830 Beaubien Street, Irène Gibeault, secretary, fille majeure, 5933, 23rd Avenue, both of Montreal, and Michel Gravel, accountant, 5795 des Tulipes, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as carpet, tile, congolem and draperies layers, under the name of « M. Gravel & fils compagnie Itée — M. Gravel & Sons Company Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

17188

2922-66

Henry Greenspoon Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Max Sidney Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte-St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under

nom de « Henry Greenspoon Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3876-66

Guy automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Jean-Guy Mercier, vendeur, 686, boulevard St-Paul, Anna-Marie Boulianne, rue Jacques-Cartier ouest, et Micheline Girard, 161, rue Chauvin, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de véhicules automobiles, sous le nom de « Guy automobile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3965-66

Octave Hamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Octave Hamel, entrepreneur, Isabelle Beaumont, ménagère, épouse dudit Octave Hamel, tous deux de 12, avenue Beaumont, L'Ancienne-Lorette, et Madeleine Lefebvre, secrétaire, fille majeure, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, excavateurs et constructeurs, sous le nom de « Octave Hamel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 4247-66

Ross E. Hayden Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Ross E. Hayden, vendeur, F. Ann Hayden, ménagère, veuve non remariée, tous deux de 4395, avenue Madison, et Carl Rosen, avocat, 1255, rue University, suite 1410, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes et de toutes descriptions d'enseignes, d'images, de pancartes, de nouveautés et d'étiquettes, sous le nom de « Ross E. Hayden Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,200 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

the name of "Henry Greenspoon Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3876-66

Guy automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Guy Mercier, salesman, 686 St-Paul Boulevard, Anna-Marie Boulianne, Jacques-Cartier Street West, and Micheline Girard, 161 Chauvin Street, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in and repair motor vehicles, under the name of "Guy automobile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3965-66

Octave Hamel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Octave Hamel, contractor, Isabelle Beaumont, housewife, wife of the said Octave Hamel, both of 12 Beaumont Ave., L'Ancienne-Lorette, and Madeleine Lefebvre, secretary, fille majeure, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, excavators and builders, under the name of "Octave Hamel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at L'Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 4247-66

Ross E. Hayden Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Ross E. Hayden, salesman, F. Ann Hayden, housewife, unmarried widow, both of 4395 Madison Avenue, and Carl Rosen, advocate, 1255 University Street, Suite 1410, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in every kind and description of sign, picture, show-card, novelty and label, under the name of "Ross E. Hayden Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$10 each, 500 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 3,200 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 4395, avenue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3730-66

Julien Hébert & associés inc.
Julien Hébert & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'août 1966, constituant en corporation: Julien Hébert, dessinateur, 4211, Westhill, Jean-Paul St-Louis, avocat, 12059, rue Marsan, et Denise Clairoux, sténographe, fille majeure, 2605, rue Aird, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme esthéticien, dessinateur, créateur, conseiller industriel et commercial, sous le nom de « Julien Hébert & associés inc. — Julien Hébert & Associates Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 15,000 actions classe « A » de \$1 chacune et en 35,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 430, rue Bonsecours, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3266-66

Les Immeubles GBH limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Paul Michael Demers, Thomas Ross Anthony Malcolm, John Arthur Alexander Swift, tous quatre avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous les cinq de 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Immeubles GBH limitée », avec un capital total de \$10,000,000, divisé en 80,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 4113-66

Les Immeubles Landry, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Paul-Arthur Landry industriel, 76, rue Beaupré, St-Romuald-d'Etchemin, Colette Roy, secrétaire, fille majeure, 1368, chemin Ste-Foy, et Eugène Fortin, technicien, 250, rue Fraser, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Landry, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

The head office of the company is at 4395 Madison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3730-66

Julien Hébert & associés inc.
Julien Hébert & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien Hébert, draftsman, 4211 Westhill, Jean-Paul St-Louis, advocate, 12059 Marsan Street, and Denise Clairoux, stenographer, fille majeure, 2605 Aird Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as esthetician, draftsman, creator, industrial and business consultant, under the name of "Julien Hébert & associés inc. — Julien Hébert & Associates Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 15,000 class "A" shares of \$1 each and 35,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 430 Bonsecours Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3266-66

Les Immeubles GBH limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Henry Ernest Colby, Paul Michael Demers, Thomas Ross Anthony Malcolm, John Arthur Alexander Swift, all four advocates, and Galen Lee Prime, manager, all five of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Immeubles GBH limitée", with a total capital stock of \$10,000,000, divided into 80,000 common shares of a par value of \$100 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 4113-66

Les Immeubles Landry, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Arthur Landry, industrialist, 76 Beaupré St., St-Romuald-d'Etchemin, Colette Roy, secretary, fille majeure, 1368 Ste-Foy Road, and Eugène Fortin, technician, 250 Fraser St., the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Landry, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 118, rue Principale, St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3998-66

Les Industries L. P. Talbot Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Talbot, entrepreneur, 5e Avenue nord, Lac St-Augustin (St-Augustin-de-Desmaures), Gemma Girard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Philippe Talbot, et Françoise Talbot, dactylographe, fille majeure, ces deux dernières de 135, Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Industries L. P. Talbot Itée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3955-66

Industries Rayco limitée Rayco Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue d'Anjou, tous deux avocats, de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Lafèche, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, sous le nom de « Industries Rayco limitée — Rayco Industries Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 894, rue Front, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3937-66

International Marketing Consultants, inc. Les Conseillers internationaux en Marketing, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1966, constituant en corporation: Gordon Leonard McGilton, avocat, 1452, rue Bishop, suite 4A, Angus Scott Taylor, analyste de placements, 3455, rue Stanley, app. 104, John George Gibson, officier de fiducie, 4827, avenue Mayfair, tous trois de Montréal, et Miriam Bernstein, secrétaire, épouse de David Barash, 1755, avenue North, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de recherches sur la mise en marché dans toute et aucune de ses spécialités, sous le nom de « International Marketing Consultants, Inc. — Les Conseillers internationaux en Marketing, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une

The head office of the company is at 118 Main St., St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3998-66

Les Industries L. P. Talbot Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Louis-Philippe Talbot, contractor, 5th Avenue North, Lac St-Augustin (St-Augustin-de-Desmaures), Gemma Girard, housewife, wife separate as to property of said Louis-Philippe Talbot, and Françoise Talbot, typist, fille majeure, the latter two of 135 Ste-Anne, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Les Industries L. P. Talbot Itée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3955-66

Industries Rayco limitée Rayco Industries Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose Street, André St-Jacques, 154 d'Anjou Street, both lawyers of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut Street, Lafèche, for the following purposes:

To deal in metals of all kinds, under the name of "Industries Rayco limitée — Rayco Industries Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 894 Front Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3937-66

International Marketing Consultants, inc. Les Conseillers internationaux en Marketing, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Leonard McGilton, advocate, 1452 Bishop Street, Suite 4A, Angus Scott Taylor, investment analyst, 3455 Stanley Street, Apt. 104, John George Gibson, trust officer, 4827 Mayfair Avenue, all three of Montreal, and Miriam Bernstein, secretary, wife of David Barash, 1755 North Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of market research in any and all fields, under the name of "International Marketing Consultants, Inc. — Les Conseillers internationaux en Marketing, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each, 500

valeur au pair de \$10 chacune, 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3393-66

J. M. Service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jean-Marie Savard, industriel, Thérèse Desgagné, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Savard, tous deux de 56, avenue de Bienville, et Richard Savard, entrepreneur, 8, rue Brûlé, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entretien de tous appareils de chauffage, plomberie, ventilation et réfrigération, sous le nom de « J. M. Service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Haute-riève.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3065-66

Jeune Chambre de Saint-Basile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Charles Plamondon, boulanger, 386, boulevard Centenaire, Yves Marcotte, technicien, 41, avenue St-Georges, Bernard Thibault, ingénieur, 37, avenue Henri-Bourassa, Claude Mercure, 11, rue Ste-Anne, Gilles LeBrun, avenue Plamondon, tous deux employés de bureau, tous cinq de Saint-Basile, Bruno Bédard, et Marcel Chevalier, ces deux derniers employés de bureau, de Saint-Basile-Sud, pour les objets suivants:

Préparer ses membres à leur rôle de citoyen par l'étude de leur milieu, en vue du progrès de leur localité et de leur région, sous le nom de « Jeune Chambre de Saint-Basile inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Basile, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

2994-66

Kalil Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, Montréal, Mary Elizabeth Spracklin, 2160, rue Favard, Montréal, et Ruth Isobel Jones, 1699, boulevard Graham, Mont Royal, ces trois

class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 300 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3393-66

J. M. Service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Marie Savard, industrialist, Thérèse Desgagné, housewife, wife separate as to property of said Jean-Marie Savard, both of 56 de Bienville Avenue, and Richard, contractor, 8 Brûlé Street, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on the business and the care of all heating, plumbing, ventilation and refrigeration systems, under the name of "J. M. Service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Haute-riève.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3065-66

Jeune Chambre de Saint-Basile inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Charles Plamondon, baker, 386 Centenaire Boulevard, Yves Marcotte, technician, 41 St-Georges Avenue, Bernard Thibault, engineer, 37 Henri-Bourassa Avenue, Claude Mercure, 11 Ste-Anne Street, Gilles LeBrun, Plamondon Avenue, both office employees, all five of Saint-Basile, Bruno Bédard, and Marcel Chevalier, the latter two office employees of Saint-Basile-South, for the following purposes:

To prepare its members for their role as citizens by studying their surroundings, for the progress of their locality and region, under the name of "Jeune Chambre de Saint-Basile inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation can acquire and possess, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Basile, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

2994-66

Kalil Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, Montréal, Mary Elizabeth Spracklin, 2160 Favard Street, Montréal, and Ruth Isobel Jones, 1699 Graham Boulevard, Mount Royal,

dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Kalil Holdings Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4182 ouest, rue Ste-Catherine, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3731-66

Kasburn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Kasimir Burnatowski, marchand, Helen Burnatowski, ménagère, épouse commune en biens dudit Kasimir Burnatowski, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6280, Bois de Coulombe, Montréal, et Bronislaw Burnatowski, marchand, 6224, rue Cairns, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kasburn Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 90,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3820-66

Lampron marine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595, Marcel-Monette, Montréal-Nord, et André Brunet, 3565, rue Lagarde, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entreposage de bateaux, moteurs, « snow cruiser », « chain-saw », souffleurs, tondeuses, remorques, roulottes et articles de sport, sous le nom de « Lampron marine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3561, rue Bélair, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3745-66

L. & L. Landry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Marius Landry, constructeur, Carmelle Lévesque, ménagère, épouse commune en biens dudit Marius Landry, tous deux de 1039, rue Puyjalon, et Paul Ron-

the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of « Kalil Holdings Ltd. », with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 4182 St. Catherine Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3731-66

Kasburn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Kasimir Burnatowski, merchant, Helen Burnatowski, housewife, wife common as to property of the said Kasimir Burnatowski, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6280 Bois de Coulombe, Montreal, and Bronislaw Burnatowski, merchant, 6224 Cairns Street, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of « Kasburn Inc. », with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 90,000 preferred shares class « A » of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares class « B » of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of the Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3820-66

Lampron marine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Blvd., Beaconsfield, Bernard Taillefer, 5595 Marcel-Monette, Montreal-North, and André Brunet, 3565 Lagarde Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business and the storage of ships, motors, « snow cruiser » « chain-saw », snow blower, lawn mower, trailers, mobile homes and sport articles, under the name of « Lampron marine inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3561 Bélair Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3745-66

L. & L. Landry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Marius Landry, builder, Carmelle Lévesque, housewife, wife common as to property of said Marius Landry, both of 1039 Puyjalon Street, and Paul Rondeau, accountant,

deau, comptable, 984, rue Marest, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «L. & L. Landry inc.», avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1039, rue Puyjalon, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

2945-66

**Florent Lepage Itée
Florent Lepage Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'août 1966, constituant en corporation: Florent Lepage, bijoutier, Liliane Lepage, secrétaire, épouse dudit Florent Lepage, et Michel Lepage, bijoutier, tous trois de 109, boulevard St-Joseph, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de «Florent Lepage Itée — Florent Lepage Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3365-66

Guy Letarte, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Guy Letarte, commerçant, 3368, rue Périgny, Ste-Foy, Colette Roy, secrétaire, fille majeure, 1368, chemin Ste-Foy, et Eugène Fortin, technicien, 250, rue Fraser, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de «Guy Letarte, inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3368, rue Périgny, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3993-66

**La Ligue des citoyens
de Notre-Dame-de-Lorette
du Comté de Chauveau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Émile Gingras, 1569, St-Jacques, Paul-André Robitaille, 1395, St-Georges, tous deux représentants, et Gilbert Blanchette, gérant, 1455, St-Victor, tous trois de

984 Marest Street, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of «L. & L. Landry inc.», with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1039 Puyjalon Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

2945-66

**Florent Lepage Itée
Florent Lepage Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florent Lepage, jeweller, Liliane Lepage, secretary, wife of said Florent Lepage, and Michel Lepage, jeweller, all three of 109 St-Joseph Boulevard, Hull, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch manufacturers and other similar trades, under the name of «Florent Lepage Itée — Florent Lepage Ltd.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3365-66

Guy Letarte, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Letarte, trader, 3368 Périgny St. Ste-Foy, Colette Roy, secretary, fille majeure, 1368 Ste-Foy Road, and Eugène Fortin, technician, 250 Fraser St., the two latter of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware articles, electrical appliances and building materials, under the name of «Guy Letarte, inc.», with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3368 Périgny St., Ste-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3993-66

**La Ligue des citoyens
de Notre-Dame-de-Lorette
du Comté de Chauveau inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges-Émile Gingras, 1569 St-Jacques, Paul-André Robitaille, 1395 St-Georges, both representatives, and Gilbert Blanchette, manager, 1455 St-Victor, all three of Notre-

Notre-Dame-de-Lorette, pour les objets suivants:
Promouvoir les intérêts matériels et sociaux de ses membres, sous le nom de « La Ligue des citoyens de Notre-Dame-de-Lorette du comté de Chaveau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-de-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3902-66

Marché T. Léonard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Gisèle Tourville, 1575, Summerhill, app. 415, et Micheline Pilote, 0727, Charlevoix, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers et quincailliers, sous le nom de « Marché T. Léonard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3441-66

Masse & Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Louis-J. Masse, André Bergeron, tous deux industriels, de St-Apollinaire, et Lucien Racine, comptable agréé, 265, 65^e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, camps et maisons de touristes, sous le nom de « Masse & Bergeron inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Apollinaire, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3897-66

Montagnais Fishing & Hunting Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de septembre 1966, constituant en corporation: Fritz Gregor, contre-maître, Christa Joachim, ménagère, épouse commune en biens dudit Fritz Gregor, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 246, rue Franquelin, et Gérard Poitras, gérant et chef-guide, 85, Sept-Iles Garden, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce des articles de pêche et de chasse, sous le nom de « Montagnais Fishing

Dame-de-Lorette, for the following purposes:
To promote the material and social interests of its members, under the name of « La Ligue des citoyens de Notre-Dame-de-Lorette du comté de Chaveau inc. ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-de-Lorette, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3902-66

Marché T. Léonard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, lawyer, 212 Bloomfield, Outremont, Gisèle Tourville, 1575 Summerhill, Apt. 415, and Micheline Pilote, 0727 Charlevoix, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers and hardware merchants, under the name of « Marché T. Léonard inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3441-66

Masse & Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Louis-J. Masse, André Bergeron, both industrialists, of St-Apollinaire, and Lucien Racine, chartered accountant, 265, 65th St. West, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, tourist camps and homes, under the name of « Masse & Bergeron inc. », with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Apollinaire, county of Lotbinière, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3897-66

Montagnais Fishing & Hunting Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fritz Gregor, foreman, Christa Joachim, housewife, wife common as to property of said Fritz Gregor, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 246 Franklin Street, and Gérard Poitras, manager, and Chief-Guide, 85, Sept-Iles Garden, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in fishing and hunting articles, under the name of « Montagnais Fishing & Hunting

& Hunting Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 246, rue Franquelin, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riev.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3138-66

Montreal Packaging Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 71, chemin Hampstead, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Earl S. Cohen, étudiant, 5475, Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Procureur ou fournir les services de travailleurs pour tous genres de travaux d'emballage et les activités connexes, sous le nom de « Montreal Packaging Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3967-66

Pan-Am Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Boris Gruszka, 1210, Shorecrest, Zalman Grinberg, 4500, Souvenir, tous deux marchands, de Laval, et Kay Garmaise, secrétaire, épouse séparée de biens de William Katz, 5363, Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de meubles, appliques, toile, textile et accessoires, sous le nom de « Pan-Am Trading Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3669-66

La Papeterie Saint-Gilles, Société artisanale

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Beauvais, 2250, Brodeur, Sillery, Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, Ste-Foy, tous deux avocats, et Suzette Bilodeau, secrétaire, fille majeure, 24, Wolfe, Lévis, pour les objets suivants:

Promouvoir de toutes manières l'art de la fabrication manuelle du papier, sous le nom de « La Papeterie Saint-Gilles, Société artisanale ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$250,000.

Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at 246 Franquelin Street, Sept-Iles, judicial district of Haute-riev.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3138-66

Montreal Packaging Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Theodore H. Polisuk, 71 Hampstead Road, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, both advocates, and Earl S. Cohen, student, 5475 Rosedale, Montreal, for the following purposes:

To provide or supply the services of workmen for all manner of packaging or related operations, under the name of "Montreal Packaging Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3967-66

Pan-Am Trading Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris Gruszka, 1210 Shorecrest, Zalman Grinberg, 4500 Souvenir, both merchants of Laval, and Kay Garmaise, secretary, wif, separate as to property of William Katz, 5363 Coolbrook, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of furniture, fixtures, appliances, linen, textiles and accessories, under the name of "Pan-Am Trading Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3669-66

La Papeterie Saint-Gilles, Société artisanale

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Beauvais, 2250 Brodeur, Sillery, Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, Ste-Foy, both advocates, and Suzette Bilodeau, secretary, fille majeure, 24 Wolfe, Lévis, for the following purposes:

To promote in every way the art of manual fabrication of paper, under the name of "La Papeterie Saint-Gilles, Société artisanale".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$250,000.

Le siège social de la corporation est à St-Joseph-de-la-Rive, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3900-66

Peintures Bel-Tone (Québec) inc.
Bel-Tone Paints (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Peter Szabo, homme d'affaires, 2863, Rosemont, Laszlo Szemenyei, avocat, 5012, King Edward, et Vena Helen Blustein, secrétaire, épouse séparée de biens de Sidney Leonard Presner, 5251, Hingston, app. 8, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de peinture, équipement, appareils, dispositifs, pièces, articles, fournitures et accessoires, sous le nom de « Peintures Bel-Tone (Québec) inc. — Bel-Tone Paints (Quebec) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2863, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188

3754-66

Jean-Baptiste Pelletier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jean-Baptiste Pelletier, épicière, Albert Levasseur, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Baptiste Pelletier, Jean-Louis Pelletier, commis, Georgette Pelletier, ménagère, fille majeure, et Andrée Pelletier, commis, fille majeure, tous cinq de Ste-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Jean-Baptiste Pelletier & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3788-66

Les Pétroles Paré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Roland Paré, distributeur, 508, rue Garnier, Guy Bernatchez, comptable agréé, 1140, rue Gauthier, et Lydie L. Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, tous trois de Hauteville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence et leurs sous-produits, sous le nom de « Les Pé-

The head office of the corporation is at St-Joseph-de-la-Rive, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3900-66

Peintures Bel-Tone (Québec) inc.
Bel-Tone Paints (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Peter Szabo, businessman, 2863 Rosemont, Laszlo Szemenyei, advocate, 5012 King Edward, and Vena Helen Blustein, secretary, wife separate as to property of Sidney Leonard Presner, 5251 Hingston, App. 8, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all paints, equipment, devices, apparatus, parts, articles, supplies and accessories, under the name of "Peintures Bel-Tone (Québec) inc. — Bel-Tone Paints (Quebec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2863 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3754-66

Jean-Baptiste Pelletier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Baptiste Pelletier, grocer, Albert Levasseur, housewife, wife common as to property of said Jean-Baptiste Pelletier, Jean-Louis Pelletier, clerk, Georgette Pelletier, housewife, fille majeure, and Andrée Pelletier, clerk, fille majeure, all five of Ste-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Jean-Baptiste Pelletier & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3788-66

Les Pétroles Paré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Paré, distributor, 508 Garnier Street, Guy Bernatchez, chartered accountant, 1140 Gauthier Street, and Lydie L. Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, all three of Hauteville, for the following purposes:

To deal in crude oil, gasoline and its by-products, under the name of "Les Pétroles Paré

troles Paré inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3882-66

Les Placements Wood inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour d'août 1966, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérald Allaire, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Wood inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

2768-66

Playboy Discothèque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jerry Stephens, restaurateur, James E. Byrne, directeur des ventes, tous deux de 7480, Mountain Sights, app. 211, et Boris Garmaise, avocat, 1255, carré Phillips, suite 811, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Playboy Discothèque Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, est, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3852-66

Plomberie Ste-Madeleine Itée Ste-Madeleine Plumbing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Jean-Marie Pineault, plombier, Ste-Madeleine, Michel Dumaine, 3960, rue Louvigny, et Marcel Lemonde, 4270, rue Jacques-Cartier, ces deux derniers avocats, de Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Ste-Madeleine Itée — Ste-Madeleine Plumbing Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Madeleine, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3850-66

inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3882-66

Les Placements Wood inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérald Allaire, all three lawyers of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Wood inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

2768-66

Playboy Discothèque Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jerry Stephens, restaurateur, James E. Byrne, sales-executive, both of 7480 Mountain Sights, Apt. 211, and Boris Garmaise, advocate, 1255 Phillips Square, suite 811, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Playboy Discothèque Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 55 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3852-66

Plomberie Ste-Madeleine Itée Ste-Madeleine Plumbing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Marie Pineault, plumber, Ste-Madeleine, Michel Dumaine, 3960 Louvigny St., and Marcel Lemonde, 4270 Jacques-Cartier St., the two latter advocates, of Douville, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Ste-Madeleine Itée — Ste-Madeleine Plumbing Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste-Madeleine, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3850-66

Les Productions Klein & Languirand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Daniel Kingstone, 4985, Iona, tous deux de Montréal, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Les Productions Klein & Languirand Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3805-66

**Les Productions Les Monstres inc.
The Monsters Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en Loi de la reine, Aline Cadieux, secrétaire, fille majeure, tous deux de 3844, Rachel est, et Raymond Pépin, garagiste, 1968, de Montigny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Productions Les Monstres inc.—The Monsters Productions Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3607-66

**Les Productions Raymond Berthiaume inc.
Raymond Berthiaume Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagneur, Outremont, Ls-Gilles Gagnon, 371, de Lorraine, Longueuil, et Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, créer, représenter, vendre, louer ou disposer de films, disques et pièces de toutes sortes, sous le nom de « Les Productions Raymond Berthiaume inc.—Raymond Berthiaume Productions Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3861-66

Les Productions Klein & Languirand Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Daniel Kingstone, 4985 Iona, both of Montreal, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsels, under the name of "Les Productions Klein & Languirand inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3805-66

**Les Productions Les Monstres inc.
The Monsters Productions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri Crépeau, lawyer and Queen's counsel, Aline Cadieux, secretary, fille majeure, both of 3844 Rachel East, and Raymond Pépin, garage keeper, 1968 de Montigny, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Les Productions Les Monstres inc.—The Monsters Productions Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3607-66

**Les Productions Raymond Berthiaume inc.
Raymond Berthiaume Productions Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur Street, Outremont, Ls-Gilles Gagnon, 371 de Lorraine, Longueuil, and Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To acquire, create, represent, sell, rent or dispose of films, records and plays of all kinds, under the name of "Les Productions Raymond Berthiaume inc.—Raymond Berthiaume Productions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3861-66

Professional Data Services Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Robert F. Bullen, administrateur, 640, 25^e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jack Boidman, 6205, Fielding, Montréal, et Edward J. Druker, 5763, McMurray, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants et agents pour toute entreprise commerciale ou toute organisation industrielle, sous le nom de « Professional Data Services Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3856-66

Proulx & Bonneau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Rosario-A. Proulx, 5680, Fullum, Montréal, Armand Bonneau, 51, 3^e Avenue sud, Roxboro, tous deux rentiers, et René Chapleau, notaire, 51, Place Crémazie, suite 1406, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Proulx & Bonneau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 51, 3^e Avenue sud, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3857-66

Quebec Decorative Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Tony Levy, administrateur, 299 Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, Martin P. Bols, administrateur, 3375 Place de Lery, et Lynn Steinberg, secrétaire, fille majeure, 6655, Avenue Decelles, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles pour la décoration, sous le nom de « Quebec Decorative Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 299, Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3873-66

Reproductions Antiques Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Professional Data Services Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert F. Bullen, executive, 640, 25th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jack Boidman, 6205 Fielding, Montreal, and Edward J. Druker, 5763 McMurray, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization, under the name of "Professional Data Services Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3856-66

Proulx & Bonneau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rosario-A. Proulx, 5680 Fullum, Montreal, Armand Bonneau, 51, 3rd Avenue South, Roxboro, both annuitants, and René Chapleau, notary, 51 Place Crémazie, Suite 1406, Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Proulx & Bonneau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 51, 3rd Avenue South, Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3857-66

Quebec Decorative Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Tony Levy, executive, 299 Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, Martin P. Bols, executive, 3375 Place de Lery, and Lynn Steinberg, secretary, fille majeure, 6655 Decelles Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in decorative items, under the name of "Quebec Decorative Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 299 Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3873-66

Reproductions Antiques Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1966, have been issued

patentes, en date du 26e jour d'août 1966, constituant en corporation: Pierre Ganimet, ébéniste, Jeannine Samson, ménagère, épouse commune en biens dudit Pierre Ganimet, et Lisette Ganimet, sténographe, femme sole, tous trois de 150, rue Brault, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et de produits en bois, sous le nom de « Reproductions Antiques Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3503-66

Les Résidences Mercier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Jeannine Girard, secrétaire, fille majeure, 5690, Marc-Sauvalle, Jacques Caron, 11462, Tardivel, et Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, camps et maisons de routistes, sous le nom de « Les Résidences Mercier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 343a, rue Galt, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3949-66

Restaurant Le Charolais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Robert Blais, restaurateur, Yvette Pilote, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Blais, tous deux de 97, 89e avenue, Laval, et Renée Mignault, secrétaire, fille majeure, 2185, Sauriol, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Charolais inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4998, Western, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0 3932-66

St-Laurent machinerie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Laurier St-Laurent, Daniel St-Laurent, tous deux gérants, et Jean-Raymond St-Laurent, vendeur, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de « St-Laurent machinerie inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Ganimet, woodworker, Jeannine Samson, housewife, wife in community as to property of the said Pierre Ganimet, and Lisette Ganimet, stenographer, feme sole, all three of 150 Brault Street, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To deal in wood and wood products, under the name of "Reproductions Antiques Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0 3503-66

Les Résidences Mercier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeannine Girard, secretary, fille majeure, 5690 Marc-Sauvalle, Jacques Caron, 11462 Tardivel, and Serge Morin, 7350 Jean-Bourdon, the two latter advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, tourist camps and homes, under the name of "Les Résidences Mercier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 343a Galt St., Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3949-66

Restaurant Le Charolais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert Blais, restaurateur, Yvette Pilote, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Blais, both of 97, 89th Ave., Laval, and Renée Mignault, secretary, fille majeure, 2185 Sauriol, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Charolais inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4998 Western, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3932-66

St-Laurent machinerie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Laurier St-Laurent, Daniel St-Laurent, both managers, and Jean-Raymond St-Laurent, salesman, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen and hardware dealers, under the name of "St-Laurent machinerie inc.", with a total capital stock of \$50,000,

actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3863-66

Singer Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour d'août 1966, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat et conseil en Loi de la reine, 3050, chemin St-Sulpice, Montréal, George Whelan, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, et Paul Barry Cohen, 7920, chemin Côte-St-Luc, Côte St-Luc, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Singer Holdings Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 99,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 675, Montée de Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

3562-66

La Société historique de Charlevoix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de septembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Bergeron, fonctionnaire, Eleonor Hoskinsen, hôtelière, épouse de Jean De Roussel Warren, Roland Gagné, pilote de navire, Denise Warren, ménagère, épouse de Jules-E. Clément, tous quatre de Pointe-au-Pic, Normand Langevin, professeur, Léon Tremblay, professeur, Jacqueline Dallaire, secrétaire, fille majeure, tous trois de La Malbaie, Dr André McNicoll, médecin, Clermont, et Lina Brisson, secrétaire, fille majeure, Cap-à-l'Aigle, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à l'histoire de Charlevoix, sous le nom de « La Société historique de Charlevoix inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Pointe-au-Pic, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

3893-66

Sopec Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Léo Limoges, comptable, 6812, Lemay, Montréal, Geneviève Gaudet, secrétaire, fille majeure, 18, Joyce, Outremont, et Richard Nadeau, étudiant, 640, Marlatt, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Sopec Itée »,

dividés en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3863-66

Singer Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate and Queen's Counsel, 3050 St. Sulpice Road, Montreal, George Whelan, 201 Sherbrooke Street, Beaconsfield, and Paul Barry Cohen, 7920 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, the latter town advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Singer Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 99,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 675 Montée de Liesse, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-0

3562-66

La Société historique de Charlevoix inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Bergeron, civil servant, Eleonor Hoskinsen, hotel keeper, wife of Jean De Roussel Warren, Roland Gagné, ship pilot, Denise Warren, housewife, wife of Jules-E. Clément, all four of Pointe-au-Pic, Normand Langevin, professor, Léon Tremblay, professor, Jacqueline Dallaire, secretary, fille majeure, all three of La Malbaie, Dr. André McNicoll, physician, Clermont, and Lina Brisson, secretary, fille majeure, Cap-à-l'Aigle, for the following purposes:

To group into an association the persons interested in the history of Charlevoix, under the name of "La Société historique de Charlevoix inc."

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire or own is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Pointe-au-Pic, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

3893-66

Sopec Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Léo Limoges, accountant, 6812 Lemay, Montreal, Geneviève Gaudet, secretary, fille majeure, 18 Joyce, Outremont, and Richard Nadeau, student, 640 Marlatt, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and counsellors, under the name of "Sopec Itée",

avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3458-66

Sorebec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Pierre Renaud, 10250, Clark, André d'Allemagne, 7460, Glenwood, tous deux publicitaires, et Bruno Colpron, avocat, 5825, Madore, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité, sous le nom de «Sorebec inc.», avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10250, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3815-66

Peter Szabo, Paint Distributor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Peter Szabo, homme d'affaires, 2863, Rosemont, Laszlo Szemenyei, avocat, 5012, King Edward, et Vena Helen Blustein, secrétaire, épouse séparée de biens de Sidney Leonard Presner, 5251, avenue Hingston, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de peinture, pièces, articles, fournitures et accessoires, sous le nom de «Peter Szabo, Paint Distributor Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2863, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3832-66

Tobin Investment Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Max Tobin, vendeur de valeurs mobilières, 5526, Ashdale, Jack Tobin, vendeur d'assurances, 8105, chemin McCubbin, tous deux de Côte-St-Luc, et Allan Golden, agent, 1370, avenue Allen, Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers en valeurs et vendeurs de placements, sous le nom de «Tobin Investment Services Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3458-66

Sorebec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Renaud, 10250 Clark, André d'Allemagne, 7460 Glenwood, both publicists and Bruno Colpron, advocate, 5825 Madore, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a publicity agency, under the name of "Sorebec inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10250 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3815-66

Peter Szabo, Paint Distributor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Peter Szabo, businessman, 2863 Rosemont, Laszlo Szemenyei, lawyer, 5012 King Edward, and Vena Helen Blustein, secretary, wife separate as to property of Sidney Leonard Presner, 5251 Hingston Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all paints, parts, articles, supplies and accessories of all kinds, under the name of "Peter Szabo, Paint Distributor Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2863 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-o 3832-66

Tobin Investment Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Max Tobin, securities salesman, 5526 Ashdale, Jack Tobin, insurance salesman, 8105 McCubbin Road, both of Côte-St-Luc, and Allan Golden, agent, 1370 Allen Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on business as stock brokers and investment dealers, under the name of "Tobin Investment Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$50 each.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 620, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188

3778-66

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 620, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-o

3778-66

Toldo Developments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Serge Binette, notaire, Marie-Paul Bergeron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Serge Binette, tous deux de 15, Ballantyne, Vittorio Toldo, entrepreneur, 208, Dequen, et Micheline Rioux, secrétaire, fille majeure, 785, Giasson, app. 6, tous quatre de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Toldo Developments Inc. », avec un capital total de \$260,000, divisé en 2,600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 208, avenue Dequen, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-rixe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3958-66

Ver-Embel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue Anjou, tous deux avocats, de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Lafèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et marchands de bois, sous le nom de « Ver-Embel inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

3938-66

Wilburn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Bronislaw Burnatowski, marchand, Ethel Burnatowski, ménagère, épouse commune en biens dudit Bronislaw Burnatowski, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6224, rue Cairns, Anjou, et Kasimir Burnatowski, marchand, 6280, Bois de Coulombe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Wilburn Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 90,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Toldo Developments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Serge Binette, notary, Marie-Paul Bergeron, housewife, wife contractually separate as to property of the said Serge Binette, both of 15 Ballantyne, Vittorio Toldo, contractor, 208 Dequen, and Micheline Rioux, secretary, fille majeure, 785 Giasson, Apt. 6, all four of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Toldo Developments Inc.", with a total capital stock of \$260,000, divided into 2,600 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 208 Dequen Ave., Sept-Iles, judicial district of Haute-rixe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3958-66

Ver-Embel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose St., André St-Jacques, 154 Anjou St., both advocates, of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut St., Lafèche, for the following purposes:

To carry on business as a transport company and as lumber merchants, under the name of "Ver-Embel inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Verchères, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188

3938-66

Wilburn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Bronislaw Burnatowski, merchant, Ethel Burnatowski, housewife, wife common as to property of the said Bronislaw Burnatowski, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6224 Cairns Street, Anjou, and Kasimir Burnatowski, merchant, 6280 Bois de Coulombe, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Wilburn Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 90,000 preferred shares class "A" of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares class "B" of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal,
district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 3819-66

The head office of the company is at Montreal,
judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province

17188-o 3819-.66

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Bouchard & Leblond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'août 1966, à la compagnie « Bouchard & Leblond inc. », 1° redésignant ses 3,000 actions sans valeur nominale émises comme 3,000 actions sans valeur nominale classe « B »; 2° augmentant son capital par la création de 3,000 actions sans valeur nominale classe « A ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3888-64 — 1334/62

Bouchard & Leblond inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bouchard & Leblond inc.", 1. redesignating its 3,000 shares without nominal value issued as 3,000 Class "B" shares without nominal value; 2. increasing its capital by the creation of 3,000 Class "A" shares without nominal value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3888-64 — 1334/62

Les Chalets Maisonneuve inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de septembre 1966, à la compagnie « Danys Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1966, changeant son nom en celui de « Les Chalets Maisonneuve inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 65-66 — 1339/33

Les Chalets Maisonneuve inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Danys Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of January 1966, changing its name to that of "Les Chalets Maisonneuve inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 65-66 — 1339/33

Maurice Cloutier & fils entreprises générales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de septembre 1966, à la compagnie « Les Entreprises Maurice Cloutier inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1966, changeant son nom en celui de « Maurice Cloutier & fils entreprises générales inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 1365-66 — 1339/34

Maurice Cloutier & fils entreprises générales inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Les Entreprises Maurice Cloutier inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1966, changing its name to that of "Maurice Cloutier & fils entreprises générales inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 1365-66 — 1339/34

Cusson frères (limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de juin 1966, à la compagnie « Cusson frères (limitée) », augmentant son capital de \$299,900 à \$799,900, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188 1852-27 — 1339/99

Cusson frères (limitée)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cusson frères (limitée)", increasing its capital from \$299,900 to \$799,900, the additional capital stock being divided into 50,000 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-o 1852-27 — 1339/99

Davore Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de

Davore Holdings Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of

septembre 1966, à la compagnie « Placement Oscar inc. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour de mars 1966, changeant son nom en celui de « Davore Holdings Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 861-66 — 1339/36

O. Ducharme et fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14^e jour de septembre 1966, à la compagnie « O. Ducharme et fils limitée », augmentant son capital de \$125,000 à \$325,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 8710-53 — 1339/37

Elliott Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de décembre 1964, à la compagnie « Elliott Investments Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 11666-59 — 1339/39

Federal Equipment Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour d'octobre 1966, à la compagnie « Federal Equipment Quebec Limited », augmentant son capital de \$850,000 à \$10,350,000 par la création de 95,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 10429-56 — 1339/42

Fédération des loisirs, région de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour d'août 1966, à « La Fédération des oeuvres des terrains de jeux et de loisirs du diocèse de Trois-Rivières », constituée en corporation par lettres patentes du 30^e jour de juillet 1957, 1^o changeant son nom en celui de « Fédération des loisirs, région de Trois-Rivières » 2^o changeant le nombre de ses administrateurs de 3 à 15.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 12346-57 — 1339/88

General Mfg. Co. Ltd. Cie mfre générale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour de juin 1964, à la compagnie « General Manufacturing Company, Limited », constituée par

the Province to « Placement Oscar inc. », incorporated by letters patent dated the 1st day of March, 1966, changing its name to that of « Davore Holdings Corp. ».

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 861-66 — 1339/36

O. Ducharme et fils limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to « O. Ducharme et fils limitée », increasing its capital from \$125,000 to \$325,000, the additional capital shares being divided into 200,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 8710-53 — 1339/37

Elliott Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Elliott Investments Inc. », increasing its capital from \$10,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 11666-59 — 1339/39

Federal Equipment Quebec Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Federal Equipment Quebec Limited », increasing its capital from \$850,000 to \$10,350,000 by the creation of 95,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 10429-56 — 1339/42

Fédération des loisirs, région de Trois-Rivières

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « La Fédération des oeuvres de terrains de jeux et de loisirs du diocèse de Trois-Rivières », incorporated by letters patent dated the 30th day of July, 1957, 1. changing its name to that of « Fédération des loisirs, région de Trois-Rivières »; 2. changing the number of its directors from 3 to 15.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 12346-57 — 1339/88

General Mfg. Co. Ltd. Cie mfre générale ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1954, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « General Manufacturing Company, Limited », incorporated by letters patent dated

lettres patentes en date du 15e jour d'août 1946, 1° changeant son nom en celui de « General Mfg. Co. Ltd.— Cie mfre générale ltée »; 2° augmentant son capital de \$99,000 à \$299,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 4937-46 — 1339/64

Frank Lapan Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1966, à la compagnie « Frank Lapan Limited », 1° augmentant son capital de \$99,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 1604-25 — 1339/70

Montreal Ship Repairs Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1966, à la compagnie « McDonnell Ship Repairs Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de juillet 1944, 1° changeant son nom en celui de « Montreal Ship Repairs Limited »; 2° diminuant son capital de \$41,000 à \$1,000, le capital-actions annulé étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 3740-44 — 1339/97

Sodor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1966, à la compagnie « Sodor inc. », augmentant son capital de \$100,000 à \$300,000 par la création de 500 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et de 1,500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 8596-49 — 1339/98

J. P. Villeneuve automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1966, à la compagnie « J. P. Villeneuve automobile inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188 329-66 — 1339/56

Whisky Holdings (International) Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

the 15th day of August, 1946, 1. changing its name to that of "General Mfg. Co. Ltd.— Cie mfre générale ltée"; 2. increasing its capital stock from \$99,000 to \$299,000, the additional share capital being divided into 15,000 preferred class "A" shares of \$10 each and 5,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 4937-46 — 1339/64

Frank Lapan Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Frank Lapan Limited", 1. increasing its capital from \$99,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$1 each; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 1604-25 — 1339/70

Montreal Ship Repairs Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McDonnell Ship Repairs Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of July, 1944, 1. changing its name to that of "Montreal Ship Repairs Limited"; 2. reducing its capital from \$41,000 to \$1,000, the capital stock annulled being divided into 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 3740-44 — 1339/97

Sodor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sodor inc.", increasing its capital stock from \$100,000 to \$300,000, by the creation of 500 preferred class "A" shares of \$100 each and of 1,500 preferred class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 8596-49 — 1339/98

J. P. Villeneuve automobile inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "J. P. Villeneuve automobile inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-o 329-66 — 1339/56

Whisky Holdings (International) Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28th day of September, 1966, à la compagnie « Construction Bonheur Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13e jour de décembre 1965, 1^o changeant son nom en celui de « Whisky Holdings (International) Co. Ltd. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188

5466-65 — 1339/81

bearing date the 28th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Construction Bonheur Ltée", incorporated by letters patent dated the 13th day of December, 1965, changing its name to that of "Whisky Holdings (International) Co. Ltd."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188-0

5466-65 — 1339/81

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1822

Québec, le 19 octobre 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le « Règlement concernant certaines conditions de travail des conseillers juridiques et des procureurs de la Couronne ».

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QUE le « Règlement concernant certaines conditions de travail des conseillers juridiques et des procureurs de la Couronne », tel que décrété par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 18 octobre 1966, et dont une copie est annexée au présent arrêté en conseil, soit approuvé;

QUE ce règlement ait son effet à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil et qu'il demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1968.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

Règlement de la fonction publique concernant certaines conditions de travail des conseillers juridiques et des procureurs de la Couronne.

ATTENDU que les avocats à l'emploi de la fonction publique ont formé entre eux une association connue sous le nom de « Syndicat Professionnel des avocats de la Fonction Publique ».

ATTENDU que l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 29 septembre 1965 les statuts du Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique.

ATTENDU que les notaires à l'emploi de la fonction publique ont formé entre eux une association connue sous le nom de « Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique ».

ATTENDU que l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 15 janvier 1966 les statuts du Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique.

ATTENDU que l'objet desdits Syndicats est établi à l'article 3 respectif de leurs statuts dans les termes suivants:

Article 3. « Le syndicat a pour objet l'établissement de relations de travail entre le gouvernement du Québec et les avocats (les notaires suivant le cas) à son emploi, ainsi que l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels de ses membres. »

ATTENDU que les avocats et les notaires de la Fonction Publique ont respectivement d'une

Order in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1822

Québec, October 19, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the "Regulation concerning certain working conditions for legal adviser and attorneys for the Crown".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the "Regulation concerning certain working conditions for legal advisers and attorneys for the Crown", such as decreed by the Civil Service Commission at its assembly of October 18, 1966, and of which a copy is annexed to the present Order in Council, be approved;

THAT this regulation come into effect from and after the date of the approbation of the present Order in Council and that it remain in force until March 31, 1968.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

Regulation of the Civil Service Commission concerning certain working conditions for legal advisers and attorneys for the Crown

WHEREAS the advocates employed by the Civil Service have formed among themselves an association known under the name of "Syndicat Professionnel des avocats de la Fonction Publique".

WHEREAS the Honourable Provincial Secretary approved, on September 29, 1965, the statutes of the Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique.

WHEREAS the notaries employed by the Civil Service have formed among themselves an association known under the name of "Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique".

WHEREAS the Honourable Provincial Secretary approved, on January 15, 1966, the statutes of the Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique.

WHEREAS the object of the said Syndicates is established in section 3 respective to their statutes in the following terms:

Section 3. "The Syndicate's object is the establishment of working relations between the Québec Government and the advocates (the notaries, as the case may be), for his work, as well as the studying, defence and development of economical, social, moral and professional interests of its members".

WHEREAS the advocates and notaries of the Civil Service have respectively, in a represen-

manière représentative et prépondérante adhéré à cesdits syndicats.

ATTENDU que tout avocat et tout notaire de la Fonction Publique ont droit d'être membres et peuvent être membres respectivement desdits syndicats.

ATTENDU que le Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique a retiré la demande d'accréditation qu'il a faite le 3 décembre 1965 aux termes de la Loi de la Fonction Publique et que de même le Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique a retiré la demande d'accréditation qu'il a faite le 28 mars 1966 aux termes de la Loi de la Fonction Publique, et que lesdits syndicats professionnels ont procédé à des rencontres avec les représentants du Gouvernement du Québec aux fins d'établir dans un texte général les conditions de travail des avocats et des notaires de la Fonction Publique.

CONSIDÉRANT qu'à la suite de ces rencontres entre le Gouvernement et lesdits Syndicats, la Commission de la Fonction Publique a été invitée à procéder, après consultation auprès desdits Syndicats, à l'établissement en un texte général des conditions de travail desdits avocats et notaires de la Fonction Publique.

ATTENDU que de telles rencontres ont été tenues et que de telles discussions ont eu lieu.

EN CONSÉQUENCE, dans les limites de sa compétence, la Commission de la Fonction Publique établit, sous l'autorité de l'article 16 de la Loi de la Fonction Publique, et recommande que soient décrétées par arrêté en conseil les conditions de travail des conseillers juridiques, avocats et notaires, et des procureurs de la Couronne comme suit:

1. *Interprétation:* L'expression « conseiller juridique » au sens du présent règlement inclut les avocats et les notaires, mais n'inclut pas les procureurs de la Couronne, lesquels sont spécifiquement désignés comme tels dans le présent règlement.

2. *Champ d'application:* Le présent règlement s'applique aux fonctionnaires, membres du Barreau ou de la Chambre des notaires, qui exercent pour le compte du gouvernement la fonction de conseiller juridique ou de procureur de la Couronne.

Le présent règlement cependant ne s'applique pas:

a) aux conseillers juridiques et aux procureurs de la Couronne qui remplissent des fonctions de direction;

b) aux conseillers juridiques et aux procureurs de la Couronne embauchés à titre occasionnel ou à temps partiel.

Sans restreindre la portée du paragraphe précédent, une liste nominative et non limitative d'exclusions est jointe au présent règlement comme annexe « A ». Le Gouvernement ne peut modifier cette liste sans consulter le Syndicat.

3. *Modification aux conditions de travail antérieures:* Lorsqu'un conseiller juridique ou un procureur de la Couronne se croit lésé par une décision qui modifie des conditions de travail autres que celles visées par le présent règlement, il peut formuler un grief si cette décision n'est fondée, à son avis, sur aucun motif raisonnable dont la preuve incombe au ministère.

4. *Nomination:* Personne ne doit directement ou indirectement proférer des menaces, exercer de la contrainte ou faire de distinction injuste à l'endroit d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la Couronne, à cause de sa race, ses

tative et préponderant manner, adhered to the said Syndicates.

WHEREAS every advocate and notary of the Civil Service has the right to become a member and can respectively be members of the said Syndicates.

WHEREAS the Syndicat Professionnel des Avocats de la Fonction Publique has withdrawn the accreditation request it made on December 3, 1965, according to the terms of the Civil Service Act, and that the Syndicat Professionnel des Notaires de la Fonction Publique has also withdrawn the accreditation request it made on March 28, 1966, according to the terms of the Civil Service Act, and that the said Professional Syndicates have proceeded to meet with the representatives of the Government of Québec in order to establish, in a general text, the working conditions for advocates and notaries of the Civil Service.

CONSIDERING that following these meetings between the Government and the said Syndicates, the Civil Service Commission was invited to proceed, after having consulted with the said Syndicates, with the establishment, in a general text, of the working conditions of the said advocates and notaries of the Civil Service.

WHEREAS such meetings were held and such discussions took place.

CONSEQUENTLY, within the limits of its competence, the Civil Service Commission establishes, under the authority of section 16 of the Civil Service Act, and recommends that be decreed, by Order in Council, the working conditions of legal advisers, advocates and notaries, and attorneys for the Crown as follows:

1. *Interpretation:* The expression "legal advisers" in the sense of the present regulation includes advocates and notaries, but does not include the attorneys for the Crown, who are specifically designated as such in the present regulation.

2. *Application field:* The present regulation applies to functionaries, members of the Bar or of The Board of Notaries, working for the Government as legal advisers or attorneys for the Crown.

The present regulation does not however apply:

(a) to legal advisers and attorneys for the Crown working in directional functions;

(b) to legal advisers and attorneys for the Crown hired on a casual or part time basis.

Without restricting the full significance of the preceding paragraph, a list of names and unlimited of exclusions, is joined to the present regulation as annex "A". The Government cannot amend this list without consulting the Syndicate.

3. *Amendments to anterior working conditions:* When a legal adviser or attorney for the Crown believes to have been injured by a decision which amends the working conditions other than those foreseen by the present regulation, he may formulate a complaint if this decision is founded, in his opinion, on no reasonable motive of which proof lies with the department.

4. *Discrimination:* No one must directly or indirectly utter threats, exercise contrariness or make unjust distinctions with regard to a legal adviser or attorney for the Crown, because of his race, beliefs, or his lack of beliefs, his sex, lan-

croiances ou de son absence de croiances, de son sexe, de sa langue, de ses opinions, ou par suite de l'exercice d'un droit que lui reconnaît le présent règlement ou la loi.

5. *Responsabilités professionnelles*: Le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne fournit au gouvernement un travail exclusif relevant de sa compétence professionnelle.

L'éthique professionnelle régit les rapports du conseiller juridique et du procureur de la Couronne avec le gouvernement. Tout avis juridique souscrit par le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne doit être conforme aux normes professionnelles; aucun conseiller juridique ou aucun procureur de la Couronne ne peut être tenu de modifier, de préparer ou de donner un avis juridique auquel en toute conscience professionnelle, il ne peut souscrire.

6. *Mutation*: Tout conseiller juridique ou procureur de la Couronne peut être muté pour des motifs valables. Cependant, le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne, à cette occasion, peut faire valoir par grief les raisons qui l'incitent à refuser telle mutation et il en prévient alors son syndicat. En telle instance, ce dernier peut l'assister dans la présentation dudit grief.

La preuve que la mutation est faite pour des motifs valables incombe au sous-chef.

La mutation ne saurait entraîner une diminution de traitement, non plus qu'une perte d'avantage.

7. *Perfectionnement*: Tout conseiller juridique et tout procureur de la Couronne a l'opportunité de participer aux programmes de perfectionnement qui seront établis par le gouvernement, la Commission de la Fonction Publique, le Barreau, la Chambre des Notaires, les universités ou autres institutions professionnelles.

À cette fin, il sera accordé, en égard aux aptitudes et aux nécessités de la fonction, des congés avec traitement au plus grand nombre possible de conseillers juridiques ou de procureurs de la Couronne.

Le choix est fait selon les aptitudes.

8. *Comité de relations professionnelles*: À titre consultatif, il est formé un comité mixte de relations professionnelles. Ce comité est constitué de représentants autorisés du gouvernement et d'au plus trois conseillers juridiques ou procureurs de la Couronne membres des syndicats.

Tel comité, à titre consultatif, a pour fonction d'étudier les problèmes de nature professionnelle, et de servir de moyen de communication et de rencontre entre les conseillers juridiques ou les procureurs de la Couronne et le gouvernement.

L'un ou l'autre des représentants des parties peut convoquer une réunion du comité.

9. *Réunions*: Sous l'égide de leurs syndicats, les conseillers juridiques et les procureurs de la Couronne, avec autorisation du sous-chef, peuvent tenir des réunions dans un local du gouvernement.

10. *Affichage*: Tout avis de convocation d'assemblée et tout autre document signé par le secrétaire du syndicat et préalablement approuvé par le sous-chef peuvent être affichés sur des tableaux installés par le gouvernement à des endroits appropriés.

11. *Transmission de documents*: Tout document relatif au présent règlement et affiché par le gouvernement à l'intention des conseillers juridiques ou des procureurs de la Couronne sera transmis au syndicat.

guage and opinions, or following the exercise of a right which the present regulation or the law acknowledges.

5. *Professional responsibilities*: The legal adviser or attorney for the Crown furnishes the Government with exclusive work coming from his professional competence.

Professional ethics govern the reports of the legal adviser and attorney for the Crown with the Government. Every legal notice executed by the legal adviser or attorney for the Crown must be made in conformity to professional standards; no legal adviser or attorney for the Crown is obliged to amend, prepare to give a legal notice to which, in a true professional conscience, he cannot sign.

6. *Mutation*: Every legal adviser or attorney for the Crown may be transferred for valid motives. However, the legal adviser or attorney for the Crown, on this occasion, can make known, by complaint, the reasons inciting him to refuse such mutation and then may notify his Syndicate. In such a case, the latter can assist him in the presentation of the said complaint.

Proof that the mutation is made for valid motives lies with the deputy-head.

The mutation cannot involve a decrease in salary, nor a loss for advantages.

7. *Improvement*: Every legal adviser and every attorney for the Crown has the opportunity to participate in the improvement programs which will be established by the Government, the Civil Service Commission, the Bar, the Board of Notaries, the Universities and other professional institutions.

For this purpose, in consideration of the aptitudes and necessities of the function, holidays with a salary to the greatest possible number of legal advisers or attorneys for the Crown will be granted.

The choice is made according to aptitudes.

8. *Professional relations committee*: On an advisory basis, a professional relations mixed committee is formed. This committee is formed of authorized representatives of the Government and of at least three legal advisers or attorneys for the Crown, members of syndicates.

Such a committee, on an advisory basis, has the function of studying the problems of a professional nature, and to serve as a means of communication and meeting between the legal advisers or attorneys for the Crown and the Government.

Either of the representatives of the parties may summon a meeting of the committee.

9. *Meetings*: Under the protection of their syndicates, the legal advisers and attorneys for the Crown, with the authorization of the deputy-head, can hold meetings in a Government building.

10. *Posting*: Every notice of an assembly meeting and every other document signed by the secretary of the Syndicate and beforehand approved by the deputy-head can be posted on the boards installed by the Government at appropriate places.

11. *Transmission of documents*: Every document relative to the present regulation and posted by the Government for the sake of legal advisers or attorneys for the Crown will be transmitted to the Syndicate.

12. *Représentants syndicaux*: Les syndicats désigneront par ministère ou organisme un représentant syndical aux fins d'assister les conseillers juridiques et les procureurs de la Couronne dans la solution des griefs pouvant découler de l'application ou de l'interprétation du présent règlement. La Direction Générale des Relations de Travail du gouvernement sera informée du nom de ces représentants et de leur champ d'action respectif.

13. *Permis d'absence*: 13.01 Un conseiller juridique ou un procureur de la Couronne peut, conformément au présent article, obtenir un permis d'absence d'une durée raisonnable pour:

(a) assister aux réunions d'un comité mixte formé de représentants désignés par le gouvernement et par le Syndicat ou pour effectuer un travail du comité, pourvu qu'il en soit membre;

(b) présenter son propre grief, être représentant syndical ou être témoin si nécessaire, aux divers stades du mode de règlement des griefs;

(c) assister à une séance d'arbitrage, soit comme partie en cause, soit comme représentant ou témoin syndical;

(d) assister à une réunion du bureau ou du conseil syndical;

(e) assister à une réunion du conseil ou à une assemblée générale du Barreau ou de la Chambre des Notaires;

(f) assister à un congrès professionnel ou syndical.

13.02 Un conseiller juridique ou un procureur de la Couronne qui désire obtenir un permis d'absence doit en faire la demande à son supérieur. Cette demande doit être faite par écrit dans le cas des absences prévues aux alinéas c) et d) du paragraphe 13.01.

13.03 Le sous-chef peut refuser un permis d'absence si la présence du conseiller juridique ou du procureur de la Couronne est nécessaire à la bonne marche du service ou de l'unité administrative, dont il fait partie, et s'il ne peut être remplacé efficacement, ou pour une autre raison valable.

13.04 Si la fréquence des absences d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la Couronne nuit sérieusement à la bonne marche du service dont il fait partie, il sera loisible au sous-chef de l'affecter à un autre poste pour la durée complète de son mandat.

13.05 Les absences prévues aux alinéas a) et b) du paragraphe 13.01 seront sans perte de traitement.

13.06 Les absences prévues aux alinéas c), d) et f) du paragraphe 13.01 ne sont pas des absences payées. Cependant, afin que le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne absent conserve ses droits de participation aux divers régimes d'avantages sociaux, le gouvernement continue à lui verser son traitement habituel pendant la période d'absence.

13.07 À titre de remboursement du traitement versé par le gouvernement en vertu du paragraphe 13.06, le syndicat paiera au gouvernement pour chaque jour ouvrable d'absence d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la Couronne une somme égale à 1/264 de son traitement annuel brut.

13.08 Les syndicats paieront les sommes qu'ils doivent au gouvernement dans les trente (30) jours de l'envoi aux syndicats par le gouvernement d'un état de compte mensuel détaillé indiquant les noms des conseillers juridiques

12. *Syndicate representatives*: The Syndicates will designate by department or organization, a syndicate representative for the purpose of assisting the legal advisers and attorneys for the Crown in the solution of the complaints issuing from the application or interpretation of the present regulation. The Government Directorate of Labour Relations will be informed of the names of these representatives and of their respective fields of action.

13. *Permission for leave of absence*: 13.01 A legal adviser or attorney for the Crown may, in conformity to the present section, obtain a permission for leave of absence for a reasonable duration to:

(a) assist the meetings of a mixed committee formed of representatives designated by the Government and by the Syndicate or to effect work for the committee, as long as he is a member;

(b) present his own complaint, be a Syndicate representative or be a witness if necessary, to the varied development methods to settle complaints;

(c) assist an arbitration meeting, either as the party involved, as a representative or as a syndicate witness;

(d) assist a meeting of the board or Syndicate Council;

(e) assist a meeting of the Council or a General Assembly of the Bar or Board of Notaries;

(f) assist a professional or syndicate conference.

13.02 A legal adviser or attorney for the Crown that desires to obtain permission for leave of absence must make the request to his superior. This request must be written in the case of leave of absences provided for in paragraphs (c) and (d) of paragraph 13.01.

13.03 The deputy-head may refuse the permission for leave of absence if the presence of the legal adviser or attorney for the Crown is necessary for the functions of the Service or Administrative Unity, of which he is a part, and, if he cannot be replaced efficaciously, or for another valid reason.

13.04 If the frequency of the leave of absences of a legal adviser or attorney for the Crown seriously affects the functions of the Service of which he is a part, the deputy-head has the permission to assign him to another post for the complete duration of his mandate.

13.05 The leave of absences provided for in paragraphs (a) and (b) of paragraph 13.01 will be without loss of salary.

13.06 The leave of absences provided for in paragraphs (c), (d) and (f) of paragraph 13.01 are not leave of absences paid. However, in order that the legal adviser or attorney for the Crown absent may keep his rights of participation to the varied conditions for social advantages, the Government continues to give him his usual salary during the period of leave of absence.

13.07 On the score of reimbursement of the salary given by the Government in pursuance to paragraph 13.06, the Syndicate will pay the Government, for every working day used as leave of absence by a legal adviser or attorney for the Crown, an amount equal to 1/264 of his annual gross salary.

13.08 The Syndicates will pay the amounts they owe the Government in the thirty (30) days following the sending to the Syndicates by the Government of a detailed monthly statement of expenses indicating the names of the

ou des procureurs de la Couronne absents et la durée de leur absence.

Article 14. Procédure de règlement des griefs:
14.01 Toute mécontentement relative à l'interprétation ou à l'application du présent règlement autre qu'une mécontentement qui, en vertu du présent règlement ou de la loi doit être décidée par la Commission de la Fonction Publique, est soumise et réglée conformément aux dispositions du présent article et de l'article suivant.

14.02 *Premier stade:* Un conseiller juridique ou un procureur de la Couronne qui se croit lésé par suite d'une prétendue violation ou fausse interprétation du présent règlement, peut présenter lui-même ou par son représentant syndical, son grief par écrit au sous-ministre de la Justice dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent telle prétendue violation ou fausse interprétation. Cet écrit dûment signé par le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne doit contenir un exposé sommaire du grief.

S'il s'agit d'un grief concernant au moins dix (10) conseillers juridiques ou procureurs de la Couronne, le syndicat peut présenter lui-même un tel grief par écrit au sous-ministre de la Justice.

Dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent, le sous-ministre de la Justice donne sa réponse par écrit à celui qui a présenté le grief et en transmet une copie au représentant syndical si celui-ci était présent lors de la présentation du grief. Lorsqu'il s'agit d'un grief soumis directement par le syndicat, le sous-ministre de la Justice donne sa réponse par écrit à ce dernier.

14.03 Si le sous-ministre de la Justice fait défaut de décider du grief dans les dix (10) jours ouvrables suivant sa réception ou si sa décision n'est pas satisfaisante, le Syndicat peut soumettre le grief à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'article suivant.

14.04 Chacun des détails prévus au présent article est de rigueur et ne peut être prolongé que par entente écrite entre le sous-ministre de la Justice et le syndicat.

Article 15. Arbitrage: 15.01 Lorsque le Syndicat veut soumettre à l'arbitrage un grief qui n'a pas été réglé au moyen de la procédure prévue à l'article 14, il doit en aviser le sous-ministre de la Justice par écrit dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent, soit la réception de la décision écrite rendue à la dernière étape de la procédure des griefs, soit les délais prévus à ladite procédure à défaut de décision. Cet avis doit donner un exposé du grief et le nom de l'assesseur syndical.

Le syndicat doit en même temps en transmettre une copie à la personne dont le nom apparaît en premier lieu au paragraphe 15.02 et prier cette dernière de remplir la fonction d'arbitre.

15.02. L'une des personnes suivantes fait office d'arbitre conformément aux dispositions du présent article:

Monsieur le Juge Alan B. Gold;
Monsieur le Juge Albert Dumontier;
Monsieur le Juge Jean-Louis Pélouquin.

15.03 L'arbitre qui est saisi du grief demande à la partie défenderesse de lui communiquer, dans les cinq (5) jours ouvrables, le nom de son assesseur et fixe sans délai la date de la première séance d'arbitrage.

15.04 Les assesseurs avisent l'arbitre et délibèrent avec lui. L'arbitre peut toutefois siéger

legal advisers or attorneys for the Crown absent and the duration of their leave of absence.

Section 14. Procedure of complaint settlements:
14.01 Every misunderstanding relative to the interpretation or application of the present regulation other than a misunderstanding which, in pursuance to the present regulation or to the law must be decided by the Civil Service Commission, is submitted and rules in conformity to the provisions of the present section and the following section.

14.02 *First stage:* A legal adviser or attorney for the Crown who believes he has been wronged following an alleged violation or false interpretation of the present regulation, can by himself or by his syndicate representative present his written complaint to the Deputy-Minister of Justice within the ten (10) working days which follow such alleged violation or false interpretation. This written statement duly signed by the legal adviser or attorney for the Crown must contain a summary account of the complaint.

If it concerns a complaint concerning at least ten (10) legal advisers or attorneys for the Crown, the Syndicate can itself present such a written complaint to the Deputy-Minister of Justice.

In the ten (10) working days that follow, the Deputy-Minister of Justice gives his written answer to the one that presented the complaint and sends a copy to the syndicate representative if the latter was present during the presentation of the complaint. When it concerns a complaint submitted directly by the Syndicate, the Deputy-Minister of Justice gives his written answer to the latter.

14.03 If the Deputy-Minister of Justice fails to decide the complaint in the ten (10) working days following his reception or if his decision is unsatisfactory, the Syndicate may submit the complaint to arbitration in conformity to the provisions of the following section.

14.04 Each of the delays provided for in the present section is in force and can be prolonged only by a written agreement between the Deputy-Minister of Justice and the Syndicate.

Section 15. Arbitration: 15.01 When the Syndicate wishes to submit to arbitration a complaint which was not ruled according to the procedure provided for in section 14, it must advise the Deputy-Minister of Justice in writing within the fifteen (15) working days which follow, either of the reception of the written decision rendered at the last stage of the complaint procedure, or of the delays foreseen in the said procedure, in default of decision. This notice must give an account of the complaint and the name of the syndicate adviser.

The Syndicate must at the same time transmit a copy to the person whose name appears in the first place in paragraph 15.02 and ask the latter to act as arbitrator.

15.02 One of the following persons acts as arbitrator in conformity to the provisions of the present section:

Judge Alan B. Gold;
Judge Albert Dumontier;
Judge Jean-Louis Pélouquin.

15.03 The arbitrator attached to the complaint asks the defendant party to communicate to him, within five (5) working days, the name of his adviser and fixes without delay the date of the first arbitration meeting.

15.04 The advisers advise the arbitrator and deliberate with him. The arbitrator may however,

ou délibérer en l'absence des assesseurs ou de l'un d'entre eux pourvu que ceux-ci aient été dûment convoqués.

15.05 L'arbitre doit rendre sa décision dans les trente (30) jours qui suivent la date où la preuve est terminée, à moins que ce délai ne soit prorogé par les parties. Toutefois, la décision n'est pas nulle pour la seule raison qu'elle est rendue après l'expiration du délai imparti.

15.06 L'arbitre communique sa décision à chacune des parties en leur faisant parvenir une copie signée.

15.07 La décision de l'arbitre lie les parties et doit être exécutée dans le plus bref délai possible.

15.08 La juridiction de l'arbitre est limitée griefs qui lui sont soumis conformément aux dispositions du présent règlement. Il doit décider des griefs selon les dispositions dudit règlement. Il n'a ni le pouvoir de modifier le présent règlement ni celui d'y ajouter ou d'y soustraire quoi que ce soit.

15.09 Chaque partie paie ses propres frais d'arbitrage.

Article 16. Sanctions disciplinaires: 16.01 Toute sanction disciplinaire autre qu'une destitution ou une révocation de nomination peut faire l'objet d'un grief.

16.02 Le sous-chef doit, sans délai, informer le syndicat:

a) de toute suspension ou mise à pied, à moins que le conseiller juridique ou le procureur de la Couronne ne s'y oppose, et lui faire connaître les raisons de cette sanction;

b) de toute demande faite à la Commission de la Fonction Publique en vue de la révocation de la nomination d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la Couronne ou de sa destitution, et, à moins que ce dernier ne s'y oppose, faire connaître au syndicat les raisons invoquées à l'appui de cette demande.

Article 17. Nomination à titre permanent: 17.01 À l'expiration de la période prescrite par l'article 35 de la Loi de la fonction publique ou, le cas échéant, par les règlements édictés en vertu de l'article 36 de cette loi, le conseiller juridique nommé à titre temporaire sera, s'il le désire et s'il est gardé à l'emploi du gouvernement, nommé à titre permanent conformément à la Loi de la fonction publique à moins que la Commission de la fonction publique, sur demande du Gouvernement à cette fin, n'accorde la prolongation de la période pendant laquelle ce conseiller juridique peut être gardé à l'emploi du gouvernement à titre temporaire. Le Gouvernement doit donner avis de cette demande en temps utile, au Syndicat et à l'intéressé; cet avis doit notamment énoncer les raisons invoquées à l'appui de la demande.

Les procureurs de la Couronne (sans expérience préalable) sont engagés à titre de conseiller juridiques et doivent avoir agi comme tels pendant un an avant d'être nommés et l'alinéa précédent commence à s'appliquer aux procureurs de la couronne à partir de ce moment.

17.02 Le Gouvernement reconnaît le droit au Syndicat et à l'intéressé de s'objecter à toute demande de prolongation visée au paragraphe 17.01 et de demander, le cas échéant, à la Commission de la fonction publique de faire enquête d'établir si la demande est bien fondée.

Article 18. Durée du travail: 18.01 À moins d'une stipulation à l'encontre prévue dans le

sit or deliberate in the absence of the advisers or of one of them, provided that these have been duly summoned.

15.05 The arbitrator must render his decision within the thirty (30) days following the date on which the proof is terminated, unless this delay is extended by the parties. However, the decision is not void for the simple reason that it is rendered after the expiration of the delay granted.

15.06 The arbitrator communicates his decision to each of the parties by sending them a signed copy.

15.07 The decision of the arbitrator binds the parties and must be executed in the smallest possible delay.

15.08 The jurisdiction of the arbitrator is limited to the complaints submitted to him in conformity to the provisions of the present regulation. He must decide about the complaints according to the provisions of the said regulation. He has neither the power to amend the present regulation, nor the power to add or subtract anything.

15.09 Each party pays his own arbitration costs.

Section 16. Disciplinary sanctions: 16.01 Every disciplinary sanction other than a dismissal or an appointment revocation can be the object of a complaint.

16.02 The deputy-head must, without delay, inform the Syndicate:

(a) of every suspension or dismissal, unless the legal adviser or attorney for the Crown opposes it, and make known to him the reasons for this sanction;

(b) of every request made to the Civil Service Commission in view of the revocation of the appointment of a legal adviser or attorney for the Crown or of his dismissal, and, unless the latter opposes it, make known to the Syndicate the reasons invoked to support this request.

Section 17. Appointment on a permanent basis: 17.01 At the expiration of the period prescribed by Section 35 of the Civil Service Act or, should the occasion arise, by the regulations edicted in pursuance to section 36 of this Act, the legal adviser appointed on a temporary basis will, if he desires it and is kept at the employment of the Government, be appointed on a permanent basis in conformity to the Civil Service Act unless the Civil Service Commission, upon a request of the Government for this purpose, does not grant the prolongation of the period in which this legal adviser can be kept in the employment of the Government on a temporary basis. The Government must give notice of this request in due time, to the Syndicate and the person involved; this notice must particularly state the reasons invoked to support this request.

The attorneys for the Crown (without previous experience) are hired under the title of legal advisers and must have acted as such for one year before being appointed and the preceding paragraph begins to apply to the attorneys for the Crown from this moment.

17.02 The Government recognizes the right of the Syndicate and the person involved to object to every prolongation request provided for in paragraph 17.01 and to ask, should the occasion arise, the Civil Service Commission to make an inquiry in order to establish if the request is reasonable.

Section 18. Duration of the work: 18.01 Unless a stipulation to the contrary provided for in the

présent article, la semaine normale de travail est de trente-deux heures et demie (32½) réparties du lundi au vendredi inclusivement.

18.02 La journée normale de travail est de six heures et demie (6½) généralement étalées de 9 heures du matin à midi et de 1:30 heure de l'après-midi à 5 heures de l'après-midi. Il peut être convenu d'un autre horaire quotidien de travail.

18.03 Si un conseiller juridique en raison de la nature de son travail, fixe lui-même son horaire quotidien qui à toutes fins pratiques ne peut être contrôlé efficacement par le sous-chef, la semaine normale de travail ne doit pas dépasser normalement quarante (40) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement.

18.04 Les paragraphes 18.01, 18.02 et 18.03 ne s'appliquent pas aux procureurs de la couronne.

Article 19. Jours fériés: 19.01 Aux fins du présent règlement, les jours suivants sont des jours fériés et ils sont chômés, sauf dans les cas de nécessité:

Le premier jour de l'An, le lendemain du premier jour de l'An, la fête de l'Épiphanie, le vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête de l'Ascension, le jour de la fête de Dollard ou de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du travail, le jour de l'action de grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, le lendemain de Noël, l'après-midi des veilles de Noël et du jour de l'An.

Article 20. Heures supplémentaires: 20.01 Il n'y a pas de majoration pour les heures supplémentaires ni de congé compensatoire pour lesdites heures faites du lundi au vendredi inclusivement.

20.02 Si un conseiller juridique, à la demande expresse de son sous-chef travaille un jour férié, le samedi ou le dimanche, il doit bénéficier d'un congé compensatoire de même durée.

20.03 Les paragraphes 20.01 et 20.02 ne s'appliquent pas aux procureurs de la couronne.

Article 21. Congés payés annuels: 21.01 La période de référence s'étend du 1^{er} avril de l'année courante au 31 mars de l'année suivante; elle correspond à l'année financière du Gouvernement.

21.02 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui, le 1^{er} avril de l'année courante, justifie de moins d'une année de service continu au Gouvernement doit recevoir un congé dont la durée est d'autant de jours qu'il a de mois de service jusqu'à concurrence d'une durée égale à deux semaines (dix jours ouvrables).

21.03 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui, le 1^{er} avril de l'année courante, justifie d'un an de service continu au Gouvernement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à trois (3) semaines (quinze jours ouvrables).

21.04 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui, le 1^{er} avril de l'année courante, justifie de vingt (20) ans de service continu au Gouvernement, doit recevoir un congé dont la durée est égale à quatre (4) semaines (vingt jours ouvrables).

21.05 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne continue de recevoir son traitement pendant la période de ses congés payés annuels.

21.06 L'ordre des départs est fixé, eu égard aux nécessités du service, aux dates choisies par les conseillers juridiques ou par les procureurs de la couronne avec l'approbation du directeur du service intéressé, avec la préférence dans le choix des dates individuelles de vacances à ceux qui ont le plus d'années de service.

present section, the normal working week is of thirty-two and a half hours (32½) distributed from Monday to Friday inclusively.

18.02 The normal working day is of six hours and a half (6½) generally spread out from 9 o'clock in the morning to twelve and from 1:30 in the afternoon to 5. Another daily working schedule can be agreed upon.

18.03 If a legal adviser by reason of the nature of his work, fixes his daily schedule himself, which, for all practical purposes, cannot be efficaciously controlled by the deputy-head, the normal working week must not normally pass forty (40) hours distributed from Monday to Friday inclusively.

18.04 Paragraphs 18.01, 18.02 and 18.03 do not apply to the attorneys for the Crown.

Section 19. Holidays: 19.01 For the purposes of the present regulation, the following days are holidays and are idle, save in cases of necessity:

New Years Day, The day following New Years, The Feast of the Epiphany, Good Friday, Easter Monday, Ascension Thursday, Dollard's Day or the Queen's Birthday, Saint-Jean-Baptiste, Confederation, Labour Day, Thanksgiving, All Saints, the Immaculate Conception, Christmas Day, the day after Christmas, the afternoons before Christmas and New Years.

Section 20. Hours of overtime: 20.01 There is no increased allowance for overtime hours nor compensatory holidays for the said hours made from Monday to Friday inclusively.

20.02 If a legal adviser, on an explicit request from his deputy-head works on a holiday, Saturday or Sunday, he must benefit from a compensatory holiday of the same duration.

20.03 Paragraphs 20.01 and 20.02 do not apply to the attorneys for the Crown.

Section 21. Annual paid holidays: 21.01 The reference period extends from April 1st of the current year to March 31st of the following year; it corresponds to the Government's fiscal year.

21.02 The legal adviser or attorney for the Crown who, on April 1st of the current year, accounts for less than one year of continuous service for the Government must receive a holiday of a duration of as many days as months of service he has worked up to concurrence of a duration equal to two weeks (ten working days).

21.03 The legal adviser or attorney for the Crown who, on April 1st of the current year, accounts for one year of continuous service for the Government, must receive a holiday of a duration equal to three (3) weeks (fifteen working days).

21.04 The legal adviser or attorney for the Crown who, on April 1st of the current year, accounts for twenty (20) years of continuous service for the Government, must receive a holiday of a duration equal to four (4) weeks (twenty working days).

21.05 The legal adviser or attorney for the Crown continues to receive his salary during the period of his annual paid holidays.

21.06 The order of departure is fixed, in regard to the necessities of the service, on the dates chosen by the legal advisers or by the attorneys for the Crown with the approbation of the Director of the Service involved, with the preference in the choice of individual holiday dates to those with the greatest years of service.

21.07 Au cours du mois d'avril de chaque année, le directeur de chaque service prépare l'ordre des départs. L'ordre des départs est communiqué le plus tôt possible de façon que chacun puisse en prendre connaissance en temps utile.

21.08 Un conseiller juridique ou un procureur de la couronne peut, s'il y est autorisé, accumuler ou reporter à une autre année ses congés payés annuels.

21.09 Si un jour férié prévu à l'article 19 tombe dans la période des congés payés annuels d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la couronne, celui-ci a droit à une journée supplémentaire de congé.

21.10 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne n'a droit à aucun congé pour la période pendant laquelle il est en congé sans traitement et cette période ne compte pas aux fins de l'établissement de son service continu.

21.11 Lorsque l'emploi cesse avant que le conseiller juridique ou le procureur de la couronne ait bénéficié des congés annuels auxquels il avait droit, il doit toucher, en même temps que sa dernière paie, une indemnité compensatrice proportionnelle à la durée des congés alors acquis.

Article 22. Congés de maladie: 22.01 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne qui est incapable de travailler pour cause de maladie ou de blessure subie au cours d'un accident a droit à un congé de maladie sans perte de traitement conformément aux stipulations du présent article.

22.02 Un conseiller juridique ou un procureur de la couronne a droit à un crédit de maladie d'une journée et quart par mois de service.

22.03 Pour avoir droit à un congé de maladie, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne doit établir qu'il est physiquement incapable de travailler.

Si l'absence n'excède pas trois (3) jours consécutifs, le sous-chef acceptera une déclaration écrite du conseiller juridique ou du procureur de la couronne établissant la cause de l'absence sauf s'il y a abus, alors que le sous-chef pourra exiger un certificat médical.

Pour toute absence de plus de trois (3) jours consécutifs, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne devra, à la demande de son sous-chef, produire un certificat médical attestant qu'il est physiquement incapable de travailler.

22.04 Dans tous les cas, le sous-chef peut faire examiner le conseiller juridique ou le procureur de la couronne par un médecin de son choix; ce médecin décide si l'absence est motivée et il peut déterminer la date à laquelle le conseiller juridique ou le procureur de la couronne peut reprendre le travail.

S'il y a divergence d'opinions entre le médecin désigné par le sous-chef et le médecin personnel du conseiller juridique ou du procureur de la couronne, ces deux médecins désignent d'un commun accord un troisième médecin dont la décision est sans appel. Les honoraires de ce troisième médecin sont payés à parts égales par le Gouvernement et le conseiller juridique ou le procureur de la couronne.

22.05 Si après l'épuisement de sa réserve de congés de maladie, un conseiller juridique ou un procureur de la couronne est encore incapable de travailler pour cause de maladie ou accident, le Gouvernement peut lui accorder un congé additionnel sans perte de traitement pour une période n'excédant pas soixante-six (66) jours

21.07 During the month of April of each year, the Director of each service prepares the order of departures. The order of departures is communicated as soon as possible in such a manner that each can take notice in due time.

21.08 A legal adviser or attorney for the Crown may, if he is authorized, accumulate or forward to another year his annual paid holidays.

21.09 If a holiday provided for in section 19 falls in the period of the annual paid holidays of a legal adviser or attorney for the Crown, he has the right to a supplementary holiday of one day.

21.10 The legal adviser or attorney for the Crown has no right to any holidays in the period during which he is on holidays without pay and this period does not count for the purposes of the establishment of his continuous service.

21.11 When the employment ceases before the legal adviser or attorney for the Crown has benefited from the annual holidays to which he has right, he must receive, at the same time as his last pay, a compensating indemnity proportional to the duration of the holidays then acquired.

Section 22. Sick leave holidays: 22.01 Every legal adviser or every attorney for the Crown who is unable to work because of sickness or an injury received in an accident has the right to a sick leave holiday without loss of salary in conformity to the stipulations of the present section.

22.02 A legal adviser or attorney for the Crown has the right to a sick leave credit of a day and a quarter per month of service.

22.03 To have the right to sick leave, the legal adviser or attorney for the Crown must establish that he is physically incapable of working.

If the absence does not exceed three (3) consecutive days, the deputy-head will accept a written declaration from the legal adviser or attorney for the Crown establishing the cause of the absence save if there is abuse, then the deputy-head can require a medical certificate.

For every absence of more than three (3) consecutive days, the legal adviser or attorney for the Crown must, upon the request of his deputy-head, produce a medical certificate attesting that he is physically incapable of working.

22.04 In any case, the deputy-head can have the legal adviser or attorney for the Crown examined by a doctor of his choice; this doctor decides if the absence is motivated and he can determine the date on which the legal adviser or attorney for the Crown may return to work.

If there is a difference of opinion between the doctor designated by the deputy-head and the personal doctor of the legal adviser or attorney for the Crown, the two doctors designate on a common agreement a third doctor whose decision is without appeal. The tariffs of the third doctor are paid, in equal parts, by the Government and the legal adviser or attorney for the Crown.

22.05 If after the exhaustion of his sick leave reserve, a legal adviser or attorney for the Crown is still incapable of working because of sickness or accident, the Government can grant him an additional holiday without loss of salary for a period not exceeding sixty-six (66) working days or three (3) months; this additional holiday

ouvrables ou trois (3) mois; ce congé additionnel est débité de la réserve à venir des congés de maladie.

22.06 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui a plus de dix (10) ans de service continu a droit d'obtenir, après l'épuisement de sa réserve de congés de maladie et après avoir tiré avantage du paragraphe 22.05, un congé à demi-traitement pour la durée de sa maladie mais jusqu'à concurrence seulement d'un maximum de six (6) mois.

22.07 Le sous-chef peut également permettre à un conseiller juridique ou à un procureur de la couronne qui lui en fait la demande d'utiliser des crédits de congés annuels auxquels il a droit pour compenser ses absences pour cause de maladie lorsque ce conseiller juridique ou ce procureur de la couronne n'a plus droit à quelque crédit en vertu du présent article.

22.08 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne qui a bénéficié des dispositions du présent article doit retourner au travail dès que sa santé le lui permet même si sa période de congé n'est pas terminée. Le sous-chef peut en tout temps s'assurer de l'état de santé des conseillers juridiques ou des procureurs de la couronne qui bénéficient d'un congé de maladie.

22.09 Quand un conseiller juridique ou un procureur de la couronne bénéficie d'un congé de maladie, seuls les jours ouvrables sont déduits de sa réserve de congés de maladie.

22.10 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne a droit avant la date effective de sa mise à la retraite avec pension à un congé de retraite dont la durée est basée sur la réserve accumulée de ses congés de maladie et qui est calculée de la façon suivante:

is debited from the reserve to come of sick leave holidays.

22.06 The legal adviser or attorney for the Crown that has more than ten (10) years of continuous service has the right to obtain, after the exhaustion of his sick leave holiday reserve and after having taken advantage of paragraph 22.05, a holiday with half his salary for the duration of his sickness but only until concurrence of a maximum of six (6) months.

22.07 The deputy-head can also give permission to a legal adviser or attorney for the Crown who asks him to use the annual holiday credits to which he has right to compensate for the absences caused by sickness when the legal adviser or attorney for the Crown has no longer the right to any credit in pursuance to the present section.

22.08 Every legal adviser or every attorney for the Crown who has benefited from the provisions of the present section must return to work as soon as his health permits it, even if his holiday period is not terminated. The deputy-head can at all times assure himself of the state of health of the legal advisers or attorneys for the Crown who benefit from a sick leave holiday.

22.09 When a legal adviser or attorney for the Crown benefits from a sick leave holiday, only the working days are deducted from his sick leave reserve.

22.10 Every legal adviser or every attorney for the Crown has the right before the effective date of his retirement with pension a retirement holiday whose duration is based upon the reserve of his sick leave holidays accumulated and which is calculated in the following manner:

TABLEAU I — TABLE I

<i>Congé de maladie</i> (en jours de maladie) <i>Sick leave holidays</i> (in sick days)		<i>Congé de retraite</i> (en mois) <i>Retirement holidays</i> (in months)
22 jours-days	équivalent à-equals	1 mois-1 month
44 jours-days	équivalent à-equals	2 mois-2 months
66 jours-days	équivalent à-equals	3 mois-3 months
88 jours-days	équivalent à-equals	4 mois-4 months
110 jours-days	équivalent à-equals	5 mois-5 months
132 jours et plus-132 days and more	équivalent à-equals	6 mois-6 months

En aucun cas, le congé de retraite accordé ne dépassera six (6) mois. À la place de ce congé, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne s'il le désire pourra toucher une gratification en espèces égale à la moitié du solde de ses crédits accumulés et à être calculée de la façon suivante:

In any case, the granted retirement holidays will not pass six (6) months. Instead of this holiday, the legal adviser or attorney for the Crown, if he wishes it, is allowed to receive a cash bonus equal to half of the balance of his credits accumulated and to be calculated in the following manner:

TABLEAU II — TABLE II

<i>Congé de maladie</i> <i>Sick leave holidays</i>		<i>Gratification en espèces</i> (en mois de traitement brut au départ) <i>Cash bonus (in months of gross salary at the start)</i>
44 jours-days	équivalent à-equals	1 mois-1 month
88 jours-days	équivalent à-equals	2 mois-2 months
132 jours et plus-132 days and more	équivalent à-equals	3 mois-3 months

En aucun cas, la gratification en espèces ne dépassera l'équivalent de trois (3) mois de traitement brut au départ.

In any case, the cash bonus will not pass the equivalent of three (3) months of gross salary at the start.

Tous les jours de congé de maladie inférieurs à vingt-deux (22) jours selon le tableau I ou à quarante-quatre (44) jours selon le tableau II, ou en excédent de l'un des cinq (5) premiers nombres mentionnés au tableau I ou de l'un des premiers nombres mentionnés au tableau II, seront considérés sur la même base en faisant des ajustements proportionnels.

22.11 Si un conseiller juridique ou un procureur de la couronne, ayant au moins une année de service, démissionne ou est congédié, s'il est mis à sa retraite avec pension différée ou s'il décède avant sa mise à la retraite, le Gouvernement paie au conseiller juridique ou au procureur de la couronne ou à leurs ayants droit une gratification en espèces égale à la moitié du solde de ses crédits de congés de maladie accumulés, calculée de la façon indiquée au tableau II du paragraphe 22.10 du présent article. La gratification en espèces ne doit en aucun cas excéder une somme égale à trois (3) mois de traitement à la date du départ.

22.12 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui est en congé sans solde n'accumule pendant la période de son congé aucun crédit pour congés de maladie; cependant, lors de son retour au travail, les crédits qu'il avait à son départ en congé et qu'il n'a pas utilisés depuis lui sont crédités.

22.13 Les conseillers juridiques ou les procureurs de la couronne en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent règlement ont droit aux crédits de congé de maladie qu'ils ont accumulés jusqu'à ce jour conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil numéro 1481 lequel est abrogé.

22.14 Aucun conseiller juridique ou aucun procureur de la couronne ne peut bénéficier d'un congé de maladie avec traitement durant les premiers six (6) mois de service; cependant, ses crédits pour congés de maladie s'accumulent pendant cette période et ils lui sont crédités après l'expiration de ces premiers six (6) mois, s'il en maintenu en fonction.

22.15 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne incapable de travailler par suite d'un accident de travail subi alors qu'il était au service du gouvernement est régi par les stipulations du présent article sous réserve des dispositions suivantes:

a) pendant les cent vingt (120) premiers jours de son incapacité totale, le Gouvernement ne peut être tenu de lui payer en vertu du présent article que la différence entre le montant de son traitement habituel et celui de l'indemnité versée conformément aux dispositions de la Loi des Accidents du Travail; les sommes payées en vertu du présent sous-paragraphe sont proportionnellement déduites de la réserve des congés de maladie du conseiller juridique ou du procureur de la couronne.

b) pendant la durée de son incapacité totale qui excède les cent vingt (120) premiers jours, le Gouvernement lui paiera la différence entre le montant de son traitement régulier et celui de l'indemnité versée conformément aux dispositions de la Loi des Accidents du Travail; les sommes payées en vertu du présent sous-paragraphe ne sont pas imputées à la réserve des congés de maladie du conseiller juridique ou du procureur de la couronne.

Aux fins du présent paragraphe, un conseiller juridique ou un procureur de la couronne est totalement incapable tant qu'il reçoit, en vertu de la Loi des Accidents du Travail, une indemnité pour incapacité totale.

Every sick leave holiday inferior to twenty-two (22) days according to Table I or to forty-four (44) days according to Table II, or by exceeding one of the five (5) first amounts mentioned in Table I and by one of the two first amounts mentioned in Table II, will be considered on the same basis by making the proportional adjustments.

22.11 If a legal adviser or attorney for the Crown, having at least one year of service, resigns or is dismissed, if he is retired with a deferred pension or if he dies before his retirement, the Government pays to the legal adviser or attorney for the Crown or their dependents a cash bonus equal to half of the total of his sick day credits accumulated, calculated in the manner indicated in Table II of paragraph 22.10 of the present section. The cash bonus must not, in any case, exceed an amount equal to three (3) months of salary at the date of the departure.

22.12 The legal adviser or attorney for the Crown who is on holidays without pay does not accumulate, during the period of his holidays, any credits for sick leave holidays; however, when he returns to work, the credits he had at his departure for holidays and that he has not used since are accredited to him.

22.13 The legal advisers or attorneys for the Crown in function when the present regulation came into force, have the right to the credits of sick leave holidays they have accumulated up to this date, in conformity to the provisions of Order in Council number 1481 which is abrogated.

22.14 Neither a legal adviser nor an attorney for the Crown can benefit from a sick leave holiday with salary during the first six (6) months of service; however, his credits for sick leave holidays accumulate during this period and are accredited to him after the expiration of his first six (6) months, if he is kept in function.

22.15 The legal adviser or attorney for the Crown incapable to work following an accident at work while he was working for the Government is governed by the stipulation of the present section under reserve of the following provisions:

(a) during the first one hundred and twenty (120) days of his total incapability, the Government is obliged to pay him, in pursuance to the present section, only the difference between the amount of his habitual salary and that of the indemnity paid in conformity to the provisions of the Workmen's Compensation Act; the amounts paid in pursuance to the present sub-paragraph are proportionally deducted from the sick leave reserve of the legal adviser or attorney for the Crown.

(b) during the duration of his total incapability which exceeds the first one hundred and twenty (120) days, the Government will pay him the difference between the amount of his regular salary and that of the indemnity paid in conformity to the provisions of the Workmen's Compensation Act; the amounts paid in pursuance to the present sub-paragraph are not attributed to the sick leave reserve of the legal adviser or attorney for the Crown.

For the purposes of the present paragraph, a legal adviser or attorney of the Crown is totally incapable of working as long as he receives, in pursuance to the Workmen's Compensation Act, an indemnity for total incapability.

22.16 À la fin de chaque année financière, le sous-chef fournira à chaque conseiller juridique ou chaque procureur de la couronne un état du solde de sa réserve des congés de maladie.

Article 23. Congés de maternité: 23.01 Une employée enceinte doit prendre congé sans rémunération à compter du septième mois de sa grossesse.

23.02 Une employée enceinte a droit à un congé sans rémunération sur recommandation de son médecin.

23.03 L'employée enceinte qui désire continuer à travailler doit, à la demande du sous-chef et sous réserve du paragraphe 23.01, fournir un certificat médical attestant que son état de santé lui permet de remplir son occupation habituelle.

23.04 Dand les deux mois qui suivent la naissance de l'enfant, l'employée reprend l'emploi qu'elle occupait; elle doit cependant présenter un certificat de son médecin attestant qu'elle est suffisamment rétablie. Si à l'expiration de cette période de deux mois l'employée ne peut, pour raison de santé, reprendre son emploi, les clauses du présent règlement concernant la maladie s'appliquent.

23.05 L'employée a dans tous les cas droit à sa discrétion d'utiliser pour les fins du présent article sa réserve de congés de maladie afin de recevoir son traitement jusqu'à concurrence des crédits qu'elle a accumulés.

Article 24. Congés spéciaux: 24.01 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui en fait la demande au sous-chef ou à son représentant sur la formule prescrite à cette fin a droit à une autorisation d'absence sans perte de gains d'un nombre de jours ouvrables nécessaire pour qu'il bénéficie aux fins suivantes du nombre de jours chômés ci-après indiqués:

a) le mariage du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: cinq (5) jours consécutifs dont le jour du mariage.

b) le mariage du père, de la mère, du fils, d'une fille, d'un frère ou d'une sœur du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: le jour du mariage si le conseiller juridique ou le procureur de la couronne y assiste;

c) la naissance ou l'adoption d'un enfant: une journée, celle de la naissance, de l'adoption ou du baptême de l'enfant;

d) le décès du conjoint du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: cinq (5) jours consécutifs dont le jour des funérailles;

e) le décès du père, de la mère, d'un fils, d'une fille, d'un frère ou d'une sœur du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: trois (3) jours consécutifs dont le jour des funérailles.

f) le décès du beau-père, de la belle-mère, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père ou de la grand-mère d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la couronne, lorsque le défunt demeurait au domicile du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: trois (3) jours consécutifs dont le jour des funérailles;

g) le décès du beau-père, de la belle-mère, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père ou de la grande-mère d'un conseiller juridique ou d'un procureur de la couronne, lorsque le défunt ne résidait pas au domicile du conseiller juridique ou du procureur de la couronne: le jour des funérailles;

h) lorsqu'un conseiller juridique ou un procureur de la couronne change le lieu de son domicile: la journée du déménagement; cependant,

22.16 At the end of each financial year, the deputy-head will furnish to each legal adviser or attorney for the Crown a statement of his sick leave reserve.

Section 23. Maternity leave: 23.01 A pregnant employee must take leave without pay from and after the seventh month of her pregnancy.

23.02 A pregnant employee has the right to a holiday without pay upon the recommendation of her doctor.

23.03 The pregnant employee who wishes to continue to work must, upon the request of the deputy-head and under reserve of paragraph 23.01, furnish a medical certificate attesting that her state of health permits her to accomplish her habitual occupation.

23.04 In the two months following the birth of the child, the employee carries on the work she occupied; she must however, present a certificate from her doctor attesting that she is sufficiently well. If at the expiration of this period of two months the employee cannot, for reasons of health, carry out her employment, the clauses of the present regulation concerning the illness are applied.

23.05 The employee has, in every case, the right to her discretion, to use for the purposes of the present section, her sick leave reserve in order to receive her salary up to concurrence of the credits she has accumulated.

Section 24. Special holidays: 24.01 The legal adviser or attorney for the Crown who makes a request to his deputy-head or representative on the form prescribed for this purpose has the right to an authorization of leave of absence without loss of gain of the number of working days necessary for him to benefit in the following purposes of the number of holidays hereafter indicated.

(a) the marriage of a legal adviser or attorney for the Crown: five (5) consecutive days including the day of the wedding.

(b) the marriage of the father, mother, son, daughter, brother or sister of a legal adviser or attorney for the Crown: the day of the wedding if the legal adviser or attorney for the Crown assist it;

(c) the birth or adoption of a child: one day, that of the birth, adoption or Baptism of the child;

(d) the death of the husband or wife of a legal adviser or attorney for the Crown: five (5) consecutive days including the day of the funeral;

(e) the death of the father, mother, son, daughter, brother or sister of a legal adviser or attorney for the Crown: three (3) consecutive days including the day of the funeral.

(f) the death of the father-in-law, mother-in-law, brother-in-law, sister-in-law, grandfather or grandmother of a legal adviser or attorney for the Crown, when the deceased lived at the domicile of the legal adviser or attorney for the Crown: three (3) consecutive days including the day of the funeral;

(g) the death of the father-in-law, mother-in-law, brother-in-law, sister-in-law, grandfather or grandmother of a legal adviser or attorney for the Crown, when the deceased did not live at the domicile of the legal adviser or attorney for the Crown: the day of the funeral;

(h) when a legal adviser or attorney for the Crown changes the place of his domicile: the day of the moving; however, a legal adviser or attorney

un conseiller juridique ou un procureur de la couronne n'a pas droit de ce chef à plus d'une journée de congé par année.

Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne n'a droit à une autorisation d'absence sans perte de gains dans les cas visés au sous-paragraphe g) ci-dessus que s'il assiste aux funérailles du défunt; s'il y assiste et si les funérailles ont lieu à plus de deux cents milles du lieu de la résidence du conseiller juridique ou du procureur de la couronne, celui-ci a droit à un jour chômé additionnel.

24.02 Pour les fins du présent article, les jours où le conseiller juridique ou le procureur de la couronne n'aurait pas normalement travaillé sont des jours chômés.

24.03 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui en fait la demande au sous-chef sur la formule prescrite a droit d'obtenir pour des raisons sérieuses une autorisation d'absence sans perte de gains. Les raisons invoquées à l'appui de sa demande doivent être énoncées dans la formule remise par le conseiller juridique ou le procureur de la couronne au sous-chef.

Article 25. Congé pour affaires judiciaires: 25.01 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne appelé à témoigner à la suite d'une sommation, dans un procès où il n'est pas partie intéressée, reçoit la différence entre son traitement habituel et l'indemnité à laquelle il a droit pour le temps qu'il est témoin.

Article 26. Charge publique: 26.01 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui est candidat à la fonction de maire, d'échevin, de commissaire d'école, de marguillier ou qui occupe l'une de ces fonctions, a le droit, après en avoir informé son supérieur immédiat dans un délai raisonnable, de s'absenter de son travail sans rémunération, si son absence est nécessaire aux fins de sa candidature ou pour accomplir les devoirs de sa fonction.

Article 27. Frais de voyage: 27.01 Les décisions prises à la suite des recommandations du comité mixte formé par les Syndicats d'employés de professions libérales et le gouvernement pour l'étude des frais de voyage, seront considérées comme faisant partie du présent règlement.

27.02 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui se croit lésé par une décision du gouvernement de modifier le régime actuellement en vigueur concernant les frais de voyage peut formuler un grief si cette décision n'est fondée sur aucun motif raisonnable dont la preuve incombe au Gouvernement et si, le cas échéant, cette décision n'est pas conforme à la recommandation unanime du comité mixte mentionné au paragraphe 27.01.

Article 28. Allocation pour frais d'automobile: 28.01 Les décisions prises à la suite des recommandations du comité mixte formé par le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec et le Gouvernement pour l'étude de l'allocation pour frais d'automobile, seront considérées comme faisant partie du présent règlement.

28.02 Le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui se croit lésé par une décision du Gouvernement de modifier le présent régime des frais d'automobile peut formuler un grief si cette décision n'est fondée sur aucun motif raisonnable dont la preuve incombe au Gouvernement et si, le cas échéant, cette décision n'est pas conforme à la recommandation unanime du comité mixte mentionné au paragraphe 28.01.

ney for the Crown has the right to no more than one day a year.

The legal adviser or attorney for the Crown has not the right to a leave of absence authorization without the loss of a gain in the cases foreseen in sub-paragraph (g) hereabove except if he assists and if the funeral takes place at more than two hundred miles from the place of residence of the legal adviser or attorney for the Crown, the latter has the right to an additional holiday.

24.02 For the purposes of the present section, the days on which the legal adviser or attorney for the Crown would not have normally worked are holidays.

24.03 The legal adviser or attorney for the Crown who asks the deputy-head on the form prescribed, has the right to obtain, for serious reasons, a leave of absence authorization without loss of gain. The reasons invoked to support his request must be stated on the form returned by the legal adviser or attorney for the Crown to the deputy-head.

Section 25. Leave for judicial affairs: 25.01 Every legal adviser or attorney for the Crown called to testify following a summons, at a trial in which he is not an involved party, receives the difference between his habitual salary and indemnity to which he has right for the duration of his testifying.

Section 26. Public charges: 26.01 The legal adviser or attorney for the Crown who is a candidate to the functions of mayor, alderman, school commissioner, churchwarden or who occupies one of these functions, has the right, after having informed his immediate superior within a reasonable delay, to absent himself from his work without pay, if his absence is necessary for the purposes of his candidature or to accomplish the duties of his function.

Section 27. Travelling costs: 27.01 The decisions taken following the recommendations of the mixed committee formed by the Syndicats d'employés de professions libérales and the Government for the studying of travelling costs, will be considered as being part of the present regulation.

27.02 The legal adviser or attorney for the Crown who believes himself wronged by a decision of the Government to amend the actual rule in force concerning travelling costs can formulate a complaint if this decision is founded on no reasonable motive whose proof falls upon the Government and if, on the other hand, this decision is not in conformity to the unanimous recommendation of the mixed committee mentioned in paragraph 27.01.

Section 28. Grants for automobile costs: 28.01 The decisions taken following the recommendations of the mixed committee formed by the Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec and the Government for the studying of grants for automobile costs, will be considered as being part of the present regulations.

28.02 The legal adviser or attorney for the Crown who believes himself wronged by a decision of the Government to amend the present rule for automobile costs can formulate a complaint if this decision is founded on no reasonable motive whose proof falls on the Government and if, on the other hand, this decision is not in conformity to the unanimous recommendation of the mixed committee mentioned in paragraph 28.01.

Article 29. Frais de déplacement: 29.01 Les dispositions du présent article visent tout conseiller juridique et tout procureur de la couronne qui sont l'objet d'un changement de domicile à la demande du Gouvernement.

29.02 Toute entente relative au déplacement doit faire l'objet d'une autorisation du sous-chef selon les critères suivants:

29.03 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne déplacé bénéficiera d'une absence avec traitement de trois (3) jours ouvrables au maximum, afin de se chercher un logement. Ces trois (3) jours ne comprennent pas la durée du voyage aller-retour pour laquelle le conseiller juridique ou le procureur de la couronne ne subit pas de perte de traitement.

29.04 Lors du déménagement, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne bénéficiera d'une absence avec traitement de trois (3) jours ouvrables au maximum pour déménager et emménager.

29.05 Lors du déménagement du conseiller juridique ou du procureur de la couronne, les frais de déplacement et de séjour dudit conseiller juridique et de ses dépendants ou dudit procureur de la couronne et de ses dépendants lui seront remboursés conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage.

29.06 Lorsqu'il est nécessaire que le conseiller juridique marié ou le procureur de la couronne marié se rende au lieu de sa nouvelle destination avant sa famille, le Gouvernement paiera ses frais de déplacement et de séjour, conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage, pour une période qui ne dépassera pas normalement quatre (4) semaines.

29.07 Si le conseiller juridique ou le procureur de la couronne est célibataire, le Gouvernement lui paiera ses frais de déplacement et de séjour, conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage, pour une période qui ne dépassera pas normalement une (1) semaine.

29.08 Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, le Gouvernement paiera les frais de séjour pour le conseiller juridique ou le procureur de la couronne et sa famille, conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage, normalement pour une période n'excédant pas deux (2) semaines.

29.09 Dans des circonstances exceptionnelles, sous réserve d'autorisation du sous-chef, si les périodes mentionnées dans les paragraphes 29.06, 29.07 et 29.08 devaient être prolongées, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne devra assumer une partie des dépenses relatives à une période plus longue. Dans ce cas, sa contribution sera basée sur son coût de vie normal.

29.10 Après la demande d'au moins deux (2) soumissions et sur production des pièces justificatives, le Gouvernement remboursera au conseiller juridique ou au procureur de la couronne les frais encourus pour le transport de ses meubles et de ses effets personnels, y compris l'emballage, le déballage et le coût de la prime d'assurance.

Comme les frais de déménagement sont basés sur le poids réel expédié et sur le coût de manutention, les taux unitaires apparaissant dans la soumission et la qualité des services seront les principaux facteurs quant au choix de l'entreprise de déménagement.

29.11 Le Gouvernement ne paiera pas le coût de transport du véhicule personnel du conseiller juridique ou du procureur de la couronne à moins que l'endroit de sa destination ne soit inaccessible

Section 29. Moving costs: 29.01 The provisions of the present section refer to every legal adviser and every attorney for the Crown obliged to change domiciles upon the request of the Government.

29.02 Every understanding relative to the moving must be authorized by the deputy-head according to the following criterium.

29.03 Every legal adviser or every attorney for the Crown moved will benefit from a leave of absence with salary for three (3) maximum working days, in order to find an apartment. These three (3) days do not include the duration of the travelling back and forth for which the legal adviser or attorney for the Crown does not lose his salary.

29.04 During the moving, the legal adviser or attorney for the Crown will benefit from a leave of absence with salary for three (3) maximum working days to move out and move in.

29.05 During the moving of a legal adviser or attorney for the Crown, the moving costs and living costs of the said legal adviser and his dependents or of the said attorney for the Crown and his dependents will be reimbursed to him in conformity to section 27 concerning travelling costs.

29.06 When it is necessary for the married legal adviser or married attorney for the Crown to go to the place of his new destination with his family, the Government will pay his moving and living costs, in conformity to section 27 concerning travelling costs, for a period which will not normally exceed four (4) weeks.

29.07 If the legal adviser or attorney for the Crown is unmarried, the Government will pay his moving and living costs, in conformity to section 27 concerning travelling costs, for a period which will not normally exceed one (1) week.

29.08 When the moving from one domicile to another cannot be done directly because of major reasons, the Government will pay the living costs for the legal adviser or attorney for the Crown and his family, in conformity to section 27 concerning travelling costs, normally for a period not exceeding two (2) weeks.

29.09 In exceptional circumstances, under reserve of the authorization of the deputy-head, if the periods mentioned in paragraphs 29.06, 29.07 and 29.08 should be prolonged, the legal adviser or attorney for the Crown will have to assume part of the expenses relative to a longer period. In this case, his contribution will be based upon his normal living costs.

29.10 After the request of at least two (2) tenders and upon production of justificative documents, the Government will reimburse the legal adviser or attorney for the Crown for the costs incurred by the transportation of his furniture and his personal effects, including the packing, unpacking and the cost of the insurance premium.

As the costs of moving are based upon the real weight expedited and upon the cost of handling, the unitary rate appearing in the tender and the quality of the services will be the principal factors as for the choosing of the moving enterprise.

29.11 The Government will not pay the cost of the transportation of the personal vehicle of the legal adviser or attorney of the Crown unless the place of destination is inaccessible

par la route. Les frais de transport d'une embarcation ne seront pas remboursés par le Gouvernement.

29.12 Le Gouvernement paiera les frais d'entreposage des meubles et des effets personnels du conseiller juridique ou du procureur de la couronne et de sa famille, pour une période ne dépassant pas deux (2) mois, lorsqu'un déménagement direct d'un domicile à un autre est impossible.

29.13 À l'abandon d'un logis sans bail écrit, le Gouvernement paiera la valeur d'un (1) mois de loyer.

S'il y a un bail, le Gouvernement dédommagera, pour une période maximale de trois (3) mois de loyer, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne qui doit résilier son bail et dont le propriétaire exige une compensation.

Dans les deux cas, le conseiller juridique ou le procureur de la couronne devra attester du bien-fondé de la requête du propriétaire et produire les pièces justificatives.

29.14 Si le conseiller juridique ou le procureur de la couronne choisit de sous-louer lui-même son logement, les frais raisonnables d'annonce pour la sous-location seront à la charge du Gouvernement.

29.15 Le Gouvernement paiera relativement à la vente de la maison-résidence principale du conseiller juridique ou du procureur de la couronne déplacé, les dépenses suivantes:

(a) les honoraires d'un agent d'immuebles, à un taux ne dépassant pas 5% et jusqu'à un montant maximum de mille dollars (\$1,000.00) sur production du contrat avec l'agent d'immuebles immédiatement après sa passation, du contrat de vente et du compte d'honoraires de l'agent;

(b) un montant global maximum de deux cents dollars (\$200.00) pour couvrir les frais d'actes notariés imputables au conseiller juridique ou au procureur de la couronne pour la vente de sa maison et, le cas échéant, l'achat d'une autre maison, pour fins de résidence à l'endroit de sa destination.

Les dispositions du présent alinéa (b) ne s'appliquent qu'au conseiller juridique ou au procureur de la couronne déjà propriétaire de sa maison au moment du déménagement.

29.16 Il peut arriver toutefois que la maison du conseiller juridique déplacé ou du procureur de la couronne déplacé, quoique mise en vente à un prix raisonnable, ne soit pas vendue au moment où le conseiller juridique ou le procureur de la couronne doit assumer un nouvel engagement pour se loger. Le Gouvernement, dans ce cas, ne sera pas responsable des frais relatifs à la garde de la maison non vendue mais, le cas échéant, pour une période allant jusqu'à trois (3) mois, il remboursera au conseiller juridique ou au procureur de la couronne les dépenses suivantes sur production des pièces justificatives:

(a) les taxes municipales et scolaires;
(b) l'intérêt sur l'hypothèque;
(c) le coût de la prime d'assurance.

29.17 Dans le cas où le déménagement serait retardé avec l'autorisation du sous-chef et que la famille du conseiller juridique ou du procureur de la couronne marié ne serait pas déménagée immédiatement, le Gouvernement assumera les frais de transport du conseiller juridique ou du procureur de la couronne, à toutes les deux semaines, si la distance à parcourir est moins de trois cents (300) milles, et une fois par mois, si la distance à parcourir est plus de trois cents

by route. The costs of transportation of a boat will not be reimbursed by the Government.

29.12 The Government will pay the furniture and personal effects storing costs of the legal adviser or attorney for the Crown and his family, for a period not exceeding two (2) months, when a direct moving from one domicile to another is impossible.

29.13 Upon the abandonment of an apartment without a written lease, the Government will pay the value of one (1) months rent.

If there is a lease, the Government will compensate, for a maximum period of three (3) months of rent, the legal adviser or attorney for the Crown who must annul his lease and for which the proprietor requires compensation.

In both cases, the legal adviser or attorney for the Crown must attest the merits of the petition of the proprietor and produce the justificative documents.

29.14 If the legal adviser or attorney for the Crown chooses to sub-let his apartment himself, reasonable announcement costs for the sub-location will be charged to the Government.

29.15 The Government will pay relative to the sale of the principal house-residence of the legal adviser or attorney for the Crown moving, the following expenses:

(a) the fees of a real estate agent, at a rate no more than 5% and up to a maximum amount of one thousand dollars (\$1,000.00) upon production of the contract with the real estate agent immediately after its drawing up, of the sales contract and the agents fee statement.

(b) a maximum gross amount of two hundred dollars (\$200.00) to cover the chargeable notaries deed costs for the legal adviser or attorney for the Crown for the sale of his house, and, on the other hand, the buying of another house, for the purpose of residing at the site of his destination.

The provisions of present paragraph (b) apply only to legal advisers or attorneys for the Crown already proprietors of houses at the moment of moving.

29.16 It can happen, however, that the house of the moved legal adviser or moved attorney for the Crown, although put on sale at a reasonable price, is not sold at the moment when the legal adviser or attorney for the Crown must assume a new engagement to lodge himself. The Government, in this case, will not be responsible for the costs relative to the upkeep of the unsold house but, on the other hand, for a period up to three (3) months, it will reimburse the legal adviser or attorney for the Crown for the following expenses upon production of justificative documents.

(a) municipal and school taxes;
(b) interest on the mortgage;
(c) the cost of the insurance premium.

29.17 In a case where the moving will be retarded with the authorization of the deputy-head and that the family of the married legal adviser or attorney for the Crown will not be immediately moved, the Government assumes the transportation costs of the legal adviser or attorney for the Crown, every two weeks, if the distance to travel through is less than three hundred (300) miles, and once a month, if the distance to travel through is more than three

(300) milles et moins de mille (1,000) milles, afin de lui permettre de visiter sa famille.

29.18 Pour permettre au conseiller juridique et à son épouse, ou au procureur de la couronne et à son épouse, de visiter les quartiers d'habitation futurs, le Gouvernement paiera pour eux les frais de transport et de voyage pour un (1) voyage aller-retour, ainsi que les frais de séjour au nouvel endroit, conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage, pour une période n'excédant pas deux (2) jours.

29.19 Le Gouvernement paiera une allocation de déplacement de quatre cents dollars (\$400.00) à tout conseiller juridique marié ou à tout procureur de la couronne marié déplacé ou de cent dollars (\$100.00) s'il est célibataire, en compensation des dépenses concomitantes de déménagement (tapis, tentures, débranchement et raccordement d'appareils électriques, nettoyage, frais de garde d'enfant, etc.).

29.20 Dans le cas d'un déplacement pour une période définie ne dépassant pas deux (2) ans, les dispositions du paragraphe 29.15 et celles du paragraphe 29.16 ne s'appliqueront pas. Cependant, afin d'éviter au conseiller juridique ou au procureur de la couronne propriétaire une double charge financière du fait que sa résidence principale ne serait pas sous-louée au moment où il doit assumer de nouvelles obligations pour se loger dans la localité de sa destination, le Gouvernement lui paiera, pour la période pendant laquelle sa maison ne serait pas louée, le montant de son nouveau loyer, jusqu'à concurrence d'une période de trois (3) mois, sur présentation des baux. De plus, le Gouvernement lui remboursera les frais raisonnables d'annonces et les frais d'au deux (2) voyages encourus pour la location de sa maison, sur présentation des pièces justificatives et conformément à l'article 27 concernant les frais de voyage.

Article 30. Versement du traitement: 30.01 La pratique présente quant au paiement du traitement annuel est maintenue et le traitement du conseiller juridique ou du procureur de la couronne est versé tous les deux jeudis.

30.02 Si un jeudi de paie coïncide avec un jour férié, le traitement est versé le jour ouvrable précédent.

30.03 Tout conseiller juridique ou tout procureur de la couronne nouvellement engagé reçoit le premier versement de son traitement au plus tard 31 jours après sa nomination.

Article 31. Rémunération: 31.01 L'échelle de traitements actuellement en vigueur pour les conseillers juridiques et les procureurs de la couronne couverts par ce règlement ainsi que leurs traitements sont augmentés à compter du 24 mars 1966 comme suit:

grade	augmentation
18.....	\$ 600.00
les autres grades.....	1,000.00

Les augmentations ci-dessus ne remplacent pas les augmentations statutaires qui seront payées régulièrement en novembre 1966.

31.02 Les augmentations accordées aux conseillers juridiques du grade 18 en vertu du paragraphe 31.01 ne s'appliquent pas aux conseillers juridiques gradués en 1966; leur traitement sera porté à \$6,100.00 à compter de la date de leur entrée en fonction.

31.03 Les conseillers juridiques et les procureurs de la couronne seront versés dans la nouvelle classification prévue à l'article 32 au plus

hundred (300) miles and less than one thousand (1,000) miles, in order to permit him to visit his family.

29.18 To permit the legal adviser and his wife, or an attorney for the Crown and his wife, to visit the future habitation quarters, the Government will pay their transportation and travelling costs for one (1) coming and going, as well as the living costs at the new place, in conformity to section 27 concerning travelling costs, for a period not exceeding two (2) days.

29.19 The Government will pay a moving grant of four hundred dollars (\$400.00) to every married legal adviser or to every married attorney for the Crown moved or one hundred dollars (\$100.00) if he is a bachelor, in compensation for the accompanying moving expenses (rugs, draperies, disconnecting and adjusting of electrical appliances, cleaning, cost of minding children, etc.).

29.20 In the case of moving for a definite period not more than two (2) years, the provisions of paragraph 29.15 and those of paragraph 29.16 do not apply. However, in order to avoid, for the legal adviser or attorney for the Crown, proprietor, a double financial burden from the fact that his principal residence will not be sub-let at the moment he must assume new obligations to lodge himself in the locality of his destination, the Government will pay him, for the period in which his house will not be rented, the amount of his new rent, up to concurrence of a period of three (3) months, upon presentation of leases. Moreover, the Government will reimburse him on the reasonable announcement costs and the costs of no more than two (2) trips incurred for the location of his house, upon presentation of justificative documents and in conformity to section 27 concerning travelling costs.

Section 30. Payment of salary: 30.01 The present application, as for the payment of the annual salary, is maintained and the salary of the legal adviser or attorney for the Crown is given every second Thursday.

30.02 If a pay Thursday coincides with a holiday, the salary is given on the preceding working day.

30.03 Every legal adviser or every attorney for the Crown newly engaged receives the first deposit of his salary at the latest 31 days after his appointment.

Section 31. Remuneration: 31.01 The actual salary scale in force for legal advisers and attorneys for the Crown covered by this regulation as well as their salaries are increased from and after March 24, 1966, as follows:

Grade	Increase
18.....	\$ 600.00
the other grades.....	\$1,000.00

The increases hereabove do not substitute for the statutory increases which are payable regularly in November, 1966.

31.02 The increases granted to Grade 18 legal advisers in pursuance to paragraph 31.01 do not apply to legal advisers graduated in 1966; their salary will be of \$6,100.00 from and after the date of their entry into function.

31.03 The legal advisers and attorneys for the Crown will be paid in the new classification foreseen in section 32 at the last on March 1.

tard le premier mars 1967 avec effet à compter du premier janvier 1967.

31.04 À compter du 24 mars 1967, le traitement de chaque classe de la nouvelle classification visée à l'article 32 sera augmenté de 3% (trois pour cent) à partir de la moyenne arithmétique du salaire minimum et maximum de telles classes:

Classe III	Classe II	Classe I
\$217.00	\$300.00	\$375.00

Article 32. Classification: 32.01 Tous les emplois régis par le présent règlement feront l'objet d'une nouvelle classification qui, après avoir été approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil, entrera en vigueur avec effet au premier janvier 1967 et remplacera la classification actuelle.

32.02 A) Cette nouvelle classification des conseillers juridiques comprendra trois classes:

1) La classe III contiendra 10 (dix) échelons:

Le traitement au niveau du premier échelon sera de \$6,100.00 et l'écart de traitement entre chaque sera de \$250.00.

2) La classe II contiendra 10 (dix) échelons:

Le traitement au niveau de premier échelon sera de \$8,000.00 et l'écart de traitement entre ce premier échelon et chacun des cinq suivants sera de \$400.00. L'écart de traitement entre le sixième échelon et chacun des quatre suivants sera de \$500.00.

3) La classe I comprendra 7 (sept) échelons:

Le traitement au niveau du premier échelon sera de \$11,000.00 et l'écart de traitement entre chacun des échelons sera de \$500.00.

B) Les traitements des procureurs de la couronne des classes III, II et I sont ceux apparaissant aux classes III, II et I des conseillers juridiques sauf qu'ils sont majorés de 20% à la classe III et de 25% aux classes II et I.

Cette majoration est accordée en regard des conditions particulières de travail des procureurs de la couronne et tient compte de tout temps supplémentaire que les procureurs de la couronne sont appelés à effectuer dans l'exercice de leur fonction.

Le procureur de la couronne, qui a moins d'un an d'expérience, est classifié comme conseiller juridique et reçoit le traitement prévu à l'échelle des conseillers juridiques.

Le procureur de la couronne, qui, après une année au niveau équivalent au septième échelon de la classe III de l'échelle de traitements des conseillers juridiques, ne se sera pas qualifié aux examens d'accès à la classe II, pourra être reclassifié en tant que conseiller juridique, au traitement prévu au huitième (8e) échelon de la classe III de l'échelle de traitements des conseillers juridiques.

Les trois derniers échelons de la classe I de l'échelle des traitements des conseillers juridiques ne s'appliquent pas aux procureurs de la couronne.

C) Avancement d'échelon à l'intérieur d'une classe:

Le temps normalement passé à chaque échelon pour accéder à l'échelon supérieur sera d'un an, mais il sera de six mois aux six premiers échelons de la classe III. L'augmentation de traitement, qui en résultera, entrera en vigueur au début de la première période de paie qui suivra le premier mai ou le premier novembre de chaque année.

Le premier avancement d'échelon sera consenti au début de la première paie de mai ou de novembre qui suit d'au moins neuf mois ou quatre

1967, with effect from and after the first of January, 1967.

31.04 From and after March 24, 1967, the salary of each class of the new classification foreseen in section 32 will be increased by 3% (three percent) starting from the arithmetical average of the minimum and maximum salaries of such classes:

Class III	Class II	Class I
\$217.00	\$300.00	\$375.00

Section 32. Classification: 32.01 Every situation governed by the present regulation will be the object of a new classification which, after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council, will come into force with effect on the first of January, 1967, and will replace the actual classification.

32.02 (A) This new classification of legal advisers will include three classes:

1) Class III contains 10 (ten) scales:

The salary on the level of the first scale will be of \$6,100.00 and the difference of salary between each scale will be of \$250.00.

2) Class II contains 10 (ten) scales:

The salary on the level of the first scale will be of \$8,000.00 and the difference of salary between this first scale and each of the five following will be of \$400.00. The difference of salary between the sixth scale and each of the four following will be of \$500.00.

3) Class I contains 7 (seven) scales:

The salary on the level of the first scale will be of \$11,000.00 and the difference of salary between each of the scales will be of \$500.00.

(B) The salaries of the attorneys for the Crown Classes III, II and I are those appearing in Classes III, II and I of the legal advisers save that they are majoré by 20% in Class III and by 25% in Classes II and I.

This increase is granted in regard to the particular working conditions of attorneys for the Crown and includes all the supplementary time that attorneys for the Crown are called upon to effect in the exercise of their functions.

The attorney for the Crown, who has less than one year of experience, is classified as a legal adviser and receives the salary foreseen on the scale of the legal advisers.

The attorney for the Crown who, after a year on a level equivalent to the seventh scale of Class III of the salary scale for legal advisers, will not have qualified for the Class II exams, will be able to be reclassified as a legal adviser, at a salary foreseen in the eighth (8th) scale of Class III of the salary scale for legal advisers.

The last three scales of Class I of the salary scale for legal advisers does not apply to attorneys for the Crown.

(C) Advancement scales in the interior of a Class:

The time usually spent on each scale to progress to a superior scale will be of one year, but it will be of six months for the six first scales of Class III. The increase of salary, which will result from this, will come into force at the beginning of the first pay period which will follow on the first of May or the first of November of each year.

The first advancement scale will be consented to at the beginning of the first pay of May or of November which follows at least nine months

mois la date de la nomination suivant qu'il s'agisse d'avancement annuel ou semestriel.

L'avancement d'échelon sera, sur rendement satisfaisant, accordé par le sous-chef qui tiendra compte de la notation périodique faite sur le conseiller juridique et le procureur de la couronne. Une directive administrative déterminera les modalités de la notation qui est un procédé d'appréciation par les supérieurs hiérarchiques de la valeur professionnelle du conseiller juridique ou du procureur de la couronne, c'est-à-dire de ses connaissances, de son efficacité, de son sens de l'organisation et de la méthode dans le travail, ainsi que des qualités dont il fait preuve. La note ainsi attribuée sera communiquée au conseiller juridique ou au procureur de la couronne concerné.

L'avancement accéléré de deux échelons sera possible aux conditions qui seront établies alors.

ANNEXE « A »

Liste des exclusions

Les avocats et les notaires sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints;

Le Procureur-chef adjoint de la couronne de Montréal, Me Rhéal Brunet;

Le Procureur-chef de la couronne de St-Jérôme, Me Charles Cliche;

Le Directeur du bureau juridique du Code de la Route;

Le Directeur du bureau juridique de la Loi de la Régie des Alcools;

Le Directeur du Service des greffes;

Le Directeur du Service des bureaux d'enregistrement;

Me J.-Antonio Pelletier, directeur du Contentieux du ministère de l'Éducation;

Me Jacques Casgrain, assistant-surintendant des assurances;

Me Maurice Paquin, directeur du Contentieux du ministère du Revenu;

Me Georges Cordeau, directeur du service des successions;

Me Louis de B. Gravel, directeur du service des compagnies;

Article 33. Durée du règlement 33.01 Le présent règlement est en vigueur à compter de sa date de passation jusqu'au 31 mars 1968.

Copie conforme.

Assemblée du 18 octobre 1966.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

17248-o

or four months the date of the appointment as long as it pertains to annual or semestrial advancement.

The advancement scale will be, upon a satisfactory efficiency, granted by the deputy-head who will hold in mind the periodical notation made by the legal adviser or attorney for the Crown. An administrative guide will determine the method of the notation which is an appreciation procedure by the Superior Hierarchical, of the professional value of the legal adviser or attorney for the Crown, that is to say his knowledge, his efficacy, his good sense of organization and his method of working, as well as the qualities he possesses. The note thus attributed will be communicated to the legal adviser or attorney for the Crown concerned.

The accelerated advancement of two scales will be possible according to the conditions that will be established then.

ANNEX "A"

List of Exclusions

The lawyers and notaries, deputy-ministers, associate deputy-ministers and assistant deputy-ministers;

Associated chief Crown attorney of Montreal, Me Rhéal Brunet;

Chief Crown attorney of St-Jérôme, Me Charles Cliche;

The Director of the judicial office of the Highway Code;

The Director of the judicial office of the Liquor Board Act;

The Director of the Records Department;

The Director of the Registration Office Department;

Me J.-Antonio Pelletier, director of the Legal Department of the Department of Education;

Me Jacques Casgrain, Insurance assistant superintendent;

Me Maurice Paquin, Director of the Legal Department of the Department of Revenue;

Me Georges Cordeau, Director of the Succession Department;

Me Louis de B. Gravel, Director of the Companies Department.

Section 33. Duration of the regulation: 33.01 The present regulation is in force from and after the date of the signing up to March 31, 1968.

True copy.

Assembly of October 18, 1966.

HENRI DION,
Secretary.

17248

Ministère du Travail

Avis de modification

Postes de service et débits d'essence
Région de Chicoutimi

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à

Department of Labour

Notice of amendment

Gasoline stations and service stations
Chicoutimi district

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting gasoline stations and service stations in the Chicoutimi district (made binding by decree number 1905 of November 7, 1962 and amendments) have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the

l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Les mots « Saint-Ambroise » seront ajoutés après les mots « St-Jean-Eudes » apparaissant à l'article 9.

2° Les articles 14, 15, 16 et 18 seront remplacés par les suivants:

« 14° Tout salarié doit être rémunéré à son taux de salaire majoré de 50% pour tout travail en heures ou en fractions d'heure en sus du nombre d'heures établi par le décret pour la durée régulière du travail dans une semaine, lorsque ce travail a été exécuté dans les limites des heures établies pour le commencement et la cessation du travail aux articles 10 et 11 du présent décret.

15° Tout salarié doit être rémunéré à son taux de salaire majoré de 100% pour tout travail en heures ou fractions d'heure continué ou exécuté en dehors des heures fixées au décret pour le commencement et la cessation du travail.

16° Le contremaître n'est pas assujéti aux dispositions des articles 14 et 15 du présent décret et n'a jamais droit d'être rémunéré au taux de salaire majoré quel que soit le nombre d'heures de travail qu'il accomplit.

18° Tout travail ou service exécuté ou fait exécuter en dehors des heures de commencement et de cessation spécifiées aux articles 10 et 11, ainsi que les jours de fêtes chômées est spécifiquement interdit. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 novembre 1966. 17205-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1945 du 27 octobre 1966, le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujéti audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 14 novembre 1966 au 14 novembre 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujéti au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur liste de paye pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujéti audit décret.

consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

1. In section 9, the words "Saint Ambroise" will be added after the words "St. Jean Eudes".

2. Sections 14, 15, 16 and 18 will be superseded by the following:

"14. Every employee shall be paid time and one half for every hour or fraction thereof worked over and above the weekly maximum stipulated in the decree, whenever such work has been performed within the fixed times for beginning and ending work, as specified in sections 10 and 11 herein.

15. Every employee shall be paid double time for every hour or fraction thereof worked or continued outside the hours stipulated in this decree for beginning and ending work.

16. The provisions of sections 14 and 15 of this decree do not cover foremen, as they may never be paid overtime rates, regardless of the number of hours worked.

18. It is forbidden to work or have work performed outside the times for beginning and ending work, as stipulated in sections 10 and 11."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 12, 1966. 17205-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montréal (established in pursuance of decree number 2114 of November 4, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 1945 of October 27, 1966, authorizes such levy.

1. Dues

The contribution period extends from November 14, 1966 to November 14, 1967. It is carried out as follows:

(a) All professional employers subject to decree number 2114 of November 4, 1964 and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of their payroll for all persons (male or female) subject to the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2114 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, doivent verser au Comité paritaire une cotisation de \$1.00 par mois.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret numéro 2114 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, gages, et autres rémunérations.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette intention par le Comité paritaire, indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, ou nom du Comité paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15) jour de chaque mois verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article ci-dessus.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district pour la période comprise entre le 14 novembre 1966 et le 14 novembre 1967.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Siège social: 511 est, rue Rachel, Montréal 34

État des recettes et des déboursés prévus pour la période du 14 novembre 1966 au 14 novembre 1967.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 66,000.00
Cotisations ouvrières.....	66,000.00
Cotisations artisanales.....	4,000.00
Pénalités et amendes.....	2,000.00
Intérêts sur placements.....	500.00
Impôt fédéral.....	8,200.00
Impôt provincial.....	5,700.00

(b) Artisans governed by the said decree number 2114 and amendments, working alone or in partnership, shall pay \$1.00 per month as dues to the Parity Committee.

(c) All male and female employees subject to said decree number 2114 and amendments shall pay to the Parity Committee $\frac{1}{4}$ of 1% of their salaries, wages and other remuneration.

2. Collection method

On or before the fifteenth (15th) of every month, the professional employer shall forward a report to the Parity Committee on forms supplied by the Parity Committee for that purpose. These forms shall indicate: wages, salaries and other remuneration paid during the previous month to all persons in the employ of the said employer and subject to the said decree. At the same time, he shall remit his own dues together with those of his employees to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Parity Committee's behalf, the professional employer shall collect his employees' dues by means of a check-off.

The professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) of each month, remit to the Parity Committee, their dues on the salaries, wages or other remuneration received during the previous month for any work of the same nature or type as that covered by the decree, within the jurisdiction established by the said decree. Such dues shall be calculated as set forth in section I above.

3. Financial report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursement of the Printing Industry Parity Committee for Montréal and district for the period extending from November 14, 1966, to November 14, 1967.

PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTRÉAL AND DISTRICT

Head Office: 511 Rachel Street East, Montréal 34

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from November 14, 1966, to November 14, 1967.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 66,000.00
Employees' dues.....	66,000.00
Artisans' dues.....	4,000.00
Penalties and fines.....	2,000.00
Interest on investments.....	500.00
Federal tax.....	8,200.00
Provincial tax.....	5,700.00

Assurance-chômage	\$ 700.00	Unemployment Insurance	\$ 700.00
Assurance groupe	950.00	Group insurance	950.00
Fonds de pension	4,200.00	Pension fund	4,200.00
Rentes du Québec	1,400.00	Québec Pension Plan	1,400.00
	\$159,650.00		\$159,650.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 10,700.00
Salaires du personnel	46,500.00
Salaires des inspecteurs	47,000.00
Frais d'inspection	8,400.00
Loyer et taxes	7,600.00
Éclairage, chauffage, entretien	2,100.00
Frais judiciaires	6,000.00
Frais de vérification	1,200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	6,000.00
Poste, téléphone, télégramme	3,200.00
Intérêt, échange, agios	350.00
Abonnement et publicité	300.00
Jetons de présence (membres du Comité)	1,860.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	9,000.00
Frais de délégation	500.00
Assurance-chômage	1,400.00
Assurance-groupe	950.00
Assurance-vie	1,000.00
Assurance-caution	10.00
Assurances générales	160.00
Fonds de pension	8,400.00
Rentes du Québec	2,800.00
Impôt fédéral	8,200.00
Impôt provincial	5,700.00
	\$179,330.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$ 10,700.00
Staff's salaries	46,500.00
Inspectors' salaries	47,000.00
Inspection expenses	8,400.00
Rent and taxes	7,600.00
Lighting, heating, maintenance	2,100.00
Legal fees	6,000.00
Auditing expenses	1,200.00
Printing, stationery, office equipment	6,000.00
Postage, telephone, telegrams	3,200.00
Interest, exchange, agio	350.00
Subscriptions and advertising	300.00
Attendance tokens (Committee members)	1,860.00
Travelling expenses (Committee members)	9,000.00
Delegation expenses	500.00
Unemployment Insurance	1,400.00
Group insurance	950.00
Life insurance	1,000.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	160.00
Pension fund	8,400.00
Québec Pension Plan	2,800.00
Federal tax	8,200.00
Provincial tax	5,700.00
	\$179,330.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	\$ 19,680.00
Subvention à la Commission d'apprentissage	\$ 16,700.00
Déficit prévu, à être comblé par la réserve:	\$ 36,380.00

Estimated surplus of receipts over disbursements:	\$ 19,680.00
Grant to Apprenticeship Commission	\$ 16,700.00
Estimated deficit, to be covered by the reserve fund:	\$ 36,380.00

*Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail,
Québec, le 12 novembre 1966. 17205-o

*DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,
Québec, November 12, 1966. 17205-o

Avis de modification

*Métallurgie industrielle et ornementale
(Fer et bronze d'ornementation)
Région de Montréal*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et amendements, relatif à l'industrie du fer et bronze d'ornementation dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La désignation du décret sera remplacée par la suivante:

Notice of amendment

*Ornamental and Industrial Metalwork Industry
(Ornamental Iron and Bronze)
Montréal region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Ornamental Iron and Bronze Industry in the Montréal region (made binding by decree number 790 of May 8, 1962 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The title of the decree will be replaced by the following:

« Décret relatif à l'industrie de la métallurgie industrielle et ornementale dans la région de Montréal. »

2° L'énumération des parties contractantes de première part sera remplacée par la suivante:

« L'Association de la Construction de Montréal, agissant pour et au nom des compagnies suivantes:

Canadian Metal Works; Dozois St Jean Limitée; A. Faustin Co. Ltd.; Foschi Liberatore Architectural Iron Works Inc.; Les Frères Lebrun Ltée; Locweld & Forge Products (1961) Ltd.; Lord & Fils Co. Ltée; Montreal Iron Works Corp.; Montreal Ornamental Metal Works Ltd.; Tri Steel Fabricators Ltd. ».

3° Les mots « wrought iron » apparaissant dans la version anglaise de l'alinéa i. du paragraphe « a » de l'article I seront remplacés par le mot « metalwork ».

4° L'alinéa ii. du paragraphe « a » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« ii. de métallurgie industrielle et ornementale de tout métal, utilisé pour des fins ornementales, architecturales ou utilitaires, comprenant, sans être restreint à:

1. Portes, châssis et seuils;
2. Escaliers, échelles de sauvetage, échelles et coursives;
3. Clôtures, barrières, balcons et tous genres de clôtures à claire voie;
4. Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
5. Grilles, fenêtres, garde-fenêtres, cages et cloisons. »

5° Le paragraphe « b » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« b) Le champ d'application territorial du présent décret comprend deux (2) zones, dont la description est la suivante:

Zone I: L'île de Montréal, l'île Bizard, les districts électoraux de Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

Zone II: Les districts électoraux de Terrebonne, Trois-Rivières, St. Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, St-Hyacinthe, Sherbrooke, Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Nicolet, Yamaska et Rouville.

Aux fins du présent décret, les limites territoriales des districts électoraux énumérés ci-haut sont celles qui apparaissent dans la Loi de la division territoriale (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 5) avant les modifications apportées par la Loi modifiant la Loi de la division territoriale (13-14 Eliz. II (1965) Vol. I chapitre 10).

Nonobstant les dispositions du paragraphe « a » du présent article, le décret ne régit pas le travail de montage sur le chantier, exécuté dans la Zone II, ainsi que dans le territoire de la Zone I déjà assujéti au décret numéro 784 du 21 juillet, 1955 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de St-Jean. »

6° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. Taux minima de salaires et classifications:

a) Les taux minima de salaire pour chacune des classifications indiquées ci-bas seront comme suit:

« Decree respecting the Ornamental and Industrial Metalwork Industry in the Montréal region »

2. The list of contracting parties of the first part will be superseded by the following:

« The Montréal Construction Association acting for and on behalf of the following firms:

Canadian Metal Work; Dozois St-Jean Limitée; A. Faustin Co. Ltd.; Foschi Liberatore Architectural Iron Works Inc.; Les Frères Lebrun Ltée; Locweld & Forge Products (1961) Ltd.; Lord & Fils Co. Ltée; Montreal Iron Works Corp.; Montreal Ornamental Metal Works Ltd.; Tri Steel Fabricators Ltd. »

3. In paragraph i, subsection « a », section I, the words « wrought iron » are replaced by « metalwork ».

4. Paragraph ii, subsection « a » of section I will be superseded by the following:

« ii. ornamental and industrial metalwork of any metal, used for ornamental, architectural or utilitarian purposes, including, but not necessarily restricted to:

1. doors, frames and sills;
2. stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. fences, gates, balconies, and all types of railings;
4. protection guards, curb angles, frames and covers for pits and trenches;
5. grilles, windows, window guards, cages and partitions. »

5. Subsection « b » of section I will be replaced by the following:

« (b) The territorial jurisdiction of the present decree consists of two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montréal, Bizard Island, the electoral districts of Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Laprairie, Chambly, St-Jean and Iberville.

Zone II: The electoral districts of Terrebonne, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Nicolet, Yamaska and Rouville.

For the purposes of this decree, the territorial limits of the electoral districts listed above are those stipulated in the Territorial Division Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 5) before the amendments brought about by the Act to amend the Territorial Division Act (13-14 Eliz. II (1965), vol. I, Chapter 10).

Notwithstanding the provisions of subsection (a) of this section, the decree does not govern erection work, in the field, performed in Zone II and in the territory of Zone I already governed by decree number 784 of July 21, 1955 and amendments respecting the Construction Industry in the St. Jean region. »

6. Section II will be superseded by the following:

« II. Minimum wage rates and classifications:

(a) Minimum wage rates for each classification listed below shall be as follows:

Zone I

	Date de Publi- cation du décret	1er mars 1967	1er jan. 1968	1er juil. 1968	1er jan. 1969
<i>Travail en chantier:</i>					
<i>Field Work:</i>	<i>Decree Publi- cation date</i>	<i>March 1 1967</i>	<i>Jan. 1 1968</i>	<i>July 1 1968</i>	<i>Jan. 1 1969</i>
Mécanicien — Mechanic:					
Monteur — Erector.....	\$3.05	\$3.30	\$3.55	\$3.80	\$4.00
Ajusteur — Fitter.....	2.70	2.90	3.10	3.30	3.50
Ouvrier de service auxiliaire (Utility man) — Utility Man	2.45	2.65	2.85	3.05	3.25
Aide — Helper.....	2.35	2.50	2.70	2.90	3.10
<i>Travail en Atelier — Shop Work:</i>					
Mécanicien — Mechanic:					
Monteur — Erector.....	2.80	2.95	3.10	3.20	3.35
Ajusteur — Fitter.....	2.45	2.60	2.70	2.80	2.90
Ouvrier de service auxiliaire (Utility Man) — Utility man	2.20	2.35	2.45	2.55	2.65
Aide — Helper.....	2.10	2.25	2.35	2.45	2.55
Journalier — Labourer.....	1.90	2.00	2.15	2.25	2.35

Zone II

Mécanicien — Mechanic:					
Monteur — Erector.....	2.65	2.80	2.95	3.05	3.20
Ajusteur — Fitter.....	2.30	2.45	2.55	2.65	2.75
Ouvrier de service auxiliaire (Utility Man) — Utility man	2.05	2.20	2.30	2.40	2.50
Aide — Helper.....	1.95	2.10	2.20	2.30	2.40
Journalier — Labourer.....	1.75	1.85	2.00	2.10	2.20

b) Les mécaniciens, monteurs et ajusteurs peuvent exécuter du travail de soudeur ou de forgeron sans avoir à se procurer un certificat de qualification dans ces métiers. Lorsqu'ils sont affectés à tel travail, ils reçoivent le taux du mécanicien, du monteur ou de l'ajusteur, selon le cas.

c) Tout travail en chantier qui est de la compétence d'un mécanicien ou d'un monteur, doit être exécuté par un mécanicien ou un monteur.

d) Aide: Aide comprend tout employé qui assiste un mécanicien ou un ajusteur ou un intermédiaire. Un aide peut effectuer le travail d'un ouvrier de service auxiliaire (utility man), pourvu qu'il soit sous la surveillance directe d'un mécanicien, d'un ajusteur ou d'un ouvrier de service auxiliaire (utility man).

Un employé travaillant comme aide ne sera pas baissé, par le même employeur, à la catégorie de journalier.

e) Ouvrier de service auxiliaire (utility man): Peut travailler seul, travailler à l'établi, souder, brûler, assembler, polir, faire des ajustements simples et opérer toute machine sauf une « blade shear » et un « press brake ».

f) Journalier: Peut faire le travail de manoeuvre, peindre, travailler à la meule (excluant le polissage) utilisé une grue (contrôle au plancher) pour mouvoir des matériaux, entrer et partir les matériaux des casiers, balayer les planchers.

7° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. 1. Heures de travail: Travail en atelier: La durée hebdomadaire et quotidienne de travail sera distribuée selon l'échelle qui suit:

<i>Heures ouvrables à temps simple — Hours of work at straight time</i>					
Lundi — Monday.....	8½	8½	8½	8½	8
Mardi — Tuesday.....	8½	8½	8½	8	8
Mercredi — Wednesday.....	8½	8½	8	8	8
Jeudi — Thursday.....	8½	8	8	8	8
Vendredi — Friday.....	8	8	8	8	8
Total hebdomadaire — Total per week.....	42	41½	41	40½	40

(b) Mechanics, erectors and fitters may perform such welding or blacksmithing work as may be necessary without having to possess a competency card in such trades. When so employed, they shall be remunerated as mechanics, erectors or fitters, as the case may be.

(c) All field work falling within the competency of a mechanic or an erector, must be performed by a mechanic or an erector.

(d) Helper: A helper means any employee who assists a mechanic, a fitter or a utility man. A helper may perform the work of a utility man provided he does so under the direct supervision of a mechanic, a fitter or a utility man.

Any employee working as helper shall not be reduced, by the same employer, to a labourer category.

(e) Utility Man: Can work alone, work at the bench, weld, burn, assemble, polish, make simple machine set-ups and operate any machine except a "blade shear" and a "press brake".

(f) Labourer: Can do general work, do paint and primer work, simple grinding (not including polishing); use floor-operated crane to handle materials; handle materials in and out of racks; sweep floors.

7. Section III will be superseded by the following:

« III. 1. Hours of Work (Shop Work): The weekly and daily hours of work shall be scheduled according to the following table:

2. *Travail en chantier*: Dans la Zone I, la durée quotidienne de travail pour le montage sur les chantiers ne devra pas excéder huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement et la durée hebdomadaire de travail ne devra pas excéder quarante (40) heures.

3. Les heures ci-haut indiquées seront distribuées entre 7:30 a.m. et 6 p.m. pour le travail de jour, et entre 6 p.m. et 6 a.m. pour le travail de nuit.

Pour le travail par trois équipes, le nombre maximum d'heures régulières sera de huit (8) par équipe, tenant compte des primes d'équipe s'y appliquant; les dispositions régissant le temps supplémentaire s'appliqueront après ces huit (8) heures.

8° Le deuxième alinéa du paragraphe « d » de l'article IV sera amendé en remplaçant les mots « deux semaines avant à deux semaines après » par les mots « quatre semaines avant à quatre semaines après ».

9° L'article VI sera amendé en y ajoutant « La St-Jean Baptiste » après les mots « le Vendredi Saint ».

10° Les paragraphes « c » et « d » de l'article VII seront remplacés par les suivants:

« c » Un salarié qui a travaillé pour le même employeur pour plus d'une (1) période de référence aura droit à la paie de vacances comme suit:

*Nombre de périodes
de référence
travaillées pour le
même employeur*

	1966	1967	1968
1	2%	2%	2%
2	2%	2%	2%
3	2%	2%	4%
4	2%	4%	4%
5 à 14	4%	4%	4%
15 ou plus	—	6%	6%

d) Les pourcentages indiqués à l'alinéa précédent sont basés sur le salaire régulier gagné durant la période de référence.

11° Le paragraphe « a » de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« a » Les apprentis-mécaniciens et les apprentis-monteurs doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens ou des monteurs:

1ère année, 1er semestre	45%
1ère année, 2ème semestre	50%
2ème année	55%
3ème année	65%
4ème année	75%

12° Les articles suivants seront ajoutés:

« X-A. Dans le cas d'un décès dans la famille immédiate d'un employé, l'employeur devra accorder jusqu'à concurrence de deux jours ouvrables d'absence payée entre le décès et jusqu'au jour, de l'enterrement. « Famille immédiate » comprendra la mère, le père, le frère, la sœur, l'épouse, l'époux, l'enfant.

X-B. a) Un employé qui est blessé dans un accident lorsqu'il travaille pour son employeur et couvert par la Loi des Accidents du Travail, sera rémunéré pour le temps perdu le jour de sa blessure à son taux régulier y compris primes d'équipe s'y appliquant, et devra avoir le transport nécessaire afin d'obtenir des soins médicaux le jour de l'accident. L'employé devra fournir un certificat médical comme preuve qu'il n'était pas en mesure de travailler pendant le temps qu'il a perdu le jour de l'accident.

2. *Field Work*: In Zone I, hours of work for erection work on the job shall not exceed eight (8) a day, Monday through Friday, nor forty (40) a week.

3. The above-mentioned hours shall be scheduled between 7:30 a.m. and 6:00 p.m. for day-shift work, and between 6:00 p.m. and 6:00 a.m. for night shift work.

For three (3) shift operations, the maximum standard hours shall be 8 per shift, subject to the applicable shift premiums; overtime provisions shall apply after such 8 hours."

8. The second paragraph, subsection "d", section IV, will be amended by replacing the words "two weeks before to two weeks after" by the words "four weeks before to four weeks after".

9. Section VI will be amended by the addition of "St. John the Baptist Day" after the words "Good Friday".

10. Subsections "c" and "d" of section VII will be superseded by the following:

"(c) An employee who has worked for the same employer for more than one (1) qualifying period shall be entitled to vacation pay as follows:

*No. of qualifying
periods worked for the
same employer*

	1966	1967	1968
1	2%	2%	2%
2	2%	2%	2%
3	2%	2%	4%
4	2%	4%	4%
5 to 14	4%	4%	4%
15 or more	—	6%	6%

(d) The percentages shown in the preceding paragraph are based on regular earnings during the qualifying period."

11. Subsection "a" of section VIII will be replaced by the following:

"(a) Apprentice-mechanics and apprentice-erectors shall receive the following percentage computed on the mechanic's or erector's wage rates:

1st year, 1st six months	45%
1st year, 2nd six months	50%
2nd year	55%
3rd year	65%
4th year	75%

12. The following sections will be added:

"X-A. In the event of death in the immediate family of an employee, the employer shall grant up to two (2) working days leave of absence with pay between the death, up to and including the day of burial. "Immediate family" shall include: mother, father, brother, sister, wife, husband, child.

X-B. (a) An employee who is injured in an accident while working for his employer and covered by the Workmen's Compensation Act, shall be paid for the time lost on the day he was injured at his regular daily earnings including applicable shift premiums, and provided with the necessary transportation for medical attention on the day of the accident. The employee shall provide a medical certificate as evidence that he was unable to work during the time lost on the day or injury.

b) L'employeur fournira le transport et paiera le salaire pour le temps que les employés prennent, pendant leurs heures d'équipe régulières, pour obtenir le traitement médical requis à la suite d'un accident ou d'une maladie industriels, pourvu qu'il soit impossible pour ces employés d'obtenir ce traitement médical en dehors de leurs heures d'équipe régulières.

c) Il n'est cependant pas l'intention de rendre l'employeur responsable du paiement du temps et du transport qui sont défrayés par la Commission des Accidents du Travail.

X-C. Dans le cas de mise-à-pied due à un manque de travail, les employés impliqués devront recevoir un avis préalable d'une (1) journée ouvrable, sauf lorsque les causes de cette mise-à-pied sont hors du contrôle de l'employeur.

X-D. Dans le cas des employés qui ne sont pas en mesure d'effectuer leur travail habituel à cause de leur âge ou à la suite d'un accident industriel, l'employeur s'efforcera de leur accorder la préférence s'il y a du travail qu'ils sont en mesure d'effectuer. Le taux de salaire minimum pour ce travail sera fixé par le Comité Conjoint.

13° Les mots « (jusqu'à un maximum de quarante (40) heures par semaine) » seront ajoutés après les mots « pour chaque heure de travail accomplie » apparaissant aux sous-paragraphes « a » et « b » du paragraphe 2 de l'article XII-A.

14° Le sous-paragraphe « c » suivant sera ajouté au paragraphe 2 de l'article XII-A:

« c) Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-après et suivant les conditions y prévues, l'employé absent de la juridiction du décret peut contribuer seul (ou conjointement avec son employeur, si l'employeur est consentant) au Fonds de Sécurité Sociale et jouir des avantages afférents. »

15° Le deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article XII-A sera remplacé par le suivant:

« Chaque salarié couvert par ce décret ne peut avoir droit auxdits bénéfices que si son employeur a fait rapport en détail au Comité Conjoint de toutes les heures qu'il a travaillées et a remis au Comité Conjoint ses propres contributions et celles qu'il a déduites du salaire de son salarié. Dans le cas contraire, le Comité Conjoint étudiera toute réclamation à son mérite et prendra les décisions que la Justice et l'équité lui imposeront. »

16° Le paragraphe 7 suivant sera ajouté à l'article XII-A:

« 7. Si un salarié déjà admissible aux bénéfices de la police d'assurance-groupe exécute hors la juridiction territoriale du Décret des travaux visés par la juridiction industrielle dudit Décret ou s'absente de son emploi avec l'autorisation de son employeur, il peut, subordonnément aux stipulations du contrat d'assurance, conserver pour une période maximum de six (6) mois ses droits à la protection de l'assurance-groupe, pourvu que:

a) le salarié soumette préalablement une demande à cet effet au Comité Conjoint et que ce dernier l'accepte;

b) le salarié seul (ou conjointement avec son employeur si l'employeur est consentant) s'engage préalablement à verser et verse de fait au Comité Conjoint, le ou vers le 10 de chaque mois, à titre de contribution fixe, un montant d'argent égal à dix sous (\$0.10) pour chaque heure de la semaine régulière de travail prévue au Décret. »

(b) The employer shall provide transportation and pay for time spent by employees during their regular shift hours for medical treatment required as a result of an industrial accident or disease, provided it is impossible for such employees to obtain this medical treatment outside their regular shift hours.

(c) It is not the intent of the above provisions to make the employer responsible for the payment of such time and transportation which are paid by the Workmen's Compensation Commission."

X-C. In the event of lay-off due to lack of work, the employees affected shall be given one (1) working day's notice, except when the causes for such lay-off are beyond the employer's control.

X-D. When employees are unable to perform their regular work as a result of an industrial accident or age, the employer shall spare no effort to give such employees preference if any work which they are capable of performing is available. The minimum wage rate for such work shall be determined by the Joint Committee."

13. In paragraphs "a" and "b", subsection 2, section XII-A, the words "(up to a maximum of forty (40) hours per week)" will be added after the words "for every hour worked".

14. The following paragraph "c" will be added to subsection 2, section XII-A:

"(c) Under reserve of the provisions of paragraph 7 hereafter and in accordance with the conditions thereof, the employee absent from the jurisdiction of the decree may contribute solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) to the Social Security Fund and be entitled to the benefits accordingly."

15. The second paragraph, subsection 6, section XII-A, will be superseded by the following:

"Every employee governed by the decree may be entitled to the said benefits if his employer has filed a detailed report to the Joint Committee of all the hours that he has worked and has turned over to the Joint Committee his own contributions and those he shall have deducted from his employee's wages. Otherwise, the Joint Committee shall study the merits of any claim and shall render decisions in accordance with the dictates of justice and equity."

16. The following subsection 7 will be added to section XII-A:

"7. If an employee already eligible to group insurance policy, benefits, performs, outside the territorial jurisdiction of the decree, work governed by the industrial jurisdiction of the decree or leaves his employment with the authorization of his employer, he may, subject to the insurance contract stipulations, maintain for a maximum period of six months his rights group insurance protection, provided that:

(a) the employee transmits in advance, a request to that effect to the Joint Committee and that the latter accepts; and

(b) the employee solely (or jointly with his employer, if the employer so agrees) undertakes in advance to pay and in fact pays to the Joint Committee on or about the tenth day of each month, as a fixed contribution, a sum of money equal to ten cents (\$0.10) for every hour of the standard work week stipulated in the decree."

17° L'article XII-B suivant sera ajouté:
« XII-B. Les deux textes sont officiels. Cependant si les textes diffèrent, les parties reconnaissent que le texte français est traduit du texte anglais. »

18° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

« XIII. *Durée du décret*: Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ne de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou de son renouvellement, selon le cas. Un tel avis doit être également adressé au ministre du Travail. L'une des parties peut soumettre à l'autre partie ses propositions d'amendement à compter du 1er octobre 1968. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 novembre 1966. 17205-0

Avis de modification

Industrie de la construction — Terrebonne

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne, Labelle, Argenteuil et Deux-Montagnes, rendue obligatoire par le décret numéro 2273 du 17 novembre 1965, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Le paragraphe « n » suivant sera ajouté à l'article XI:

« n) 1. Tous les nouveaux candidats éligibles à l'apprentissage dans les métiers suivants, charpente et menuiserie, peinture, briquetage et maçonnerie, métal en feuilles et électricité, doivent subir un test de sélection avant l'émission du premier carnet d'apprentissage.

2. Les crédits de fin de cours de pré-emploi dispensé par le Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment, Région des Laurentides, seront attribués, selon le mérite individuel des candidats d'après le barème ci-dessous:

A 90% et plus	Excellent	Crédits — 7 mois
B 80% à 89%	Très bien	Crédits — 6 mois
C 70% à 79%	Bien	Crédits — 5 mois
D 60% à 69%	Passable	Crédits — 4 mois

3. Tous les apprentis seront tenus de renouveler annuellement leur carnet d'apprentissage

17. The following section XII-B will be added:
"XII-B. Both versions are official. Should the texts differ, the parties recognize that the French text is a translation of the English."

18. Section XIII will be superseded by the following:

"XIII. *Term of the decree*: This decree, as amended, remains in force until March 31, 1969.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its original expiry date or renewal date, as the case may be. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour. Either party may submit its proposed amendments to the other party as of October 1st, 1968."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 12, 1966. 17205-0

Notice of amendment

Construction Industry — Terrebonne

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building Trades in the counties of Terrebonne, Labelle, Argenteuil and Deux-Montagnes, made obligatory by decree number 2273 of November 17, 1965, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

The following subsection « n » will be added to section XI:

“(n) 1. All new candidates eligible for apprenticeship in one of the following trades, namely: carpentry and joinery, painting, brickwork and masonry, sheet metal and electricity, shall undergo a selection test before their first apprenticeship booklet is issued to them.

2. Credits for having completed pre-employment training courses dispensed by the Apprenticeship Commission of the Building Trades of the Laurentian Region shall be awarded according to the individual merits of the candidates as per the following schedule:

A 90% or over	Excellent	Credits — 7 months
B 80% to 89%	Very good	Credits — 6 months
C 70% to 79%	Good	Credits — 5 months
D 60% to 69%	Fair	Credits — 4 months

3. Every year, upon the expiry of their apprenticeship booklet for the above-mentioned

et de subir un examen de qualification, devant les examinateurs du Comité Paritaire à la date d'expiration de leur carnet d'apprentissage dans les métiers précédemment mentionnés.

4. Tous les apprentis seront tenus de suivre obligatoirement des cours de perfectionnement le soir, d'une durée de vingt semaines, annuellement à raison d'une séance de deux ou trois heures par semaine, au Centre d'Apprentissage de St-Jérôme ou dans une succursale, durant la 2ème, la 3ème et la 4ème année de leur apprentissage.

Les livrets d'apprentissage des mécaniciens en tuyauterie et électriciens sont donnés suivant la Loi régissant ces deux métiers. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 novembre 1966. 17205-0

Avis de modification

Construction — Saguenay

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La phrase suivante sera ajoutée à la fin du paragraphe « e » de l'article I:

« Cette définition du terme « charpentier-menuisier de 1ère classe » ne s'applique pas à la zone C. »

2° La phrase suivante sera ajoutée à la fin du 1er alinéa du paragraphe « f » de l'article I:

« Cette définition du terme « charpentier-menuisier de 2e classe » ne s'applique pas à la zone C. »

3° La phrase suivante sera ajoutée à la fin du 2e alinéa du paragraphe « f » de l'article I:

« Cette disposition ne s'applique pas à la zone C. »

4° L'item « Manoeuvre préposé aux coulis de béton: » apparaissant au paragraphe « a » de l'article IV devrait se lire: « Manoeuvre préposé aux couléées de béton: ».

5° Les mots « de plus de vingt pieds de profondeur » apparaissant aux alinéas 1° et 2° du paragraphe « b » de l'article V seront biffés.

6° Le paragraphe « f » suivant sera ajouté à l'article V:

trades, all apprentices shall have to renew the said booklet and undergo a qualification examination before the examiners of the Parity Committee.

4. During the second, third and fourth years of their apprenticeship, all apprentices will have to follow, refresher night courses for a period of twenty weeks every year. Such courses will last two or three hours, and will be given once a week at the St-Jérôme Apprenticeship Centre or at a branch thereof.

Apprenticeship booklets for plumber or electrician apprentices shall be issued according to the provisions of the Acts governing the two trades in question."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 12, 1966. 17205-0

Notice of amendment

Construction Industry — Saguenay

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the Saguenay region (made binding by decree number 1323 of August 16, 1962 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The following sentence will be added to the end of subsection "e", section I:

"This definition of "carpenter-joiner, 1st class" does not apply to zone C."

2. The following sentence will be added to the end of the first paragraph, subsection "f", section I:

"This definition of "carpenter-joiner, 2nd class" does not apply to zone C."

3. The following sentence will be added to the end of subsection "f", section I:

"This provision does not apply to zone C."

4. In subsection "a" of section IV, the item "Manoeuvre préposé aux coulis de béton" should read: "Manoeuvre préposé aux couléées de béton".

5. The words "twenty or more feet deep" and "deeper than twenty feet" mentioned respectively in paragraphs 1 and 2, subsection "b", section V, will be deleted.

6. The following subsection "f" will be added to section V:

* f) Tout journalier préposé directement à la manutention du ciment en vrac recevra une prime de vingt cents (\$0.20) l'heure pour la durée de son travail. »

7° Les mots « Dans les zones « A » et « B » seulement » seront ajoutés au début de l'article X.

Clauses du décret qui s'appliquent particulièrement à la Zone « C »

8° L'échelle de salaires apparaissant à l'article IV-A sera remplacée par la suivante:

« IV-A. Salaires minimaux: Zone « C »: Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés:

“f) Any labourer directly employed in the handling of bulk cement shall receive a 20¢-an-hour bonus for all time worked thereat.”

7. The words “In zones “A” and “B” only” will be added at the beginning of section X.

Clauses of the decree which specifically cover zone “C”

8. The wage scale given in section IV-A will be superseded by the following:

“IV-A. Minimum wages: Zone “C”: The following minimum wage rates shall be paid:

Métiers — Trades:

Zone « C »

1/5/67 8/6/67 7/6/68

Affûteur de forets et fleurets — Drill and chisel sharpener.....	\$3.15	\$3.47	\$3.62	\$3.77
Aide — Helper.....	2.57	2.83	2.98	3.13
Briqueur et poseur de blocs — Bricklayer and blocklayer.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Brûleur — Burner.....	2.77	3.05	3.20	3.35
Bûcheron — Lumberman.....	2.57	2.83	2.98	3.13
Bûcheron avec scie mécanique — Lumberman with powersaw....	2.77	3.05	3.20	3.35
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de camion de cour — 35 tonnes et plus et/ou rouleau compacteur et/ou grue mobile de 35 tonnes et plus — Yard truck driver 35 tons or more and/or steam roller and/or travelling crane 35 tons and more.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de camion de cour — 20 tonnes et moins de 35 tonnes et/ou bétonnière et/ou grue mobile de 20 tonnes à 35 tonnes — Yard truck driver, 20 tons and less than 35 tons and/or concrete mixer and/or travelling crane 20 to 35 tons.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de camion de cour — moins de 20 tonnes et/ou grue mobile moins de 20 tonnes — Yard truck driver less than 20 tons and/or travelling crane less than 20 tons.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de camion de route — Road truck driver.....	2.77	3.05	3.20	3.35
Conducteur de camion de service — Service truck driver.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Conducteur de canot à monogodille — Boatman (single scull)....	2.71	2.98	3.13	3.28
Conducteur de fardier 100 tonnes et plus — Tractor truck (van) driver 100 tons and more.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de fardier moins de 100 tonnes — Tractor truck (van) driver less than 100 tons.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de tracteur de ferme sur roues — Farm tractor (on wheels) driver.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Couvreur de toiture (asphalte et gravier) — Roofer (asphalt and gravel).....	2.89	3.18	3.33	3.48
Déboiseur — Bodyworker.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Décapeur sur béton — Concrete scourer.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Décapeur au jet de sable — Sand jet scourer.....	2.85	3.14	3.29	3.44
Boutefeu avec certificat — Blaster (certificated).....	3.02	3.32	3.47	3.62
Ébéniste — Cabinet-maker.....	3.14	3.45	3.60	3.75
Écaillleur — Scaler.....	2.77	3.05	3.20	3.35
Électricien avec licence « A » — Electrician with licence “A”....	3.57	3.92	4.07	4.22
Électricien avec licence « C » — Electrician with licence “C”....	3.40	3.74	3.89	4.04
Électricien spécialisé en contrôles — Electrician specialized in controls.....	3.47	3.82	3.97	4.12
Épisseur de câble de levage — Hoisting cable splicer.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Ferblantier — Tinsmith.....	3.21	3.53	3.68	3.83
Cimentier-applicateur — Cement finisher.....	2.96	3.26	3.41	3.56
Forgeron — Blacksmith.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Foreur perforatrice à diamant — Diamond drill operator.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Foreur marteau perforateur — Jackhammer operator.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Foreur — Jack-leg et/ou jumbo — Jack-leg drill operator.....	2.93	3.22	3.37	3.52
Foreur plateforme suspendue — Drill operator (suspended platform).....	3.08	3.38	3.53	3.68
Foreur — trous de 4 pouces et plus — Drill operator (holes, 4 inches and over).....	3.02	3.32	3.47	3.62
Foreur — trous de moins de 4 pouces — Drill operator (holes, under 4 inches).....	2.96	3.26	3.41	3.56
Foreur chariot de forage (capable de forer jusqu'à 250 pieds de profondeur) — Wagon drill operator (250 feet depth feasibility).....	3.09	3.40	3.55	3.70
Gardien — Watchman.....	2.47	2.72	2.87	3.02
Homme-grenouille — Frogman.....	4.39	4.83	4.98	5.13
Grisseur de pelle et de grue — Shovel and crane oiler.....	2.63	2.89	3.04	3.19

<i>Métiers — Trades:</i>	<i>Zone « C »</i>			
	1/5/67	8/6/67	7/6/68	
Graisser non spécialisé — Oiler (general).....	\$2.63	\$2.89	\$3.04	\$3.19
Calorifugeur — Insulator.....	2.96	3.26	3.41	3.56
Manoeuvre — Labourer.....	2.52	2.77	2.92	3.07
Décoffreur — Coffor removing or dismantling.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Manoeuvre spécialisé: Coulés de béton — Labourer, cement grouting.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Manoeuvre — spécialisé en béton — Laborer — cement.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Manoeuvre travaillant avec outil (mécanique, électrique, pneumatique) — Labourer working with tools (mechanical, electrical, pneumatic).....	2.71	2.98	3.13	3.28
Alfûteur de scies — Saw filer.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Machiniste — Machinist.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien — Mechanic.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Électricien-auto — Electrician-auto.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de chaudière — Boiler mechanic.....	3.46	3.81	3.96	4.11
Mécanicien de foreuses — Drill mechanic.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de machines frigorifiques — Mechanic, refrigeration.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Conducteur (mécanicien) de machines fixes (classe 2) chauffage et/ou réfrigération — Stationary engineman (class 2) heating and/or refrigeration.....	3.62	3.98	4.13	4.28
Conducteur (mécanicien) de machines fixes (classe 3) chauffage et/ou réfrigération — Stationary engineman (class 3) heating and/or refrigeration.....	3.14	3.45	3.60	3.75
Conducteur (mécanicien) de machines fixes (classe 4) chauffage et/ou réfrigération — Stationary engineman (class 4) heating and/or refrigeration.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Mécanicien de matériel d'injection — Mechanic for injection material.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de moteur diesel — Mechanic (diesel engine).....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien d'outillage lourd, pelles et grues — Mechanic, heavy duty equipment, (shovels and cranes).....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien d'outillage lourd, camions et tracteurs etc. — Mechanic, heavy duty equipment, (trucks and tractors etc.).....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien (circuit hydraulique et boîtes de vitesse) — Mechanic (hydraulic equipment and transmission).....	3.40	3.74	3.89	4.04
Tuyauteur — Pipe mechanic.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Mécanicien de chantier — Millwright.....	3.32	3.65	3.80	3.95
Homme de ligne classe « A » — Lineman (class "A").....	3.15	3.47	3.62	3.77
Homme de ligne classe « B » — Lineman (class "B").....	2.89	3.18	3.33	3.48
Batelier (bateau C100 H.P. et plus) — Boat operator (C100 H.P. and over).....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de bétonnière fixe — Concrete mixer operator.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur de boudoir — Bulldozer operator.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur de blondin — "Blondin" operator.....	3.86	4.25	4.40	4.55
Conducteur de chargeuse — Loader operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de chariot elevator — Hoist-carrier operator.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de compresseur — Stationary compressor operator: Fixe.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de compresseur — Portable compressor operator: Mobile.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur de concasseur ou crible vibrant — Crusher and gravel screen operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Opérateur à la console de commande, usine de concassage — Control table (crusher plant).....	3.21	3.53	3.68	3.83
Conducteur de convoyeur — Conveyer operator.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Conducteur de décapeuse — Scourer operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de grue de chevalement — Overhead travelling denick operator.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Conducteur de derrick — Derrick operator.....	3.28	3.61	3.76	3.91
Conducteur de génératrice diesel — Diesel generator operator: 600 KV et plus — 600 KV and over.....	3.17	3.49	3.64	3.79
Moins de 600 KV — Less than 600 KV.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de Gradall — Gradall operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Pontier (portique roulant) — Mobile platform crane operator.....	3.60	3.96	4.11	4.26
Grutier (grue électrique sur tour) — Electric tower crane operator.....	3.35	3.69	3.84	3.99
Grutier (grue mobile) — Travelling crane operator: 90 tonnes et plus — 90 tons and more.....	3.60	3.96	4.11	4.26
50 à 90 tonnes — 50 to 90 tons.....	3.40	3.74	3.89	4.04
35 à 50 tonnes — 35 to 50 tons.....	3.35	3.69	3.84	3.99
15 à 35 tonnes — 15 to 35 tons.....	2.96	3.26	3.41	3.56
Moins de 15 tonnes — Less than 15 tons.....	2.83	3.11	3.26	3.41

Métiers — Trades:	Zone « C »			
	1/5/67	8/6/67	7/6/68	
Conducteur de bétonnière mobile — Concrete mobile mixer operator.....	\$2.83	\$3.11	\$3.26	\$3.41
Conducteur de niveleuse — Scraper operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de pelle ou de grue sur chenille — Crawling shovel and crane operator:				
5 v.c. et plus — More than 5 c.y.....	3.60	3.96	4.11	4.26
2½ v.c. à 5 v.c. — 2½ to 5 cubic yards.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Moins de 2½ v.c. — Less than 2½ cubic yards.....	3.35	3.69	3.84	3.99
Conducteur de pompe — Pump operator.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pompe à ciment en vrac — Bulk cement pump operator.....	2.95	3.25	3.40	3.55
Conducteur de pompe à béton — Concrete pump operator.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pompe, coulis de ciment — Pump operator, cement casting.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de pont roulant électrique — Electric mobile platform operator.....	2.91	3.20	3.35	3.50
Conducteur de rétro-excavateur (autre que pelle) — Backhoe operator (other than shovel).....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de train de béton (silobus) — "Silobus" operator.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Conducteur de treuil — Winch operator.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Conducteur d'usine à glace — Ice plant operator.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Préposé de l'usine de classification des sables — Sand-grading plant operator.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Conducteur de vibreur — Vibrator operator.....	2.77	3.05	3.20	3.35
Conducteur d'usine à béton — 150 v.c.h. — Concrete plant operator — 150 c.y.h.....	3.26	3.59	3.74	3.89
Conducteur d'usine à béton moins 150 v.c.h. — Concrete plant operator (less than 150 c.y.h.).....	3.09	3.40	3.55	3.70
Conducteur-distributeur, agrégats de bétonnière — Concrete-aggregates distributor-operator.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Travailleur en bronze et fer d'ornementation — Ornamental iron and bronze worker.....	2.89	3.18	3.33	3.48
Peintre — Painter.....	2.99	3.29	3.44	3.59
Au pistolet — Spray-painter.....	3.13	3.44	3.59	3.74
Enseignes — Sign painter.....	3.16	3.48	3.63	3.78
Plus de 45' de hauteur — Over 45 feet high.....	3.23	3.53	3.68	3.83
Plâtrier — Plasterer.....	3.60	3.96	4.11	4.26
Pleur d'acier d'armature — Reinforcing steel folder worker.....	3.02	3.33	3.47	3.62
Pompier — Fireman.....	2.47	2.72	2.87	3.02
Carreleur (tuile céramique) — Tile layer (ceramic).....	2.96	3.26	3.41	3.56
Carreleur (tuile de plancher) — Tile layer.....	2.96	3.26	3.41	3.56
Ferraillleur — Reinforcing steel erector.....	3.02	3.32	3.47	3.62
Monteur de charpentes métalliques — Structural steel worker..		(Décret provincial) (Provincial decree)		
Préposé à la distribution des agrégats dans les trémis — Man in charge of the distribution of aggregates in shop.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé à la distribution des outils — Man in charge of the distribution of tools.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé à la distribution du carburant (pompe) — Man in charge of the distribution of fuel.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Manutentionnaire et pointeur au quai — Freight handlers and checkers on wharf.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé à l'application du matériel d'imperméabilisation du barrage — Man in charge of dam waterproofing.....	3.13	3.44	3.59	3.74
Préposé au ravitaillement et maintenance de la machinerie — Man in charge of supply and maintenance of equipment... ..	2.89	3.18	3.33	3.48
Préposé au chargement du béton — Employee working at the loading of concrete.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé aux chauffeuses à l'huile portatives — Portable oil heater attendant.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé aux dossiers, coulis de ciment — Cement casting file clerk.....	3.28	3.61	3.76	3.91
Préposé au pistolet pour gunite — Sprayer (gunite) operator....	3.02	3.32	3.47	3.62
Conducteur malaxeur, coulis de ciment — Mixer operator, cement casting.....	2.83	3.11	3.26	3.41
Préposé au mélange des additifs pour béton — Concrete additives-mixing attendant.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Préposé au nettoyage à la vapeur — Steam cleaner.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Préposé aux pneus — Tire attendant.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Préposé au service du garage — Garage serviceman.....	2.71	2.98	3.13	3.28
Rebobineur de moteur — Motor rewinder.....	3.15	3.47	3.62	3.77
Riveteux — Rivetter.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Scaphandrier — Diver.....	4.51	4.96	5.11	5.26
Signaleur d'appareil de levage — Hoisting apparatus signaler..	2.71	2.98	3.13	3.28

Métiers — Trades:

		Zone « C »		
		1/5/67	8/6/67	7/6/68
Signaleur de blondin — "Blondin" signaler.....	\$2.96	\$3.26	\$3.41	\$3.56
Signaleur (circulation) — Traffic man.....	2.52	2.77	2.92	3.07
Soudeur — Welder.....	3.40	3.74	3.89	4.04
Soudeur à l'argon — Welder (argon).....	3.51	3.86	4.01	4.16
Soudeur — haute pression — Welder (high pressure).....	3.80	4.18	4.33	4.48
Tailleur et poseur de pierre — Stone cutter and layer.....	3.09	3.40	3.55	3.70
Jointoyeur (maçonnerie et plâtre) — Joint pointer (masonry and plaster).....	2.83	3.11	3.26	3.41

9° Le paragraphe 2. de l'article VII-A sera remplacé par le suivant:

« 2. Fêtes chômées et payées:

Dans la zone « C » seulement, les jours suivants seront chômés et payés:

En 1966: Jour de l'An, Vendredi Saint, Lundi de Pâques, St-Jean-Baptiste, Fête du Travail, Noël.

En 1967: Vendredi Saint, Lundi de Pâques, St-Jean Baptiste, 1er juillet, Fête du Travail, Action de Grâce, Toussaint.

En 1968: Vendredi Saint, Lundi de Pâques, St-Jean-Baptiste, 1er juillet, Fête du Travail, Action de Grâce, Toussaint, Immaculée Conception.

Lorsqu'un des congés ci-dessus mentionnés tombe durant toute période d'absence autorisée par l'employeur, l'employé recevra pour ce congé le salaire auquel il aurait eu droit s'il n'avait pas été absent.

Pour avoir droit à l'indemnité des fêtes chômées et payées mentionnées au premier alinéa, l'employé doit être présent le jour précédant ou suivant le jour férié à moins qu'il ne s'agisse d'une absence autorisée par l'employeur ou imputable à une mise-à-pied n'excédant pas douze (12) jours civils.

Le présent article s'applique à la journée ou la fête observée par proclamation des gouvernements fédéral et provincial.

Toutefois, lorsqu'un des jours chômés et payés prévus au premier alinéa tombe une journée de la semaine qui n'est pas la dernière journée cédulée de la semaine normale de travail, il sera rapporté au lundi.

Tout travail accompli à la demande de l'employeur un jour de congé statutaire qui aurait été normalement chômé et payé en vertu des dispositions du présent article, sera rémunéré au taux d'une fois et demi le taux régulier de salaire. L'employé recevra aussi la rémunération prévue pour le congé statutaire.

10° Le paragraphe « d » de l'article VIII sera remplacé par les suivants:

« d) Dans la zone « C », jusqu'au 30 avril 1967, la durée maximale de travail est de 110 heures pour toute période de deux (2) semaines réparties comme suit: L'une des semaines de la période sera limitée à soixante (60) heures réparties du lundi au samedi inclusivement et l'autre semaine sera limitée à cinquante (50) heures du lundi au vendredi inclusivement.

e) Dans la zone « C », et, ce à compter du 1er mai 1967, la durée maximale de travail sera de cinquante (50) heures par semaine réparties du lundi au vendredi inclusivement.

f) Heures régulières de travail:

1° Équipe de jour: Dans la zone « C », les heures régulières de travail sont comprises entre 7.00 heures a.m. à 12.00 heures (midi) et de 1.00 heure p.m. à 6.00 heures p.m. et du lundi au vendredi inclusivement durant la semaine de cinquante (50) heures et du lundi au samedi inclusivement pour la semaine de soixante (60) heures.

9. Subsection 2 of section VII-A will be replaced by the following:

"2. General holidays with pay:

In zone "C" only, the following days will be holidays with pay:

1966: New Year's Day, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day.

1967: Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day.

1968: Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day.

When one of the abovementioned general holidays falls during an authorized leave of absence, the employer shall be paid for such general holiday, just as if he had not been absent.

To be entitled to payment for the general holidays mentioned in the first paragraph, the employee must have been at work the day immediately preceding and following the general holiday, unless on authorized leave of absence or absent because of a lay-off not exceeding twelve (12) calendar days.

This section applies to days or general holidays proclaimed as such by the federal and provincial governments.

However, when one of the general holidays listed in the first paragraph falls on a weekday which is not the last regularly-scheduled working day, its observance shall be transferred to Monday.

Time and one half shall be paid for all work performed at the employer's request on a general holiday with pay which would have normally been observed according to the provisions of this section. The employee shall also receive holiday pay for such day."

10. Subsection "d" of section VIII will be superseded by the following:

"(d) Up to April 30, 1967, in zone "C", the 110-hour maximum for two week's work is divided as follows: working hours in one of the weeks shall not exceed sixty (60), Monday through Friday; working hours in the other week shall not exceed fifty (50), Monday through Friday.

(e) In zone "C" has of May 1st 1967 working hours in a week shall not exceed fifty (50), Monday through Friday.

(f) Standard working hours:

1. Day shift: In zone "C", standard working hours are scheduled between 7:00 a.m. to 12 noon and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., Monday through Friday during the 50-hour week and Monday through Saturday for the 60-hour week.

Chaque salarié a droit à une période d'une (1) heure non rémunérée pour le dîner.

2° *Équipe de nuit*: Dans la zone « C », les heures de travail sont comprises entre 7.00 heures p.m. à 12.00 heures (minuit) et de 1.00 heure a.m. à 6.00 heures a.m. du dimanche soir au samedi matin durant la semaine de soixante (60) heures et du dimanche soir au vendredi matin ou du lundi soir au samedi matin durant la semaine de cinquante (50) heures.

Chaque salarié a droit à une période d'une (1) heure non rémunérée pour le repas de minuit.

g) *Compensation*: Dans la zone « C » seulement, toute diminution des heures régulières de la semaine normale ordonnée par l'employeur sera compensée par une majoration des taux horaires.

11° Les mots « ou la semaine régulière de travail » seront ajoutés après les mots « Tout travail effectué en dehors des heures régulières de travail » apparaissant au début du paragraphe « b » de l'article IX.

12° Les paragraphes « e » et « f » suivants seront ajoutés à l'article IX:

« e) *Changement d'équipe*: Dans la zone « C », tout employé qui, pendant le cours d'une semaine de travail, est avisé que son horaire régulier de travail est changé, sera rémunéré selon les dispositions prévues au paragraphe « b » du présent article pour le premier jour de changement si l'employé doit travailler plus que ses heures régulières en dedans de vingt-quatre (24) heures. Par contre, si l'employé à la suite de ce changement, n'est pas requis de travailler plus que ses heures régulières en dedans de vingt-quatre (24) heures, il sera rémunéré pour le premier jour du changement au taux régulier du salaire majoré de 100%.

Cette disposition ne s'applique pas aux changements d'horaires qui sont prévus d'avance dans les cédules régulières de travail.

f) *Prime d'équipe*: Dans la zone « C » seulement, tout employeur paiera une prime de quinze cents (\$0.15) l'heure pour tout le travail exécuté entre sept (7) heures p.m. et six (6) heures a.m. Cette prime ne sera toutefois pas sujette à la majoration pour le surtemps.

13° L'article X-A suivant sera ajouté:

« X-A. *Vacances payées* — zone « C »:

a) Jusqu'au 30 avril 1967, les salariés assujettis au décret ont droit à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 5% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés à chaque période de paie.

b) À compter du 1er mai 1967 et pour la durée du décret, une rémunération équivalente à 6% du salaire gagné sera payée à chaque salarié. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés à chaque période de paie. »

14° Les paragraphes « d » et « e » suivants seront ajoutés à l'article XII:

« d) *Rappel au travail*: Dans la zone « C » seulement, l'employé qui a quitté les lieux de son travail est rappelé pour venir travailler sera rémunéré au taux de surtemps et devra recevoir une rémunération minimale équivalente à trois (3) heures de travail au taux de salaire régulier.

e) Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit donner un avis d'au moins douze (12) heures à un employé dont les services ne seront pas requis le jour normal de travail suivant. À défaut de ce faire, il doit payer à tel

Every employee is entitled to one (1) hour off without pay for lunch.

2. *Night shift*: In zone "C", working hours are scheduled between 7:00 p.m. to 12:00 midnight and 1:00 a.m. to 6:00 a.m., from Sunday night to Saturday morning during the 60-hour week; from Sunday night to Friday morning or from Monday night to Saturday morning during the 50-hour week.

Every employee is entitled to one (1) hour off without pay for the night lunch.

(g) *Compensation*: In zone "C", when the employer reduces the number of standard weekly working hours, he shall compensate this by an increase in hourly rates.

11. At the beginning of subsection "b", section IX, the words "or of the standard work week" will be added after the words "All time worked in excess of the regular hours of work".

12. The following subsections "e" and "f" will be added to section IX:

"(e) *Change of shift*: In zone "C", every employee who, during his work week, is advised that his regular schedule has been changed, he shall be paid according to the provisions of subsection "b" of this section for the first day of such change if the employee must work over his standard hours within a 24-hour period. However, if the employee, as a result of such change, does not have to work over his standard hours within a 24-hour period, he shall be paid double time for the first day of such change.

This provision does not cover changes in the working schedule which are planned beforehand.

(f) *Shift differential*: In zone "C" only, every employer shall pay a 15¢-an-hour bonus for all work performed between 7:00 p.m. and 6:00 a.m. In calculating overtime pay, the 15¢-an-hour bonus shall undergo no increase because of overtime rates.

13. The following section Z-A will be added: "X-A. *Vacation with pay* — Zone "C":

(a) Until April 30, 1967, the employees subject to this decree will be entitled, as vacation with pay, to remuneration equal to 5% of the wages they will have earned. The employer must remit the said remuneration to his employees at each pay period.

(b) From May 1, 1967, and for the duration of this decree, vacation remuneration equal to 6% of the wages earned shall be paid to each employee. The employer shall remit the said remuneration to his employees at each pay period."

14. The following subsections "d" and "e" will be added to section XII:

"(d) *Call-back*: In zone "C" only, if an employee who has left the job site is subsequently called back to work, he shall be paid at overtime rates and shall receive at least a remuneration equal to that which would be paid for three (3) hours' work at regular wage rates.

(e) In zone "C" only, the employer shall give at least twelve (12) hours' notice beforehand to any employee whose services will not be required the following regular working day. Should the employer neglect to give such notice to the

salarié qui se rend au lieu du travail, à titre de compensation, trois (3) heures de salaire.

Cette même compensation sera versée à tout salarié qui, après s'être présenté au travail, ne peut travailler à cause de la température inclemente ou d'un bris de machinerie.

15° Le deuxième alinéa du paragraphe « b » de l'article XIII sera biffé.

16° Les paragraphes « d » et « e » suivants seront ajoutés à l'article XIII:

« d » Dans la zone « C » seulement, les salaires doivent être payés le jeudi à toutes les deux (2) semaines. Les renseignements suivants doivent être inscrits sur l'enveloppe de la paye ou sur le talon du chèque de chaque salarié. D'autre part, à toutes les semaines de non paie, l'employeur versera une avance équivalente à 80% du salaire gagné durant ladite semaine.

1. Nom ou initiales de l'employé.
2. La date de la fin de la période de paie.
3. Les heures régulières.
4. Les heures supplémentaires.
5. Le taux de salaire horaire.
6. Ajustement.
7. Le montant brut payé.
8. Les déductions permanentes.
9. Les déductions diverses.
10. Le gain net.

« e » Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit remettre une avance représentant 70% du salaire gagné à tout employé qui quitte le chantier à la suite d'un congédiement, d'une suspension, mise-à-pied ou volontairement.

17° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « e » de l'article XIV:

« Dans la zone « C » seulement, tout employeur doit défrayer les frais de transport par autobus ou l'équivalent, pour l'aller et le retour, à l'intérieur de la province de Québec, de tous les employés rappelés au travail pour une période n'excédant pas six (6) jours ouvrables. »

18° Les paragraphes « d » et « e » suivants seront ajoutés à l'article XIV:

« d » *Vivre, couvert, buanderie:* Dans la zone « C » seulement, dans le cas où l'employeur fournit le vivre, le couvert et le service de buanderie, le prix du vivre et couvert sera de un dollar et soixante-cinq sous (\$1.65) par jour et le prix du service de buanderie sera de soixante-cinq (\$0.65) cents par semaine ou partie de semaine. Ces montants seront prélevés sur la paie de l'employé.

Pour toute absence continue d'un (1) jour civil complet ou plus, aucune déduction ne sera faite pour chaque jour civil complet où l'employé a été absent.

« e » *Déplacements:* Dans la zone « C » seulement, dans le cas des travaux exécutés en dehors du chantier principal, le temps requis pour ce déplacement sera payé au taux régulier pour l'aller et le retour et l'employeur assumera les frais de transport.

Si, à cause de ce déplacement l'employé doit prendre vivre et couvert à l'extérieur, l'employeur doit payer, jusqu'à concurrence d'une somme raisonnable justifiée par des reçus, la différence entre le coût de ce vivre et couvert et celui stipulé au paragraphe « d » du présent article.

19° Le paragraphe « f » suivant sera ajouté à l'article XVII:

« f » *Affectation temporaire:* 1° Dans la zone « C » seulement, tout employé tenu d'accomplir

employee, as mentioned above, and should the employee return to work the following day, the employer shall pay him three (3) hours' pay.

The same compensation shall be paid to any employee who, after arriving to work, is prevented from working because of bad weather conditions or a breakdown of machinery.

15. The second paragraph of subsection "b" of section XIII will be deleted.

16. The following subsections "d" and "e" will be added to section XIII:

"(d) In zone "C" only, the employees shall be paid their wages on a Thursday, every two (2) weeks. The following information shall appear on the pay envelope or on the stub of each employee's pay cheque. On the other hand, every non-pay week, the employer shall give the employee an advance equal to 80% of the wages he has earned during the said week.

1. Complete name or initials of the employee.
2. The date of the end of the pay period.
3. The number of regular hours worked.
4. The number of overtime hours worked.
5. The hourly rate of wages.
6. Adjustment.
7. The gross amount of wages.
8. The permanent deductions.
9. Other deductions.

10. The net amount of wages earned (take-home pay).

"(e) In zone "C" only, the employer shall give a 70% advance of wages to the employee who leaves the job site because he is dismissed, suspended, laid off or voluntarily quits his employment."

17. The following paragraph will be added to subsection "c" of section XIV:

"In zone "C" only, when the employee is called back to work for a period of less than six (6) working days, the employer shall defray the employee's travelling expenses, going to and from work by autobus or the equivalent, within the limits of the Province of Québec."

18. The following subsections "d" and "e" will be added to section XIV:

"(d) *Lodging, board, laundry:* In zone "C" only, when the employer supplies lodging, board and laundry service, the price of board and lodging shall be one dollar and sixty-five cents (\$1.65) per day, and the price of the laundry service shall be sixty-five cents (\$0.65) per week or fraction thereof. These amounts shall be deducted from the employee's pay.

No such deduction shall be made respecting any full calendar-day's continuous absence on the part of the employee.

"(e) *Travelling:* In zone "C" only, whenever work is performed outside the main job site, the time required to travel thereto and therefrom shall be remunerated at the regular wage rate, and the employer shall defray the travelling expenses.

If the distance to be travelled is so great as to compel the employee to board and lodge himself elsewhere, the employer shall pay, to the extent of a reasonable amount justified by receipts of payment, the difference between the cost of such board and lodging and the amount stipulated in subsection "d" of the present section."

19. The following subsection "f" will be added to section XVII:

"(f) *Temporary assignment:* 1. In zone "C" only, any employee who must perform, for an

pour une période d'une heure ou plus d'une heure, un travail d'une classification supérieure à la sienne recevra pendant ce travail le taux de salaire du décret applicable à la classification supérieure.

2° Tout employé tenu d'accomplir temporairement un travail d'une classification inférieure à la sienne, à la demande de l'employeur, ne subit pas de diminution de salaire.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 12 novembre 1966.

17205-0

Avis de modification

Construction (Calorifugeurs) — Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante à la Section « B » (Calorifugeurs) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal:

L'article IV sera remplacé par le suivant:
« IV. *Congés payés*: a) Les indemnités de congé sont calculées à cinq cents (5¢) près, au taux de 4% du montant du salaire brut gagné par un salarié durant la période de référence.

b) Tout salarié doit s'entendre avec son employeur, au moins quatre (4) semaines à l'avance, pour la date de ses vacances afin d'éviter une interruption du travail.

c) Sauf incompatibilité, les dispositions du Titre Cinquième du Chapitre Premier du présent décret, relatives aux congés payés, s'appliquent à la présente Section. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 12 novembre 1966.

17205-0

hour or more than an hour, work belonging to a higher classification than his own shall receive, for the time spent performing such work, the wage rate stipulated in the present decree in respect of such work of a higher classification.

2. If an employee is requested by his employer to perform work belonging to a lower classification than his own, no reduction in wages will be effected."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, November 12, 1966.

17205-0

Notice of amendment

Construction Industry (Insulators) — Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to Section "B" (Insulators) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal region) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Article IV will be superseded by the following
"IV. *Vacation with pay*: (a) Vacation pay equals 4% of gross wages earned by an employee during the qualifying period, and is calculated to the nearest five cents (5¢).

(b) Every employee shall agree upon his vacation date with his employer, at least four (4) weeks in advance, in order to avoid any work stoppage.

(c) Barring incompatibility, the provisions of Title Five (Vacation with pay) in Chapter One of this decree, shall apply to this Section."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, November 12, 1966.

17205-0

Association coopérative

L'Association coopérative d'économie familiale de la région de Val d'Or

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative d'économie familiale de la région de Val d'Or ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Val d'Or, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-est.

Québec, le 2 novembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17231-o

Cooperative Association

L'Association coopérative d'économie familiale de la région de Val d'Or

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative d'économie familiale de la région de Val d'Or".

The head office of this cooperative association is situated in Val d'Or, Quebec, in the judicial district of Abitibi-east.

Quebec, November 2, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17231

Avis

Beloin, Joseph Narcisse Édouard

Avis est par les présentes donné que « Joseph Narcisse Édouard Beloin », domicilié et résidant au numéro 1530 de la rue Portland, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, s'adressera au Secrétaire de la province pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de « Joseph Narcisse Eddy Blouin ».

Il est marié à Marie Léa Fournier avec laquelle il demeure.

Sherbrooke, ce 31 octobre 1966.

Les Procureurs du requérant,

LEBLANC, DELORME, BARNARD,

17189-45-2-o LEBLANC, BÉDARD & FOURNIER.

La Fabrique de la paroisse d'Oka

Je soussigné, Émilien Frenette, évêque catholique romain de Saint-Jérôme, déclare qu'en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 11 de la Loi des Fabriques, je constitue en corporation pour la paroisse d'Oka

« La Fabrique de la paroisse d'Oka ».

Signé à l'évêché de Saint-Jérôme, ce troisième jour d'octobre mil neuf cent soixante-six.

L'évêque catholique romain de Saint-Jérôme,

† ÉMILIEN FRENETTE.

17206-o 18-66

La Fabrique de la paroisse de Saint-Thomas

Avis est donné que le Cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, a, par décret du 11 octobre 1966, érigé la paroisse de Saint-Thomas à Becket.

17207-o 19-66

La Cité de Montréal

Avis de rachats

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 6% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 décembre 1969 » de La Cité de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que La Cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 décembre 1966, conformément aux dispositions du contrat obligatoire en date du 15 décembre 1959, les obligations suivantes payables en monnaie légale du Canada de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le

Notices

Beloin, Joseph Narcisse Édouard

Notice is hereby given that "Joseph Narcisse Édouard Beloin", residing at 1530 Portland Street, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, will apply to the Provincial Secretary for the adoption of an order changing his name to this of "Joseph Narcisse Eddy Blouin".

He is married with Marie Léa Fournier with whom he resides.

Sherbrooke, October 31, 1966.

LEBLANC, DELORME, BARNARD,

LEBLANC, BÉDARD & FOURNIER,

17189-45-2-o Attorneys for plaintiff.

The Fabrique of the parish of Oka

I, the undersigned, Émilien Frenette, Roman Catholic Bishop of Saint-Jérôme, declare that in virtue of the powers vested in me by section 11 of the Fabrique Act, I constitute into a corporation for the parish of Oka

"La Fabrique de la paroisse d'Oka".

Signed at the Bishop's palace of Saint-Jérôme, this third day of October one thousand nine hundred and sixty-six.

† ÉMILIEN FRENETTE,

Romain Catholic Bishop of Saint-Jérôme.

17206 18-66

The Fabrique of the parish of Saint-Thomas

Notice is given that Cardinal Paul-Émile Léger, Archbishop of Montreal, has, by decree of October 11, 1966, erected the parish of Saint-Thomas at Becket.

17207 19-66

The City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in Canadian Currency of the issue designated "6% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due December 15, 1969" of The City of Montreal, Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that The City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on December 15, 1966, pursuant to the provisions of the debenture contract dated December 15, 1959, the following debentures payable in lawful money of Canada of the above-mentioned issue due on December 15, 1969, listed below, at 100%

15 décembre 1969 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations:

A273895	A273954	A273982	A273985
A274050	A274063	A274076	A274095
A274173	A274175	A274193	A274236
A274381	A274384	A274387	A274415
A274459	A274481	A274504	A274529
A274655	A274658	A274711	A274730
A274907	A274922	A275014	A275015
A275150	A275160	A275161	A275163
A275403	A275423	A275441	A275443
A275550	A275565	A275570	A275624
A275667	A275671	A275685	A275697
A275732	A275733	A275744	A275746
A275810	A275846	A275863	A275891
A276028	A276057	A276084	A276098
A276166	A276191	A276202	A276206
A276238	A276252	A276316	A276319
A276345	A276556	A276585	A276597

Debenture numbers:

A273993	A274008	A274018	A274031	A274035
A274144	A274147	A274151	A274168	A274171
A274252	A274270	A274282	A274291	A274358
A274417	A274437	A274439	A274446	A274449
A274537	A274552	A274562	A274640	A274653
A274847	A274851	A274891	A274898	A274898
A275025	A275039	A275070	A275109	A275118
A275175	A275180	A275197	A275363	A275391
A275503	A275510	A275521	A275540	A275544
A275625	A275653	A275658	A275661	A275664
A275702	A275703	A275717	A275729	A275730
A275750	A275753	A275768	A275775	A275799
A275942	A275952	A275954	A275964	A276018
A276109	A276114	A276119	A276139	A276149
A276216	A276220	A276222	A276225	A276236
A276320	A276331	A276335	A276336	A276342

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de La Banque Royale du Canada ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 décembre 1966 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 décembre 1966, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce vingt-septième jour d'octobre 1966.

La Cité de Montréal.

L. ROBERGE, C.A.A.

Directeur des finances.

17208-o

La cité de Pointe Claire

Avis de rachat partiel pour obligations à fonds d'amortissement

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à fonds d'amortissement 5½% de la cité de Pointe-Claire, dues le 15 décembre 1985, que, conformément aux dispositions des règlements et résolutions de la Cité, et tel qu'indiqué sur lesdites obligations, les obligations portant les numéros suivants, à savoir:

M-001, 002, 003, 004, 005, 006, 007, 008, 009, 010, 011, 012, 013, 014, 015, 016, 017, 018, 019, 020, 021, 022, 023, 024, 025, 026, 027, 028, 029, 030, 031, 032, 033, 034, 035, 036, 037, 038, 039, 040, 041, 042, 043, 044, 045, 046 et 047

seront rachetées le quinzième jour de décembre 1966, pour le compte du fonds d'amortissement, et qu'à ladite date le capital respectif desdites obligations sera payé avec ensemble l'intérêt accru et impayé sur icelles audit quinzième jour de décembre 1966, sur présentation desdites obligations avec les coupons d'intérêt y attachés échéant ledit quinzième jour de décembre 1966, et subséquemment, en monnaie légale des États-Unis d'Amérique, à la compagnie de fiducie de la Banque de Montréal, en la cité de New-York, N.Y., É.-U. A.

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada, at the principal office of Bank of Montreal, National Canadian Bank, The Royal Bank of Canada or The Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Quebec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after December 15, 1966 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after December 15, 1966, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this twenty-seventh day of October, 1966.

The City of Montreal.

L. ROBERGE, C.A.A.

Director of Finance.

17208-o

The City of Pointe Claire

Notice of partial redemption for sinking fund debentures

Notice is hereby given to the holders of 5½% Sinking Fund Debentures of the city of Pointe-Claire, due on December 15, 1985, that pursuant to the provisions of by-laws and resolutions of the City and as mentioned on said debentures, debentures bearing the following numbers, namely:

will be redeemed on December 15, 1966, for account of the sinking fund and that on the said date, the principal of the said debentures respectively will be paid together with accrued and unpaid interests thereon on the said fifteen day of December, 1966, upon presentation of said debentures, with all appurtenant interest coupons maturing on the said fifteen day of December, 1966, and subsequently, in lawful money of the United States of America, at the bank of Montreal Trust Company, in the city of New-York, N.-Y., U. S. A.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur les obligations, ainsi rachetées, cessera d'accroître à compter du quinzième jour de décembre 1966.

Donné en la cité de Pointe-Claire, ce 7e jour de novembre 1966.

Le Greffier de la cité,
O. NICHOLSON.

17209-o

Succession Jacques Desaulniers

Avis public est donné que Dame Henriette L. Desaulniers, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure, Louise Desaulniers, a accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Jacques Desaulniers, en son vivant, avocat, demeurant à Montréal, rue Sherbrooke Ouest, numéro 1455, par acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, passé devant J. H. Courtois notaire, le premier novembre 1966, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1949254.

Daté à Montréal, le 3 novembre 1966.

La Tutrice,
HENRIETTE L. DESAULNIERS.

17232-o

Rapport sommaire de dépenses électorales du partie de l'Union Nationale aux élections générales du 5 juin 1966

Rapport déposé au bureau du président général des élections, le 4 novembre 1966.

2° Location de locaux.....	\$ 5,189.16
3° Services.....	61,645.14
4° Frais de voyage et louage de voitures.....	18,530.09
5° Articles fournis.....	13,698.11
6° Publicité.....	489,603.96
7° Créance contestée.....	Aucune
	\$588,666.46

Signé: LÉO DAVIGNON, C.A.,
Agent officiel,
CHARLES POULIOT,
Agent officiel,
CHARLES-EUGÈNE DOUCET,
Agent officiel,

PUBLIÉ PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL,
DES ÉLECTIONS.

17240-o

Règles de pratique concernant la taxe des témoins

Attendu que l'article 321 du nouveau Code de Procédure civile stipule ce qui suit:

« Si, sur l'interpellation qui doit lui être faite par le protonotaire, le témoin requiert taxe, elle est faite conformément aux règles de pratique. »

Attendu qu'il n'existe aucune règle de pratique déterminant quelle doit être la taxe d'un témoin.

Attendu qu'il a été décidé, lors de la Conférence plénière des Juges de la Cour supérieure, tenue les 4 et 5 mars 1966, à Québec, que la fixation de la taxe d'un témoin relevait plutôt du pouvoir exécutif que du pouvoir judiciaire;

Attendu que des représentations à cet effet ont été faites par le Juge en chef et le Juge en chef adjoint au Ministre de la Justice de Québec;

Attendu qu'une décision ne pourra normalement être prise avant quelques mois;

Attendu que d'ici à ce qu'une décision soit prise par le pouvoir exécutif, il est nécessaire de déterminer quelle sera la taxe d'un témoin;

Notice is also given that interest upon the debentures so redeemed will cease to accrue from and after the fifteen day of December, 1966.

Given in the city of Pointe-Claire, this 7th day of November, 1966.

O. NICHOLSON,
City Clerk.

17209-o

Estate Jacques Desaulniers

Public notice is hereby given that Dame Henriette L. Desaulniers, in her quality of tutrix for her minor daughter, Louise Desaulniers, has accepted under benefit of inventory the estate of Jacques Desaulniers, in his lifetime, advocate residing in Montreal, Sherbrooke Street West, number 1455, by deed of acceptance under benefit of inventory, passed before J. H. Courtois, notary, on the first day of November, 1966, and registered at the Registration Division of Montreal, under number 1949254.

Dated at Montreal, November 3, 1966.

HENRIETTE L. DESAULNIERS,
Tutrix.

17232

Summary return of election expenses of at the Union National Party at the general election of June 5, 1966

Return delivered to the office of the Chief Returning-Officer, on November 4, 1966.

2. Hire of premises.....	\$ 5,189.16
3. Services.....	61,645.14
4. Travelling expenses and hire of vehicles.....	18,530.09
5. Goods supplied.....	13,698.11
6. Advertising.....	489,603.96
7. Disputed claim.....	Nil
	\$588,666.46

Signed: LÉO DAVIGNON, C.A.,
Official Agent,
CHARLES POULIOT,
Official Agent,
CHARLES-EUGÈNE DOUCET,
Official Agent,

PUBLISHED BY THE CHIEF
RETURNING-OFFICER

17240-o

Rule of practice concerning witness taxation

Whereas section 321 of the New Code of Civil Procedure stipulates that which follows:

“The protonotary must ask the witness if he requires taxation, and if he does, the taxation is made in accordance with the rules of practice.”

Whereas there is no existing rule of practice determining that which the witness taxation must be;

Whereas it was decided, at the Judges of the Superior Court Plenary Conference, held on March 4 and 5, 1966, at Québec, that the fixation of the witness tax was answerable rather to the executive power than to the judicial power;

Whereas the representations to this effect were made by the Chief Justice and the Associate Chief Justice at the Department of Justice of Québec;

Whereas a decision cannot normally be taken before a few months;

Whereas until a decision is taken by the executive power, it is necessary to determine that which will be the taxation of a witness;

Nous, soussignés, Juges de la Cour supérieure, décidons que cette taxe sera la même que celle présentement en vigueur selon les dispositions de la règle numéro 55 des Règles de Pratique actuelles.

Montréal, 30 juin 1966.

George S. Challies, J.O.A., F. T. Collins, Hector Perrier, Arthur I. Smith, François Caron, André Demers, Édouard Tellier, Harry Batshaw, C. E. Ferland, André Montpetit, Claude Prévost, Paul E. Côté, Georges F. Reid, Roger Ouimet, J. P. Charbonneau, Ignace J. Deslauriers, Jean St. Germain, Maurice Cousineau, Philippe Lamarre, G. B. Puddicombe, Benjamin Robinson, F. R. Hannen, Maurice Archambault, Robert Lafleur, René Duranleau, James E. Mitchell, Paul Langlois, Édouard Martel, Fernand Legault, André Nadeau, François Auclair, Albert Mayrand, Peter V. Shorteno, W. Austin Johnson, Yves Leduc, Paul Trépanier, Philippe Pothier, Bernard de L. Bourgeois, Albert Leblanc, J. B. O'Connor, Frédéric Dorion, Juge en chef, Gérard Corriveau, Eugène Marquis, Charles-A. Cannon, Gérard Lacroix, Édouard Laliberté, William Morin, Georges Pelletier, Paul Lesage, Georges-René Fournier, Antoine Lacoursière, Gabriel Roberge, Paul Miquelon, Pierre Letarte, Jean-Robert Beaudoin, Toussaint McNicoll, Léon Casgrain, René Hamel, Paul Ste-Marie, Jacques Boucher, François Chevalier, William E. Mitchell, L. P. Cliche, Gaston Desmarais, Évencher Veilleux, Hon. Juge Jean-Louis Marchand, J.C.S., Hon. Juge Roger LaRoche, J.C.S., Hon. Juge Marcel Crête, J.C.S.

17273-0

We, undersigned, Judges of the Superior Court, decide that this taxation will be the same as that which is presently in force according to the provisions of rule number 55 of the actual Rules of Practice.

Montreal, June 30, 1966.

George S. Challies, J.O.A., F. T. Collins, Hector Perrier, Arthur I. Smith, François Caron, André Demers, Édouard Tellier, Harry Batshaw, C. E. Ferland, André Montpetit, Claude Prévost, Paul E. Côté, Georges F. Reid, Roger Ouimet, J. P. Charbonneau, Ignace J. Deslauriers, Jean St. Germain, Maurice Cousineau, Philippe Lamarre, G. B. Puddicombe, Benjamin Robinson, F. R. Hannen, Maurice Archambault, Robert Lafleur, René Duranleau, James E. Mitchell, Paul Langlois, Édouard Martel, Fernand Legault, André Nadeau, François Auclair, Albert Mayrand, Peter V. Shorteno, W. Austin Johnson, Yves Leduc, Paul Trépanier, Philippe Pothier, Bernard de L. Bourgeois, Albert Leblanc, J. B. O'Connor, Frédéric Dorion, Chi ef Justice, Gérard Corriveau, Eugène Marquis, Charles-A. Cannon, Gérard Lacroix, Édouard Laliberté, William Morin, Georges Pelletier, Paul Lesage, Georges-René Fournier, Antoine Lacoursière, Gabriel Roberge, Paul Miquelon, Pierre Letarte, Jean-Robert Beaudoin, Toussaint McNicoll, Léon Casgrain, René Hamel, Paul Ste-Marie, Jacques Boucher, François Chevalier, William E. Mitchell, L. P. Cliche, Gaston Desmarais, Évencher Veilleux, Hon. Judge Jean-Louis Marchand, s.c.j., Hon. Judge Roger LaRoche, s.c.j., Hon. Judge Marcel Crête, s.c.j.

17273

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera dans le district électoral de Jonquière.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Jonquière, Québec, dans le district électoral de Jonquière.

Québec, le 17 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17190-0

Caisse d'économie des cheminots « 298 » Transport Workers Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des cheminots « 298 » Transport Workers Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera tous les membres du local 298 (Fraternité canadienne des Cheminots) et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à 327, St-Georges, Trois-Rivières, Québec, dans le district électoral de Trois-Rivières.

Québec, le 2 novembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17215-0

Savings and Credit Unions

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Jonquière, Arvida, Kénogami ».

The territory in which the union will recruit its members will be in the electoral district of Jonquière.

The head office of this savings and credit union is situated at Jonquière, Quebec, in the electoral district of Jonquière.

Quebec, October 17, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17190

Caisse d'économie des cheminots « 298 » Transport Workers Credit Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union « Caisse d'économie des cheminots « 298 » Transport Workers Credit Union ».

The group in which the union will recruit its members will be all the members of local 298 (Fraternité canadienne des cheminots) and their families.

The head office of this savings and credit union is situated at 327 St-Georges, Trois-Rivières, Quebec, in the electoral district of Trois-Rivières.

Quebec, November 2, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17215

Caisse populaire de Coteau Station

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse populaire de Coteau Station ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Coteau Station, Québec, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 4 novembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17257-0

Caisse d'économie des enseignants du Lac St-Louis

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des enseignants du Lac St-Louis ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les membres de l'Association des Enseignants du Lac St-Louis.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Lachine, Québec, dans le district électoral de Jacques-Cartier.

Québec, le 4 novembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17258-0

Caisse populaire de Coteau Station

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse populaire de Coteau Station".

The territory in which the union will recruit its members will be the county of Vaudreuil-Soulanges.

The head office of this savings and credit union is situated at Coteau Station, Quebec, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges.

Quebec, November 4, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17257

Caisse d'économie des enseignants du Lac St-Louis

(Savings and credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des enseignants du Lac St-Louis".

The group in which the union will recruit its members will be the members of l'Association des Enseignants du Lac St-Louis.

The head office of this savings and credit union is situated at Lachine, Quebec, in the electoral district of Jacques-Cartier.

Quebec, November 4, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17258

Commission de Géographie de Québec

Lac à l'Île

Avis est par le présent donné, qu'à une séance de la Commission de Géographie de Québec, tenue le 14 septembre 1966, il a été résolu que le lac ci-devant désigné sous le nom de Parkinson, situé dans le rang VIII, lots 52 et 53, du canton de Chilton, comté de Montcalm, reçoive à l'avenir la dénomination de « Lac à l'Île ».

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus de Québec, 1964.

Québec, ce 3 novembre 1966.

Le Secrétaire,

JEAN POIRIER.

17228-0

Quebec Geographical Commission

Lac à l'Île

Notice is hereby given that at a meeting of the Quebec Geographical Commission, held on September 14, 1966, a resolution was passed that the lake formerly designated under the name of Parkinson, situated in range VIII, lots 52 and 53, in the township of Chilton, county of Montcalm, be known henceforth as "Lac à l'Île".

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests, in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, November 3, 1966.

JEAN POIRIER,

Secretary.

17228

Chartes — Abandon de

Rompa Inc.

Avis est par les présentes donné que « Rompa Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, et ayant son siège social à Québec, présentera une requête au Secrétaire de la province pour demander l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 1er jour de novembre 1966.

Les Procureurs de la compagnie,

PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY, BEAUVAIS

& BOUCHARD.

17193-0

Charters — Surrender of

Rompa Inc.

Notice is given that "Rompa Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office in Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 1st day of November, 1966.

PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY, BEAUVAIS

& BOUCHARD,

Attorneys for the company.

17193

Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.

Prenez avis que la compagnie « Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31^{ème} jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire,

17191-0

PHILIP BLUMENTHAL.

Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Canadian Shoe Pattern Co. Ltd. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Lachine, le 29 septembre 1966.

Le Secrétaire,

17192-0

E. S. SMITH.

Nithsdale Limited

Avis est par les présentes donné que « Nithsdale Limited », une corporation constituée sous la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Westmount, P.Q., s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Daté à Westmount, P.Q., ce 31^{ème} jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire,

17199-0

ALLAN WILLIAMSON.

Fibre Conduits Limited

Avis est donné que la compagnie « Fibre Conduits Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1^{er} jour de novembre 1966.

Le Secrétaire,

17210

J. M. GALLAGHER SR.

M. M. Furniture Dept. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « M. M. Furniture Dept. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 27^e jour d'octobre mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire,

17211

DAVID NISKER.

Standard Metal Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Standard Metal Co. Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2^e jour de novembre 1966.

Le Secrétaire,

17212

(MME) TENA LEVITT GOLDSTEIN.

Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that "Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, the 31st day of October, 1966.

PHILIP BLUMENTHAL,

17191-0

Secretary.

Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act that "Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Lachine, September 29, 1966.

E. S. SMITH,

17192-0

Secretary.

Nithsdale Limited

Notice is hereby given that "Nithsdale Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Westmount, P.Q., will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Westmount, P.Q., this 31st day of October, 1966.

ALLAN WILLIAMSON,

17199-0

Secretary.

Fibre Conduits Limited

Notice is hereby given that "Fibre Conduits Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of November, 1966.

J. M. GALLAGHER, SR.,

17210-0

Secretary.

M. M. Furniture Dept. Ltd.

Notice is hereby given that "M. M. Furniture Dept. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of October, nineteen hundred and sixty-six.

DAVID NISKER,

17211-0

Secretary.

Standard Metal Co. Inc.

Notice is hereby given that "Standard Metal Co. Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1966.

(MRS.) TENA LEVITT GOLDSTEIN,

17212-0

Secretary.

Westland Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Westland Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1966.

17216

Le Secrétaire,
ARNO BELLAGAMBA.

Play-Sport Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Play-Sport Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 3e jour de novembre 1966.

17233

Le Secrétaire,
SYLVIA VINEBERG.

Deluxe Car Wash Inc.

Avis est donné que la compagnie « Deluxe Car Wash Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec ce 28e jour d'octobre dix-neuf cent soixante-six.

17234

Le Secrétaire,
JOHN ALPER.

Étropol Inc.

Prenez avis que la compagnie « Étropol Inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce septième jour de novembre 1966.

17247-0

ÉTROPOL INC.
Les Procureurs,
DE GOUMOIS, L'HEUREUX
& BOUCHARD.

Frank Byrne Ltd.

Qvis est par les présentes donné que « Frank Byrne Ltd. », corporation légalement constituée en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, le tout en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 8ème jour de novembre 1966.

17274-0

Les Procureurs de la compagnie,
GAGNON, DE BILLY, CANTIN &
DIONNE.

Westland Construction Inc.

Notice is hereby given that "Westland Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1966.

17216-0

ARNO BELLAGAMBA,
Secretary.

Play-Sport Ltd.

Notice is hereby given that "Play-Sport Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of November, 1966.

17233-0

SYLVIA VINEBERG,
Secretary.

Deluxe Car Wash Inc.

Notice is hereby given that "Deluxe Car Wash Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 28th day of October nineteen hundred and sixty-six.

17234-0

JOHN ALPER,
Secretary.

Étropol Inc.

Notice is hereby given that "Étropol Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 7th day of November, 1966.

17247-0

ÉTROPOL INC.
DE GOUMOIS, L'HEUREUX
& BOUCHARD,
Attorneys.

Frank Byrne Ltd.

Notice is hereby given that « Frank Byrne Ltd. », a body politic and corporate, organized and existing under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Quebec will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 8th day of November, 1966.

17274-0

GAGNON, DE BILLY, CANTIN &
DIONNE,
Attorneys for the Company.

Creclac Service Inc.

Prenez avis que la compagnie « Creclac Service Inc. », ayant son siège social à Neuville, district de Portneuf, s'adressera au Secrétaire de la province pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 7 novembre 1966.

Le Procureur de la requérante.

17259-o

JEAN M. MORISSETTE.

Alphonse Montminy & Fils Inc.

Prenez avis que la compagnie « Alphonse Montminy & Fils Inc. », ayant son siège social à St-François, district de Montmagny, s'adressera au secrétaire de la province pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 7 novembre 1966.

Le Procureur de la requérante.

17260-o

JEAN M. MORISSETTE.

Rapoport's Bottle Exchange Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rapoport's Bottle Exchange Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21^e jour d'octobre 1966.

Rapoport's Bottle Exchange Inc.,

(Sceau)

17261

Par le Président.

LÉO RAPOPORT.

Jolyne Import Limited

Avis est donné par les présentes que « Jolyne Import Limited », une corporation constituée d'après la Loi des compagnies du Québec, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa charte selon les provisions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8^e jour de novembre, 1966.

Le Secrétaire.

17275-o

GILDA FRIED.

Creclac Service Inc.

Notice is hereby given that "Creclac Service Inc.", having its head office in Neuville, district of Portneuf, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, November 7, 1966.

JEAN M. MORISSETTE,

17259

Attorney for the Petitioner.

Alphonse Montminy & Fils Inc.

Notice is hereby given that "Alphonse Montminy & Fils Inc.", having its head office at St-François, district of Montmagny, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, November 7, 1966.

JEAN M. MORISSETTE,

17260

Attorney for the Petitioner.

Rapoport's Bottle Exchange Inc.

Notice is hereby given that "Rapoport's Bottle Exchange Inc.", a corporation under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of October, 1966.

Rapoport's Bottle Exchange Inc.,

(Sceau)

17261-o

Per: LÉO RAPOPORT,

President.

Jolyne Import Limited

Notice is hereby given that "Jolyne Import Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of November, 1966.

GILDA FRIED,

17275-o

Secretary.

Compagnies dissoutes**Arnaud Ready Mix Concrete Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Arnaud Ready Mix Concrete Ltd. », constituée en corporation le 27 septembre 1960, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

14167-60

Ber-Lou Blouses Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ber-Lou Blouses Inc. », constituée en corporation le 14 juin 1957, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o

12016-57

Companies Dissolved**Arnaud Ready Mix Concrete Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Arnaud Ready Mix Concrete Ltd.", incorporated on September 27, 1960, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

14167-60

Ber-Lou Blouses Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ber-Lou Blouses Inc.", incorporated on June 14, 1957, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188

12016-57

Camber Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Camber Mortgage Corporation », constituée en corporation le 17 juin 1959, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 13647-59

Centre Touristique de Sorel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Centre Touristique de Sorel inc. », constituée en corporation le 1er juin 1961, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 12754-61

O. Chalifour, incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « O. Chalifour, incorporée », constituée en corporation le 1er avril 1919, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 424-19

Edgar Duval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Edgar Duval inc. », constituée en corporation le 20 avril 1959, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 12322-59

Halifax-Triton Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Halifax-Triton Ltd. », constituée en corporation le 25 août 1961, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 14313-61

Georges Lacroix Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Georges Lacroix Itée », constituée en corporation le 23 décembre 1959, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 16884-59

A. Lalonde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « A. Lalonde inc. », constituée en corporation le 1er avril 1953, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 6732-53

Camber Mortgage Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Camber Mortgage Corporation", incorporated on June 17, 1959, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 13647-59

Centre Touristique de Sorel inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Centre Touristique de Sorel inc.", incorporated on June 1, 1961, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 12754-61

O. Chalifour, incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "O. Chalifour, incorporée", incorporated on April 1, 1919, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 424-19

Edgar Duval inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Edgar Duval inc.", incorporated on April 20, 1959, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 12322-59

Halifax-Triton Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Halifax-Triton Ltd.", incorporated on August 25, 1961, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 14313-61

Georges Lacroix Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Georges Lacroix Itée", incorporated on December 23, 1959, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 16884-59

A. Lalonde inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "A. Lalonde inc.", incorporated on April 1, 1953, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 6732-53

Lee Dyeing Company of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lee Dyeing Company of Canada Ltd. », constituée en corporation le 20 novembre 1952, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 15816-52

Les Immeubles Cimon, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Immeubles Cimon, inc. », constituée en corporation le 25 mai 1948, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3974-48

L. N. Textile Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « L. N. Textile Agencies Inc. », constituée en corporation le 6 décembre 1965, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 5350-65

Libracen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Libracen Inc. », constituée en corporation le 29 mai 1953, à compter du 13 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 11133-53

Nomic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Nomic inc. », constituée en corporation le 29 janvier 1964, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 129-64

Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Quality Fur Dyeing (Canada) Corp. », constituée en corporation le 21 mars 1951, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3369-51

Rosemount Golf & Country Clubs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rosemount Golf & Country Clubs Inc. », constituée en corporation le 6 juillet 1949, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 5702-49

Lee Dyeing Company of Canada Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lee Dyeing Company of Canada Ltd.", incorporated on November 20, 1952, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 15816-52

Les Immeubles Cimon, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Immeubles Cimon, inc.", incorporated on May 25, 1948, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 3974-48

L. N. Textile Agencies Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "L. N. Textile Agencies Inc.", incorporated on December 6, 1965, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 5350-65

Libracen Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Libracen inc.", incorporated on May 29, 1953, on and from October 13, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 11133-53

Nomic inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nomic inc.", incorporated on January 29, 1964, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 129-64

Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.", incorporated on March 21, 1951, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 3369-51

Rosemount Golf & Country Clubs Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rosemount Golf & Country Clubs Inc.", incorporated on July 6, 1949, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17188 5702-49

Seligman & Latz of Quebec, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Seligman & Latz of Quebec, Ltd. », constituée en corporation le 21 février 1952, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 3366-52

Sesame Envelopes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sesame Envelopes Limited », constituée en corporation le 24 février 1960, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 10788-60

St. John Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « St. John Realty Co. Ltd. », constituée en corporation le 18 décembre 1956, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 13867-56

Share Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Share Investments Ltd. », constituée en corporation le 24 avril 1958, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 11286-58

Shermet Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Shermet Construction Company », constituée en corporation le 21 octobre 1963, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 4328-63

Vico Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vico Holdings Ltd. », constituée en corporation le 14 octobre 1959, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 15741-59

Wales Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Wales Securities Limited », constituée en corporation le 14 octobre 1943, à compter du 13 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 5121-43

Seligman & Latz of Quebec, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Seligman & Latz of Quebec, Ltd.", incorporated on February 21, 1952, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 3366-52

Sesame Envelopes Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sesame Envelopes Limited", incorporated on February 24, 1960, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 10788-60

St. John Realty Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "St. John Realty Co. Ltd.", incorporated on December 18, 1956, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 13867-56

Share Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Share Investments Ltd.", incorporated on April 24, 1958, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 11286-58

Shermet Construction Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Shermet Construction Company", incorporated on October 21, 1963, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 4328-63

Vico Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vico Holdings Ltd.", incorporated on October 14, 1959, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 15741-59

Wales Securities Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wales Securities Limited", incorporated on October 14, 1943, on and from October 13, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 5121-43

Divers

**L'Association des industriels laitiers
de la province de Québec inc.
The Province of Quebec
Milk Dealers' Association Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 octobre 1966, approuvé une modification aux règlements généraux de « L'Association des industriels laitiers de la province de Québec inc. — The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17194-o 1670-34

**Les Constructions Deschênes Itée
Deschênes Construction Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions Deschênes Itée — Deschênes Construction Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire-trésorier,
D. C. HALL.

17195 16177-53

**Service des loisirs Ste-Louise-de-Marillac
de Montréal**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 octobre 1966, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs Ste-Louise-de-Marillac de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17196-o 1465-66

Nithsdale Limited

Sommaire du règlement No 5

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation et n'ayant pas de dettes ou obligations dont le paiement n'a pas été pourvu ou garanti a autorisé la distribution de son actif au prorata entre ses actionnaires.

Westmount, P.Q., 31 octobre 1966.

Le Secrétaire,
ALLAN WILLIAMSON.

17199

**L'Association des fabricants de crème glacée
de la province de Québec
The Province of Quebec
Ice Cream Manufacturers' Association**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 octobre 1966, approuvé les modifications aux articles 8 et 19 des règlements généraux de « L'Association des fabricants de crème glacée de la province de Québec — The Province of Quebec Ice Cream Manufacturers' Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17213-o 7242-51

**L'Association des parents d'étudiantes
du Collège Jésus-Marie de Sillery**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 octobre 1966, approuvé les règlements généraux de « L'Association des parents d'étudiantes du Collège Jésus-Marie de Sillery »,

Miscellaneous

**L'Association des industriels laitiers
de la province de Québec inc.
The Province of Quebec
Milk Dealers' Association Inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on October 7, 1966, approved the amendment to the general by-laws of "L'Association des industriels laitiers de la province de Québec inc. — The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17194 1670-34

**Les Constructions Deschênes Itée
Deschênes Construction Ltd.**

Notice is given that "Les Constructions Deschênes Itée — Deschênes Construction Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

D. C. HALL,
Secretary-Treasurer.

17195-o 16177-53

**Service des loisirs Ste-Louise-de-Marillac
de Montréal**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 7, 1966, approved the general by-laws of "Service des loisirs Ste-Louise-de-Marillac de Montréal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17196 1465-66

Nithsdale Limited

Summary of By-law No. 5

The company having ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and having no debts or obligations that have not been provided for or protected has authorized the distribution of its assets ratably among its shareholders.

Westmount, P.Q., October 31, 1966.

ALLAN WILLIAMSON,
Secretary.

17199-o

**L'Association des fabricants de crème glacée
de la province de Québec
The Province of Quebec Ice Cream
Manufacturers' Association**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 6, 1966, approved the amendments to sections 8 and 19 of the general by-laws of "L'Association des fabricants de crème glacée de la province de Québec — The Province of Quebec Ice Cream Manufacturers' Association", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17213 7242-51

**L'Association des parents d'étudiantes
du Collège Jésus-Marie de Sillery**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 25, 1966, approved the general by-laws of "L'Association des parents d'étudiantes du Collège Jésus-Marie de Sillery",

et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
17214-o 2394-65

Baie d'Urfe Yacht Club

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 12 septembre 1966, approuvé les règlements généraux de « Baie d'Urfe Yacht Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
17217-o 8-63

Conseillers en administration de Montréal inc.

Montreal Management Consultants Inc.

Avis est donné que la compagnie « Conseillers en administration de Montréal inc.—Montreal Management Consultants Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
M. MURPHY.
17218-o 5376-64

Expertise Lemoyne inc. Lemoyne Adjustment Inc.

Avis est donné que la compagnie « Expertise Lemoyne inc.—Lemoyne Adjustment Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
A. DONALD.
17219 3832-64

H. P. Power Drives (Quebec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « H. P. Power Drives (Quebec) Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ANDRÉ DESMEULES.
17220-o 2547-63

Fondation Léo Roy

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 octobre 1966, approuvé les règlements généraux de la « Fondation Léo Roy », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
17237-o 3219-66

St. Malo Realty Inc.

« Les biens de « St. Malo Realty Inc. » seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions détiennent dans la compagnie, quinze (15) jours après la publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec. »

Québec, 4 novembre 1966.

Le Secrétaire,
GEORGES TASCHEREAU.
17285-o

and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
17214 2394-65

Baie d'Urfe Yacht Club

Notice is given that the Honourable Provincial Secretary has, on September 12, 1966, approved the general by-laws of "Baie d'Urfe Yacht Club", and such, in conformity with the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
17217 8-63

Conseillers en administration de Montréal inc.

Montreal Management Consultants Inc.

Notice is given that "Conseillers en administration de Montréal inc.—Montreal Management Consultants Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

M. MURPHY,
Secretary.
17218 5376-64

Expertise Lemoyne inc. Lemoyne Adjustment Inc.

Notice is given that "Expertise Lemoyne inc.—Lemoyne Adjustment Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. DONALD,
Secretary.
17219-o 3832-64

H. P. Power Drives (Quebec) Inc.

Notice is given that "H. P. Power Drives (Quebec) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ANDRÉ DESMEULES,
Secretary.
17220 2547-63

Fondation Léo Roy

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 13, 1966, approved the general by-laws of the "Fondation Léo Roy", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
17237 3219-66

St. Malo Realty Inc.

"The assets of "St. Malo Realty Inc." will be distributed among its shareholders proportionately to the amount of shares which they hold in the Company, fifteen (15) days after the publication of this notice in the Quebec Official Gazette."

Québec, November 4, 1966.

GEORGES TASCHEREAU,
Secretary.
17285

Sièges sociaux

Agena Inc.

Avis est donné que la compagnie « Agena Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 20e

Head Offices

Agena Inc.

Notice is hereby given that "Agena Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent on the 20th day of September,

jour de septembre 1966 et ayant son siège social dans Pointe-aux-Trembles, a établi son bureau au numéro 15190 est, de la rue Notre-Dame.

À partir de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14^e jour d'octobre 1966.

Le Président,
RÉGINALD BOISVERT.

17197-o 3783-66

Marguerita Pizza Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marguerita Pizza Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 26 septembre 1958 et ayant son bureau principal dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au No 6714 rue Louis-Hémon l'a transporté au No 6505 de la rue Clark.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25^e jour d'octobre 1966.

(Secau) *Le Secrétaire,*
ADRIEN GAUTHIER.
17198-o 13193-58

Handy Chemicals Limited

Avis est donné que la compagnie « Handy Chemicals Limited », a transporté son siège social de 225, avenue St-Denis, en la cité de St-Lambert, district de Montréal, à 1850, avenue Ste-Hélène, en la cité de Jacques-Cartier, district de Montréal.

Le Secrétaire,
MME SARAH RABINOVITCH.
17221 10918-56

A. V. Equipment Ltd. Équipement A. V. Ltée.

Avis est donné que la compagnie « A. V. Equipment Ltd. — Équipement A. V. Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 mai 1966, et ayant son bureau principal dans la ville de Laval, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 193 rue Dablon.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25^e jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire,
ARTHUR WILLIAM DONOHUE.
17222-o 1591-66

École d'administration institutionnelle

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « École d'administration institutionnelle », constituée en corporation par lettres patentes en date du premier juin mil neuf cent soixante-quatre, a établi son bureau et siège social à Montréal, province de Québec, au numéro 12055 rue Grenet.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Montréal, le 31 octobre 1966.

École d'administration institutionnelle

Par: le Président,
GILLES FILION.

17223-o 17-64

1966, and having its head office in Pointe-aux-Trembles, has established its office at number 15190 East, Notre-Dame Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of October, 1966.

REGINALD BOISVERT,
President.
3783-66

17197

Marguerite Pizza Inc.

Notice is given that "Marguerita Pizza Inc.", incorporated by letters patent on September 26, 1958, and having its principal office in Montreal where it had its office situated up to to-day at No. 6714 Louis-Hémon, has moved it to No. 6505 Clerk Street.

From and after the date of the present notice the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at Montreal, this 25th day of October, 1966.

(Seal) *ADRIEN GAUTHIER,*
Secretary.
17198 13193-58

17198

Handy Chemicals Limited

Notice is given that "Handy Chemicals Limited", has transferred its head office from 225 St. Denis Avenue, in the city of St-Lambert, district of Montreal, to 1850 Ste-Hélène Avenue, in the city of Jacques-Cartier, district of Montreal.

MRS. SARAH RABINOVITCH,
Secretary.
10918-56

17221-o

A. V. Equipment Ltd. Équipement A. V. Ltée

Notice is hereby given that "A. V. Equipment Ltd — Équipement A. V. Ltée", incorporated by letters patent dated May 2nd, 1966, and having its head office in the town of Laval, district of Montreal, has established its office at 193 Dablon Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 25th day of October 1966.

ARTHUR WILLIAM DONOHUE,
Secretary.
1591-66

17222-o

École d'administration institutionnelle

Notice is hereby given that « École d'administration institutionnelle », company incorporated by letters patent bearing the date of June first, 1964, has established its office at Montreal, Province of Quebec, at number 12055 Grenet Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, October 31, 1966.

École d'administration institutionnelle,

Per: GILLES FILION,
President.

17223-o 17-64

Raymond Grenier & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Raymond Grenier & fils Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec en date du trois juin mil neuf cent soixante-six, aura sa principale place d'affaires en la ville de St-Joseph de Sorel, au No 325 de la rue Bonin.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à St-Joseph de Sorel, ce 27e jour d'octobre 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
PIERRE-ANDRÉ GRENIER.
17224-o 2308-66

Raymond Grenier & fils inc.

Notice is hereby given that "Raymond Grenier & fils Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the third day of June nineteen hundred and sixty-six, and having its head office in the town of St-Joseph de Sorel, has its head office at 325, Bonin Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at St-Joseph de Sorel, this 27th day of October 1966.

(Seal)

PIERRE-ANDRÉ GRENIER,
Secretary.
17224-o 2308-66

Les Immeubles GBH limitée

Avis vous est donné par les présentes que la compagnie « Les Immeubles GBH limitée », constitué en corporation par lettres patentes en date du 14 octobre, 1966, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 2e jour de novembre, 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) **JEAN J.-O. GRAVEL.**
17225-o 4113-66

Les Immeubles GBH limitée

Notice is hereby given that "Les Immeubles GBH limitée", incorporated under Part I of the Companies Act of Quebec, by letters patent dated the 14th day of October, 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1440 St. Catherine Street West, Montreal, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 2nd day of November, 1966.

(Signed) **JEAN J.-O. GRAVEL,**
Secretary-Treasurer.
17225-o 4113-66

Hôtel Colonnade inc.

Avis est donné que la Compagnie « Hôtel Colonnade Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 septembre 1966 et enregistrées le 30 septembre 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au 1366 ouest, Boul. Dorchester, Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1966.

Le Président,
MAURICE GAUTHIER.
17226-o 3372-66

Hôtel Colonnade inc.

Notice is hereby given that "Hôtel Colonnade Inc.", company incorporated by letters patent on the 13th day of September 1966 and registered on the 30th of September 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1366 Dorchester Blvd. West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 25th day of October 1966.

MAURICE GAUTHIER,
President.
17226-o 3372-66

Laurentide transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Laurentide transport inc. », a changé son siège social de St-Jérôme, à Montréal.

Le Secrétaire,
ROLAND GAGNON.
17227-o 15680-61

Laurentide transport inc.

Notice is given that « Laurentide transport inc. », has changed its head office from St-Jérôme to Montreal.

ROLAND GAGNON,
Secretary.
17227 15680-61

Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.

Avis est donné que « Foyer Notre-Dame de Laprairie inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées le 15 décembre 1964 et que son siège social est situé à 444 Léon Bloy, à Laprairie, province de Québec.

Laprairie, le 1er mai 1965.

(Sceau)

Le Président,
HECTOR COURCHESNE.
Hop. 2116-64

Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.

Notice is given that "Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.", has been incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 15, 1964, and that its head office is situated at 444 Léon Bloy, at Laprairie, province of Quebec.

Laprairie, May 1, 1965.

(Seal)

HECTOR COURCHESNE,
President.
17236 Hop. 2116-64

17236-o

Gauthier-Tougas Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gauthier-Tougas Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23^e jour d'août 1966, et ayant son bureau principal dans la Ville de St-Lambert, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 465 de la rue Victoria, l'a transporté au numéro 459 de ladite rue Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19^e jour d'octobre 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
CLAUDE TOUGAS.
3456-66

17235-0

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires bio-recherches ltée

Avis est donné que la compagnie « Bio-Research Laboratories Ltd.—Les Laboratoires bio-recherches ltée », a transporté son siège social de 3550, chemin Côte-des-Neiges, suite 110, ville de Montréal, à 265, boulevard Hymus, cité de Pointe-Claire.

Le Secrétaire,
OTTO KREDL.
1121-65

17238

Yvon Couture inc.

Avis est donné que « Yvon Couture inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en conformité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 11 janvier 1966, et ayant son siège social à Trois-Rivières, a établi son bureau à 240 Place Vanier, Trois-Rivières.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Trois-Rivières, le 27 octobre 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
J. B. COUTURE.

17239-0

129-66

Stephenson Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Stephenson Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 25^{ème} jour de mars, 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 740 rue St. Maurice, l'a transporté à 450 Port Royal Street West, en les cité et district de Montréal, le 1^{er} juin 1965.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 31^{ème} jour d'octobre 1966.

STEPHENSON COMPANY LTD.

(Sceau)

Par le Président,
FRED POVITZ.
1388-64

17256-0

Alpine Resorts Limited

Avis est donné que la compagnie « Alpine Resorts Limited », constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes, en date du 5^e jour de mars 1937, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où, jusqu'à ce jour, son bureau était situé à suite 3411, 1, place Ville Marie, l'a transporté à 777, ouest, boulevard Dorchester.

Gauthier-Tougas Inc.

Notice is given that "Gauthier-Tougas Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of August, 1966, and having its head office in the Town of St-Lambert, where it has its office situated up to to-day at number 465 Victoria Street, has moved it to number 459 of said Victoria Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of October, 1966.

(Seal)

CLAUDE TOUGAS,
Secretary.
3456-66

17235

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires bio-recherches ltée

Notice is given that "Bio-Research Laboratories Ltd.—Les Laboratoires bio-recherches ltée", has transferred its head office from 3550 Côte des Neiges Road, Room 110, in the city of Montreal, to 265 Hymus Boulevard, in the city of Pointe-Claire.

OTTO KREDL,
Secretary.
1121-65

17238-0

Yvon Couture inc.

Notice is hereby given that "Yvon Couture inc.", incorporated by letters patent, granted in virtue of Part I of the Companies Act on January 11, 1966, and having its head office at Trois-Rivières, has established its office at 240 Vanier Place, Trois-Rivières.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Trois-Rivières, October 27, 1966.

(Seal)

J. B. COUTURE,
Secretary.
129-66

17239

Stephenson Company Ltd.

Notice is hereby given that "Stephenson Company Ltd.", incorporated by letters patent on the 25th day of March, 1964, and having its head office in the city of Montreal, at 740 St. Maurice Street, has moved it to 450 Port Royal Street West, in the city and district of Montreal, on the 1st day of June, 1965.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of October, 1966.

STEPHENSON COMPANY LTD.

(Seal)

Per: FRED POVITZ,
President.
1388-64

17256-0

Alpine Resorts Limited

Notice is hereby given that "Alpine Resorts Limited", incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated the 5th day of March, 1937, and having its head office in the city of Montreal, where up to today its office was situated at Suite 3411, 1 Place Ville Marie, has moved it to 777 Dorchester Boulevard West.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 9e jour de septembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
J. K. REYNOLDS.

17262 589-37

Chevra Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « Chevra Investment Corporation » constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9e jour de février 1960, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à suite 300, 4141, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de novembre 1966.

Le Secrétaire,
EILEEN DAWSON.

17263 10425-60

Isabel Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Isabel Investments Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 20e jour de mars 1937, a transporté son siège social de 360 ouest, rue St-Jacques, en la ville de Montréal, à a/s The Royal Trust Company, 630 ouest, boulevard Dorchester, en la ville de Montréal.

Montréal, 12 octobre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
A. C. POPE.

17264 665-37

Mount Royal Ob-Gyn Group Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mount Royal Ob-Gyn Group Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour d'août 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 3e jour d'octobre 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
MORRIS SABIN.

17265 3613-66

Villa Christine Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Villa Christine Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1961, a établi son siège social et sa principale place d'affaires à suite 2104, 800 carré Victoria, Montréal, province de Québec.

Daté à Montréal, ce 3e jour de novembre 1966.

Le Vice-président,
GIAN CARLO TOZZI.

17266 12902-61

**Annuaire téléphonique judiciaire
(1965) inc.**

Avis est donné que « Annuaire téléphonique judiciaire (1965) inc. », a été constituée en

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1966.

J. K. REYNOLDS,
Secretary-Treasurer.

17262-o 589-37

Chevra Investment Corporation

Notice is hereby given that "Chevra Investment Corporation" incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 9th day of February, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 300, 4141 Sherbrooke St. West, Montreal, Qué.

Dated at Montreal, this 4th day of November, 1966.

EILEEN DAWSON,
Secretary.

17263-o 10425-60

Isabel Investments Limited

Notice is hereby given that "Isabel Investments Limited" incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated 20th March 1937, has moved its head office from 360 St. James Street West in the city of Montreal to c/o The Royal Trust Company, 630 Dorchester Boulevard West in the city of Montreal.

Montreal, 12th October, 1966.

A. C. POPE,
Secretary-Treasurer.

17264-o 665-37

Mount Royal Ob-Gyn Group Ltd.

Notice is hereby given that "Mount Royal Ob-Gyn Group Ltd." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 1st day of August, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 3rd day of October, 1966.

(Sceau)
MORRIS SABIN,
Secretary.

17265-o 3613-66

Villa Christine Ltd.

Notice is hereby given that "Villa Christine Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of June, 1961, has established its head office and principal place of business at suite 2104, 800 Victoria Square, Montreal, Province of Quebec.

Dated at Montreal, this 3rd day of November, 1966.

GIAN CARLO TOZZI,
Vice-President.

17266-o 12902-61

**Annuaire téléphonique judiciaire
(1965) inc.**

Notice is hereby given that "Annuaire téléphonique judiciaire (1965) inc.", has been incor-

corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 26 novembre 1965, et que son siège social est situé à 2830, Maplewood, app. 402, à Montréal, province de Québec.

Montréal, le 31 octobre 1966.

(Sceau)

La Présidente,
LUCIENNE GAGNON.

17276-0

5193-65

Capri (Trois-Rivières) inc.

Avis est donné que « Capri (Trois-Rivières) inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en conformité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 11 janvier 1966, et ayant son siège social à Trois-Rivières-Ouest, a établi son bureau à 7371, rue Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Trois-Rivières, le 27 octobre 1966.

(Sceau)

Le Secrétaire,
MADELEINE TRÉPANIÉ POISSON.

17277-0

130-66

porated in virtue of Part I of the Quebec companies Act, by letters patent dated November 26, 1965, and that its head office is situated at 2930 Maplewood, Apt. 402, in Montreal, Province of Quebec.

Montreal, October 31, 1966.

(Seal)

President,
LUCIENNE GAGNON.

17276

5193-65

Capri (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that "Capri (Trois-Rivières) inc.", incorporated by letters patent issued in conformity with Part I of the Companies Act, dated January 11, 1966, and having its head office at Trois-Rivières-West, has established its office at 7371 Notre-Dame Street, Trois-Rivières-West.

From and after the date of this notice, the said office will be considered as being the head office of the company.

Trois-Rivières, October 27, 1966.

(Seal) MADELEINE TRÉPANIÉ POISSON,
Secretary.

17277

130-66

Demande à la Législature

Compagnie du Trust National Ltée

Avis est par les présentes donné que « Compagnie du Trust National Ltée », s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session afin d'obtenir l'adoption d'un acte modifiant la loi 63 Victoria, chapitre 78, afin de modifier ses pouvoirs de détenir des immeubles dans la province de Québec.

Montréal, le 14 octobre 1966.

Les Procureurs de la requérante,

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
17036-42-2-0 LAING, WELDON & COURTOIS.

Application to Legislature

National Trust Company, Limited

Notice is hereby given that "National Trust Company, Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act amending the act 63 Victoria, chapter 78, for the purpose of amending its powers to hold real estate and immovable property in the Province of Quebec.

Montreal, October 14, 1966.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,

LAING, WELDON & COURTOIS,
17036-42-2-0 Attorneys for the applicant.

Ministère de l'Éducation

Parent, Diss.

Demande est faite d'abolir les syndics d'écoles pour la municipalité de Parent, dans le comté de Lavolette.

Québec, le 28 octobre 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

JEAN-JACQUES BERTRAND.

17178-44-3-0

330-66

Institut Maisonneuve Inc.

Avis est par les présentes donné que le permis accordé à « Institut Maisonneuve Inc. », 3555 est, Boulevard Métropolitain, Montréal, en vertu de la Loi des écoles professionnelles privées, Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 244, est révoqué à compter du 31 octobre 1966, conformément à l'article 6 de ladite loi.

Le sous-ministre de l'Éducation,

17246-0 ARTHUR TREMBLAY.

Department of Education

Parent, Diss.

Application is made to abolish the school trustees for the Municipality of Parent, in the county of Lavolette.

Quebec, October 28, 1966.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

17178-44-3

330-66

Institut Maisonneuve Inc.

Notice is hereby given that the license granted to "Institut Maisonneuve Inc.", 3555 Metropolitan Boulevard East, Montreal, in virtue of the private vocational Schools Act, Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 244, is repealed from and after October 31, 1966, in conformity with section 6 of the said Act.

ARTHUR TREMBLAY,

17246 Deputy Minister of Education.

Ministère des Finances

Assurances

L'Unique, Compagnie d'Assurance Vie Unique Life Insurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est donné, par les présentes, que Messieurs: Hervé Baribeau, industriel, 13, place

Department of Finance

Insurance

L'Unique, Compagnie d'Assurance Vie Unique Life Insurance Company

Notice of formation of an insurance company

Notice is hereby given that Messieurs: Hervé Baribeau, Industrial, 13, Place Baribeau, Lévis,

Baribeau, Lévis, J.-L. Boulanger, conseiller financier, 2110, rue Bois-Joli, Sillery, Jules Landry, c.r., avocat, 915, rue Coulomb, Arvida, Yves-J. Ménard, administrateur, 125, avenue Arlington, Westmount 6, Pierre Chamberland, m.s.c., administrateur, 174, Tailhandier, Boucherville, Roland Hallé, m.s.c., administrateur, 3018, de Louvigny, Ste-Foy, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 295, S.R.Q. 1964), sous le nom de «L'Unique, Compagnie d'Assurance Vie — Unique Life Insurance Company», dont le siège social sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec, ayant un capital-actions de cinq millions de dollars (\$5,000,000.00) divisé en cinq cent mille (500,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et ayant le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de la personne, et, sans restreindre l'étendue générale de ce pouvoir, faire des contrats: d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'invalidité, contre la maladie et contre tous autres risques de même nature, d'indemnisation de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, de traitements dentaires, de soins d'infirmière, pharmaceutiques, et de tous autres frais du même genre encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité, le tout sous réserve des dispositions de la Loi de l'assurance-hospitalisation, de capitalisation ou de fonds d'amortissement, d'annuité et de rente fixes, d'annuité et de rente variables.

Donné à Québec, ce 2e jour de novembre 1966.

La signature des requérants.

HERVÉ BARIBEAU,
J.-L. BOULANGER,
JULES LANDRY,
YVES-J. MÉNARD,
PIERRE CHAMBERLAND,
ROLAND HALLÉ.

17168-44-4-o

**St. Lawrence Sugar Refineries, Limited
Employees' Benefit Society**

Avis de nomination d'un liquidateur

Avis est donné, par les présentes, qu'à une assemblée générale spéciale des membres de «St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society», tenue le 27 octobre 1966, le soussigné, Charles Gareau, 4026 est, rue Notre-Dame, Montréal 4, province de Québec, a été nommé liquidateur de ladite société, conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de Procédure civile, ce 27e jour d'octobre 1966.

Le Liquidateur,
CHARLES GAREAU.

17242-o

J.-L. Boulanger, Financial Adviser, 2110, Bois-Joli Street, Sillery, Jules Landry, q.c., Lawyer, 915, Coulomb Street, Arvida, Yves-J. Ménard, Administrator, 125, Arlington Avenue, Westmount 6, Pierre Chamberland, m.s.c., Administrator, 174, Tailhandier, Boucherville, Roland Hallé, m.s.c., Administrator, 3018, de Louvigny, Ste-Foy, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 295, R.S.Q. 1964), under the name of "L'Unique, Compagnie d'Assurance Vie — Unique Life Insurance Company", with head office in Ste-Foy, judicial district of Quebec, and a share capital of five million dollars (\$5,000,000.00) divided up into five hundred thousand (500,000) shares of a par value of one ten dollars (\$10.00) each and with the power to transact insurance and reinsurance of person, and without limiting the general scope of this power, to make contracts of life insurance, accident, disability, sickness and all other risks of same nature, hospital expense indemnification, medical surgical, dental treatment, nursing, pharmaceutical and all other similar expenses on account of accident, sickness or maternity, all subject to the provisions of hospital insurance act, capitalization or sinking-fund, annuities and fixed life rents and variable annuities and life rents.

Given at Quebec, this 2nd day of November 1966.

Signatures of the petitioners.

HERVÉ BARIBEAU,
J.-L. BOULANGER,
JULES LANDRY,
YVES-J. MÉNARD,
PIERRE CHAMBERLAND,
ROLAND HALLÉ.

17168-44-4-o

**St. Lawrence Sugar Refineries, Limited
Employees' Benefit Society**

Notice of appointment of a liquidator

Notice is hereby given that on the 27th of October 1966, at a special general meeting of the members of "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited Employees' Benefit Society", the undersigned, Charles Gareau, 4026, Notre Dame Street East, Montreal 4, province of Quebec, was appointed liquidator of the affairs of the said society pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said association must be sworn to and filled with me within the thirty days following the present notice.

Given pursuant to article 872 of the Code of Civil Procedure, the 27th day of October 1966.

CHARLES GAREAU,
Liquidator.

17242-o

**Ministère des Terres et Forêts Department of Lands and Forests
Cadastre**

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, division d'enregistrement de Terrebonne.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of Ste-Thérèse-Ouest, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 102-155 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1966.

17267 *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lot 102-155 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 3, 1966.

17267-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère de la Voirie

Avis

Les deux sections de l'ancienne route Jeffrey, la première d'une longueur de 310 pieds et la seconde d'une longueur de 689 pieds, au nord-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 432 et P. 438, dans la municipalité de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie.

Québec, 31 octobre 1966.

17268-o *Le Ministre de la Voirie par intérim,*
PAUL E. ALLARD.

Department of Roads

Notice

The two sections of the old Jeffrey highway, the first of a length of 310 feet and the second of a length of 689 feet, on the north-east of the new highway, facing lots Nos. P. 432 and P. 438, in the municipality of the parish of Ste-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska, will no longer be maintained by the Department of Roads.

Quebec, October 31, 1966.

17268 PAUL E. ALLARD,
Minister of Roads pro tem.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 7 septembre 1966.

M. Maurice Fauteux, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal: nommé en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1964, chapitre 20, article 72), à compter du 7 septembre 1966, juge des sessions, avec juridiction dans toute la province, mais particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Maurice Fauteux, vu sa présente nomination comme juge des sessions, étant aussi autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 7 septembre 1966, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

M. Réginald-D. Tormey, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en loi de la Reine, de Montréal: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Réginald-D. Tormey, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 7 septembre 1966, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-o 41-66

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, September 7, 1966.

Mr. Maurice Fauteux, advocate, member of the Bar of the province and Queen's Counsel, of Montreal, appointed, in virtue of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 20, section 72), from and after September 7, 1966, Judge of Sessions with jurisdiction in the whole province, but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the city of Montreal or in the immediate neighborhood, the said Mr. Maurice Fauteux, owing to his present appointment as Judge of Sessions, being also authorized to practice, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, from and after September 7, 1966, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of the Criminal Code.

M. Réginald-D. Tormey, advocate, member of the Bar of the province and Queen's Counsel, of Montreal, appointed in virtue of section 117 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 20) judge of the Provincial Court, with jurisdiction in the whole province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, pursuant to section 126 of the Quebec Revised Statutes, 1964, chapter 20, as District Magistrate as regards the jurisdictions granted by the laws of the Parliament of Canada to the district magistrates, either that these jurisdictions be attributed to them under the title of Magistrate or "district Magistrate", with residence in the city of Montreal or in the neighborhood, the said Mr. Réginald D. Tormey, owing to his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of District, being authorized to practice under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, from and after September 7, 1966, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of this Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188 41-66

**Ministère des
Affaires municipales**

**Department of
Municipal Affairs**

Ville d'Iberville

(ERRATUM)

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1780 du 12 octobre 1966 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964 chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 344 du conseil municipal de la ville d'Iberville, modifié par une résolution en date du 3 octobre 1966, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville, et annexé à la ville d'Iberville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection du côté est du chemin séparant les deuxième et troisième concession avec le côté sud de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (lot 485); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté est dudit chemin en allant vers le nord jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; ledit côté nord de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'au côté ouest d'un chemin limitant à l'ouest la deuxième concession; le côté ouest dudit chemin avant son élargissement en allant vers le sud jusqu'à sa rencontre avec le côté sud de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, et enfin ledit côté sud de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
17063-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Drummondville

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou
qu'elles pourront concerner.

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux
de la cité de Drummondville et du village de
Drummondville-Ouest, comté de Drummond, a
adopté, à la majorité absolue de ses membres, un
règlement autorisant la présentation d'une requê-
te conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil

Town of Iberville

(ERRATUM)

Notice is hereby given that by Order in Council No. 1780 of October 12, 1966, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 344 of the municipal council of the town of Iberville, amended by a resolution dated October 3, 1966, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and hereunder described is detached from the municipality of the parish of Saint-Athanase, county of Iberville, and annexed to the town of Iberville.

This territory is the following:

A territory which is presently part of the municipality of the parish of Saint-Athanase, county of Iberville, including in reference to the official cadastre of the said parish, lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as roads, routes, railroad right of ways, or parts of these, the whole enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

Starting from the intersection point of the east side of the road separating the second and third concession with the south side of the railroad right of way of the Canadian National Railway Company (lot 485); thence, successively, the following lines and demarcations: the east side of the said road going towards the north up to the north side of the railroad right of way of the Canadian Pacific Railway Company; the said north side of the said right of way going towards the west up to the west side of the road limiting to the west of the second concession; the west side of the said road before its enlargement going towards the south up to its meeting with the south side of the railroad right of way of the Canadian National Railway Company, and finally the said south side of the said right of way going towards the east up to the point of departure.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
17063 Deputy Minister of Municipal Affairs.

City of Drummondville

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God, of the United Kingdom, Canada, and her
other Realms and Territories, Queen, Head of
the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come
or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS each of the Municipal Councils of
the city of Drummondville and of the village of
Drummondville-West, county of Drummond, has
adopted, with the absolute majority of its
members, a regulation authorizing the presenta-
tion of a joint petition authorizing the presen-

le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU qu'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 9 mars 1966, a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU qu'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1725, en date du 5 octobre 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées fusionnant la cité de Drummondville et le village de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de « cité de Drummondville », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est « cité de Drummondville »;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des Terres et Forêts le 23 septembre 1966; cette description apparaît dans la première annexe du décret ci-haut mentionné;

3° La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes;

4° Les dispositions législatives spéciales suivantes s'appliquent à la nouvelle municipalité:

2 *Geo. VI (1938) chap. 113*

art. 7 al. b

art. 13

art. 14, seulement pour l'article 482a

3 *Geo. VI (1939) chap. 111*

art. 3

9 *Geo. VI (1945) chap. 83*

art. 1, 2, 3 et 5, à l'exception de l'article 117 de la Loi des cités et villes qui s'appliquera.

11 *Geo. VI (1947) chap. 89*

art. 2

art. 5, uniquement pour le paragraphe 31c

art. 7

14-15 *Geo. VI (1950-51) chap. 80*

art. 7

art. 8

5-6 *El. II (1957) chap. 83*

art. 5

6-7 *El. II (1958) chap. 62*

art. 1

art. 3

7-8 *El. II (1959) chap. 62*

art. 1

art. 3

8-9 *El. II (1960) chap. 113*

art. 2

art. 7

Ces dispositions apparaissent dans la deuxième annexe du décret ci-haut mentionné;

5° Jusqu'à la première élection générale, le conseil sera composé de onze (11) membres, savoir: le conseil actuel de la cité de Drummondville et deux (2) membres du conseil de la corporation municipale du village de Drummondville-

tation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking that he grant letters patent amalgamating these municipalities, and creating a new municipality under the authority of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated March 9, 1966, has been forwarded to the Minister of Municipal Affairs and to the Quebec Municipal Commission;

WHEREAS no request for an inquiry was made to the Quebec Municipal Commission and that the latter did not hold public hearings;

WHEREAS it is expedient to give effect to the joint petition;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1725, dated October 5, 1966, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that letters patent be issued amalgamating the city of Drummondville and the village of Drummondville-West, county of Drummond, and creating a new city municipality, under the name of "City of Drummondville", on the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are the following:

1. The name of the new municipality is "City of Drummondville";

2. The territory of the new municipality is that which the Department of Lands and Forests officially described on September 23, 1966; this description appears in the first annex of the decree hereabove mentioned;

3. The new municipality is ruled by the Cities and Towns Act;

4. The following special legislative provisions apply to the new municipality:

2 *George VI (1938) chapter 113*

sec. 7 al. b.

sec. 13.

sec. 14, only for section 482a

3 *George VI (1939) chapter 111*

sec. 3

9 *George VI (1945) chapter 83*

sec. 1, 2, 3 and 5, with the exception of section 117 of the Cities and Towns Act which will apply.

11 *George VI (1947) chapter 89*

sec. 2

sec. 5, only for paragraph 31c

sec. 7

14-15 *George VI (1950-51) chapter 80*

sec. 7

sec. 8

5-6 *Elizabeth II (1957) chapter 83*

sec. 5

6-7 *Elizabeth II (1958) chapter 62*

sec. 1

sec. 3

7-8 *Elizabeth II (1959) chapter 62*

sec. 1

sec. 3

8-9 *Elizabeth II (1960) chapter 113*

sec. 2

sec. 7

These provisions appear in the second annex of the decree hereabove mentioned;

5. Until the first general election, the Council will be composed of eleven (11) members, to wit: the actual Council of the city of Drummondville and two (2) members of the Council of the municipal corporation of the village of Drum-

Ouest, lesquels seront désignés par résolution du conseil de ladite municipalité du village de Drummondville-Ouest, à l'une quelconque de ses séances régulières, entre l'adoption du présent règlement et l'émission des lettres patentes. Le maire de la nouvelle municipalité sera le maire actuel de la cité de Drummondville;

Advenant qu'un membre désigné pour le territoire de Drummondville-Ouest ne puisse terminer ce mandat provisoire, son successeur sera élu par les électeurs de Drummondville-Ouest suivant les dispositions des lois en vigueur dans la nouvelle municipalité. Pour cette élection, seuls seront éligibles les électeurs qualifiés de Drummondville-Ouest.

6° La première séance du conseil sera tenue le lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'hôtel de ville de la cité de Drummondville;

7° Le freffier de la cité de Drummondville est autorisé à préparer la confection de la liste des électeurs en temps utile pour la première élection générale;

8° La première élection générale du maire et des échevins a lieu le premier lundi du mois de novembre 1967. Les élections générales subséquentes ont ensuite lieu tous les quatre (4) ans, le premier lundi de novembre;

9° À compter de la première élection générale, le conseil municipal est composé du maire et de huit (8) échevins;

10° Les officiers de la cité de Drummondville deviennent les officiers de la nouvelle cité;

11° La nouvelle municipalité est formée d'un seul quartier;

12° Le rôle d'évaluation qui sera en vigueur à Drummondville-Ouest au moment de l'approbation dudit règlement par les conseils concernés, servira de base à l'assiette fiscale du territoire de cette municipalité jusqu'au 1er janvier 1968;

13° Les dettes par obligation de chaque municipalité, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, sont payables suivant les règlements existants;

Jusqu'au premier janvier 1968, pour le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest, la taxe générale est fixée au taux actuellement en vigueur dans ce territoire;

Tous les travaux municipaux qui, de par leur nature, sont susceptibles de bénéficier aux contribuables de la nouvelle municipalité, seront payés par l'ensemble des contribuables du territoire, mais tous les travaux d'amélioration locale seront à la charge des secteurs déterminés par le conseil. Le territoire actuel du village de Drummondville-Ouest est considéré comme un secteur;

14° La cité de Drummondville étend au nouveau territoire tous les services qu'elle fournit;

15° La cité de Drummondville et la municipalité du village de Drummondville-Ouest conservent la réglementation concernant le zonage actuellement en vigueur dans chacune de ces municipalités, tant que cette réglementation ne sera pas amendée;

Cependant la réglementation de l'actuelle cité de Drummondville en matière de construction devient en vigueur sur tout le territoire de la nouvelle cité;

16° La nouvelle cité s'engage à se porter acquéreur de l'actif et du passif de la compagnie des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc., si cette dernière juge à propos de vendre, à un prix qui ne devra pas être inférieur au montant total des souscriptions privées, de façon à rendre possible

mondville-West, which will be designated by a resolution of the Council of the said municipality of the village of Drummondville-West, at one of the regular meetings, between the adoption of the present by-law and the issuance of letters patent. The mayor of the new municipality will be the actual mayor of the city of Drummondville;

In the event of a member designated by the territory of Drummondville-West being unable to terminate this provisional mandate, his successor will be elected by the electors of Drummondville-West following the provisions of the laws in force in the new municipality. For this election, only qualified electors from Drummondville-West will be eligible.

6. The first meeting of the Council will be held on the Monday following the coming into force of the letters patent and will take place at the Town Hall of the city of Drummondville;

7. The clerk of the city of Drummondville is authorized to prepare the drawing-up of the list of electors in due time for the first general election;

8. The first general election of the mayor and aldermen is held on the first Monday of the month of November, 1967. The subsequent general elections then take place every four (4) years, on the first Monday of November;

9. From and after the first general election the municipal Council is composed of a mayor and eight (8) aldermen;

10. The officers of the city of Drummondville will become the officers of the new city;

11. The new municipality is formed of a single ward;

12. The valuation roll which will come into force in Drummondville-West at the moment of the approbation of the said by-law by the Councils concerned, will serve as a fiscal basis for the territory of this municipality until January 1, 1968;

13. The debts by obligation of each municipality, contracted in pursuance to the regulations already promulgated, are payable following the existing by-laws;

Until the first of January, 1968, for the actual territory of the village of Drummondville-West, the general tax is fixed according to the actual tax in force in this territory.

All the municipal works which, by their nature, are susceptible to benefit the tax-payers of the new municipality, will be paid by the entire tax-payers of the territory, but all the local amelioration work will be charged to the sectors determined by the Council. The actual territory of the village of Drummondville-West is considered as a sector;

14. The city of Drummondville extends to the new territory all the services it renders;

15. The city of Drummondville and the municipality of the village of Drummondville-West keep the regulation concerning the actual zonage in force in each of these municipalities, as long as this regulation will not be amended;

However, the regulation of the actual city of Drummondville in relation to construction becomes in force on all the territory of the new city;

16. The new city wishes to become purchaser of the assets and liabilities of the compagnie des Loisirs de Drummondville-Ouest Inc., if the latter wishes to sell, at a price which must not be inferior to the total amount of the private subscriptions, in order to render possible the

le remboursement intégral des souscriptions privées faites et payées au 2 septembre 1965, sans intérêts. Aussi longtemps que la compagnie continuera elle-même à administrer ses actifs, la nouvelle cité s'engage à lui louer pour un loyer annuel de \$1.00, le terrain nécessaire à ces fins et actuellement occupé, et la nouvelle cité s'engage à parfaire les travaux d'aménagement du Parc Frigon d'ici cinq (5) ans selon les plans et devis de l'architecte-paysagiste Alfred DeVinch, en date du 4 juin 1962;

17° La rémunération des membres du nouveau conseil sera de \$3,000.00 par an pour les échevins, et de \$6,000.00 pour le maire, les membres du conseil ayant en plus droit à des frais de représentation de \$1,000.00 par an pour les échevins et de \$4,000.00 par an pour le maire, à compter de la date des lettres patentes. En outre, le conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses de voyage et autres, réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation municipale, pourvu qu'elles soient autorisées par résolution du conseil.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi de ces lettres patentes est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

1^{ère} Annexe

Description officielle du territoire à être érigé en une municipalité de cité sous le nom de « Cité de Drummondville ».

Le territoire actuel des municipalités de la cité de Drummondville et du village de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, comprenant en référence aux cadastres officiels de la ville de Drummondville Quartier Nord, Est, Sud, Ouest et du canton de Grantham, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection du côté nord-est du chemin de 4^e rang du canton de Grantham (ou boulevard Lemire avant son élargissement) avec le côté sud-est de la route Trans-Canadienne No 9 (boulevard Sir Wilfrid-Laurier); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud-est de la route Trans-Canadienne No 9 en allant vers le nord-est et l'est en suivant parallèlement la ligne médiane principale de ladite route jusqu'à la rive gauche de la

integral reimbursement of the private subscriptions made and payed on September 2, 1965, without interest. As long as the company will continue to administer its assets itself, the new city engages itself to rent from them for an annual rent of \$1.00, the land necessary for these purposes and actually occupied, and the new city engages itself to complete the working arrangements for Frigon Park within five (5) years according to the plans and estimates of Alfred DeVinch, landscapeist, dated June 4, 1962;

17. The pay of the members of the new council will be of \$3,000.00 yearly for the aldermen, and of \$6,000.00 for the mayor, the members of the council having in addition, right to representation costs of \$1,000.00 yearly for the aldermen and of \$4,000.00 yearly for the mayor, from and after the date of the letters patent. Moreover, the Council can also authorize the payment of travelling and other expenses, really incurred by a member of the Council for the account of the municipal corporation, provided that it is authorized by a resolution of the Council.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the granting of these letters patent is given in conformity with the provisions of section 13 of The Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

1st Annex

Official description of the territory to be erected into a city municipality under the name of "City of Drummondville".

The present territory of the municipalities of the city of Drummondville and of the village of Drummondville-West, county of Drummond, including in reference to the official cadastres of the town of Drummondville, north, east, south and west ward and of the township of Grantham, lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as roads, routes, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of these, the whole enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

Starting from the intersection point of the northeast side of the road of the 4th range of the township of Grantham (or Lemire Boulevard before its enlargement) with the southeast side of Trans-Canadian Route No. 9 (Sir Wilfrid-Laurier Boulevard); thence, successively, the following lines and demarcations: the southeast side of Trans-Canadian Route No. 9 going towards the northeast and the east by following in a direction parallel to the principal median

rivière St-François; ladite rive gauche de la rivière St-François en remontant son cours jusqu'à l'embouchure de la rivière Noire; une ligne dans la rivière St-François, allant vers l'est et perpendiculaire à la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à ladite ligne médiane; la ligne médiane de la rivière St-François en remontant son cours jusqu'à une autre ligne perpendiculaire à ladite ligne médiane et originant au point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 185 du cadastre officiel de la ville de Drummondville, Quartier Nord, avec la rive droite de la rivière St-François; cette dernière ligne perpendiculaire; puis en référence audit cadastre officiel, la ligne nord-ouest du lot 185; une ligne brisée limitant au nord-est les lots 185, 175, 173, 47, 44, 7 et 1, au nord-ouest les lots 175 et 47, au sud-est les lots 7 et 1, cette ligne traversant les chemins qu'elle rencontre et se prolongeant par la ligne sud-est du lot 1 jusqu'à la ligne médiane de la rivière St-François; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Wickham et de Grantham; ledit prolongement en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté nord-est de la rue Lafontaine; ledit côté nord-est de ladite rue en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 139 et 140 du cadastre officiel du canton de Grantham; puis en référence audit cadastre officiel, ladite ligne séparative jusqu'au côté nord-est du boulevard St-Joseph (ancien chemin de fer); le côté nord-est dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot de subdivision 139-958-1; ledit prolongement et ladite ligne sud-est des lots de subdivision 139-958-1 et 139-958 jusqu'au côté nord-est du chemin du 4e rang (boulevard Lemire avant son élargissement) et enfin ledit côté nord-est dudit chemin vers le nord-ouest jusqu'au point de départ;

lequel territoire à être érigé en une municipalité de cité sous le nom de « Cité de Drummondville », les municipalités actuelles de la cité de Drummondville et du village de Drummondville-Ouest, dans le comté municipal de Drummond, devant cesser d'exister.

Ministère des Terres et Forêts, Québec, le 23 septembre 1966.

Préparée par l'Arpenteur-géomètre,
GÉRARD TANGUAY.

Approuvé par le Directeur du
Service des Arpentages
et de la géodésie,

17281-0 ÉMILIE POULIOT, A.-G.

Cité de Joliette

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que chacun des conseils municipaux
de la cité de Joliette et la municipalité de Joliette-

line of the said route up to the left shore of the St-François River; the said left shore of the St-François River climbing its course up to the mouth of the Noire River; a line in the St-François River, going east and perpendicular to the median line of the said River up to the said median line; the median line of St-François River climbing its course up to another perpendicular line to the said median line and originating at the intersection point of the northwest line of lot 185 of the official cadastre of the town of Drummondville, north ward, with the left shore of St-François River; this latter line perpendicular; then in reference to the said official cadastre, the northwest line of lot 185; a broken line limiting on the northeast of lots 185, 175, 173, 47, 44, 7 and 1, on the northwest of lots 175 and 47, on the southeast of lots 7 and 1, this line crossing the roads it meets and prolonging itself by the southeast line of lot 1 up to the median line of St-François River; the median line of the said river climbing its course up to the prolongation of the separative line of the townships of Wickham and Grantham; the said prolongation going towards the southwest up to the northeast side of Lafontaine Street; the said northeast side of the said street going towards the northwest up to the separative line of original lots 139 and 140 of the official cadastre of the township of Grantham; then, in reference to the said official cadastre, the said separative line up to the northeast side of St-Joseph Boulevard (former railway); the northeast side of the said boulevard going towards the southeast up to the prolongation of the southeast line of subdivision lot 139-958-1; the said prolongation and the said southeast line of subdivision lots 139-958-1; and 139-958 up to the north east side of the road of the 4th range (Lemire Boulevard before its enlargement) and finally the said northeast side of the said road towards the northwest up to the point of departure;

the said territory to be erected into a city municipality under the name of "City of Drummondville", the present municipalities of the city of Drummondville and of the village of Drummondville-West, in the municipal county of Drummond, must cease to exist.

Department of Lands and Forests, Quebec, September 23, 1966.

Prepared by: GÉRARD TANGUAY,
Land-surveyor.

Approved by: ÉMILIE POULIOT,
Director of
the Land-Surveying
and Geodesy Service.

17281

City of Joliette

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace
of God, of the United Kingdom, Canada and
her other Realms and Territories, Queen,
Head of the Commonwealth, Defender of the
faith.

To all those to whom these present letters
shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS each of the municipal Councils
of the city of Joliette and the municipality of

Sud, comté de Joliette, a adopté à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU que les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU qu'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 13 juillet 1966, a été transmis au ministre des affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU qu'une demande d'enquête a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière a tenu une audition publique et suggéré certaines modifications qui ont été apportées;

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1726, en date du 5 octobre 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées fusionnant la cité de Joliette et la municipalité de Joliette-Sud, comté de Joliette, et créant une nouvelle municipalité de cité, sous le nom de « cité de Joliette », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est « cité de Joliette »;

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des Terres et Forêts le 21 avril 1966; cette description apparaît dans l'annexe « A » du décret ci-haut mentionné;

3° Tous les actifs de chacune des municipalités sont transportés à la nouvelle municipalité;

4° Tous les passifs de chacune des municipalités sont transportés et assumés par la nouvelle municipalité, sous la réserve qui découle de l'article « 16 »;

5° Aucune soult ne sera payée à l'une ou l'autre des municipalités;

6° Les dispositions de l'article 523 de la Loi des cités et villes s'appliqueront dorénavant au territoire nonobstant l'article 70, chapitre 124 de la loi 25-26 George V;

7° La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes;

8° Les dispositions législatives spéciales suivantes s'appliquent à la nouvelle municipalité:

a) Les articles 36, 37, 53, 58, 59, 62, 72, 73, 74, 76 et 84 de la loi 25-26 George V, chapitre 124,

b) Les articles 7, 8, 14 sous-paragraphe b, 14 sous-paragraphe f, 24, 25, 26 de la loi 10 George VI, chapitre 63,

c) Les articles 3, 7, 8, 9 et 10 de la loi 12 George VI, chapitre 57,

d) Les articles 18, 19 et 20 de la loi 14 George VI, chapitre 92,

e) La loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 63,

f) Les articles 1, 5 et 7 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 68,

g) Les articles 5, 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 119.

Ces dispositions apparaissent dans l'annexe « D » du décret ci-haut mentionné;

9° Jusqu'à la première élection générale, le conseil sera composé d'un maire et de dix échelons. Le maire de la cité de Joliette devient le

Joliette-South, county of Joliette, has adopted, by the absolute majority of its members, a regulation authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking him to issue letters patent amalgamating these municipalities, and creating a new municipality under the authority of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated July 13, 1966, has been transmitted to the Minister of Municipal Affairs and to the Quebec Municipal Commission;

WHEREAS a request for an inquiry was made to the Quebec Municipal Commission, and that the said Commission held a public hearing and suggested certain amendments which were made;

WHEREAS it is expedient to grant this joint petition;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1726, dated October 5, 1966, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that letters patent be issued amalgamating the city of Joliette and the municipality of Joliette-South, county of Joliette, and creating a new city municipality, under the name of "City of Joliette", on the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are the following:

1. The name of the new municipality is "City of Joliette";

2. The territory of the new municipality is that which was officially described by the Department of Lands and Forests on April 21, 1966; this description appears in annex "A" of the above-mentioned decree;

3. All the assets of each of the municipalities are transferred to the new municipality;

4. All the liabilities of each of the municipalities are transferred to and assumed by the new municipality, under the reservation which springs from section "16";

5. No compensation will be paid to either of the municipalities;

6. The provisions of section 523 of the Cities and Towns Act will apply, henceforth, to the territory, notwithstanding section 70, chapter 124 of Act 25-26 George V;

7. The new municipality is governed by the Cities and Towns Act;

8. The following special legislative provisions apply to the new municipality:

(a) Sections 36, 37, 53, 58, 59, 62, 72, 73, 74, 76 and 84 of Act 25-26 George V, chapter 124,

(b) Sections 7, 8, 14, sub-paragraph b, 14 sub-paragraph f, 24, 25, 26 of Act 10 George VI, chapter 63,

(c) Sections 3, 7, 8, 9 and 10 of Act 12, George VI, chapter 57,

(d) Sections 18, 19 and 20 of Act 14 George VI, chapter 92,

(e) Act 3-4 Elizabeth II, chapter 63,

(f) Sections 1, 5 and 7 of Act 6-7 Elizabeth II, chapter 68,

(g) Sections 5, 8, 9, 10, 11 and 12 of Act 8-9 Elizabeth II, chapter 119.

These provisions appear in annex "D" of the above-mentioned decree;

9. Until the first general election, the Council will be composed of a Mayor and ten aldermen. The Mayor of the City of Joliette becomes the

maire de la nouvelle municipalité. Les neuf échevins actuels de la cité de Joliette et un membre du conseil de la municipalité de Joliette-Sud en deviennent les échevins;

Le membre du conseil de Joliette-Sud sera désigné par les membres actuels du conseil de la municipalité de Joliette-Sud, lors d'une assemblée tenue à cette fin, dans les quinze jours suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Pour cette assemblée, le conseil suivra les dispositions du Code municipal. Si cette assemblée n'est pas tenue dans les délais fixés, le ministre des Affaires municipales en détermine la date et le mode de convocation. La vacance, à cette charge, survenant avant la première élection générale, sera comblée par une résolution du conseil de la cité de Joliette, en choisissant parmi les électeurs propriétaires de l'ancienne municipalité de Joliette-Sud;

10° La première séance du conseil sera tenue le lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'hôtel de ville de la cité de Joliette;

11° Le secrétaire-trésorier de la cité de Joliette est autorisé à préparer la liste des électeurs en temps utile pour la première élection générale;

12° La première élection générale aura lieu le cinq (5) novembre 1967 et les élections subséquentes auront lieu ensuite tous les trois ans, le premier dimanche juridique de novembre;

13° À compter de la première élection générale, le conseil municipal sera composé du maire et de neuf échevins élus conformément aux dispositions de la loi qui s'applique;

14° Les règlements adoptés antérieurement par la municipalité de Joliette-Sud continueront d'avoir force et effet dans le territoire provenant de Joliette-Sud jusqu'à ce qu'ils soient abrogés par le conseil de la nouvelle municipalité;

15° Cependant, les dispositions des règlements de la corporation de Joliette-Sud incompatibles avec les dispositions des règlements énumérés à l'annexe « B » sont abrogées;

16° Tous les règlements édictés par la cité de Joliette, y compris les règlements relatifs aux emprunts municipaux, continuent d'avoir force et effet dans le territoire de la nouvelle municipalité, et les taxes imposées en vertu de ces règlements, seront à la charge de l'ensemble du territoire si la taxe originale était à charge de l'ensemble du territoire de la cité de Joliette, et les taxes imposées sur un secteur limité demeureront à charge du secteur sur lequel elles ont été imposées.

Sans limiter la portée de ces affirmations générales, les règlements énumérés à l'annexe « B » régissent le territoire de la nouvelle municipalité;

17° Le règlement numéro XLI divisant la municipalité de la cité de Joliette en neuf quartiers pour fins électorales, sera modifié pour étendre le territoire des quartiers 7, 8 et 9 de la cité de Joliette de la façon indiquée à l'annexe « C ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Mayor of the new municipality. The nine present aldermen of the city of Joliette and one member of the Council of the municipality of Joliette-South become the aldermen;

The member of the council of Joliette-South will be designated by the present members of the Council of the municipality of Joliette-South at a meeting held for this purpose, within the fifteen days following the coming into force of the letters patent. For this meeting, the Council will follow the provisions of the Municipal Code. If this meeting is not held within the fixed time limit, the Minister of Municipal Affairs will determine the date and means of convocation thereof. The vacancy in this post, coming before the first general election, will be filled by a resolution of the Council of the City of Joliette, by choosing from among the elector-proprietors of the former municipality of Joliette-South;

10. The first meeting of the Council will be held on the Monday following the coming into force of the letters patent, and it will take place in the City Hall of the City of Joliette;

11. The Secretary-Treasurer of the City of Joliette is authorized to draw up the list of electors in time for the first general election;

12. The first general election will take place on November fifth (5), 1967, and subsequent elections will take place every three years thereafter, on the first juridical Sunday in November;

13. From and after the first general election, the Municipal Council will be composed of a Mayor and nine aldermen elected in conformity with the provisions of the Act which applies thereto;

14. The regulations adopted previously by the municipality of Joliette-South will remain in force and in effect in the territory of Joliette-South until they are repealed by the Council of the new municipality;

15. However, the provisions of the regulations of the Corporation of Joliette-South which are incompatible with the provisions of the regulations enumerated in annex "B" are repealed;

16. All the regulations enacted by the City of Joliette, including the regulations relative to municipal loans will remain in force and in effect in the territory of the new municipality, and the taxes imposed pursuant to these regulations will be borne by the whole of the territory if the original tax was borne by the territory of the City of Joliette, and the taxes imposed on a limited sector will still be borne by the sector on which they were raised.

Without limiting the bearing of these general statements, the regulations enumerated in annex "B" govern the territory of the new municipality;

17. Regulation number XLI dividing the municipality of the City of Joliette into nine wards for electoral purposes, will be amended to extend the territory of wards 7, 8 and 9 of the City of Joliette in the manner indicated in annex "C".

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que les lettres patentes ci-dessus entreront en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1966.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

ANNEXE « A »

Description officielle du territoire de la cité de Joliette

Le territoire actuel de la cité de Joliette et de la municipalité de Joliette-Sud dans le comté municipal de Joliette, comprend, on référence aux cadastres officiels de la ville de Joliette et des paroisses de Saint-Charles-Borromée et de Saint-Paul, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, emprises de chemin de fer, îles, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

partant du sommet de l'angle est du lot 53 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée; de là, successivement, en référence audit cadastre, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est et la ligne sud-ouest dudit lot 53, la dernière ligne prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière l'Assomption; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant à l'ouest de l'île portant le numéro cadastral 15-B jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 15; ledit prolongement et ladite ligne sud-est du lot 15 jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Charles-Borromée et de Saint-Paul; ladite ligne séparative de cadastres en allant vers le nord-ouest jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 4; puis en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul, la ligne sud-est du lot 435 jusqu'au côté ouest de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada (lot cadastral 494); ledit côté ouest de ladite emprise en allant vers le nord jusqu'à une ligne perpendiculaire au prolongement de la ligne séparative des lots 220 et 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée originant en un point sur ledit prolongement à une distance de 300 pieds au sud-ouest du côté sud de l'emprise d'un chemin de fer et mesurée sur ledit prolongement; ladite ligne perpendiculaire à travers les lots 424 et 422 jusqu'à la ligne séparative des lots 421 et 422 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul; ladite ligne séparative de lot en allant vers le sud-ouest sur une distance de 1600 pieds mesurée perpendiculairement à la ligne précédente; une ligne traversant les lots 421, 420 et 419, cette ligne étant parallèle à la ligne perpendiculaire traversant les lots 424 et 422 précédemment décrite; la ligne séparative des lots 418 et 419 en allant vers le nord-est jusqu'à une ligne perpendiculaire au prolongement de la ligne séparative des lots 220 et 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée originant en un point sur

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the above letters patent will enter into force from and after December 1, 1966.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

ANNEX "A"

Official Description of the territory of the City of Joliette

The present territory of the City of Joliette and of the municipality of Joliette-South in the municipal county of Joliette include, in reference to the official cadasters of the Town of Joliette and of the parishes of Saint-Charles-Borromée and of Saint-Paul, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, railroad right of ways, islands, watercourses or parts of the same, the whole enclosed within the perimeter hereinafter described, to wit:

starting at the summit of the east corner of lot 53 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée; thence, successively, in reference to the aforementioned cadaster, the following lines and demarcations: the southeast line and the southwest line of said lot 53, the latter line extended as far as the center-line of l'Assomption River; the center-line of the said river flowing upstream and passing to the west of the island bearing cadastral number 15-B as far as the extension of the southeast line of lot 15; the said extension and the said southeast line of lot 15 as far as the line separating the cadasters of the parishes of Saint-Charles-Borromée and Saint-Paul; the said line separating the cadasters going towards the northwest as far as the summit of the west angle of lot 4; then, in reference to the official cadaster of the parish of Saint-Paul, the southeast line of lot 435 as far as the west side of the right of way of the Canadian National Railroad Company (cadastral lot 494); the said west side of the said right of way going towards the north as far as a line perpendicular to the extension of the line separating lots 220 and 222 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée originating at a point on the said extension at a distance of 300 feet to the southwest of the south side of the railroad right of way measured on the said extension; the said perpendicular line across lots 424 and 422 as far as the line separating lots 421 and 422 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul; the said line separating the lots going towards the southwest to a distance of 1600 feet measured perpendicularly to the preceding line; a line crossing lots 421, 420 and 419, this line being parallel to the perpendicular line crossing lots 424 and 422 described above; the line separating lots 418 and 419 going towards the northeast as far as a line perpendicular to the extension of the line separating lots 220 and 222 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée originating at a point on the said extension at a distance of 50 feet to the

ledit prolongement à une distance de 50 pieds au sud-ouest du côté sud de l'emprise d'un chemin de fer et mesurée sur ledit prolongement; ladite ligne perpendiculaire et ledit prolongement de la ligne séparative des lots 220 et 222 jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Paul et de Saint-Charles-Borromée; ladite ligne séparative de cadastres en allant vers le nord-ouest et le sud-ouest jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; ledit côté nord de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des cadastres ci-haut mentionnés; ladite ligne séparative de cadastres en allant vers le nord-ouest et le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 224 et 227 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée; puis en référence à ce dernier cadastre, ladite ligne séparative de lots jusqu'à un point à une distance de 126.52 pieds au sud-ouest du boulevard Sainte-Anne; une ligne traversant le lot originaire 224 jusqu'au coin nord du lot 223-101; la ligne nord-est des lots de subdivision 223-101, 223-114, 223-145, 223-144, 223-147, 222-104, 222-88, 222-81 et 222-55, cette ligne se prolongeant également à travers les rues portant les numéros 223-100, 222-100 et 222-68; la ligne séparant les lots 222 et 221 des lots 220 et 218 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière l'Assomption; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; ledit côté nord-ouest de ladite emprise jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 88 des lots 82, 81 et 80; ledit prolongement et la ligne séparant le lot 88 des lots 82, 81 et 80; la ligne séparative des lots 88 et 79; la ligne nord-est des lots 79, 78, 77, 76, 74, 73, 72, 71, 70, 69 et 68; partie de la ligne nord-ouest du lot 57; la ligne nord-ouest et la ligne nord du lot 56 et la ligne nord du lot 54; la ligne est des lots 54 et 55 jusqu'au milieu du ruisseau St-Thomas; la ligne médiane dudit ruisseau en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne est du lot 61; la ligne est dudit lot et son prolongement à travers un chemin et dans le côté est d'un autre chemin limitant à l'est ledit lot 61; la ligne nord-est des lots 35 à 44 inclusivement et des lots 46, 47, 50, 51, 52 et 53 jusqu'au point de départ; lequel territoire à être érigé en municipalité sous le nom de cité de Joliette, les municipalités actuelles de Joliette-Sud et de la cité de Joliette devant être fusionnées.

Ministère des Terres et Forêts, Québec, le 21 avril 1966.

Préparée par l'Arpenteur-géomètre,
GÉRARD TANGUAY.

Approuvée par le Directeur du
Service des Arpentages,
ÉMILIE POULIOT, A.-G.

17281-6

south-west of the south side of the railroad right of way and measured on the said extension; the said perpendicular line and the said extension of the line separating lots 220 and 222 as far as the line separating the cadasters of the parishes of Saint-Paul and Saint-Charles-Borromée; the said line separating the cadasters going towards the northwest and the southwest as far as the north side of the Canadian National Railroad Company right of way; the said north side of the said right of way going towards the west as far as the line separating the above-mentioned cadasters; the said line separating the cadasters going towards the northwest and the southwest as far as the line separating lots 224 and 227 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée; then, in reference to the latter cadaster, the said line separating the lots as far as a point at a distance of 126.52 feet to the southwest of Sainte-Anne Boulevard; a line crossing original lot 224 as far as the north corner of lot 223-101; the northeast line of subdivision lots 223-101, 223-114, 223-145, 223-144, 223-147, 222-104, 222-88, 222-81 and 222-55, this line extending, also, across the streets bearing numbers 223-100, 222-100 and 222-68; the line separating lots 222 and 221 from lots 220 and 218 and its extension as far as the center-line of L'Assomption River; the center-line of the said river flowing downstream as far as the northwest side of the Canadian National Railroad Company right of way; the said northwest side of the said right of way as far as the extension of the line separating lot 88 from lots 82, 81 and 80; the said extension and the line separating lot 88 from lots 82, 81 and 80; the line separating lots 88 and 79; the northwest line of lots 79, 78, 77, 76, 74, 73, 72, 71, 70, 69 and 68; part of the northwest line of lot 57; the northwest line and the north line of lot 56 and the north line of lot 54; the east line of lots 54 and 55 as far as the center of St-Thomas brook; the center line of the said brook going towards the west as far as the east line of lot 61; the east line of the said lot and its extension across a road and the east side of another road bordering on the east of said lot 61; the northeast line of lots 35 to 44 inclusively and lots 46, 47, 50, 51, 52 and 53 as far as the starting point; which territory to be erected into a municipality under the name of city of Joliette, the present municipalities of Joliette-South and of the City of Joliette are to be amalgamated.

Department of Lands and Forests, Quebec.
April 21, 1966.

Prepared by: GÉRARD TANGUAY,
Land Surveyor.

Approved by: ÉMILIE POULIOT, L.S.,
Director of
Surveying Service.

17281

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

Avis de réception d'un plan conjoint
des producteurs de bois des Laurentides

Règlement No 162

In re: Projet de plan conjoint des producteurs de
bois de la région de Nicolet.

Draught of the joint plan of wood
producers of the region of Nicolet

By-law No. 162

In re: Draught of the joint plan of wood producers
of the region of Nicolet.

Règlement

Vu le projet de plan conjoint déposé en vertu de la section IV de la Loi des marchés agricoles du Québec, par Messieurs:

Bertrand Lebel	St-Félix Kingsey
René Houle	Gentilly
Lucien Hamel	St-Norbert
Julien Létourneau	Arthabaska
Benoît Normand	St-Valère
Maurice Fontaine	St-Félix Kingsey
Robert Lachance	St-Norbert
Jeffrey Arseneault	St-Félix Kingsey
Jean-B. Gagné	St-Norbert
Lucien Gagné	St-Norbert

tous producteurs mettant en marché le produit agricole visé par le projet de plan conjoint;

Vu la décision No 645 rendue par la Régie des marchés agricoles du Québec le 12 octobre 1966;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi des marchés agricoles du Québec;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec ordonne et décide par le présent règlement No 162 ce qui suit, savoir:

1° Pour être considéré comme un producteur intéressé, au sens de l'article 25 de la Loi des marchés agricoles du Québec et avoir voix au référendum tenu par la Régie en marge du projet de plan conjoint des producteurs de bois de la région de Nicolet, il faut être propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Nicolet, Richmond, Arthabaska et Yamaska et la municipalité de Ste-Christine dans le district électoral de Bagot, et le mettre en marché.

2° Au surplus, pour avoir droit de vote au référendum, tout producteur intéressé doit faire inscrire ses nom et adresse sur la liste officielle établie selon la procédure édictée par le présent règlement. Seuls les producteurs intéressés dont les noms sont inscrits sur la liste finale de la Régie auront le droit de se prononcer en faveur ou contre le plan conjoint proposé et qui fait l'objet du présent référendum;

3° Les requérants doivent établir, au meilleur de leur connaissance, une liste des producteurs intéressés au sens de l'article 1 du présent règlement et la déposer au bureau de la Régie.

4° La Régie procédera alors à une vérification de cette liste en s'informant, auprès de toute personne ou association susceptible selon elle, de la renseigner sur les personnes remplissant les conditions prescrites à l'article 1.

À l'aide de ces renseignements, la Régie modifie, le cas échéant, la liste soumise par les requérants et envoie une copie du projet de plan conjoint, avec un bulletin de vote, aux producteurs intéressés dont les noms apparaissent sur la liste telle que modifiée ou approuvée par la Régie.

5° Pour voter, le producteur doit indiquer sur le bulletin que la Régie lui a fait parvenir, s'il approuve ou non le projet de plan conjoint proposé, dont il a reçu copie. Après avoir indiqué son choix, il remet le bulletin dans une enveloppe spéciale qu'il a reçue à cet effet, et le retourne à la Régie selon les modalités indiquées dans la lettre accompagnant le projet de plan conjoint.

By-law

In view of the draught of the joint plan filed pursuant to section IV of the Quebec Agricultural Marketing Act be Messrs:

Comté de —	County of Drummond
Comté de —	County of Nicolet
Comté de —	County of Arthabaska
Comté de —	County of Arthabaska
Comté de —	County of Arthabaska
Comté de —	County of Drummond
Comté de —	County of Arthabaska
Comté de —	County of Drummond
Comté de —	County of Arthabaska
Comté de —	County of Arthabaska

all producers marketing the farm product mentioned in the draught of the joint plan;

In view of decision No. 645 rendered by the Quebec Agricultural Marketing Board on October 12, 1966;

In view of sections 24 and 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act;

Therefore, the Quebec Agricultural Marketing Board orders and decides the following by the present by-law No. 162, to wit:

1. To be considered as an interested producer in the sense of section 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act, and to have a vote in the referendum held by the Board in reference to the draught of the joint plan of wood producers of the region of Nicolet, one must be the proprietor or possessor, under any title whatsoever, of a wooded lot covering an area of 10 acres and more, lying in the municipal counties of Nicolet, Richmond, Arthabaska and Yamaska, and the municipality of Ste-Christine, in the electoral district of Bagot, and market the product thereof.

2. Moreover, to have the right to vote in the referendum, all interested producers must have their name and address inscribed on the official list established according to the procedure enacted by the present by-law. Only the interested producers whose names are inscribed on the final list of the Board will have the right to pronounce themselves in favour of or against the proposed joint plan which is the object of the present referendum;

3. The petitioners must establish, to the best of their knowledge, a list of interested producers in the sense of section 1 of the present by-law, and file it in the Board's office.

4. The Board will then proceed to verify this list by making inquiries of any person or association capable, in its opinion, of giving information on the persons fulfilling the conditions prescribed in section 1.

With the help of such information, the Board amends, if necessary, the list submitted by the petitioners, and sends a copy of the draught of the joint plan, with a voting-paper, to the interested producers whose names appear on the list as amended or approved by the Board.

5. To vote, the producer must indicate on the voting-paper which the Board sent to him, whether he approves or not of the draught of the proposed joint plan, a copy of which he received. After having indicated his choice, he returns the voting-paper in a special envelope which he received for this purpose, and sends it to the Board in the manner indicated on the letter accompanying the draught of the joint plan.

6° Après l'envoi des bulletins de vote aux producteurs susdits, la Régie fait publier un avis dans au moins deux journaux distribués dans le territoire visé par le projet de plan conjoint. Cet avis mentionne le nom des requérants, le produit visé et les qualités requises pour avoir voix au référendum.

7° Quiconque croit avoir les qualités requises pour voter et n'a pas reçu le bulletin de vote lors de la publication de cet avis doit, pour être considéré comme un producteur intéressé et être inscrit sur la liste de la Régie, en faire la demande à la Régie dans le délai indiqué à l'article 8.

8° Les producteurs qui ont les qualités requises ont jusqu'au 5 décembre 1966 pour faire inscrire leur nom sur la liste des producteurs intéressés. Après cette date, la liste approuvée ou modifiée par la Régie sera considérée complète et finale pour les fins du référendum et sera présumée contenir les noms de tous les producteurs intéressés.

9° La Régie fera procéder au dépouillement des bulletins de vote le 20 décembre 1966, à 10h30 a.m.

Québec, ce 12ème jour d'octobre 1966.

Régie des marchés agricoles du Québec

Le Secrétaire-exécutif,

ME GILLES PRÉSENT.

17282-0

**Avis de réception d'un projet de plan
conjoint des producteurs de bois
des Laurentides**

Prenez avis qu'un projet de plan conjoint a été présenté par Messieurs:

Henri-Paul Servant
Léo Blais
Yvon Sabourin
Horace Charron
Aimé Nadon
André Durocher
Claude Langlais
Victor Dupray
Lionel Provost
Robert Turpin

Chénéville
Chénéville
Ripon
St-André Avellin
Perkins
Buckingham
St-André Avellin
Thurso
Huberdeau
Chénéville

tous producteurs intéressés à la mise en marché du produit agricole visé par le projet de plan conjoint. Pour les fins de la requête et du plan, un producteur intéressé est toute personne, propriétaire ou possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Papineau et Argenteuil et les municipalités de Perkins et de Templeton-est dans le comté municipal de Hull, qui peut en mettre le produit en marché.

Le produit agricole visé par le projet de plan conjoint est le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le Ministère des Terres et Forêts de la Province de Québec.

Le territoire visé par ce projet de plan conjoint est celui des comtés municipaux de Papineau et Argenteuil et les municipalités de Perkins et de Templeton-est dans le comté municipal de Hull.

Montréal, ce 26 octobre 1966.

Régie des marchés agricoles du Québec

Le Secrétaire-exécutif,

GILLES PRÉSENT.

17282-0

6. After the voting-paper have been sent to the aforementioned producers, the Board publishes a notice in at least two newspapers distributed in the territory mentioned in the draught of the joint plan. This notice mentions the name of the petitioners, the product mentioned, and the qualities required to have a vote in the referendum.

7. Whosoever believes that he has the qualities required to vote and has not received a voting-paper at the time of publication of this notice must, to be considered an interested producer and to be inscribed on the Board's list, must so request the Board within the delay indicated in section 8.

8. The producers who have the qualities required have until December 5, 1966, to have their name inscribed on the list of interested producers. After that date, the list which has been approved or amended by the Board will be considered complete and final for the purposes of the referendum, and will be presumed to contain the names of all the interested producers.

9. The Board will proceed to count the votes on December 20, 1966, at 10:00 o'clock a.m.

Quebec, this 12th day of October, 1966.

Quebec Agricultural Marketing Board

ME GILLES PRÉSENT,

Executive Secretary.

17282

**Notice of reception of the draught
of a joint plan of the Laurentian
Wood Producers**

Take notice that the draught of a joint plan was presented by Messrs:

Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Papineau
Comté de — County of Argenteuil
Comté de — County of Papineau

all producers interested in the marketing of the farm product mentioned in the draught of the joint plan. For the purposes of the petition and of the plan, an interested producer is any person, proprietor or possessor, under any title whatsoever, of a wooded lot covering an area of 10 acres and more, situated in the municipal counties of Papineau and Argenteuil and the municipalities of Perkins and Templeton-East in the municipal county of Hull, who may market the product.

The farm product mentioned in the draught of the joint plan is wood, leafy or resinous, coming from the wooded lot of an interested producer or from a wooded lot for which a cutting permit is held by an interested producer, other than the permits issued by the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec.

The territory governed by this draught of the joint plan is that of the municipal counties of Papineau and Argenteuil, and the municipalities of Perkins and Templeton East in the municipal county of Hull.

Montreal, October 26, 1966.

Quebec Agricultural Marketing Board

GILLES PRÉSENT,

Executive Secretary.

17282

Soumissions

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Repentigny
Comté de L'Assomption**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Lamoureux, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures p.m. au Bureau de la commission scolaire, 481, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q., et par après de 7:30 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle de l'École Lucien Lorange, 30 Adrien, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q., mardi, le 29 novembre 1966, pour l'achat de \$255,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny, comté de L'Assomption datées du 1^{er} décembre 1966 et remboursables par séries du 1^{er} décembre 1967 au 1^{er} décembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 13 décembre 1965 — \$255,000 — construction d'une école de 12 classes et 2 maternelles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$255,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} décembre 1967.....x	\$39,500
1 ^{er} décembre 1968.....x	42,000
1 ^{er} décembre 1969.....x	44,500
1 ^{er} décembre 1970.....x	47,500
1 ^{er} décembre 1971.....	3,000
1 ^{er} décembre 1972.....	3,500
1 ^{er} décembre 1973.....	3,500
1 ^{er} décembre 1974.....	4,000
1 ^{er} décembre 1975.....	4,000
1 ^{er} décembre 1976.....	4,000
1 ^{er} décembre 1977.....	4,500
1 ^{er} décembre 1978.....	5,000
1 ^{er} décembre 1979.....	5,000
1 ^{er} décembre 1980.....	5,500
1 ^{er} décembre 1981.....	5,500
1 ^{er} décembre 1982.....	6,000
1 ^{er} décembre 1983.....	6,500
1 ^{er} décembre 1984.....	7,000
1 ^{er} décembre 1985.....	7,000
1 ^{er} décembre 1986.....	7,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$188,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$47,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Tenders

**The School Commissioners
for the Municipality of Repentigny
County of L'Assomption**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Lamoureux, secretary-treasurer until 6:00 o'clock p.m. at the School Commission Office, 481 Notre-Dame Street, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q. and afterwards, from 7:30 o'clock p.m. until 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Lucien Lorange School, 30 Adrien, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q., Tuesday, November 29, 1966, for the purchase of an issue of \$255,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Repentigny, county of L'Assomption, P.Q., dated December 1, 1966, and redeemable serially from December 1, 1967 to December 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated December 13, 1965 — \$255,000 — building of a 12 class school and 2 infant Schools.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1966.

Table of redemption — \$255,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967.....x	\$39,500
December 1, 1968.....x	42,000
December 1, 1969.....x	44,500
December 1, 1970.....x	47,500
December 1, 1971.....	3,000
December 1, 1972.....	3,500
December 1, 1973.....	3,500
December 1, 1974.....	4,000
December 1, 1975.....	4,000
December 1, 1976.....	4,000
December 1, 1977.....	4,500
December 1, 1978.....	5,000
December 1, 1979.....	5,000
December 1, 1980.....	5,500
December 1, 1981.....	5,500
December 1, 1982.....	6,000
December 1, 1983.....	6,500
December 1, 1984.....	7,000
December 1, 1985.....	7,000
December 1, 1986.....	7,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$188,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of \$47,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 29 novembre 1966, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Lucien Lorange, 30, rue Adrien, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 2. novembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE LAMOUREUX.

Bureau de la commission scolaire,
481, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-3056, code 514. 17204-0

Ville de Cowansville
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-R. Ouellette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 220, Place Municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 30 novembre 1966, pour l'achat de \$1,264,000 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, comprenant deux émissions aux montants respectifs de \$551,000 et \$713,000 toutes deux datées du 1er décembre 1966 et remboursables par séries du 1er décembre 1967 au 1er décembre 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er décembre 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toutes les obligations ou il peut varier suivant les échéances.

L'émission de \$551,000 est faite en vertu des règlements suivants: 398 — \$12,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 400 — \$1,000 — aqueduc; 409 — \$3,500 — aqueduc; 419 — \$1,000 — aqueduc et égouts; 456 — \$150,000 — aqueduc et égouts; 459 — \$44,000 — aqueduc; 460 — \$260,000 — divers travaux; 461 — \$28,000 — aqueduc et égouts; 467 — \$15,000 — aqueduc; 471 — \$8,500 — aqueduc et égouts; 474 — \$8,000 — aréna; 475 — \$4,000 — aqueduc; 480 — \$16,000 — égouts.

L'émission de \$713,000 est faite en vertu du règlement 483 — \$713,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$551,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1967	\$11,500
1er décembre 1968	12,500
1er décembre 1969	12,500
1er décembre 1970	13,500
1er décembre 1971	13,500
1er décembre 1972	14,500
1er décembre 1973	19,500

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank which name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November 29, 1966, at 8:00 o'clock, p.m., at the Hall of Lucien Lorange School, 30 Adrien Street, Repentigny, county of L'Assomption P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), November 2, 1966.

MAURICE LAMOUREUX,
Secretary-Treasurer.

Office of the School, Commission,
481 Notre-Dame Street,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-3056, code 514. 17204

Town of Cowansville
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-R. Ouellette, Secretary-Treasurer, Town Hall, 220 Place Municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, November 30, 1966, for the purchase of an issue of \$1,264,000 of bonds for the town of Cowansville, county of Missisquoi, comprising two issues to the respective amounts of \$551,000 and \$713,000, both dated December 1, 1966, and redeemable serially from December 1, 1967 to December 1, 1986 inclusively or by choice of a sinking fund maturing December 1, 1986, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

The issue of \$551,000 is made under the following by-laws: 398 — \$12,000 — aqueduct; sewers, roads, etc.; 400 — \$1,000 — aqueduct; 409 — \$3,500 — aqueduct; 419 — \$1,000 — aqueduct and sewers; 456 — \$150,000 — aqueduct and sewers; 459 — \$44,000 — aqueduct; 460 — \$260,000 — different works; 461 — \$28,000 — aqueduct and sewers; 467 — \$15,000 — aqueduct; 471 — \$8,500 — aqueduct and sewers; 474 — \$8,000 — arena; 475 — \$4,000 — aqueduct; 480 — \$16,000 — sewers.

The issue of \$713,000 is made under by-law 483 — \$713,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1966.

Table of redemption — \$551,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967	\$11,500
December 1, 1968	12,500
December 1, 1969	12,500
December 1, 1970	13,500
December 1, 1971	13,500
December 1, 1972	14,500
December 1, 1973	19,500

1er décembre 1974	\$19,500
1er décembre 1975	20,500
1er décembre 1976	21,500
1er décembre 1977	29,000
1er décembre 1978	34,000
1er décembre 1979	34,000
1er décembre 1980	39,000
1er décembre 1981	39,500
1er décembre 1982	41,000
1er décembre 1983	42,000
1er décembre 1984	43,000
1er décembre 1985	44,000
1er décembre 1986	46,500

December 1, 1974	\$19,500
December 1, 1975	20,500
December 1, 1976	21,500
December 1, 1977	29,000
December 1, 1978	34,000
December 1, 1979	34,000
December 1, 1980	39,000
December 1, 1981	39,500
December 1, 1982	41,000
December 1, 1983	42,000
December 1, 1984	43,000
December 1, 1985	44,000
December 1, 1986	46,500

Tableau d'amortissement — \$713,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1967	\$20,500
1er décembre 1968	21,500
1er décembre 1969	22,500
1er décembre 1970	23,500
1er décembre 1971	25,500
1er décembre 1972	26,500
1er décembre 1973	28,500
1er décembre 1974	30,500
1er décembre 1975	31,500
1er décembre 1976	32,500
1er décembre 1977	33,500
1er décembre 1978	36,500
1er décembre 1979	38,500
1er décembre 1980	40,500
1er décembre 1981	43,500
1er décembre 1982	45,500
1er décembre 1983	49,500
1er décembre 1984	51,500
1er décembre 1985	54,500
1er décembre 1986	56,500

Table of redemption — \$713,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967	\$20,500
December 1, 1968	21,500
December 1, 1969	22,500
December 1, 1970	23,500
December 1, 1971	25,500
December 1, 1972	26,500
December 1, 1973	28,500
December 1, 1974	30,500
December 1, 1975	31,500
December 1, 1976	32,500
December 1, 1977	33,500
December 1, 1978	36,500
December 1, 1979	38,500
December 1, 1980	40,500
December 1, 1981	43,500
December 1, 1982	45,500
December 1, 1983	49,500
December 1, 1984	51,500
December 1, 1985	54,500
December 1, 1986	56,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en série à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en série 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Les obligations de l'émission de \$551,000 ne seront pas rachetables par anticipation, si elles sont émises par série; toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut. Cependant, en ce qui concerne les obligations de l'émission de \$713,000, la ville se réserve le privilège de les racheter par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Chaque soumission devra indiquer un seul prix pour l'ensemble des deux émissions, devra être

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered in series as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered as bonds in series of 10 years, with the balance of sinking funds of 20 years; in this case, chosen, part of such balance shall be issued at ten-year short term, and the other part issued at a sinking fund of 20 years. However, the tenders must be transmitted for only one of the issuing methods above-mentioned and they must include only one of the terms save in the case of the exception mentioned. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowansville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The bonds of the issue of \$551,000 will not be redeemable by anticipation if they are issued by series; however, if the issuance is by a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, but only to the concurrence of the annual amount required for the purposes of the issuance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned. However, as regards the bonds of the issue of \$713,000, the town reserves itself the privilege of redeeming them by anticipation, in whole or in part, at par, at any date of maturity of interests.

Each tender must indicate only one price for the two issues, must be accompanied by a certified

accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt global et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 30 novembre 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 220, Place Municipale, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, (Comté de Missisquoi), ce 3 novembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE.

Hôtel de Ville, 220, Place Municipale,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.,
Téléphone: 263-0141, code 514. 17241-0

Ville de Matane
Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Olivier Philibert, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, heure normale d'Atlantique, lundi, le 28 novembre 1966, pour l'achat de \$595,000 d'obligations de la Ville de Matane, comté de Matane, datées du 1er décembre 1966 et remboursables par séries du 1er décembre 1967 au 1er décembre 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er décembre 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 388 — \$595,000 divers travaux municipaux.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$595,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1967	\$ 11,000
1er décembre 1968	12,000
1er décembre 1969	12,500
1er décembre 1970	13,500
1er décembre 1971	13,500
1er décembre 1972	14,500
1er décembre 1973	16,000
1er décembre 1974	17,000
1er décembre 1975	17,500
1er décembre 1976	18,500
1er décembre 1977	19,500
1er décembre 1978	21,000
1er décembre 1979	22,000
1er décembre 1980	23,500
1er décembre 1981	25,000
1er décembre 1982	26,500
1er décembre 1983	28,000
1er décembre 1984	29,500
1er décembre 1985	31,500
1er décembre 1986	222,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte

cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 30, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 220 Place Municipale, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, (County of Missisquoi), November 3, 1966.

J.-R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 220 Place Municipale,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.,
Telephone: 263-0141, code 514. 17241

Town of Matane
County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Olivier Philibert, secretary-treasurer, Town Hall, 315 St-Jérôme Street, Matane, county of Matane, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Atlantic standard time, Monday, November 28, 1966, for the purchase of an issue of \$595,000 of bonds for the town of Matane, county of Matane, dated December 1, 1966, and redeemable serially from December 1, 1967, to December 1, 1986, inclusively, or by choice, by a sinking fund maturing on December 1, 1986, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 388 — \$595,000 — various municipal works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1966.

Table of redemption — \$595,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967	\$ 11,000
December 1, 1968	12,000
December 1, 1969	12,500
December 1, 1970	13,500
December 1, 1971	13,500
December 1, 1972	14,500
December 1, 1973	16,000
December 1, 1974	17,000
December 1, 1975	17,500
December 1, 1976	18,500
December 1, 1977	19,500
December 1, 1978	21,000
December 1, 1979	22,000
December 1, 1980	23,500
December 1, 1981	25,000
December 1, 1982	26,500
December 1, 1983	28,000
December 1, 1984	29,500
December 1, 1985	31,500
December 1, 1986	222,500

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered in series as 10 years short-term and 15 years short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered as bonds in series of 10 years, with the balance of sinking fund of 20 years, in this case, chosen part of such balance shall be issued at 10 years short-term, and the other part issued at a sinking fund of 20 years.

échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1^{er} décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 novembre 1966, à 8 heures du soir, heure normale d'Atlantique, Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, (Comté de Matane), ce 4 novembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
OLIVIER PHILIBERT.

Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme.

Matane, (Matane), P.Q.

Téléphone: 562-2334, code 418. 17269-o

Ville de Mont St-Hilaire

Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Eugène Handfield, N.P., secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 133, rue Messier, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 28 novembre 1966, pour l'achat de \$441,000 d'obligations de la ville de Mont St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1^{er} décembre 1966 et remboursables par séries du 1^{er} décembre 1967 au 1^{er} décembre 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1^{er} décembre 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: (Mont St-Hilaire) 155 — \$20,000 — fins industrielles; 156 — \$700 — aqueduc; 158 — \$1,000 — parc industriel; 162 — \$150,000 — aqueduc.

(St-Hilaire) 139 — \$14,000 — égouts; 156 — \$66,300 — aqueduc; 171 — \$6,000 — aqueduc; 191 — \$45,000 — agrandissement de l'usine de filtration; 197 — \$26,000 — égouts; 198 — \$18,000 — aqueduc; 203 — \$20,000 — égouts; 206 — \$59,000 — aqueduc et égouts; 210 — \$15,000 — services récréatifs et communautaires.

However the tenders must be transmitted for only one of the issuing methods above-mentioned and they must include only one of the terms save in the case of the exception mentioned. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank which name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if the issuance is by a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, but only, to the concurrence of the annual amount required for the purposes of the issuance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday November 28, 1966, at 8:00 o'clock p.m., Atlantic standard time, Town Hall, 315 St. Jérôme Street, Matane, county of Matane, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane, (County of Matane), November 4, 1966.

OLIVIER PHILIBERT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 315 St-Jérôme Street,

Matane, (Matane) P.Q.

Telephone: 562-2334, code 418. 17269

Town of Mont St-Hilaire

County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène Handfield, N.P., Secretary-Treasurer, Town Hall, 133 Messier Street, Mont St-Hilaire, county of Rouville, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, November 28, 1966, for the purchase of an issue of \$441,000 of bonds for the town of Mont St-Hilaire, county of Rouville, dated December 1, 1966, and redeemable serially from December 1, 1967 to December 1, 1986 inclusively, or by choice at a sinking fund maturing on December 1, 1986, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. (Mont St-Hilaire) 155 — \$20,000 — industrial purposes; 156 — \$700 — aqueduct; 158 — \$1,000 — industrial park; 162 — \$150,000 — aqueduct.

(St-Hilaire) 139 — \$14,000 — sewers; 156 — \$66,300 — aqueduct; 171 — \$6,000 — aqueduct; 191 — \$45,000 — enlargement of a filtration plant; 197 — \$26,000 — sewers; 198 — \$18,000 — aqueduct; 203 — \$20,000 — sewers; 206 — \$59,000 — aqueduct and sewers; 210 — \$15,000 — recreational and community services.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$441,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1967.....	\$ 8,000
1er décembre 1968.....	8,500
1er décembre 1969.....	9,000
1er décembre 1970.....	9,000
1er décembre 1971.....	9,500
1er décembre 1972.....	9,500
1er décembre 1973.....	10,500
1er décembre 1974.....	11,000
1er décembre 1975.....	12,000
1er décembre 1976.....	12,500
1er décembre 1977.....	13,000
1er décembre 1978.....	13,500
1er décembre 1979.....	14,000
1er décembre 1980.....	15,000
1er décembre 1981.....	70,000
1er décembre 1982.....	17,500
1er décembre 1983.....	18,000
1er décembre 1984.....	19,000
1er décembre 1985.....	19,500
1er décembre 1986.....	195,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont St-Hilaire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 novembre 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 133, rue Messier, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 4 novembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGÈNE HANDFIELD, N.P.

Hôtel de Ville, 133, rue Messier.

Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q..

Téléphone: 467-2854, code 514. 17270-0

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1966.

Table of redemption — \$441,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967.....	\$ 8,000
December 1, 1968.....	8,500
December 1, 1969.....	9,000
December 1, 1970.....	9,000
December 1, 1971.....	9,500
December 1, 1972.....	9,500
December 1, 1973.....	10,500
December 1, 1974.....	11,000
December 1, 1975.....	12,000
December 1, 1976.....	12,500
December 1, 1977.....	13,000
December 1, 1978.....	13,500
December 1, 1979.....	14,000
December 1, 1980.....	15,000
December 1, 1981.....	17,000
December 1, 1982.....	17,500
December 1, 1983.....	18,000
December 1, 1984.....	19,000
December 1, 1985.....	19,500
December 1, 1986.....	195,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered in series as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered as bonds in series of 10 years, with the balance of sinking funds of 20 years; in this case, chosen, part of such balance shall be issued at ten-year short-term, and the other part issued at a sinking fund of 20 years. However, the tenders must be transmitted for only one of the issuing methods above-mentioned and they must include only one of the terms safe in the case of the exception mentioned. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mont St-Hilaire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if the issuance is by a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, but only to the concurrence of the annual amount required for the purposes of the issuance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 28, 1966, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 133 Messier Street, Mont St-Hilaire, county of Rouville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mont St-Hilaire, (County of Rouville), November 4, 1966.

EUGÈNE HANDFIELD, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 133 Messier Street.

Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q..

Téléphone: 467-2854, code 514. 17270

Cité de Sherbrooke
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H. P. Émond, greffier, Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 28 novembre 1966, pour l'achat de \$2,617,500 d'obligations de la cité de Sherbrooke, comté de Sherbrooke, datées du 15 décembre 1966 et remboursables par séries du 15 décembre 1967 au 15 décembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 1350 — \$722,500 — voirie; 1392 — \$23,000 — fins industrielles; 1401 — \$33,000 — fins industrielles; 1427 — \$1,320,000 — aqueduc; 1536 — \$200,000 — fins industrielles; 1537 — \$295,000 — fins industrielles; 1561 — \$24,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$2,617,500 — 20 ans

Année	Capital
15 décembre 1967	\$ 48,500
15 décembre 1968	54,000
15 décembre 1969	56,000
15 décembre 1970	59,000
15 décembre 1971	63,000
15 décembre 1972	64,000
15 décembre 1973	72,000
15 décembre 1974	76,000
15 décembre 1975	78,000
15 décembre 1976	81,000
15 décembre 1977	88,000
15 décembre 1978	92,000
15 décembre 1979	95,000
15 décembre 1980	99,000
15 décembre 1981	100,000
15 décembre 1982	84,000
15 décembre 1983	86,000
15 décembre 1984	94,000
15 décembre 1985	97,000
15 décembre 1986	1,131,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 28 novembre 1966, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q.

City of Sherbrooke
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. P. Émond, city clerk, City Hall, 145 Wellington-North, Sherbrooke, county of Sherbrooke, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., Monday, November 28, 1966, for the purchase of an issue of \$2,617,500 of bonds for the city of Sherbrooke, county of Sherbrooke, dated December 15, 1966, and redeemable serially from December 15, 1967 to December 15, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 15 and December 15, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 1350 — \$722,500 — roads; 1392 — \$23,000 — industrial purposes; 1401 — \$33,000 — industrial purposes; 1427 — \$1,320,000 — aqueduct; 1536 — \$200,000 — industrial purposes; 1537 — \$295,000 — industrial purposes; 1561 — \$24,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 15, 1966.

Table of redemption — \$2,617,500 — 20 years

Year	Capital
December 15, 1967	\$ 48,500
December 15, 1968	54,000
December 15, 1969	56,000
December 15, 1970	59,000
December 15, 1971	63,000
December 15, 1972	64,000
December 15, 1973	72,000
December 15, 1974	76,000
December 15, 1975	78,000
December 15, 1976	81,000
December 15, 1977	88,000
December 15, 1978	92,000
December 15, 1979	95,000
December 15, 1980	99,000
December 15, 1981	100,000
December 15, 1982	84,000
December 15, 1983	86,000
December 15, 1984	94,000
December 15, 1985	97,000
December 15, 1986	1,131,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank, in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 28, 1966, at 4:00 o'clock p.m., at the City Hall, 145 Wellington-North, Sherbrooke, County of Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
 Sherbrooke, (Comté de Sherbrooke), ce 8 novembre 1966.

Le Greffier,
 H. P. ÉMOND.

Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord,
 Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
 Téléphone: 569-7471, code 819. 17280-0

Ville de Brossard
Napierville-Laprairie

AVIS public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6840, Blvd Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 29 novembre 1966, pour l'achat de \$952,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er décembre 1966 et remboursables par séries du 1er décembre 1967 au 1er décembre 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er décembre 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 187 — \$31,000 — voirie; 189 — \$62,000 — aqueduc; 198 — \$8,000 — aqueduc, égouts, voirie; 215 — \$50,000 — pavage, trottoirs et éclairage; 216 — \$500 — aqueduc et égouts; 218 — \$85,000 — aqueduc, égouts, voirie; 219 — \$500 — égouts; 228 — \$255,000 — aqueduc, égouts, voirie; 230 — \$460,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$952,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1967	\$ 12,000
1er décembre 1968	13,000
1er décembre 1969	14,000
1er décembre 1970	15,000
1er décembre 1971	16,000
1er décembre 1972	16,000
1er décembre 1973	17,000
1er décembre 1974	18,000
1er décembre 1975	19,000
1er décembre 1976	21,000
1er décembre 1977	22,000
1er décembre 1978	23,000
1er décembre 1979	24,000
1er décembre 1980	26,000
1er décembre 1981	27,000
1er décembre 1982	29,000
1er décembre 1983	30,000
1er décembre 1984	32,000
1er décembre 1985	34,000
1er décembre 1986	544,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas inférieure au montant de \$508,000. Cependant, les soumissions ne

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, (County of Sherbrooke), November 8, 1966.

H. P. ÉMOND,
 City Clerk.

City Hall, 145 Wellington-North,
 Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
 Telephone: 569-7471, code 819. 17280

Town of Brossard
Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, secretary-treasurer, Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, November 29, 1966, for the purchase of an issue of \$952,000 of bonds from the town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated December 1, 1966, and redeemable serially from December 1, 1967 to December 1, 1986, inclusively, or, by choice, by a sinking fund maturing on December 1, 1986, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 187 — \$31,000 — roads; 189 — \$62,000 — aqueduct; 198 — \$8,000 — aqueduct, sewers, roads; 215 — \$50,000 — pavement, sidewalks and lighting; 216 — \$500 — aqueduct and sewers; 218 — \$85,000 — aqueduct, sewers, roads; 219 — \$500 — sewers; 228 — \$255,000 — aqueduct, sewers, roads; 230 — \$460,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1966.

Table of redemption — \$952,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1967	\$ 12,000
December 1, 1968	13,000
December 1, 1969	14,000
December 1, 1970	15,000
December 1, 1971	16,000
December 1, 1972	16,000
December 1, 1973	17,000
December 1, 1974	18,000
December 1, 1975	19,000
December 1, 1976	21,000
December 1, 1977	22,000
December 1, 1978	23,000
December 1, 1979	24,000
December 1, 1980	26,000
December 1, 1981	27,000
December 1, 1982	29,000
December 1, 1983	30,000
December 1, 1984	32,000
December 1, 1985	34,000
December 1, 1986	544,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered in series as 10 years short-term and 15 years short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered as bonds in series of 10 years; with the balance of sinking funds of 20 years; in this case, chosen, part of such balance shall be issued at 10 years short-term, and the other part issued at a sinking fund of 20 years, provided, however, that this last part is not inferior to the amount of \$508,000. However, the tenders must include only one of the terms except in the case of the exception

devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1^{er} décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 29 novembre 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, Blvd Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 8 novembre 1966.

Le Secrétaire-trésorier.

LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, Blvd Matte,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-7767, code 514. 17286-0

mentioned. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if the insurance is by a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, but only to the concurrence of the annual amount required for the purposes of the insurance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 29, 1966, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard, (County of Napierville-Laprairie), November 8, 1966.

LAURENT GERVAIS,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 6840 Matte Boulevard,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-7767, code 514. 17286

Syndicats professionnels

Association des enseignants du Grand-Portage

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 août 1966, autorisé le changement de nom de l'« Association des enseignants catholiques de la région du Grand-Portage », dont la constitution, sous le nom original de l'« Association des institutrices de la cité de Rivière-du-Loup », a été autorisée le 12 février 1953, et dont le siège social est situé à Rivière-du-Loup, en celui de l'« Association des enseignants du Grand-Portage », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 24 août 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

17201-0 384-53

Association des principaux des cantons de l'Est

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des principaux des cantons de l'Est », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 3 octobre 1966.

Professional Syndicates

Association des enseignants du Grand-Portage

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on August 3, 1966, approved the change of name of "Association des enseignants catholiques de la région du Grand-Portage", the incorporation of which, under the original name of "Association des institutrices de la cité de Rivière-du-Loup", was authorized on February 12, 1953, and the head office of which is situated in Rivière-du-Loup, to that of "Association des enseignants du Grand-Portage", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, August 24, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

17201 384-53

Association des principaux des cantons de l'Est

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des principaux des cantons de l'Est", has been authorized by the Provincial Secretary on October 3, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Québec, le 5 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17249-o

116-66

Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.Q.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.Q.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 17 octobre 1966.

Le siège social de ladite fédération est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 20 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17271-o

52-66

The head office of the said professional syndicate is situated at Drummondville, judicial district of Drummond.

Québec, October 5, 1966.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

17249

116-66

Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.Q.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a federation of professional syndicates, under the name of "Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.Q.)", was authorized by the Provincial Secretary, on October 17, 1966.

The head office of the said federation is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, October 20, 1966.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

17271

52-66

Vente — Loi de faillite

Dionne vs Gendron

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure de Kamouraska (en matière de faillite) No 93-F, dans l'affaire de la faillite de: Dame J.-Arthur Dionne (Garage J.-A. Dionne) St-Pacôme, comté de Kamouraska, P.Q., faillite, vs Gérard A. Gendron, syndic licencié, 41 de la Cour, Rivière-du-Loup, P.Q., requérant.

« Un emplacement avec garage et autres bâtisses y érigées, situé en la paroisse de St-Pacôme, mesurant ledit terrain cent trente pieds, de front, mesuré sur la route 2-A sur la profondeur de soixante-seize pieds environ plus ou moins et mesure anglaise, borné à l'ouest à la route 2-A, à l'est à Albert Levesque et Régent Levesque au nord à Albert Picard, au sud à Roland Bérubé, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Pacôme, sous parties des numéros trois-cent-quatre-vingt-dix-sept, trois cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent quatre-vingt-dix-neuf (Pties 397, 398 et 399) ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Pacôme, comté de Kamouraska, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Rivière-du-Loup, ce 2ième jour de novembre 1966.

Le Syndic licencié,
GÉRARD-A. GENDRON.

Bureau du syndic:

41 rue de la Cour,
Rivière-du-Loup.

17200-o

Sale — Bankruptcy Act

Dionne vs Gendron

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court of Kamouraska (in the matter of bankruptcy) No. 93-F, in the matter of the bankruptcy of: Dame J.-Arthur Dionne (Garage J.-A. Dionne) St-Pacôme, county of Kamouraska, P.Q., bankrupt, vs Gérard-A. Gendron, licensed trustee, 41 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, petitioner.

"An emplacement with garage and other buildings thereon erected, situated in the parish of St-Pacôme, measuring the said terrain one hundred and thirty feet, in front, measured on highway 2-A by the depth of about seventy-six feet more or less and English measure, bounded on the west by highway 2-A, on the east by Albert Levesque and Régent Levesque on the north by Albert Picard, on the south by Roland Bérubé, known and designated on the official cadaster of the parish of St-Pacôme, under parts of numbers three hundred and ninety-seven, three hundred and ninety-eight and three hundred and ninety-nine (pts 397, 398 and 399)".

To be sold at the church door of St-Pacôme, county of Kamouraska, on the TWELFTH day of DECEMBER 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Rivière-du-Loup, this 2nd day of November 1966.

Trustee,
GÉRARD-A. GENDRON.

Trustee's Office:

41 De la Cour Street,
Rivière-du-Loup, P.Q.

17200-o

Bills — Assemblée législative

Bills privés, présentation

Avis de l'Assemblée législative

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Au terme du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 10 novembre 1966 et pré-

Bills — Legislative Assembly

Private bills, introduction

Notice of the Legislative Assembly

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before November 10, 1966,

sentés avant le 22 décembre 1966, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 11 décembre 1966 et reçues avant le 16 décembre 1966, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 5 janvier 1967.

Le Greffier associé,

17187A-44A-4-0

JEAN SENÉCAL.

and introduced before December 22, 1966, petitions for private bills shall be presented before December 11, 1966, and received before December 16, 1966, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before January 5, 1967.

JEAN SENÉCAL,

17187A-44A-4-0

Clerk Associate.

Proclamations

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le premier décembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le neuvième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-six et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé de la
chancellerie à Québec,*

17187A-44A-4-0

JEAN SENÉCAL.

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*Le Sous-procureur
général*
JULIEN CHOINARD, } ATTENDU QU'en ver-
tu de l'article 101
de la Loi des tribunaux
judiciaires (Statuts refon-
dus, 1964, chapitre 20), le lieutenant-gouverneur
en conseil peut établir par proclamation, pour

Proclamations

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our beloved and faithful councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,
GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the first day of December next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the nineteenth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-six, in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

*JEAN SENÉCAL,
Clerk Associate in the Crown
in Chancery, at Québec.*

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,
GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOINARD, } WHEREAS pursuant
Deputy Attorney } to section 101 of
General. } the Courts of Justice Act
(Revised Statutes, 1964,
chapter 20), the Lieutenant-Governor in Council
may establish, by proclamation, for any judicial

tout district judiciaire ou groupe de districts judiciaires, une Cour de Bien-Être Social;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 109 de la même loi, la Cour siège au chef-lieu de chacun des districts judiciaires et qu'elle siège en outre à tout autre endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu d'établir une Cour de Bien-Être Social pour les districts judiciaires de Haute-ri-ve et de Saguenay, et d'autoriser cette Cour à siéger au chef-lieu de chacun des districts judiciaires plus haut mentionnés;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1864, en date du 21 octobre 1966, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise instituant et décrétant l'établissement, à compter du 1er janvier 1967, d'une Cour d'Archives, pour les districts judiciaires de Haute-ri-ve et de Saguenay, désignée sous le nom de Cour de Bien-Être Social pour les districts judiciaires de Haute-ri-ve et de Saguenay, et autorisant cette Cour à siéger au chef-lieu de chacun de ces districts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

17188-0

district or group of judicial districts, a Social Welfare Court;

WHEREAS pursuant to section 109 of the same Act, the Court sits at the head place of each of the judicial districts and it sits, moreover, at any place designated by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to establish a Social Welfare Court for the judicial districts of Haute-ri-ve and Saguenay, and to authorize this Court to sit at the head place of each of the above-mentioned judicial districts;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1864, dated October 21, 1966, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued instituting and decreeing the establishment, from and after January 1, 1967, of an Archives Court for the judicial districts of Haute-ri-ve and Saguenay, designated under the name of Social Welfare Court for the judicial districts of Haute-ri-ve and Saguenay, and authorizing this Court to sit at the head place of each of these districts.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirty-first day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

17188-0

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No C.S.A. 14,347. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur-saisissant, vs PAUL-ÉMILE PARÉ, culti-
vateur, La Sarre, comté d'Abitibi-ouest, P.Q.,
défendeur-intimé-saisi.

Avis de vente

Le lot numéro trente-deux du rang huit (32 rg 8) canton La Sarre, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton sous les numéros trente-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. S.C.A. 14,347. { CREDIT BUREAU.
body politic and corporate,
having its head office at Quebec, plaintiff-seizing,
vs PAUL-ÉMILE PARÉ, farmer, La Sarre,
county of Abitibi-West, P.Q., defendant-respon-
dent-seized.

Notice of sale

Lot number thirty-two of range eight (32 rg 8) township of La Sarre, such as described on the official cadaster for the said township under

deux A et trente-deux B (32 A - 32 B) dit rang huit (8) dit canton, le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances;

Ainsi que:

Le lot trente-sept du rang huit (37 rg 8) du canton de La Sarre tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi à Amos le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Amos, ce 3e jour de novembre 1966.

Le Shérif

17243-o

RÉMI COSSETTE.

Province de Québec

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **ABITIBI LUMBER LIMITED**, corps politique et incorporé suivant la loi avec une place d'affaires à La Sarre, district d'Abitibi, demanderesse saisissante, *vs* J. ARTHUR BÉLANGER, domicilié à La Sarre, district d'Abitibi, défendeur saisi.

Avis de vente

L'immeuble suivant:

Un morceau de terrain de forme rectangulaire, mesurant cinquante pieds de largeur est-ouest, sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds nord-sud (50' x 90') à prendre à la partie sud de la subdivision numéro cent quatre-vingt-seize du lot originaire numéro vingt-huit (Ptie S. 28-196) du rang six (rg 6) canton de La Sarre, dans la ville de La Sarre, tel que décrit au plan d'arpentage de J. Hector Paquin, daté du 25 avril 1965, dûment déposé conformément à la loi, dit morceau de terrain se trouvant borné comme suit d'après le même plan de cadastre du 25 avril 1965, savoir: au nord, sur ses cinquante pieds de largeur, par une autre partie du lot 28-196; au sud par le lot 28-207; à l'est, sur ses quatre-vingt-dix pieds de profondeur par le lot 28-197, et à l'ouest par le lot numéro 28-195, avec toutes les servitudes actives en faveur dudit lot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice à Amos, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, ce 7 novembre 1966.

Le Shérif,

17278-o

RÉMI COSSETTE.

numbers thirty-two A and thirty-two B (32 A - 32 B) said range eight (8) of said township, the whole with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies;

Together with:

Lot thirty-seven of range eight (37 rg 8) of the township of La Sarre, such as described on the official cadaster for the said township with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the Registration Office of Abitibi at Amos on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, this 3rd day of November 1966.

RÉMI COSSETTE,

17243

Sheriff

Province of Quebec

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { **ABITIBI LUMBER LIMITED**, a body politic and incorporated pursuant to law, with a place of business at La Sarre, district of Abitibi, seizing plaintiff, *vs* J. ARTHUR BÉLANGER, domiciled at La Sarre, district of Abitibi, seized defendant.

Notice of sale

The following immoveable:

A piece of land of rectangular figure, measuring fifty feet in width east-west, by a depth of ninety feet north-south (50' x 90') to take from the south part of the subdivision number one hundred and ninety-six of original twenty-eight (Pt S. 28-196) in the sixth range (R. 6) township of La Sarre, in the town of La Sarre, as described on surveying plan of J. Hector Paquin, dated April 25, 1965, duly deposited pursuant to law, said piece of land being bounded as follows after the same cadaster plan of April 25, 1965, to wit: on the north on its fifty feet of width, by another part of lot 28-196; on the south by lot 28-207; on the east by its ninety feet of depth by lot 28-197, and on the west by lot number 28-195, with all the servitudes active in favor of said lot.

To be sold at the Registration office, at the Court House, in Amos, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, November 7, 1966.

RÉMI COSSETTE,

17278

Sheriff.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* LUCIEN GOSSELIN, cultivateur de St-Christophe, comté d'Arthabaska, résidant à Coaticook, comté de Stanstead, défendeur.

Une terre faisant partie du lot numéro vingt-trois dans le dixième rang du canton de Chester, contenant environ trois arpents de front sur la profondeur du lot, connu et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Christophe, canton de Chester, sous le numéro cent treize (113),

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, a body politic and incorporated, having a head office in Quebec, plaintiff, *vs* LUCIEN GOSSELIN, farmer of St-Christophe, county of Arthabaska, residing in Coaticook, county of Stanstead, defendant.

A farm forming part of lot number twenty-three in the tenth range of the township of Chester, containing about three arpents in front by the depth of the lot known and designated on the official cadaster for the parish of St-Christophe, township of Chester, under number

prenant au sud-est au terrain de Thomas Michel et au nord-ouest partie à Fernand Houle, et partie à la Commission Scolaire; avec toutes les bâtisses dessus construites; à distraire dudit lot cent treize la partie vendue au Ministère de la Voirie par acte enregistré sous No 130603;

Une terre faisant partie du lot numéro vingt-trois dans le neuvième rang du canton de Chester, contenant environ trois arpents de front, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Christophe, canton de Chester, sous le numéro soixante-douze (72), de la contenance de soixante-cinq acres en superficie, bornée au sud-est à Raymond Michel et au nord-ouest à Thomas Michel;

Une terre contenant environ un arpent de largeur sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre susdit comme étant la partie nord-ouest du numéro soixante-quatorze (P. N. O. 74); prenant au sud-est à Fernand Houle et au nord-ouest à Raymond Michel;

Une autre terre faisant partie du lot numéro vingt-trois dans le neuvième rang de Chester, contenant environ deux arpents et un quart de largeur sur la profondeur du rang, connue et désignée au cadastre susdit sous le numéro soixante-treize (73);

À distraire une coupe de bois dudit lot apparaissant dans les titres jusqu'au 4 février 1899 mais qui n'a pas été exploitée depuis le décès de Philias Thibodeau survenu vers l'année mil neuf cent six.

Sujet le numéro cent treize à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant titre enregistré le 22 décembre 1948 sous no 99629.

Un lopin de terre faisant partie du lot numéro vingt-trois dans le dixième rang du canton de Chester, contenant environ trois arpents et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir de l'ancienne route trente-quatre à se rendre au chemin entre le neuvième et le dixième rang, soit une superficie d'environ trente arpents, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Christophe, canton de Chester, comme étant la partie nord-est du lot numéro cent dix (P.N.E. 110) et borné comme suit: en front au nord-est au chemin entre le neuvième et dixième rang, en profondeur au sud-ouest à l'ancienne route trente-quatre, d'un côté au nord-ouest à une partie du lot cent treize appartenant à l'emprunteur et de l'autre côté au sud-est au chemin qui conduit au neuvième rang.

Sujet ledit immeuble à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant titre enregistré le 27 octobre 1948 sous No 99628 ».

Pour être vendu « en bloc » au Bureau d'enregistrement de la division d'Arthabaska, 33 rue Laurier à Arthabaska, le MERCREDI, QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 3 novembre 1966.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
17229-0

one hundred and thirteen (113), adjoining at the southeast to the lot of land of Thomas Michel and at the north-west partly to the lot of land of Fernand Houle, and partly to the School Commission, with all the buildings thereon erected; to withdraw of said lot one hundred and thirteen, the part sold to the Department of Roads by deed registered No. 130603;

A farm forming part of lot number twenty-three in the ninth range of the township of Chester, containing about three arpents in front, by the depth of the lot, known and designated on the official cadaster for the parish of St-Christophe, township of Chester, under number seventy-two (72), containing sixty-five acres in superficial area, bounded on the southeast by Raymond Michel and on the northwest by Thomas Michel;

A farm containing about one arpent in width by the depth of the lot, known and designated on the aforesaid cadaster as being the northwest part of number seventy-four (N.W.P. 74); adjoining at the southeast to Fernand Houle and at the northwest to Raymond Michel;

Another farm forming part of lot number twenty-three in the ninth range of Chester, containing about two arpents and one fourth in width by the depth of the range, known and designated on the aforesaid cadaster under number seventy-three (73);

To withdraw a wooded lot from said lot shown in the titles up to February 4, 1899, but having not been cultivated since the decease of Philias Thibodeau happened about the year one thousand nine hundred and six.

Number one hundred and thirteen subject to a servitude in favor of "The Shawinigan Water & Power Co." pursuant to title registered on December 22, 1948, under No. 99629.

A portion of land forming part of lot number twenty-three in the tenth range of the township of Chester, containing about three arpents and a half in width by the depth existing from the former route thirty-four to the road between the ninth and the tenth range, namely a superficial area of about thirty arpents, known and designated on the official cadaster for the parish of St-Christophe, township of Chester, as being the northeast part of lot number one hundred and ten (N.E.P. 110) and bounded as follows: in front at the northeast by the road between the ninth and the tenth range, in depth on the southwest by the former route thirty-four, on one side at the northwest by a part of lot one hundred and thirteen belonging to the borrower and on the other side at the southeast by the road that leads to the ninth range.

The said immoveable subject to a servitude in favor of "The Shawinigan Water & Power Co." pursuant to title registered on October 27, 1948, under No. 99628.

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the Registration Division for Arthabaska, 33 Laurier Street, in Arthabaska, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER 1966, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, November 3, 1966.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.
17229

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour du Magistrat, { **LA SOCIÉTÉ COOPÉ-**
No 32-548. { **RATIVE AGRICO-**
LE GRANDE COUDÉE,
corporation légalement constituée ayant son
siège social à St-Martin, comté de Beauce, de-
manderesse *vs* GÉRARD LANGELE, de St-
Martin, Beauce défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:
« Un emplacement situé au village St-Mar-
tin, Beauce, étant partie du lot numéro huit E
(P/S-E) du cadastre pour le premier rang du
canton de Shenley Nord, en le comté de Beauce,
ayant sur le sens du chemin public une largeur
de quarante-cinq pieds (45') environ sur une pro-
fondeur d'environ cent dix pieds (110') mesure
anglaise; à enlever de la profondeur cependant,
les terrains pris pour l'élargissement de la route;
et borné comme suit: au nord; à la route, au sud;
au terrain appartenant à G. O. Poulin ou repré-
sentants; à l'ouest: à Marie Annette Couture;
et à l'est: au terrain de G. O. Poulin, ou repré-
sentants. « Avec toutes bâtisses et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
de Beauceville-est, comté de Beauce, le VINGT-
TIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX
heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce. 17230-0
[Insertion: 12 novembre 1966]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { **ROBIN, JONES &**
No 8338. { **WHITMAN LIMI-**
TED, corps politique et
incorporé, ayant sa principale place d'affaires à
Paspédiac, comté de Bonaventure, et une place
d'affaires en la ville de Gaspé, district de Gaspé,
demanderesse, *vs* GEORGES BOULAY, élec-
tricien, de la ville de Gaspé, comté et district de
Gaspé, défendeur.

« Une certaine maison érigée sur partie du lot
numéro 117-2 de la ville de Gaspé et apparte-
nant à Georges Boulay ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement
de Percé, comté et district de Gaspé, LUNDI,
le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE
1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 11 octobre 1966. 16999-42-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { **GÉRARD BEAULIEU,**
No 7052. { marchand de Rivière-
Madeleine, comté et district
de Gaspé, Province de Québec, demandeur, *vs*
ANTOINE CÔTÉ, de Rivière Madeleine, comté
et district de Gaspé, Province de Québec, défen-
deur.

« Partie du lot 41-4, Seigneurie Rivière Ma-
deleine, rang I. »

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Magistrate's Court, { **LA SOCIÉTÉ COOPÉ-**
No. 32-548. { **RATIVE AGRICO-**
LE GRANDE COUDÉE,
a corporation legally incorporated having its
head office at St-Martin, county of Beauce,
plaintiff, *vs* GÉRARD LANGELE, of St-
Martin, Beauce, defendant.

To be sold the immovable hereafter described:
"An emplacement situated in the village
of St-Martin, Beauce, being part of lot number
eight E (P/S-E) of the cadaster for the first
range of the township of Shenley North, in the
county of Beauce, having in the direction of the
public road a width of forty-five feet (45')
approximately by a depth of about one hundred
and ten feet (110') English measure; to withdraw
from the depth, however, the terrains taken for
the enlargement of the highway; and bounded
as follows: on the north: by the highway, on the
south, by the terrain belonging to G. O. Poulin
or representatives; on the west, by Marie Annette
Couture; and on the east, by the terrain of G. O.
Poulin, or representatives. With all buildings
and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Beauce-
ville-East, county of Beauce, on the TWEN-
TIETH day of DECEMBER, 1966, at TEN
o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
St-Joseph de Beauce. 17230
[Insertion: November 12, 1966]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, { **ROBIN, JONES &**
No. 8338. { **WHITMAN LIMI-**
TED, body politic and cor-
porate, having its principal business place at
Paspédiac, county of Bonaventure, and a business
place in the town of Gaspé, district of Gaspé,
plaintiff, *vs* GEORGES BOULAY, electrician,
of the town of Gaspé, county and district of
Gaspé, defendant.

"A certain house erected on part of lot number
117-2 of the town of Gaspé and belonging to
Georges Boulay"

To be sold at the registration office of Percé,
county and district of Gaspé, MONDAY, the
TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER,
1966, at TEN o'clock in the morning.

PERCY BIARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, October 11, 1966. 16999-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { **GÉRARD BEAULIEU,**
No. 7052. { marchand of Rivière-
Madeleine, county and district of
Gaspé, province of Quebec, plaintiff, *vs* ANTOI-
NE CÔTÉ, of Rivière Madeleine, county and dis-
trict of Gaspé, province of Quebec, defendant.

"Part of lot 41-4, Seigniorship of Rivière Ma-
deleine, range I."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 4 novembre 1966, 17250-45-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { ROGER PELLETIER, No 8830. } marchand, domicilié à Cap-Chat-Est, comté et district de Gaspé, demandeur, vs NAPOLEON LEVESQUE, journalier, domicilié à Québec, district de Québec, défendeur.

« Lot No 58-B-1, rang 1, canton de Cap-Chat, avec résidences, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 4 novembre 1966, 17251-45-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour de l'Échiquier { LOI DE L'IMPÔT SUR du Canada, } LE REVENU ET No IT-4345-62. } MODIFICATIONS, demanderesse, vs PIERRE GUTKAES, Rivière Madeleine, comté de Gaspé-Nord, Province de Québec, défendeur.

Lot No 24-B, 1er rang, canton Denoue.

De figure irrégulière, faisant partie du lot 24 de l'arpentage primitif, borné au Nord-Est par le golfe St-Laurent, à l'Est par le lot 24-A (Édouard Synnett), au Sud par le rang II, à l'Ouest par les lots 24-C-1 et 24-C-2, appartenant tous les deux à Alfred Côté; mesurant 4 chaînes et 55 mailles de largeur sur 113 chaînes de profondeur moyenne, contenant en superficie 51.41 acres.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 4 novembre 1966, 17252-45-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { J. L. THÉRIAULT & No 308-051. } FILS LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à 710, 11ère Avenue, Québec 3, demanderesse, vs ODILON BOUCHER, domicilié à Ruisseau des Olives, P.Q., défendeur.

« Une maison d'habitation située sur le lot No 300-7, Seigneurie de Mont-Louis. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, MARDI, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 4ième jour de novembre 1966, 17253-45-2-o

To be sold at the Registration Office of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, on MONDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Percé, November 4, 1966. 17250-45-2

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, { ROGER PELLETIER, No. 8830. } merchant, domiciled at Cap-Chat-East, county and district of Gaspé, plaintiff, vs NAPOLEON LEVESQUE, labourer, domiciled at Quebec, district of Quebec, defendant.

« Lot No. 58-B-1, range 1, township of Cap-Chat, with residences, circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registration Office of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Percé, November 4, 1966. 17251-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Exchequer's Court { INCOME TAX ACT of Canada, } AND AMENDMENTS, plaintiff vs PIERRE GUTKAES, Madeleine River, county of Gaspé-North, Province of Quebec, defendant.

Lot No. 24-B, 1st Range, Denoue Township.

Of irregular figure, forming part of lot 24 in original land-surveying, bounded on the north-east by St-Lawrence Gulf, on the east by lot 24-A (Édouard Synnett), on the south by Range II, on the west by lots 24-C-1 and 24-C-2, both belonging to Alfred Côté; measuring 4 chains and 55 links in width by 113 chains in average depth, containing in superficial area 51.41 acres.

To be sold at the Registration Division of Ste-Anne des Monts, county Gaspé-North, on THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD, Sheriff.
Sheriff's Office, Percé, November 4, 1966. 17252-45-2

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, { J. L. THÉRIAULT & No. 308-051. } FILS LTÉE, a corporation legally incorporated having its head office at 710, 1st Avenue, Quebec 3, plaintiff, vs ODILON BOUCHER, domiciled at Ruisseau des Olives, P.Q., defendant.

« A dwelling house situated on lot No. 300-7, Mont-Louis Seigniorly. »

To be sold at the registration office of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, TUESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD, Sheriff.
Sheriff's office, Percé, the 4th day of November, 1966. 17253-45-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Local { **LA CITÉ DES SEPT-ILES.**
Municipale. { corporation légalement
constituée ayant son siège so-

cial à Sept-Iles, 546, Avenue Dequen, dans le district de Saguenay, demanderesse, *vs* HYGRADE AUTOMOTIVE LTÉE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaire à Sept-Iles, dans le district de Saguenay, défendeur.

Le lot 2274-2 rang deux (2), village de Sept-Iles.

Description: Un parallélogramme, borné vers le nord-est par le lot 2281, vers le sud-est par le lot 2275, vers le sud-ouest par le lot 2247, une rue, vers le nord-ouest par le lot 2274-1; mesurant un pied et sept dixièmes (1.7') au nord-est et au sud-ouest et cent trente-deux pieds (132') au sud-est et au nord-ouest; contenant en superficie deux cent vingt-quatre pieds carrés. M. A. (224 p.c.)

Le lot 2275 rang deux (2), village de Sept-Iles.

Description: Étant le lot 2275 de l'arpentage primitif; borné au nord-est par le lot 2280; au sud-est par le lot 2276; au sud-ouest par le lot 2247 (rue); au nord-ouest par le lot 2274; mesurant une chaîne (1 ch.) de largeur sur deux chaînes (2 chs) de profondeur; contenant en superficie deux dixièmes d'acre (0.2 acre).

Le lot 2276 rang deux (2), village de Sept-Iles.

Descriptions: Étant le lot 2276 de l'arpentage primitif; borné au nord-est par le lot 2279; au sud-est par le lot 2277; au sud-ouest par le lot 2247 (rue); au nord-ouest par le lot 2275; mesurant une chaîne (1 ch.) de largeur sur deux chaînes (2 chs) de profondeur; contenant en superficie deux dixièmes d'acre. (0.2 acre)

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Sept-Iles, 546, Dequen, Sept-Iles, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, ROGER BÉRUBÉ.
Sept-Iles, le 3 novembre 1966. 17244-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Locale { **LA CITÉ DES SEPT-ILES.**
Municipale. { corporation légalement
constituée ayant son siège so-

cial à Sept-Iles, 546 avenue Dequen, dans le district de Saguenay, demanderesse, *vs* LAURENDALE HOMES LTD., Corporation légalement constituée ayant une place d'affaire à Sept-Iles, dans le district de Saguenay, défenderesse.

Le lot: 494-1-15 rang deux (2), village de Sept-Iles.

Description: De forme irrégulière, borné vers le nord-est par les lots: 494-1-13 et 494-1-14, vers le sud-est par les lots 495-19, 495-20, 495-21, 495-22 et 494-1-14, vers le sud-ouest par les lots 494-1-12, 494-1-7 (rue), 494-1-11, 494-1-10, 494-1-4 (rue) et 494-1-9, vers le nord-ouest par le lot 16-i; mesurant cinq cent trente-trois pieds et un dixième (533.1') et cent seize pieds (116')

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Local Municipal { **THE CITY OF SEPT-ILES.**
Court. { a corporation legally in-
corporated having its head

office at Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, in the district of Saguenay, plaintiff, *vs* HYGRADE AUTOMOTIVE LTÉE, a corporation legally incorporated having a place of business at Sept-Iles, in the district of Saguenay, defendant.

Lot 2274-2 range two (2), village of Sept-Iles.

Description: A parallelogram, bounded towards the north-east by lot 2281, towards the south-east by lot 2275, towards the south-west by lot 2247, one street, towards the north-west by lot 2274-1; measuring one foot and seven tenths (1.7') on the north-east and on the south-west and one hundred and thirty-two feet (132') on the south-east and on the north-west; containing in area two hundred and twenty-four square feet, E.M. (224 s.f.).

Lot 2275 range two (2), village of Sept-Iles.

Description: Being lot 2275 of first surveying; bounded on the north-east by lot 2280; on the south-east by lot 2276; on the south-west by lot 2247 (street); on the north-west by lot 2274; measuring one chain (1 ch.) in width by two chains (2 chs) in depth; containing in area two tenths of an acre (0.2 acre).

Lot 2276 range two (2), village of Sept-Iles.

Description: Being lot 2276 of first surveying; bounded on the north-east by lot 2279; on the south-east by lot 2277; on the south-west by lot 2247 (street); on the north-west by lot 2275; measuring on chain (1 ch.) in width by two chains (2 chs) in depth; containing in area two tenths of an acre (0.2 acre).

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the registration office of Sept-Iles, 546 Dequen, Sept-Iles, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ROGER BÉRUBÉ,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sept-Iles, November 3, 1966. 17244

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Local Municipal { **CITY OF SEPT-ILES.**
Court. { a corporation legally in-
corporated having its head

office in Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, in the district of Saguenay, plaintiff, *vs* LAURENDALE HOMES LTD., a corporation legally incorporated, having a place of business in Sept-Iles, in the district of Saguenay, defendant.

Lot: 494-1-15, Range two (2) village of Sept-Iles.

Description: Of irregular figure, bounded towards northeast by lots: 494-1-13 and 494-1-14, towards the southeast by lots 495-19, 495-20, 495-21, 495-22 and 494-1-14, towards the southwest by lots 494-1-12, 494-1-7 (street) 494-1-11, 494-1-10, 494-1-4 (street) and 494-1-9, towards the northwest by lot 16-i; measuring five hundred and thirty-three feet and one tenth

au nord-est, cent vingt pieds (120) et trois cent quarante sept pieds et neuf dixièmes (347.9') au sud-est, cent vingt et un pieds (121'), vingt-deux pieds et un dixième (22.1'), cinquante pieds (50'), quatorze pieds (14'), cent quatorze pieds (114'), quatorze pieds (14'), cent trente-huit pieds et huit dixièmes (138.8') vingt trois pieds et un dixième (23.1'), quarante-neuf pieds et sept dixièmes (49.7') trente-quatre pieds (34') et cent trente quatre pieds et huit dixièmes (134.8') successivement le long de la ligne brisée qui forme la limite sud-ouest du lot 494-1-15 et quatre cent quatre-vingt-seize pieds et six dixièmes (496.6') au nord-ouest; contenant en superficie deux cent soixante-dix-sept mille trois cent quatre-vingt-quinze pieds carrés M.A. (277,395 p.c.)

Le lot: 495-14 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-15 (rue), au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-13, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur et cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés M.A. (10,824')

Le lot: 495-16 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-17, au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-15 (rue), au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés M.A. (10,824')

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Sept-Iles, 546 Dequen, Sept-Iles, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,

Bureau du Député-shérif, ROGER BÉRUBÉ.
Sept-Iles, le 3 novembre 1966. 17254-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauteville

Cour locale { LA CITÉ DES SEPT-ILES.
Municipale. { corporation légalement

constituée ayant son siège social à Sept-Iles, 546 Avenue Dequen, dans le district de Saguenay, demanderesse, *vs* ENTREPRISES DU BAS ST-LAURENT, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaire à Sept-Iles, défendeur.

Le lot 494-1-13 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: De forme irrégulière, borné vers le nord-est par le lot 2351 (Avenue Laure), vers le sud-est par le lot 495-23, vers le sud-ouest par le lot 494-1-14 et 494-1-15, vers le nord-ouest par le lot 16-i; mesurant six cent cinquante pieds et cinq dixièmes (650.5') au nord-est, seize pieds (16') au sud-est, six cent quarante-neuf pieds et un dixième (649.1') au sud-ouest et seize pieds et un dixième (16.1') au nord-ouest; contenant en superficie dix mille trois cent quatre-vingt-seize pieds carrés M.A. (10,396 p.c.).

Le lot 495-15 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Une rue. Borné au nord-est par le lot 495-16, au sud-est par la rue Régneau,

(533.1') and one hundred and sixteen feet (116') on the northeast, one hundred and twenty feet (120') and three hundred and forty-seven feet and nine tenths (347.9') on the southeast, one hundred and twenty-one feet (121'), twenty-two feet and one tenth (22.1'), fifty feet (50'), fourteen feet (14'), one hundred and fourteen (114') fourteen feet (14'), on hundred and thirty-eight feet and eight tenths (138.8'), twenty-three feet and one tenth (23.1') forty-nine feet and seven tenths (49.7'), thirty-four (34') and one hundred and thirty-four feet and eight tenths (134.8') successively along the broken line that forms the southwest boundary of lot 494-1-15 and four hundred and ninety-six feet and six tenths (496.6') on the northwest; containing in superficial area two hundred seventy-seven thousand three hundred ninety-five square feet E.M. (277,395 s.f.)

Lot: 495-14 Range two (2), village of Sept-Iles.

Description: A rectangle, bounded on the northeast by lot 495-15 (street), on the southeast by Régneau Street, on the southwest by lot 495-13, on the northwest by lot 494. Measuring eighty-two feet in width and one hundred and thirty-two feet in depth, containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet E.M. (10,824')

Lot: 495-16, Range two (2), village of Sept-Iles.

Description: A rectangle. Bounded on the northwest by lot 495-17, on the southeast by Régneau Street, on the southwest by lot 495-15 (street) on the northwest by lot 494. Measuring eighty-two feet in width by one hundred and thirty-two feet in depth. Containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet E.M. (10,824')

To be sold at the Registration Office of Sept-Iles, 546 Dequen, Sept-Iles, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ROGER BÉRUBÉ,

Office of the Deputy Sheriff, Deputy-Sheriff.
Sept-Iles, November 3, 1966. 17254

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauteville

Local Municipal { CITY OF SEPT-ILES, a
Court. { corporation legally in-

corporated, having its head office in Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, in the district of Saguenay, plaintiff, *vs* ENTREPRISES DU BAS ST-LAURENT, a corporation legally incorporated, having a place of business in Sept-Iles, defendant.

Lot 494-1-13 range two (2), village of Sept-Iles.

Description: Of irregular figure, bounded towards the northeast by lot 2351 (Laure Avenue), towards the southeast by lot 495-23, towards the southwest by lot 494-1-14 and 494-1-15, towards the northwest by lot 16-i; measuring six hundred and fifty feet and five tenths (650.5') on the northeast, sixteen feet (16') on the southeast, six hundred and forty-nine feet and one tenth (649.1') on the southwest and sixteen feet and one tenth (16.1') on the northwest; containing in superficial area ten thousand three hundred and ninety-six square feet E.M. (10,396 s.f.).

Lot 495-15, range two (2), village of Sept-Iles.

Description: A street, bounded on the northeast by lot 495-16, on the southeast by Régneau

au sud-ouest par le lot 495-14, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant soixante-six pieds de largeur et quatre-vingt-deux pieds de longueur. Contenant en superficie cinq mille quatre cent douze pieds carrés. M.A. (5,412').

Le lot 495-17 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-18 (rue), au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-16, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur et cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés. M.A. (10,824').

Le lot 495-18 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Une rue. Borné au nord-est par le lot 495-19, au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-17, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds de largeur et quatre-vingt-deux pieds de longueur. Contenant en superficie huit mille cent dix-huit pieds carrés. M.A. (8,118').

Le lot 495-20 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Un rectangle. Borné au nord-est par le lot 495-21 (rue), au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-19, au nord-ouest par le lot 494. Mesurant quatre-vingt-deux pieds de largeur et cent trente-deux pieds de profondeur. Contenant en superficie dix mille huit cent vingt-quatre pieds carrés. M.A. (10,824').

Le lot 495-21 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description: Une rue. Borné au nord-est par le lot 495-22, au sud-est par la rue Régneau, au sud-ouest par le lot 495-20, au nord-ouest, par le lot 494. Mesurant soixante-six pieds de largeur et quatre-vingt-deux pieds de longueur. Contenant en superficie cinq mille quatre cent douze pieds carrés. M.A. (5,412').

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Sept-Iles, 546, Avenue Dequen, Sept-Iles, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1966 à ONZE heures TRENTE de l'avant-midi.

Le Député-Sheriff,

Bureau du Député Sheriff, ROGER BÉRUBÉ,
Sept-Iles, le 4 novembre 1966. 17255-0

street, on the southwest by lot 495-14, on the northwest by lot 494. Measuring sixty-six feet in width and eighty-two feet in length. Containing in superficial area five thousand four hundred and twelve square feet. E.M. (5,412').

Lot 495-17 range two (2) village of Sept-Iles.

Description: A rectangle. Bounded on the northeast by lot 495-18 (street) on the southeast by Régneau Street, on the southwest by lot 495-16, on the northwest by lot 494. Measuring eighty-two feet in width and one hundred and thirty-two feet in depth. Containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet. E.M. (10,824').

Lot 495-18 range two (2) village of Sept-Iles.

Description: A street, bounded on the northeast by lot 495-19, on the southeast by Régneau street, on the southwest by lot 495-17, on the northwest by lot 494, measuring ninety-nine feet in width and eighty-two feet in length. Containing in superficial area eight thousand one hundred and eighteen square feet. E.M. (8,118').

Lot 495-20 range two (2) village of Sept-Iles.

Description: A rectangle. Bounded on the northeast by lot 495-21 (street), on the southeast by Régneau street, on the southwest by lot 495-19, on the northwest by lot 494. Measuring eighty-two feet in width and one hundred and thirty-two feet in depth. Containing in superficial area ten thousand eight hundred and twenty-four square feet. E.M. (10,824').

Lot 495-21 range two (2), village of Sept-Iles.

Description: A street. Bounded on the northeast by lot 495-22, on the southeast by Régneau Street, on the southwest by lot 495-20, on the northwest by lot 494. Measuring sixty-six feet in width and eighty-two feet in length. Containing in superficial area five thousand four hundred and twelve square feet. E.M. (5,412').

To be sold at the Registration Office of Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, Sept-Iles, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1966 at ELEVEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ROGER BÉRUBÉ,

Office of the Deputy Sheriff, Deputy-Sheriff,
Sept-Iles, November 4, 1966. 17255

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Cour Supérieure, { ANTONIN BOUDREAU,
No 20570. { journalier, domicilié en
la cité de St-Jean, district
d'Iberville, demandeur *vs* ANTONIO YANAKIS,
journalier, actuellement résidant à St-Gabriel-de-Brandon, district de Joliette.

Une partie du lot connu et désigné comme étant partie du lot No P. 232-L-2 qui depuis a été changé pour être connue et désignée comme partie du lot No P. 232-168-2; ainsi qu'une partie du lot No P. 535-2 et partie de lot No 535-3-A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, le tout mesurant soixante-six (66') pieds en largeur sur environ quatre-vingt-dix (90') pieds en profondeur, borné en front par la rue

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, { ANTONIN BOUDREAU,
No. 20570. { labourer, domiciled in
the city of St-John, district of
Iberville, plaintiff, *vs* ANTONIO YANAKIS,
labourer, presently residing at St-Gabriel-de-Brandon, district of Joliette.

One part of the lot known and designated as heng part of lot No. P. 232-L-2 which, since, has been changed to be known and designated as part of lot No. P. 232-168-2; as well as one part of lot No. P. 535-2 and part of lot No. P. 535-3-A, on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of St-Gabriel-de-Brandon, the whole measuring sixty-six (66') feet in width by about ninety (90') feet in depth, bounded in front by Lake Maskinongé Street

du Lac Maskinongé (St-Gabriel-de-Brandon), en profondeur par Napoléon Ducharme et Dame O. Daniel Brosseau, au sud-est par Canadian Pétro-Fina, au Nord-Ouest partie par Raymond Trudeau et partie par Henri Gagnon.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Berthier, situé à 180, rue Champlain, Berthierville, district de Joliette, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHARLES ÉLEMENT.
Joliette, ce 31 octobre 1966. 17202-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: {MICHAELS ART
No 694 581. {BRONZE COMPA-
NY, demanderesse, vs

HENRI BOSSÉ DESBARATS et al, défendeurs.

«Un emplacement ayant front sur la montée Ste-Marie dans la paroisse de Pointe-Claire dans la province de Québec, connu comme étant la subdivision cinq du lot cent soixante-deux (162-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, mesurant six cent soixante-quatre pieds sur sa ligne nord-ouest au long de la Montée Ste-Marie, sa ligne arrière étant irrégulière, cinq cent quarante-neuf pieds de profondeur sur sa ligne sud-ouest et cinq cent soixante-douze pieds et deux dixièmes d'un pied sur sa ligne nord-est et ayant une superficie de trois cent quatre-vingt-neuf mille trois cent quatre-vingt-onze pieds carrés.

Avec les bâtisses dessus érigées, portant le numéro civique 17450, Montée Ste-Marie.»

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 8 novembre 1966. 17279

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: {JAYDELL INC., deman-
No 709 279. {deresse, vs TOPPER
FOOTWEAR LTD., défen-
deresse.

1° Un emplacement sis et situé au coin nord-est de l'Avenue des Érables et du Boulevard Rosemont, en la cité de Montréal, et composé comme suit:

a) du lot numéro trois de la re-subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux cent huit (208-1984-3) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

b) du lot numéro deux de la re-subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux cent huit (208-1984-2) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

Avec la bâtisse à appartements, de trois étages, en pierre et brique, y érigée portant les numéros civiques 2205, 2207 et 2211 du Boulevard Rosemont et 5915 de ladite Avenue des Érables, dont le mur latéral nord-est mesurant

(St-Gabriel-de-Brandon), in depth by Napoléon Ducharme and Dame O. Daniel Brosseau, on the south-east by Canadian Pétro-Fina, on the north-west part by Raymond Trudeau and part by Henri Gagnon.

To be sold at the registry office of the county of Berthier, situated at 180 Champlain Street, Berthierville, district of Joliette, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of DECEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, October 31, 1966. 17202

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: {MICHAELS ART
No. 694 581. {BRONZE COMPA-
NY, plaintiff, vs HENRI

BOSSÉ DESBARATS et al, defendants.

“An emplacement fronting on Montée Ste-Marie in the parish of Pointe-Claire in the Province of Quebec, known as subdivision five of lot one hundred and sixty-two (162-5) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire, measuring six hundred and sixty-four feet in its north-west line along Montée Ste-Marie, its rear line being irregular, five hundred and forty-nine feet in depth in its south-west line and five hundred and seventy-two feet and two-tenths of a foot in its north-east line and having an area of three hundred and eighty-nine thousand three hundred and ninety-one square feet.

With the building thereon erected bearing Civic number 17450 Montée Ste-Marie.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 8, 1966. 17279-0

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: {JAYDELL INC., plain-
No. 709 279. {tiff, vs TOPPER FOOT-
WEAR LTD., defendant.

1. An emplacement lying and situated at the northeast corner of des Érables Avenue and Rosemont Boulevard, in the city of Montreal, and composed as follows:

(a) of lot number three of the resubdivision of lot number one thousand nine hundred and eighty-four of the subdivision of original lot number two hundred and eight (208-1984-3) of the official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte de la Visitation;

(b) of lot number two of the resubdivision of lot number one thousand nine hundred and eighty-four of the subdivision of original lot number two hundred and eight (208-1984-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte de la Visitation;

With the apartment building, of three storeys, in stone and brick, thereon erected bearing civic numbers 2205, 2207 and 2211 of Rosemont Boulevard and 5915 of said des Érables Avenue, the northeast lateral wall of which measuring

quarante-sept pieds et cinquante-cinq centièmes de pied de profondeur est mitoyen;

Avec toutes circonstances et dépendances y attachées et avec et sujet ledit emplacement et la bâtisse y érigée à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes les affectant;

Aussi compris avec ladite bâtisse tout l'équipement et le mobilier se trouvant dans ladite bâtisse, sans exception ni réserve.

2° Un emplacement ayant front sur le Boulevard Rosemont, en la cité de Montréal, étant le lot connu et désigné sous le numéro quatre de la re-subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux cent huit (208-1984-4) desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation;

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 2215 Boulevard Rosemont, dont le mur latéral sud-ouest est mitoyen avec la bâtisse adjacente au sud-ouest sur une profondeur de quarante-sept pieds et cinquante-cinq centièmes de pied;

Avec toutes circonstances et dépendances y attachées et avec et sujet ledit emplacement et la bâtisse y érigée à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes les affectant;

Aussi compris avec ladite bâtisse, tout l'équipement et tout le mobilier se trouvant dans ladite bâtisse, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 8 novembre 1966. 17283-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { ROGER GILBERT, demandeur, *vs* FLO-
No 719 116. { RIAN POMERLEAU, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Ste-Claire, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant:

1° Le lot numéro deux cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-281), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe;

2° Le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-280-2) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Longue-Pointe;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, plus particulièrement une maison à deux étages de hauteur, contenant deux logements et portant les numéros 9645 et 9647 de ladite rue Ste-Claire, en la cité de Montréal. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 8 novembre 1966. 17284-0

forty-seven feet and fifty-five hundredths of a foot, is mitoyen;

With all circumstances and dependencies thereto attached and with and subject, the said emplacement and the building thereto erected, to all servitudes active and passive, apparent or non apparent affecting them;

Also comprised with the said building all the equipment and the furniture found in the said building, without exception nor reserve.

2. An emplacement fronting on Rosemont Boulevard, in the city of Montreal, being the lot known and designated under number four of the resubdivision of lot number one thousand nine hundred and eighty-four of the subdivision of original lot number two hundred and eight (208-1984-4) on said official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte de la Visitation;

With the building thereon erected bearing civic number 2215 Rosemont Boulevard, the southwest lateral wall of which is mitoyen with the adjacent building on the southwest by a depth of forty-seven feet and fifty-five hundredths of a foot;

With all circumstances and dependencies thereto attached and with and subject, the said emplacement and the building thereon erected, to all servitudes active and passive, apparent or occult affecting them;

Also comprised with the said building, all the equipment and all the furniture in the said building, without exception nor reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 8, 1966. 17283

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ROGER GILBERT, plain-
No. 719 116. { tiff, *vs* FLORIAN PO-
MERLEAU, defendant.

“An emplacement fronting on Ste-Claire Street, in the city of Montreal, known and designated as being:

1. Lot number two hundred and eighty-one of the official subdivision of original lot number four hundred and nine (409-281), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe;

2. Lot number two of the resubdivision of lot number two hundred and eighty of the official subdivision of original lot number four hundred and nine (409-280-2) on the official plan and book of reference of the said parish of Longue-Pointe;

With all buildings thereon constructed, more particularly a two storey house containing two dwellings and bearing numbers 9645 and 9647 of said Ste-Claire Street, in the city of Montreal.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 8, 1966. 17284

SAINT — HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

No 17 591. { **LA BANQUE DE MONTRÉAL**,
demanderesse, ayant une place d'affaire à Ste-Rosalie, district de St-Hyacinthe, *vs* **JEAN-RENÉ HAMEL**, de St-Dominique, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une terre, située en la paroisse de St-Dominique, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Dominique comme étant les lots numéros trois cent cinquante et un et trois cent cinquante-deux, (351 et 352); avec les bâtisses y érigées.

Une autre terre, située en la même paroisse de la contenance d'un arpent de largeur par environ trente arpents de profondeur, tenant d'un côté à la terre ci-dessus désignée, de l'autre côté à Antoine Chagnon ou représentant, en profondeur au rang St-François de la paroisse de St-Pie, en front au chemin public, ladite terre étant la partie Nord Ouest du lot numéro trois cent cinquante (Pte 350) des plans et livres de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Dominique, sans bâtisse.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Bagot, situé à Saint-Liboire, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
St-Hyacinthe, le 17 octobre 1966, 17042-42-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

No 13 198 and 13 959 { **D^r LIBOIRE BEAURE-GARD**, domicilié à Douville, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* **TOUSSAINT LARIVIÈRE** de St-Hyacinthe défendeur et **DONAT LARIVIÈRE**, mis en cause et exécuter testamentaire, de St-Hyacinthe.

Un immeuble, situé en la cité de St-Hyacinthe, rue Lafontaine, comprenant: un terrain désigné comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un (581) au cadastre officiel de la paroisse de St-Hyacinthe, a distraire cependant une lisière de terrain de seize pieds de profondeur, sur toute la largeur dudit lot, qui a servie à l'élargissement de ladite rue Lafontaine, une maison en bois à quatre logis, circonstances et dépendance, et tout lustre et électrolier y installés et pouvant appartenir au vendeur.

Tel que le tout est aujourd'hui et sans aucune exception par les vendeurs.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de St-Hyacinthe, situé au palais de Justice de Saint-Hyacinthe, SAMEDI le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1966 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, R. P. PRUD'HOMME.
Ce 29 octobre 1966, 17272-o

SAINT — HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

No. 17 591. { **THE BANK OF MONTREAL**,
plaintiff, having its place of business in Ste-Rosalie, district of St-Hyacinthe, *vs* **JEAN-RENÉ HAMEL**, of St-Dominique, district of St-Hyacinthe, defendant.

A piece of land situated in the parish of St-Dominique, county of Bagot, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St-Dominique as being lots numbers three hundred and fifty-one and three hundred and fifty-two, (351 and 352); with the buildings thereon erected.

Another piece of land, situated in the same parish containing one arpent in width by approximately thirty arpents in depth, bounded on one side by the land above designated, on the other side by Antoine Chagnon or representative, in depth by range St-François of the parish of St-Pie, in front by the public road, the said land being the north west part of lot number three hundred and fifty (Pt 350) on the official plans and books of reference of the said parish of St-Dominique, without building.

To be sold at the Registry Office of the county of Bagot, situated at Saint-Liboire, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
St-Hyacinthe, October 17, 1966, 17042-42-2

Canada — Province de Québec
District of St-Hyacinthe

No. 13 198 and 13 959 { **D^r LIBOIRE BEAURE-GARD**, domiciled at Douville, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* **TOUSSAINT LARIVIÈRE** of St-Hyacinthe, defendant, and **DONAT LARIVIÈRE**, mis-en-cause and testamentary executor, of St-Hyacinthe.

An immoveable, situated in the city of St-Hyacinthe, Lafontaine Street, comprising: a terrain designated as being lot number five hundred and eighty-one (581) on the official cadaster of the parish of St-Hyacinthe, to withdraw however a piece of land of sixteen feet in depth, by the whole width of the said lot, which has served to the enlargement of the said Lafontaine Street. A wooden house of four dwellings, circumstances and dependencies, and any chandelier installed therein and might belong to the vendor.

Such as the whole exists to-day and without any exception by the vendors.

To be sold at the Registration Office of the county of St-Hyacinthe, situated at the Court House of Saint-Hyacinthe, SATURDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

R. P. PRUD'HOMME,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
October 29, 1966, 17272

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **THE PRUDENTIAL**
No 57,428. **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA, une

compagnie ayant son siège social et principale place d'affaires en la ville de Newark, dans le comté d'Essex, dans l'état de New Jersey, un des États Unis d'Amérique, et aussi ayant son siège social et principale place d'affaires pour le Canada, dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et aussi ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les ville et district de Montréal, dûment autorisée en vertu de la Loi des Assurances du Dominion du Canada, demanderesse, *vs* GÉRARD ROY, représentants de ventes de Lorraine, y résidant à 29, avenue Hautmont.

Avis de vente

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Hautmont dans la ville de Lorraine, ledit emplacement connu et désigné comme subdivision du lot numéro deux cent vingt-trois du lot cadastral originaire numéro 10 (10-223) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Mesurant cent douze pieds et trente-deux centièmes de pied (112.32) dans la ligne nord est, soixante-cinq pieds (65.0) dans la ligne sud le long d'un arc de cercle produit par un rayon de 875.0 pieds cent deux pieds et vingt-six centièmes de pied (102.26) dans la ligne sud ouest, soixante-dix pieds (70.0) dans la ligne nord ouest, contenant en superficie sept mille deux cent un pieds carrés (7,201.00).

Borné comme suit: au nord-est par le lot numéro 10-222, au sud par le lot numéro 10-144 (avenue Hautmont), au sud ouest par le lot numéro 10-224, au nord-ouest par le lot numéro 10-253 (pare).

Avec la bâtisse dessus construite et portant le numéro civique 29, avenue Hautmont, dans ladite ville de Lorraine ».

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1966, à DEUX heures de l'après-midi. (14/12/66 à 2 h. p.m.)

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 3 novembre 1966. 17245

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **THE PRUDENTIAL**
No. 57,428. **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA, a

company having its head office and principal place of business in the city of Newark, in the county of Essex, in the state of New Jersey, one of the United States of America, and also having its head office and principal place of business for Canada, in the city of Toronto in the province of Ontario, and also having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, duly licensed under the Insurance Act of the Dominion of Canada, plaintiff, *vs* GÉRARD ROY, sales representative of Lorraine, therein residing at 29 Hautmont Avenue.

Notice of sale

The immoveable undermentioned and in the possession of the defendant.

"An emplacement fronting on Hautmont Avenue in the town of Lorraine, said emplacement known and designated as subdivision lot number two hundred and twenty-three of the original cadastral lot number ten (10-223) of the official plan and book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, registration division of Terrebonne.

Measuring one hundred and twelve feet and thirty-two hundredths of a foot (112.32) in the northeast line, sixty-five feet (65.0) in the south line along an arc of circle engendered by a radius of 875.0 feet on hundred and two feet and twenty-six hundredths of a foot (102.26) in the south west line, seventy feet (70.0) in the north west line. Containing in superficies seven thousand two hundred and one square feet (7,201.00).

Bounded as follows: to the northeast by lot number 10-222, to the south by lot number 10-144 (Hautmont Avenue), to the southwest by lot number 10-224, to the northwest by lot number 10-253 (park).

With the building thereon erected add bearing civic number 29 Hautmont Avenue in the said town of Lorraine."

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House of Saint-Jérôme, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1966, at TWO o'clock in the afternoon. (14/12/66 at 2 p.m.)

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Jérôme, November 3, 1966. 17245-0

Ventes pour taxes

Ville de Saint-Rémi

Avis public est par la présente donné par le soussigné, Jean Brossard, secrétaire-trésorier de la ville de St-Rémi, que JEUDI, le PREMIER jour de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des délibérations du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, je procéderai à la vente à l'enchère des lots inclus dans la présente liste, pour arrérages de taxes municipales en 1963, 1964 et 1965 et pour arrérages de taxes scolaires en 1962-63,

Sales for Taxes

Town of Saint-Rémi

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean Brossard, secretary-treasurer of the town of Saint-Rémi, that on THURSDAY, the FIRST day of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal chamber of council in the Town Hall of the above-mentioned municipality, I will proceed with the sale by auction of all the lots included in the attached list, for arrears of municipal taxes in 1963, 1964 and 1965 and for arrears of school

1963-64, 1964-65 et 1965-66 avec les intérêts et les frais; plus les frais subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente, le tout en vertu de la loi à savoir:

Viau, André, 103 St. Thérèse St.

Une partie du lot numéro quatorze (Ptie No 14) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de St-Rémi, mesurant cent vingt-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front, vers le sud-ouest, par la rue Ste-Thérèse, en profondeur, vers le nord-est, par une partie du lot No 14, appartenant à la Ferme du Docteur Viau, d'un côté, vers le sud-est, par une autre partie du lot No 14, appartenant à Louis-Joseph Lazure et uxor, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par une autre partie du lot No 14, appartenant à la Compagnie de Téléphone Bell du Canada.

Avec une maison dessus construite.

Viau, André, taxes municipale: \$628.89; taxes scolaire: \$719.35; intérêts: \$206.10; avis: \$4.55. Total: \$1,558.89.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées audit immeuble.

Donné en la ville de St-Rémi, ce vingt-huitième jour du mois d'octobre mil neuf cent soixante-six.

Le Secrétaire-trésorier,

JEAN BROSSARD.

17150-44-2-o

Ville de Port-Cartier

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Port Cartier que la propriété désignée ci-dessous sera vendue à l'enchère publique, dans la salle du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de ladite ville, JEUDI, le QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Municipal Mortgage Corp. Ltd.— Sur Bloc 1-49, canton de Babel, taxes municipales: \$2,243.65; taxes scolaire: \$814.13; intérêts: \$258.70. Total: \$3,316.48.

Donné à Port Cartier, province de Québec, ce vingt-huitième jour du mois d'octobre 1966.

Certifiée vraie copie.

(Seau)

17158-44-2-o

Le Secrétaire-trésorier,

VILMOND COUTURE.

Ville de Baie d'Urfé Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Baie d'Urfé, JEUDI, le HUITIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent soixante-six (1966) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du treizième jour de septembre 1966, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550,

taxes in 1962-63, 1963-64, 1964-65 and 1965-66, with interests and costs, plus costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid prior to the sale, according to law to wit:

Viau, André, 103, rue Ste-Thérèse:

Part of lot fourteen (P. No. 14) designated on the official cadastre of the town of Saint-Rémi, measuring one hundred and twenty-five feet in width by a dept of one hundred and ten feet, english measures more or less, bounded in front towards the southwest by the Ste Thérèse Street, towards the north-east, by a part of lot 14, belonging at the Docteur Viau's Farm, towards the south-east, by another part of lot 14, belonging at Louis-Joseph Lazure and uxor and towards the north-west, by another part of lot 14, belonging at the Telephone Bell Company of Canada.

With a house thereon erected.

Viau, André, municipal taxes: \$628.89; school taxes: \$719.35; interests: \$206.10; notice: \$4.55. Total: \$1,558.89.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult attached to the said property.

Given at the town of Saint-Rémi, this twenty-eighth day of month of October, nineteen hundred and sixty-six.

JEAN BROSSARD,

Secretary-Treasurer.

17150-44-2-o

Town of Port Cartier

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Port Cartier, that the property hereafter described will be sold by public auction, at the meeting room of the town council, the Town Hall, foresaid town, THURSDAY, the FIFTEENTH day of month of DECEMBER, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and cost be paid before this sale:

Municipal Mortgage Corp. Ltd.— On Bloc 1-49, township of Babel, municipal taxes: \$2,243.65; school taxes: \$814.13; interests: \$258.70. Total: \$3,316.48.

Given at Port Cartier, Province of Quebec, this twenty-eighth day of the month of October, 1966.

Certified true copy.

(Seal)

17158-44-2-o

VILMOND COUTURE,

Secretary-Treasurer.

Town of Baie d'Urfé County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Baie d'Urfé, THURSDAY, the EIGHTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and sixty-six (1966) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated the thirteen day of September, 1966, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of section 550 of the Cities

(Statuts refondus de la province de Québec, 1964, chapitre 193).

and Towns Act, (Revised statutes of Quebec, 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
R. W. Anderson	305	258.
G. E. Morrison	320	1-7.
L. W. L. Richards	329	25.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne du Bout de l'Île, et situés dans le territoire de la ville de Baie d'Urfé.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné dans la ville de Baie d'Urfé, ce vingt-cinquième jour d'octobre mil neuf cent soixante-six (1966).

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
17203-45-2-o ALICE HOPGOOD.

The above immoveables are all of the official cadastre of the parish of Ste-Anne du Bout de l'Île, and situated in the town of Baie d'Urfé.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the town of Baie d'Urfé, this twenty-fifth day of October, one thousand nine hundred and sixty-six (1966).

(Seal) ALICE HOPGOOD,
17203-45-2-o Secretary-Treasurer.

INDEX No 45

ARRÊTÉ en Conseil

1822 — Règlement concernant certaines conditions de travail des conseillers juridiques et des procureurs de la Couronne	5790
1822 — Regulation concerning certain working conditions for legal advisers and attorneys for the Crown	5790

ASSOCIATION Coopérative

COOPERATIVE Association

Association coopérative d'économie familiale de la région de Val d'Or (L') (Formation)	5823
--	------

Avis

Notices

Beloin, Joseph, Narcisse, Édouard (<i>Requête — Petition</i>)	5823
Estate Jacques Desaulniers (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5825
Fabrique de la paroisse d'Oka (La) (<i>Const.</i>)	5823
Fabrique de la paroisse de Saint-Thomas (<i>Const.</i>)	5823
Fabrique of the parish of Oka (<i>Inc.</i>)	5823
Fabrique of the parish of Saint Thomas (<i>Inc.</i>)	5823
Montreal, ville-city (<i>Rachat d'obligations — Redemption of Bonds</i>)	5823
Parti de l'Union Nationale (<i>Dépenses électorales</i>)	5825
Pointe-Claire, cité-city (<i>Rachat partiel d'obligations — Partial Redemption of Bonds</i>)	5824
Règle de pratique concernant la taxe des témoins	5825
Rule of practice concerning witness taxation	5835
Succession Jacques Desaulniers (<i>Benefit of Inventory</i>)	5825
Union Nationale Party (<i>Election expenses</i>)	5825

BILLS

BILLS

Bills privés (<i>Présentation</i>)	5863
Private bills (<i>Introduction</i>)	5863

CAISSES

SAVINGS

d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'économie des cheminots « 298 » Transport Workers Credit Union (<i>Formation</i>)	5826
Caisse d'économie des enseignants du Lac St-Louis (<i>Formation</i>)	5827
Caisse d'épargne et d'entraide économi- que de Jonquière, Arvida, Kénogami (<i>Formation</i>)	5826
Caisse populaire de Coteau Station (<i>Formation</i>)	5827

COMMISSION de Géographie de Québec

COMMISSION of Quebec Geographical

Lac à l'Île	5827
-------------------	------

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de

Notices relative to the Act of Charter — Surrender of

Belmont Laboratories Co. (Quebec) Inc.	5828
Byrne (Frاند) Ltd.	5829
Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.	5828
Crelcel Service Inc.	5830
Deluxe Car Wash Inc.	5829
Étropol Inc.	5829
Fibre Conduits Limited	5828
Jolyne Import Limited	5830
M. M. Furniture Dept. Ltd.	5828
Montminy (Alphonse) & Fils Inc.	5830
Nithsdale Limited	5828
Play-Sport Ltd.	5829
Rapoport's Bottle Exchange Inc.	5830
Rompa Inc.	5827
Standard Metal Co. Inc.	5828
Westland Construction Inc.	5829

Dissoutes

Arnaud Ready Mix Concrete Ltd.	5830
Ber-Lou Blouses Inc.	5830
Camber Mortgage Corporation	5831
Centre Touristique de Sorel inc.	5831
Chalifour (O.), incorporée	5831
Duval (Edgar) Inc.	5831
Halifax-Triton Ltd.	5831
Immeubles Cimon, inc. (Les)	5832
Lacroix (Georges) ltée	5831
Lalonde (A.) inc.	5831
Lee Dyeing Company of Canada Ltd	5832
L. N. Textile Agencies Inc.	5832
Libracen Inc.	5832
Nomie inc.	5832
Quality Fun Dyeing (Canada) Corp.	5832
Rosemount Golf & Country Clubs Inc.	5832
St. John Realty Co. Ltd.	5833
Seligman & Latz of Quebec, Ltd.	5833
Sesame Envelopes Limited	5833
Share Investments Ltd.	5833
Shermet Construction Company.	5833
Vico Holdings Ltd.	5833
Wales Securities Limited	5833

Divers

Miscellaneous

Association des fabricants de crème glacé de la province de Québec (L') (Règl.)	5834
Association des industriels laitiers de la province de Québec inc. (L') (Règl.)	5834
Association des parents d'étudiants du collège Jésus-Marie de Sillery (L') (Règl.-By-laws)	5834
Baie d'Urfe Yacht Club (Règl.-By-laws)	5835
Conseillers en administration de Montréal inc. (Dir.)	5835
Constructions Deschênes ltée (Les) (Dir.)	5834
Deschênes Construction Ltd. (Dir.)	5834
Expertise Lemoyne inc. (Dir.)	5835
Fondation Léo Roy (Règl.-By-laws)	5835
H. P. Power Drives (Quebec) Inc. (Dir.)	5835
Lemoyne Adjustment Inc. (Dir.)	5835
Montreal Management Consultants Inc. (Dir.)	5835
Nithsdale Limited (Dist. Actif-Assets)	5834
Province of Quebec Ice Cream Manufacturers' Association (By-laws)	5834
Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. (The) (By-laws)	5834
St. Malo Realty Inc. (Dist. Actif-Assets)	5835
Service des loisirs Ste-Louise-de-Marillac de Montréal (Règl.-By-laws)	5834

Lettres patentes

Letters Patent

À La Catalogne Restaurant inc.	5758
Art Cement Flooring Ltd.	5758
Association des Clubs de service du Québec Métropolitain inc. (L')	5759
Association des loisirs de Dewittville, inc. (L')	5764
Association Sepharade Francophone	5759
B. & M. Restaurant Inc.	5759
Beauce gestion inc.	5760
Beauchamp (G.) & fils ltée	5760
Beaumont (Armand) inc.	5760
Bel-Tone Paints (Quebec) Inc.	5779
Berthiaume (Raymond) Productions Inc.	5781
Berthiaume, St-Pierre, Thériault et associés inc.	5761
Boutique Marie-France inc.	5761
C. L. construction ltée	5761

C. L. Construction Ltd.	5761
Centre des loisirs de Ste-Pétronille	5762
Centre sportif St-Pierre-de-Broughton (Le)	5762
Cercle Claire-Fontaine inc. (Le)	5762
Colonie de vacances Monseigneur Desrosiers	5763
Conseillers internationaux en Marketing, inc. (Les)	5773
Coorsh Air Inc.	5763
Corbeil (Paul) & Frères inc.	5764
Corporation de Villiers inc.	5764
Deaudelin Enterprises Ltd.	5857
De Villiers Corporation Inc.	5764
Dewittville Recreation Association, Inc.	5764
Dobeauguy inc.	5765
Éditions Leméac inc. (Les)	5765
École Saint-Jean-Bosco	5765
École Thérèse Gauthier inc.	5766
Économie Familiale inc. (L')	5766
Ellada Bakery Inc.	5766
Entreprises Bellerive inc. (Les)	5767
Entreprises Daudelin ltée (Les)	5767
Entreprises Joncas ltée (Les)	5767
Farewell Cove Farms Limited	5768
Fermes Farewell Cove limitée (Les)	5768
Fleuriste Pelletier & Montpetit ltée	5768
Fongesco inc.	5768
Gagné (Jos) Entreprises inc.	5768
Gagnon (L. P.) (1966) ltée	5769
Gamma Mould & Die Co. Ltd.	5769
Gasco équipement limitée	5769
Go-Lain (E. M.) ltée	5770
Gravel (M.) & fils compagnie ltée	5770
Gravel (M.) & Sons Company Ltd.	5770
Greenspoon (Henry) Entreprises Ltd.	5770
Guy automobile inc.	5771
Hamel (Octave) inc.	5771
Hayden (Ross E.) Sales Inc.	5771
Hébert (Julien) associés inc.	5772
Hébert (Julien) & Associates Inc.	5772
Immeubles GBH limitée (Les)	5772
Immeubles Landry, inc. (Les)	5772
Industries L. P. Talbot ltée (Les)	5773
Industries Rayco limitée	5773
International Marketing Consultants, inc.	5773
J. M. Service inc.	5774
Jeune Chambre de Saint-Basile inc.	5774
Kalil Holdings Ltd.	5774
Kasburn Inc.	5775
Lampron marine inc.	5775
Landry (L. & L.) inc.	5775
Lepage (Florent) ltée	5776
Lepage (Florent) Ltd.	5776
Letarte, (Guy) inc.	5776
Ligue des citoyens de Notre-Dame-de-Lorette du Comté de Chauveau inc. (La)	5776
Marché T. Léonard inc.	5777
Masse & Bergeron inc.	5777
Monsters Productions Inc. (The)	5781
Montagnais Fishing & Hunting Club Inc.	5777
Montreal Packaging Ltd.	5778
Pan-Am Trading Inc.	5778
Papeterie Saint-Gilles, Société artisanale (La)	5778
Peintures Bel-Tone (Québec) inc.	5779
Pelletier (Jean-Baptiste) & fils inc.	5779
Pétroles Paré inc. (Les)	5779
Placements Wood inc. (Les)	5780
Playboy Discothèque Inc.	5780
Plomberie Ste-Madeleine ltée	5780
Productions Klein & Languirand Inc. (Les)	5781

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	DEMANDE à la Législature	APPLICATION to Legislature
Productions Les Monstres inc. (Les)...	5781	Compagnie du Trust National Limitée...	5840
Productions Raymond Berthiaume inc. (Les)...	5781	National Trust Company, Limited...	5840
Professional Data Services Corp.	5782	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Proulx & Bonneau ltée	5782	Affaires municipales	Municipal Affairs
Quebec Decorative Enterprises Inc.	5782	Drommondville, cité-city...	5843
Rayco Industries Limited	5773	Iberville, ville-town (L. P.) (Erratum)...	5843
Reproductions Antiques Montréal inc.	5782	Joliette, cité-city (L. P.)...	5847
Résidences Mercier inc. (Les)	5783	Éducation	Education
Restaurant Le Charolais inc.	5783	<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>	
St-Laurent machinerie inc.	5783	Institut Maisonneuve Inc. (Permis ré-	
Ste-Madeleine Plumbing Ltd.	5780	voqué - License cancelled)...	5840
Singer Holdings Ltd.	5784	Parent, diss., (Dem.-Appl.)...	5840
Société historique de Charlevoix inc. (La)	5784	Finances	Finance
Sopec ltée	5784	<i>Assurances:</i> <i>Insurance:</i>	
Sorebec inc.	5785	St. Lawrence Sugar Refineries, Limited	
Szabo (Peter), Paint Distributor Inc.	5785	Employees' Benefit Society...	5841
Tobin Investment Services Inc.	5785	Unique (L.), Compagnie d'Assurance	
Toldo Developments Inc.	5786	Vie...	5840
Ver-Embel inc.	5786	Unique Life Insurance Company...	5840
Wilburn Inc.	5786	Terres et Forêts	Lands and Forests
Lettres patentes	Supplementary	<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
supplémentaires	Letters Patent	Ste-Thérèse de Blainville, par...	5840
Bouchard & Leblond inc.	5787	Travail	Labour
Chalets Maisonneuve inc. (Les)	5787	<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>	
Cie mfre générale ltée	5788	Construction (Calorifugeurs) Montréal	
Cloutier (Maurice) & fils entreprises gé-		(Mod.)...	5822
nérales inc.	5787	Construction (Insulators) Montréal	
Cusson frères (limitée)	5787	(Amend.)...	5822
Davore Holdings Corp.	5787	Construction, Saguenay (Mod.-Amend.)...	5815
Ducharme (O.) et fils limitée	5788	Construction, Terrebonne (Mod.-Amend.)...	5814
Elliott Investment Inc.	5788	Fer & bronze d'ornementation, Mont-	
Federal Equipment Quebec Limited...	5788	réal (Mod.)...	5809
Fédération des loisirs, région de Trois-		Gasoline stations and service stations,	
Rivières	5788	Chicoutimi (Amend.)...	5806
General Mfg. Co. Ltd.	5788	Imprimerie, Montréal (Prél.)...	5807
Lapan (Frank) Limited	5789	Ornamental Iron and Bronze, Montréal	
Montreal Ship Repairs Limited	5789	(Amend.)...	5809
Sodor inc.	5789	Postes de service et débits d'essence,	
Villeneuve (J. P.) automobile inc.	5789	Chicoutimi, (Mod.)...	5806
Whisky Holdings (International) Co. Ltd.	5789	Printing, Montréal (Levy)...	5807
Sièges sociaux	Head Offices	Voirie	Roads
A. V. Equipment Ltd.	5836	Entretien de routes discontinuées...	5842
Alpine Resorts Limited	5838	Maintenance of roads discontinued...	5842
Agna Inc.	5835	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Annuaire téléphonique judiciaire (1965)		Divers...	5842
inc.	5839	Miscellaneous...	5842
Bio-Research Laboratories Ltd.	5838	PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Capri (Trois-Rivières) inc.	5839	Convocation de la Législature...	5861
Chevron Investment Corporation...	5839	Convocation of the Legislature...	5861
Couture (Yvon) inc.	5838	Establishment of a Social Welfare Court	
École d'administration institutionnelle...	5836	for the judicial districts of Hauterive	
Équipement A. V. ltée	5836	et de Saguenay...	5861
Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.	5837	Établissement d'une Cour de Bien-Être	
Gauthier-Tougas inc.	5838	Social pour les districts judiciaires de	
Grenier (Raymond) & Fils inc.	5837	Hauterive et de Saguenay...	5861
Handy Chemicals Limited	5836		
Hôtel Colonnade Inc.	5837		
Immeubles GBH limitée (Les)	5837		
Isabel Investments Limited	5839		
Laboratoires bio-recherches ltée (Les)...	5838		
Laurentie transport inc.	5837		
Marguerita Pizza Inc.	5836		
Mount Royal Ob-Gyn Group Ltd	5839		
Stephenson Company Ltd	5838		
Villa Christine Ltd	5839		

**RÉGIE
des marchés agricoles
du Québec**

**QUEBEC
Agricultural
Marketing Board**

Producteurs de bois, Nicolet (<i>Plan conjoint</i>).....	5853
Producteurs de bois des Laurentides (<i>Réception</i>).....	5851
Wood producers, Nicolet (<i>Joint plan</i>)..	5853
Wood producers (Laurentides) (<i>Reception</i>).....	5851

SOUMISSIONS

TENDERS

Brossard, ville-town.....	5861
Cowansville, ville-town.....	5855
Matane, ville-town.....	5857
Mont St-Hilaire, ville-town.....	5858
Repentigny, c.s.-s.c.....	5854
Sherbrooke, cité-city.....	5860

**SYNDICATS
Professionnels**

**SYNDICATES
Professional**

Association des enseignants du Grand-Portage (<i>Nom-Name ch.</i>).....	5862
Association des principaux des cantons de l'Est (<i>Const.-Inc.</i>).....	5862
Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.Q.) (<i>Const.-Inc.</i>).....	5863

VENTES

SALES

Loi de faillite

Bankruptcy Act

Dionne, Dame J. Arthur.....	5863
-----------------------------	------

SHÉRIFS

SHERIFFS

Abitibi

Abitibi

Office du crédit agricole du Québec (L') vs Paré.....	5865
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Paré.....	5865

Arthabaska

Arthabaska

Office du crédit agricole (L') vs Gosselin.....	5866
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Gosselin.....	5866

Beauce

Beauce

Société Coopérative vs Langelier.....	5868
---------------------------------------	------

Gaspé

Gaspé

Beaulieu vs Côté.....	5868
Pelletier vs Lévesque.....	5869
Queen (The) vs Gutkaes.....	5869
Reine (La) vs Gutkaes.....	5869
Robin, Jones & Whitman Ltd. vs Boulay.....	5868
Thériault (J. L.) & Fils Ltée vs Boucher.....	5869

Hauterive

Hauterive

Sept-Iles, cité-city vs Entreprises du Bas-St-Laurent.....	5871
Sept-Iles, cité-city vs Hygrade Automob bile Ltée.....	5870
Sept-Iles, cité-city vs Laurendale Ho mes Ltd.....	5870

Joliette

Joliette

Bourdeau vs Yanakis.....	5872
--------------------------	------

Montréal

Montréal

Gilbert vs Pomerleau.....	5874
Jaydell Inc. vs Topper Footwear Ltd....	5873
Michaels Art Bronze Company vs Bossé Desbarats et al.....	5873

Rouyn-Noranda

Rouyn-Noranda

Abitibi Lumber Limited vs Bélanger...	5866
---------------------------------------	------

Saint-Hyacinthe

Saint Hyacinthe

Bank of Montreal (The) vs Hamel....	5875
Banque de Montréal (La) vs Hamel...	5875
Beauregard vs Larivière et al.....	5875

Terrebonne

Terrebonne

Prudential Insurance Company of Ame rica (The) vs Roy.....	5876
---	------

Taxes

Taxes

Baie d'Urfé, ville-town.....	5877
Port-Cartier, ville-town.....	5877
St-Rémi, ville-town.....	5876

